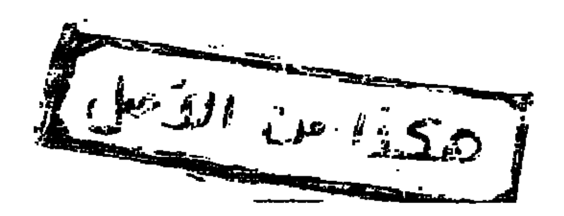


DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12566 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 25 JUIN 1985

La catastrophe du Boeing d'Air India : les experts se rallient à la thèse de l'attentat

L'impératif de sécurité

Jamais le Boeing d'Air India qui a explosé en vol dimanche matin au sud-ouest de l'Irlande n'aurait dû recevoir l'autorisation de décoller de Montréal, affirment certains experts de la sécurité aérienne. Les chiens spécialement entraînés à détecter les bagages contenant de la drogue ou des explosifs avaient en effet manifesté la plus grande excitation en flairant les conteneurs qui allaient être chargés dans la soute de l'appareil. Trois valises avaient été inspectées. On sait aujourd'hui qu'elles ne contenaient aucun engin de mort, mais on est en droit de se demander si les agents de la sécurité de l'aéroport, pressés par le temps, n'ont pas perdu l'occasion d'éviter l'une des plus graves catastrophes aériennes...

L'anecdote, même si elle n'est jamais confirmée officiellement, illustre l'immensité comme les limites de la lutte anti-terroriste dans les pays démocratiques. A moins de se transformer elles-mêmes en leur contraire, les sociétés libérales ne réussiront sans doute jamais à éliminer totalement le terrorisme. Encore faut-il qu'elles soient bien convaincues de son danger et décidées à tout faire pour s'y opposer.

Le terrorisme aérien, qui ignore les frontières et les régimes, est l'un des plus difficiles à vaincre. Dresser la liste des aéroports à risques n'est pas suffisant. Le président Reagan a demandé aux compagnies américaines de boycotter Athènes, à la suite du détournement il y a onze jours de l'appareil de la TWA sur Beyrouth. Va-t-il demander la mise au ban de l'aéroport de Montréal ? Il n'empêche : les contrôles de sécurité doivent être renforcés dans la plupart des aéroports du monde, et ces mesures doivent aussi bien s'appliquer aux passagers qu'au fret. Il s'en ensuivra sans doute une augmentation des charges ainsi que de nouveaux inconvénients matériels pour les usagers, mais ce n'est qu'à ce prix que la sécurité aérienne pourra être renforcée. Aux compagnies concernées et aux gouvernements d'expliquer cet impératif. Aux voyageurs de comprendre qu'il se soldera parfois par d'importants retards. Mais à quoi bon partir à l'heure si c'est pour ne jamais arriver à destination ?

Ces exigences se sont heurtées jusqu'à maintenant à un obstacle majeur : la sécurité sur les différents aéroports du monde relève strictement des Etats. L'Organisation de l'aviation civile (OACI) et l'Association du transport aérien international (IATA) ne disposent que d'un pouvoir consultatif. Comment éviter à la longue de dénoncer les Etats qui ne se soucient pas assez de la sécurité de leurs aéroports ? Comment accepter, par exemple, que les pistes de l'aéroport d'Athènes soient pratiquement accessibles au premier venu puisque aucun dispositif de sécurité ne les protège ? Mais dénoncer les aéroports peu sûrs ne revient-il pas à fournir de précieuses informations aux terroristes ?

Le défi que doivent relever en tout premier lieu les pays démocratiques n'est pas nouveau. Mais il s'imposera de plus en plus à eux, même si l'on ne devait jamais connaître avec certitude la vérité sur la destruction de l'appareil d'Air India. La thèse du terrorisme, que retiennent déjà la plupart des experts, est encore renforcée par la tragédie qui s'est produite dimanche à l'aéroport de Tokyo. Reste à savoir s'il s'agit d'un acte isolé ou du début d'une opération sur une vaste échelle.



Les recherches se poursuivaient, ce lundi 24 juin, à la suite de la catastrophe du Boeing-747 d'Air India, qui s'est abîmé, la veille, au large de l'Irlande, avec 329 personnes à bord. Aucun espoir de retrouver des survivants ne subsiste et les experts s'accordent à penser qu'un attentat est à l'origine du drame. Des appels téléphoniques se réclamant de deux organisations séparatistes indiennes – dont un mouvement sikh – ont revendiqué la responsabilité de la tragédie; 123 corps avaient déjà été retrouvés lundi matin.

Emotion et désarroi

De notre correspondant

New-Delhi. – Choc et désarroi. La plus grande catastrophe aérienne de l'histoire de l'aviation civile indienne faisait la « une » lundi 24 juin, de tous les quotidiens du pays. *« Trois cent vingt-cinq morts... Aucun survivant... Sabotage ? »* Tous les journaux, sans exception, donnaient à entendre que l'appareil n'avait pas pu tomber du ciel par accident.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation civile, M. Ashok Gehlot, a déclaré dimanche soir que, sur la foi des informations en sa possession, *« une explosion semble bien être à l'origine de la catastrophe »*. On raconte, dans les allées du pouvoir, qu'il s'est fait un peu rabrouer par M. Rajiv Gandhi pour cette réaction quelque peu hâtive. Le premier ministre, quant à lui, a fait part de sa *« profonde émotion »* et a exprimé sa sympathie personnelle aux parents des victimes, leur souhaitant *« courage et force d'âme »* face à la tragédie qui les frappe. M. Rajiv Gandhi a également ordonné une enquête judiciaire immédiate pour éclaircir les circonstances du drame. Une équipe de neuf experts indiens a été dépêchée sur les lieux de la catastrophe.

A l'aéroport de Delhi, dimanche soir, les proches des cent cinquante-trois passagers qui devaient débarquer dans la capitale – les autres se rendaient à Bombay – étaient venus aux nouvelles.

PATRICE CLAUDE.

(*Lire la suite page 2.*)

M. Mitterrand dans le Languedoc : accueil modéré de l'opposition et hostile de la CGT

M. François Mitterrand a commencé par Nîmes et Alès, lundi *24 juin, un voyage de deux jours dans le Languedoc-Roussillon. Le* président de la République est accompagné de trois ministres : Mme Georgina Dufoix (affaires sociales et porte-parole du gouvernement), MM Pierre Joxe (intérieur et décentralisation) et Henri Nallet (agriculture).

A Alès, des échauffourées ont opposé des militants CGT – sifflant et criant *« Mitterrand trahison »* – aux socialistes présents. Auparavant, à Nîmes, où la modération prévalait, M. Mitterrand avait souligné qu'il était venu pour *« connaître mieux »* et *« écouter les autres »*, dans un esprit de dialogue.

« Ça va être la corrida »

De notre envoyé spécial

Alès. – *« Ça va être la corrida »*, avait prédit Mme Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales, porte-parole du gouvernement, qui connaît sa région, pensait bien qu'il y aurait du sport à Alès, municipalité communiste, au cœur d'un bassin minier qui broie du noir pour cause de désaffection envers la production charbonnière. Tandis que M. François Mitterrand, à deux pas des arènes de Nîmes, échangeait quelques propos aimables avec le maire de droite de la ville, les militants de la CGT d'Alès procédaient à quelques menus exercices d'échauffement.

A l'évidence, l'avenir n'appartient plus à ceux qui se lèvent tôt, mais à ceux qui cognent et crient le plus fort. On l'a vu lorsqu'il s'est agi de récupérer les meilleures places, face à la mairie d'Alès, pour le passage du cortège présidentiel. Les militants socialistes étaient arrivés les premiers devant l'hôtel de ville mais ceux de la CGT les ont vite délogés. Ils ont brisé quelques pancartes, déchiré les portraits du chef de l'Etat, dans la foulée, vivement frotté quelques museaux socialistes. Il a fallu que la police s'en mêle afin de contenir cette petite foule qui, adossée aux vitrines du Bar de la mairie, poussait les barrières de sécurité au risque de basculer.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(*Lire la suite page 10.*)

CONTRATS DE FORMATION

Rupture patronat-syndicats

Durcissement syndical : à peine reprises, les négociations avec le CNPF sur les contrats de formation recherche d'emploi (CFR) pour les licenciés économiques sont rompues. Les cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC) ont été unanimes pour s'opposer, lundi 24 juin, aux propositions formulées par le CNPF (rupture du contrat de travail, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, durée du contrat de six mois au lieu d'un an, rémunération à 60 % du salaire antérieur brut, notamment).

Dans une déclaration commune, les syndicats demandent le maintien d'un contrat de travail et de l'autorisation administrative de licenciement, la généralisation de ces contrats à l'ensemble des entreprises (y compris celles de moins de dix salariés) et l'organisation d'une négociation des CFR entre syndicats et patronat au niveau de la branche professionnelle ou de l'entreprise. Rappelons que les CFR pourraient concerner annuellement 350 000 salariés.

Après l'échec, en décembre dernier, des négociatons sur la flexibilité, disparaît l'espoir de la reprise de discussions entre les centrales syndicales et le CNPF.

(*Lire page 42 l'article d'Alain Lebaube.*)

Point de vue

Réussir les dénationalisations

par JEAN-MAXIME LÉVÊQUE

M. Jean-Maxime Lévêque, ancien président du Crédit commercial de France, est aujourd'hui président de l'UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité), qui se situe dans l'opposition. M. Lévêque, qui a participé à la convention libérale des 8 et 9 juin, vient de publier un livre : *Dénationalisation, mode d'emploi* (1).

Les nationalisations apparaissent aujourd'hui aux Français pour ce qu'elles sont : une impasse, dont il n'est plus possible de sortir autrement qu'en faisant demi-tour. Ils s'attendent tous à ce qu'en 1986 la France s'engage dans la voie des dénationalisations. Beaucoup de pays nous ont précédés dans cette voie. En nous inspirant de leur expérience, nous avons toutes chances de réussir.

Pourtant, à quelques mois des élections législatives, le débat « nationalisation-dénationalisation » demeure obscur.

A gauche, on est embarrassé pour l'aborder de façon directe. Les motifs économiques et sociaux avancés en 1981 pour justifier les nationalisations se retournent aujourd'hui contre leurs inventeurs. Pour respecter la lettre de la Constitution, il avait fallu montrer que *« la nécessité publique, légalement constatée, l'exigeait évidemment »*. Comme il n'était pas possible d'avouer qu'il ne s'agissait que d'une opération politique, la nécessité invoquée par le gouvernement avait été celle de *« faire face à la crise économique, de promouvoir la croissance et de combattre le chômage »*. Quatre ans se seront bientôt écoulés, et la France en est encore à se débattre dans la crise, alors que les autres pays s'en sont dégagés; notre croissance économique est plus faible que celle de nos partenaires, et, chez nous, le chômage ne fait que s'aggraver. Les entreprises nationalisées sont les premières à licencier; quand elles recrutent et investissent, c'est d'abord dans leurs filiales à l'étranger; leurs effectifs et leurs investissements en France sont en diminution.

L'embarras s'accroît encore du fait que le gouvernement socialiste, incapable de souscrire à toutes les augmentations de capital dont les entreprises publiques ont pourtant impérativement besoin, en vient à pratiquer, sous des formes diverses, une politique de « dénationalisations rampantes ». Et, pour comble de malchance, la régie Renault, ce modèle du genre, le symbole par excellence, essuie défaite sur défaite.

Du côté de l'opposition, on a certes clairement opté pour les dénationalisations. Mais on insiste en général sur les obstacles qu'un programme trop ambitieux risquerait de rencontrer, et on préconise une politique de dénationalisation progressive, étalée dans le temps. Certaines voix s'élèvent même pour recommander la plus grande prudence : dénationaliser un peu, c'est bien; mais dénationaliser le Crédit lyonnais, Renault, les assurances..., il n'y faut pas songer !

La principale crainte exprimée est de ne pas trouver suffisamment d'acheteurs pour les actions des entreprises à dénationaliser. On fait état de l'étroitesse du marché français des actions. Il est vrai que la Bourse française n'arrive, pour les actions, qu'au huitième rang mondial, à peu près au niveau de la Bourse de Singapour, un pays dont la population n'est que le vingtième de la population française. L'offre subite d'une énorme quantité de titres nouveaux, sur un marché aussi étroit, paraît à beaucoup de membres de l'opposition une entreprise irréalisable.

Il est donc temps de situer le débat dans sa véritable perspective et de déterminer avec précision les moyens par lesquels une politique de dénationalisation ambitieuse peut être mise en œuvre dans notre pays.

(*Lire la suite page 43.*)

(1) Albin Michel, 59 F.

AU JOUR LE JOUR

Ressort

A Athènes, on a interrogé M. Mitterrand sur l'affaire Fabius-Jospin en lui demandant ce qu'il pensait de « la querelle des Atrides ». « Ce n'est pas de mon ressort », a-t-il répondu.

Insouciance réelle ou feinte indifférence ? Manière olympienne, en tout cas, de renvoyer dos à dos les deux héros de la tragédie grecque, Laurent Agamemnon et Lionel Ménélas, frères ennemis qui se disputent le royaume paternel.

Eschyle et Sophocle ont montré les funestes conséquences de telles rivalités : parricides, meurtres, guerres, incestes... Pour éviter de telles extrémités, les socialistes devront suivre les conseils que Paul Quilès vient de lancer aux chauffards : « On se calme, on se calme ! »

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

ÉCONOMIE

L'Europe face au projet Eurêka

Un entretien avec M. ETIENNE DAVIGNON

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

LIRE

3. ISRAËL
31 Libanais libérés.

7. UNESCO
Le conseil exécutif n'a réglé aucun des grands problèmes.

11. NOUVELLE-CALÉDONIE
L'insaisissable M. Wibaux.

12. ÉCOLE POLYTECHNIQUE
Deux démissions après la nomination de M. Jacques Attali et de Mme Badinter.

13. JUSTICE
Le Syndicat de la magistrature : pas plus de détenus que de places en prison.

15. CULTURE
Un appel à M. Mitterrand en faveur de la Bibliothèque nationale.

étranger

LA CATASTROPHE DU BOEING D'AIR INDIA

La thèse de l'attentat est retenue par la plupart des experts

Aucun des trois cent vingt-neuf passagers et membres d'équipage du Boeing-747 de la compagnie Air India n'a survécu à l'explosion en vol de l'appareil, qui s'est produite le 23 juin, au-dessus de l'océan Atlantique, au sud-ouest de l'Irlande. Les *sauveteurs qui continuent* à sillonner en bateaux et en hélicoptères la zone de 8 kilomètres de diamètre où se sont éparpillés les débris, ont déjà repêché cent vingt-trois corps. C'est la troisième catastrophe aérienne de l'aviation civile par le nombre des victimes, après la collision de Tenerife (Canaries, Espagne), le 27 juillet 1977, où deux 747 de la KLM et de la Panam s'étaient heurtés *(612 morts)* et l'accident du DC-10 de Turkish Airlines à Ermenonville (Val-d'Oise), le 3 mars 1974 (346 morts).

En provenance de Toronto et Montréal (Canada), l'appareil devait se poser à Londres avant de repartir pour Bombay (Inde). Le vol Air India 182 avait été pris en charge par les services du contrôle aérien de Shannon (Irlande), et le dialogue avec le pilote n'avait rien laissé apparaître d'anormal. Le Jumbo *se préparait à descendre vers* l'aéroport de Londres-Heathrow. A 7 h 30 (GMT), le contrôleur qui suit l'écho lumineux du vol 182 le voit disparaître. Le commandant de bord ne déclenche aucun signal d'alarme et n'envoie aucun message. Les secours aussitôt dépêchés par *les forces navales britanniques* découvrent les débris du Boeing à l'aplomb de la trajectoire indiquée par le dernier écho radar.

Deux hypothèses ont été émises : ou bien l'appareil est tombé pratiquement en piqué, ou bien il a explosé en vol. La chute libre est peu vraisemblable. Volant à 9 500 mètres d'altitude et à une *vitesse d'environ 850* kilomètres-heure, le Boeing était capable, en cas de panne totale de ses quatre réacteurs, de planer pendant *deux* cents kilomètres, ce qui laissait à son équipage le temps de prévenir le sol de la situation et de tenter un amerrissage. L'exemple du 747 de la *China Airlines*, qui avait chuté le 21 février dernier de 9 000 mètres au-dessus de l'océan Pacifique, est là pour prouver que l'appareil *est d'une* remarquable solidité. L'équipage est parvenu à faire repartir les quatre réacteurs au bout de deux minutes de chute et, malgré des déformations graves de l'empennage, l'avion a atterri à San-Francisco une heure plus tard.

Les faits plaident plutôt pour la thèse de l'explosion en vol. Le *silence de l'équipage et l'éparpillement* des débris dans un rayon de 8 km laissent à penser que l'avion s'est désintégré. Une explosion d'origine accidentelle (moteurs) est toujours possible, mais elle serait restée d'effets limités. En revanche, l'explosion d'une bombe de forte *puissance, en provoquant l'ouverture* d'une brèche importante dans le fuselage, devait, la pressurisation aidant, le faire claquer comme un ballon gonflé à bloc.

L'enregisteur de vol, la « boîte noire », a été repéré en mer. Il émet son signal de reconnaissance à environ 700 mètres de profondeur. Les informations qu'il contient permet*tront d'en savoir plus sur* les paramètres techniques enregistrés au moment de l'explosion et de trancher définitivement entre la thèse de l'accident et celle de l'attentat.

En faveur de la thèse de l'attentat, il y a les revendications reçues à Toronto et à New-York et émanant de personnes se disant sikhs. Surtout, les enquêteurs retiendront l'attitude des chiens de l'aéroport de Montréal chargés de détecter, dans les bagages, drogues et produits chimiques, et qui ont obligé à vérifier trois valises suspectes avant le décollage du vol 182 d'Air India. L'avion était parti avec deux heures de retard, du fait de cette alerte qui s'est révélée vaine puisque les *bagages étaient inoffensifs.* Voici un mois qu'Air India avait demandé le renforcement des contrôles à l'embarquement, et les bagages emportés par ses appareils faisaient l'objet d'un maximum de contrôle (rayon X, chambre de décompression et chiens).

Six aéroports suspects

En tout cas, il *ne fait plus* de doute pour les spécialistes que le Boeing d'Air India a été l'objet d'un attentat. L'Association du transport aérien international, qui regroupe cent trente-sept compagnies, a décidé de réunir, le 26 juin, de toute urgence, son comité consultatif de *sécurité afin de faire le point* après le détournement de l'appareil de la TWA au départ d'Athènes, l'explosion du Boeing d'Air India et l'explosion d'un conteneur débarqué d'un avion de Canada Pacific Airlines, qui a provoqué, le 23 juin, la mort de deux manutentionnaires de *l'aéroport de Tokyo-Narita.* Il s'agira pour l'IATA de trouver les moyens de persuader les six aéroports internationaux selon elle laxistes, de prendre les mesures qui s'imposent pour dissuader le terrorisme international. L'IATA refuse de communiquer les noms de ces *plates-formes pour ne pas les signa*ler à l'attention des pirates de l'air. On sait seulement qu'Athènes figure sur cette liste noire, ainsi que deux aéroports d'Extrême-Orient et trois aéroports d'Afrique et du Moyen-Orient. Il s'agit d'aérogares où les autorités n'ont pas mis en place *d'équipements de contrôle suffisants* et dans lesquelles les personnels ne respectent pas les consignes.

Selon les premières constatations, Toronto et Montréal – ainsi que tous les aéroports occidentaux, selon l'*International Herald Tribune* – répondaient aux normes de sécurité en vigueur.

> **Depuis 1969**
>
> **SEPT BOEING-747 FRAPPÉS PAR UNE CATASTROPHE**
>
> **Depuis 1969, année de sa mise en service, le *Boeing-747* a été livré à 608 exemplaires. Cet appareil est le plus gros avion civil en service. Il *emporte environ 450 passagers sur* des distances de 13 000 kilomètres. Il coûte 100 millions de dollars *(940 millions de francs).* Il a été frappé par les catastrophes suivantes, non comprise celle du 23 juin :**
>
> **– Le 20 novembre 1974, à Nairobi (Kenya), un 747 de la Lufthansa s'écrase : 59 morts.**
>
> **– Le 27 mars 1977, à Ténérife (Canaries), deux 747, un de la Panam et un de la KLM, se télescopent sur la piste : 612 morts.**
>
> ***– Le 1er janvier 1978,* à Bombay (Inde), un 747 d'Air India plonge dans la mer : 213 morts.**
>
> **– Le 19 novembre 1980, à Séoul (Corée du Sud), un 747 de Korean Airlines sort de la piste : 14 morts.**
>
> **– Le 1er septembre 1983, la chasse soviétique abat un 747 de la Korean Airlines au-dessus de la presqu'île Sakhaline : 269 morts.**
>
> ***– Le 27 novembre 1983,* un 747 d'Avianca s'écrase à l'atterrissage près de Madrid : 179 morts.**

Emotion et désarroi

(Suite de la première page.)

Scènes d'émotion habituelles dans ce genre de circonstances : un grand-père qui attendait son petit-fils éclate en sanglots; une paysanne de l'Uttar-Pradesh venue en bus accueillir sa fille qui devait rentrer au pays pour des épousailles dans la tradition entre dans une crise d'hystérie, hurle sa peine et s'effondre sous les projecteurs de la télévision ; un homme d'affaires distingué de la *capitale tente vainement de cacher* ses larmes : une semaine plus tôt il avait lui-même envoyé l'argent du billet à ses deux petites nièces et les avait dissuadées de voyager sur Koweit Airlines. *« C'était moins cher, bien sûr, mais je leur avais dit qu'il y avait des risques de détournement... ».*

Plus loin, un patriarche sikh, barbe blanche et turban bleu, ne semble pas comprendre ce qui arrive. Dix fois, il viendra se faire *confirmer que sa fille de vingt*-deux ans est bien sur la liste des victimes. Il finira par s'en aller d'un pas lourd, soutenu par un ami.

A en juger par la liste des passagers, il y avait une bonne vingtaine de sikhs à bord de l'appareil. Est-il possible qu'une organisation extrémiste issue de la même communauté ait délibérément choisi de sacrifier des « frères » à la cause du Khalistan indépendant ? On se souvient qu'au début de la campagne terroriste sikh au Pandjab, en 1983 et 1984, *le nombre des sikhs assassinés* par les séparatistes était à peu près égal à celui des hindous.

Certains, néanmoins, se demandent si le doigt accusateur pointé une nouvelle fois sur la petite communauté ne risque pas de dégénérer en nouveaux pogroms anti sikhs dans la capitale. Il est évidemment trop tôt pour répondre à cette question, mais les notables sikhs de Delhi que nous avons pu joindre ne le pensent pas. Ils rappellent que la campagne terroriste du mois dernier, qui avait fait plus de quatre-vingts morts dans la capitale – des bombes cachées dans des transistors et déposées dans les lieux publics – n'avait donné lieu à aucune représaille populaire.

En fait, huit mois après l'assassinat *d'Indira Gandhi, tous les observateurs* s'accordent à penser que les pogroms qui avaient suivi ce drame étaient bel et bien organisés par certaines factions hindouistes orthodoxes *du parti gouvernemental.* Il est peu probable que M. Rajiv Gandhi tolère pareille répétition d'une tragédie qui avait bien failli coûter à l'Inde son unité.

PATRICE CLAUDE.

● *Un message de condoléances de M. Mitterrand.* – Le président de la République française a fait parvenir à M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, le message suivant à la suite de la disparition en mer d'Irlande du Boeing d'Air India : *« Je vous adresse mes condoléances en vous priant de bien vouloir recevoir et transmettre aux familles des victimes l'expression de ma sympathie personnelle et des sentiments de compassion et d'amitié douloureuse de la France. ».*

DES ORGANISATIONS INDÉPENDANTISTES ONT REVENDIQUÉ LA RESPONSABILITÉ DE LA TRAGÉDIE

La catastrophe du Boeing d'Air India a été revendiquée par deux organisations indiennes. La première revendication a été faite au nom du « dixième régiment » d'une Fédération des étudiants sikhs, dimanche soir à New-York, par un inconnu qui a téléphoné à une journaliste du *New-York Times.* Un autre correspondant anonyme, se réclamant de l'*« Armée de libération du Cachemire »*, en a revendiqué dimanche soir la responsabilité auprès du réseau anglais de Radio-Canada à Toronto, a annoncé l'organisme de radio-télévision.

D'autre part, deux Sikhs, recherchés par le FBI (sûreté fédérale américaine) pour leur participation à un récent complot visant à assassiner le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, sont soupçonnés par les autorités indiennes d'être impliqués dans les deux tragédies du Boeing d'Air India et de l'aéroport de Tokyo, a affirmé lundi le quotidien canadien *The Globe and Mail.*

Selon des déclarations de fonctionnaires indiens, citées par le journal, *l'un des deux suspects, Lal* Singh, a pris l'avion pour Vancouver (côte ouest du Canada) avec en sa possession un billet pour Tokyo sur le vol 003 de la compagnie canadienne CPA. *Il n'aurait finalement* pas pris le Boeing 747 de CPA en partance pour Tokyo, mais, selon les mêmes sources, ses bagages auraient été placés à bord de l'appareil. L'autre suspect, Ammand Singh, se trouverait toujours à Toronto. Mais un porte-parole du FBI a déclaré, lundi matin à Washington, qu'il ne possédait aucune information concernant les deux hommes.

> **Après l'atterrissage d'un avion venant de Vancouver**
>
> **UN CONTENEUR DE BAGAGES EXPLOSE A L'AÉROPORT DE NARITA (Tokyo) : DEUX MORTS**
>
> Tokyo *(AFP).* – L'explosion d'un conteneur, qui a fait 2 morts et 4 blessés graves à *l'aéroport de Narita, dimanche* 23 juin, aurait pu être désastreuse si l'appareil qui le transportait avait eu seulement trente minutes de retard, selon la police de l'aéroport. Le vol 003 de la Canadian Pacific Airlines (CPA) en provenance de Vancouver – un Boeing-747 avec 374 passagers et 16 membres d'équipage à bord – est en fait arrivé à 14 h 52, *heure locale* (5 h 52 GMT) avec trois minutes d'avance sur l'horaire prévu, *selon la compagnie.* C'est à 15 h 20 (6 h 20 GMT), dans la section du tri des bagages au 2e étage du terminal international que l'engin – les enquêteurs pensent qu'il s'agissait d'une bombe à retardement – a explosé, tuant deux jeunes employés de l'aéroport et en blessant quatre autres.
>
> L'explosion meurtrière a été qualifiée d'*« attentat terroriste »* par le ministre canadien des affaires extérieures, M. Joe Clark. Les enquêteurs font remarquer que c'est également *du Canada, à Toronto, qu'avait* décollé le Boeing-747 d'Air India qui s'est abîmé dimanche dans *l'océan Atlantique. La police* japonaise, qui n'exclut pas que l'explosion de Narita soit le fait d'un groupe international de terroristes, entend demander la coopération d'Interpol.
>
> Selon la police, citant les responsables de la CPA, tous les bagages enregistrés à Vancouver avaient été soumis à un contrôle aux rayons X mais n'avaient pas été ouverts individuellement pour inspection. La police estime qu'il *sera très difficile de déterminer* à qui appartenait le bagage contenant l'engin. L'explosion a provoqué un trou de 10 mètres de diamètre dans le plafond, haut de 6 mètres, de la salle et a projeté des débris de métal dans un rayon de 20 mètres. Jonchée de *bagages éventrés, la salle du tri* remplie de fumées mauves, ressemblait à un champ de bataille, selon des témoins de la scène.

L'influente Fédération des étudiants sikhs

De notre correspondant

New-Delhi. – Fondée en 1944 par le parti *Akali Dal*, la Fédération des étudiants sikhs (AISSF) comprendrait autour de deux cent mille membres, dont bon nombre ne sont d'ailleurs plus étudiants. Complètement infiltrée par les séparatistes khalistanais, la Fédération fournit le gros des troupes sécessionnistes depuis au moins trois ans. Le président de l'organisation, Amrik Singh, a été tué par l'armée au cours de l'assaut du 4 juin 1984 contre le Temple d'or d'Amritsar. Son jeune secrétaire général, M. Harminder *Singh Sandhu, grièvement blessé* au cours de la bataille, est en prison et attend son procès.

Des factions de l'AISSF, agissant sous le nom de « Dashmesh regiment », avaient participé aux campagnes d'assassinats et de sabotages qui avaient précédé l'assaut du 4 juin. *Le 19 mars 1984,* Indira Gandhi avait pris une mesure d'interdiction à l'encontre de la Fédération, mesure qui fut levée par Rajiv Gandhi le 11 avril dernier.

Entre-temps, les dirigeants du mouvement étaient entrés dans la clandestinité et faisaient savoir, le 13 avril, qu'ils n'en sortiraient pas. C'est la première fois qu'il est question d'un « Dixième régiment » se réclamant de la fédération. Le « Dashmesh regiment », par contre, s'est manifesté aux Etats-Unis, et il n'est pas impossible qu'il ait également une antenne au Canada.

D'après les estimations généralement acceptées en Inde, la diaspora sikh comprendrait entre un million et un million et demi de personnes, émigrées pour la plupart en Améri*que du Nord* et *en Grande-Bretagne.* Un bon tiers d'entre elles vivraient outre-Manche, et leur présence parfois *bruyante* empoisonne régulièrement les relations entre New-Delhi et Londres. C'est en Grande-Bretagne que s'est replié M. Jacjit Singh Chauhan, le « président du Khalistan », dont il déclara l'« indépendance » à Londres en 1982.

Au Canada, le nombre des Sikhs, pour la plupart naturalisés canadiens, s'élèverait à environ cent mille, soit un tiers de la communauté indienne émigrée. Régulièrement sollicité depuis juin 1984 par *la communauté sikh locale*, le gouvernement canadien s'est toujours refusé à accorder le statut de réfugié politique aux nouveaux venus du Pendjab et, contrairement aux Etats-Unis, a interdit récemment une visite du soi-disant président khalistanais sur le sol canadien. Cependant, un certain Talwinder Singh, recherché pour meurtre en Inde, fait parfois parler de lui dans *certaines congrégations locales*, et New-Delhi a demandé qu'il soit mis fin à la propagande anti-indienne qui émane régulièrement de ces milieux indépendantistes. Les autorités indiennes ont officiellement demandé au gouvernement canadien, il y a un mois, de renforcer la sécurité sur les appareils à destination de New-Delhi et de Bombay.

Aux Etats-Unis, où les sikhs forment une communauté particulièrement prospère, un *« Khalistanais notoire »*, Ganga Singh Dhillon, fut invité par le *National Press Club* de Washington la veille de l'arrivée du *premier ministre indien* dans la capitale. Deux semaines plus tôt, le FBI avait découvert un complot visant à assassiner M. *Rajiv Gandhi* au cours de sa tournée américaine. L'AISSF et le « Dashmesh regiment » étaient apparemment *mêlés* à cette affaire. Mais un autre mouvement, l'Organisation mondiale des sikhs, fut formé en juillet 1984, après l'assaut du Temple d'or. Son président, le général Jasant Bhuller, est un ancien conseiller militaire de Jarnail Singh Bhindranwale, le « grand prêtre » des *extrémistes*, tué à la tête de ses hommes au Temple d'or d'Amritsar.

Comme en Inde, la diaspora sikh est très fractionnée et l'idée du Khalistan, Etat mythique et indépendant dont rêvent les sécessionnistes, est très loin de réunir une majorité de fidèles.

Le problème du Cachemire

L'Armée de libération du Cachemire (KLA), organisation musulmane, s'est manifestée pour la première fois à Birmingham, au *Royaume-Uni, en février 1984*, avec l'enlèvement et le meurtre d'un diplomate indien, M. Ravindra Mhatre. L'organisation réclamait l'élargissement du fondateur du Front de libération du Cachemire, M. Maqbul Butt, emprisonné et condamné à mort pour meurtre. M. Maqbul Butt fut exécuté dans la semaine qui suivit l'assassinat du diplomate indien sur ordre d'Indira *Gandhi.* Depuis, le Cachemire n'entendait plus parler du KLA que très épisodiquement, au hasard d'arrestations de *« terroristes pro-pakistanais »*, selon la formule consacrée.

Etat du nord de l'Inde, entre le Pakistan et la Chine, le Cachemire est le *seul* de l'Union où les musulmans – minoritaires au plan national (cent millions sur sept cent trente millions) – sont majoritaires. En 1947, lors de l'indépendance, les Cachemiris eurent le choix entre demeurer au sein de l'Inde ou entrer dans le giron du Pakistan[illegible]. Il y *eut quelques hésitations, puis*, sous la menace des soldats pakistanais qui tentaient un coup de force *et* occupaient déjà la moitié de la région, le prince cachemiri de l'époque, un hindou, accepta de se joindre à l'Inde sous *réserve* de l'approbation de ses sujets.

Ce référendum populaire n'eut jamais lieu, mais les Cachemiris participent régulièrement aux élections nationales indiennes depuis l'indépendance. Le KLA et le Front de libération luttent dans la clandestinité pour la réunion des deux Cachemire, la région étant restée partagée en parts à peu près *égales* après le cessez-le-feu indo-pakistanais de 1948. Selon New-Delhi, Islamabad soutient activement les *« terroristes »*, et la question du Cachemire demeure depuis trente-cinq ans le problème numéro un entre les deux pays voisins.

P. C.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

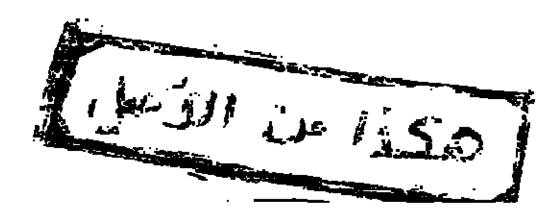
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., [illegible] p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, [illegible] L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



LES OTAGES DE BEYROUTH

Les déclarations faites à Bonn par M. Pierre Aubert, chef de la diplomatie helvétique, sur la *« disponibilité »* de son pays pour venir en aide aux otages du Boeing n'ont suscité que des réactions très prudentes à Berne, où l'on se refuse à tout commentaire. Ce qui est certain, si l'on en croit les confidences de certaines personnalités, c'est que la Suisse n'a pas l'intention de céder au chantage des pirates de l'air en jouant les intermédiaires, ce qui constituerait un précédent dangereux pour le monde entier. M. Aubert, en faisant état de la disponibilité helvétique dans le domaine humanitaire, a tenu à déplacer le débat hors du Liban, écrit notre correspondante à Genève.

• A RYAD, l'Arabie saoudite a condamné vigoureusement dimanche *« les actes de piraterie aérienne et de terrorisme »* à propos du détournement du Boeing-727 de la TWA. Un porte-parole saoudien, cité par Radio-Ryad, a déclaré que son pays *« dénonce toute sorte de piraterie et de terrorisme qui menace la vie des civils innocents, quelle que soit leur nationalité »*. *« Ces actes,* a ajouté le porte-parole, *sont contraires aux principes arabes et islamiques. »*

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Shariffudine Pirzada, a appelé samedi soir les auteurs du détournement de l'appareil américain bloqué à Beyrouth à libérer *« immédiatement »* leurs otages pour *« des raisons humanitaires »*.

• A DAMAS, une source officielle syrienne a indiqué que les autorités déployaient *« tous leurs efforts pour permettre une issue positive au détournement du Boeing de la TWA »*. De retour de Moscou, le président Assad a rencontré dimanche à Damas l'hodjatoleslam Rafsanjani, le président du Majlis iranien, arrivé samedi dans la capitale syrienne venant de Tripoli, en Libye. Lors de son séjour dans la capitale libyenne, le président du Parlement iranien avait déclaré, selon l'agence libyenne d'information, que *« le groupe de Nabih Berri n'a aucun rapport avec les chiites »* et que *« ses actes visent à appliquer le plan impérialo-sioniste de liquidation de la cause palestinienne »*. M. Rafsanjani aurait aussi confirmé les déclarations de l'ayatollah Montazeri qualifiant *« le groupe de Nabih Berri de renégat »*.

• A BEYROUTH, des éléments armés ont saisi les exemplaires de la dernière édition de l'hebdomadaire libanais de langue arabe *Al Nahar arabe et international*, qui contient un article sur les biens aux Etats-Unis de M. Nabih Berri, ministre de la justice et chef du mouvement chiite Amal. Selon le quotidien de langue française *l'Orient-le Jour*, ces éléments ont investi samedi matin les bureaux d'une société de distribution de presse à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et y ont saisi les exemplaires de l'hebdomadaire destinés à l'exportation.

Le quotidien ajoute, dans son édition de dimanche, que d'autres miliciens ont opéré dans le même temps des descentes dans les librairies et points de vente du même secteur de la capitale pour saisir cette édition.

Un encadré publicitaire publié par le quotidien de langue arabe *Al Safir* cite, parmi les sujets abordés dans cette édition, un article intitulé : « Berri, l'homme fort, un allié et un élève de la Syrie qui possède seize stations d'essence et un supermarché dans le Michigan (Etats-Unis) ».

M. Reagan exclut de nouveau un recours à la force pour libérer les otages

Washington. – Interviewés par les grandes chaînes de télévision, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, le chef du mouvement Amal, M. Nabih Berri, et les premier ministre et ministre israéliens de la défense, MM. Shimon Pérès et Yitzhak Rabin, se sont accordé, dimanche 23 juin, à nier tout lien entre l'annonce de la libération, ce lundi, de trente et un des chiites détenus par Israël et l'affaire des otages de Beyrouth.

De notre correspondant

Pour M. Berri, il n'y a aucun rapport entre les deux choses, car a-t-il dit, *« ce n'est pas ce que nous demandons »*, son mouvement exigeant toujours, pour relâcher les otages, que la totalité des sept cent soixante-six prisonniers du camp d'Atlit puissent d'abord revenir libres au Liban. Pour MM. Shultz, Pérès et Rabin, qui se sont exprimés en des termes très semblables, l'absence de lien tient, bien sûr, à *une tout autre raison.*

La libération de ces trente et un hommes, ont-ils expliqué, tient à la seule application de la loi israélienne dans la mesure où elle découle d'un appel interjeté par les intéressés, conformément au régime des détenus administratifs.

A l'intransigeance de l'un ont semblé ainsi correspondre celle des autres. *M. Berri a exclu* de répondre à un geste par un geste tandis que le secrétaire d'Etat et les dirigeants israéliens ont réaffirmé leur refus – commun, n'ont-ils cessé de souligner, comme pour démentir une tension entre Jérusalem et Washington – de toute forme de concession au terrorisme. Quelques heures plus tard, revenant d'un week-end à la résidence présidentielle de Camp-David, M. Reagan devait d'ailleurs invoquer à son tour la loi israélienne comme unique cause de l'événement du jour.

Reste pourtant qu'au-delà de leur fermeté générale ces déclarations télévisées ont au minimum ménagé l'avenir. En se félicitant trop bruyamment de l'annonce de ces trente et une libérations, en s'en attribuant le mérite surtout, M. Berri aurait, en effet, considérablement embarrassé aussi bien Israël que les Etats-Unis, qui craignent avant tout de sembler céder au chantage.

A l'inverse, en laissant entendre, de près ou de loin, qu'ils auraient fait un pas vers M. Berri, les gouvernements américain et israélien auraient pu conduire le dirigeant chiite à répondre à un geste par une rebuffade qui lui eût évité de paraître assouplir sa position, alors qu'il doit compter avec plus radicaux que lui.

Le rôle de la Syrie

Il est, de ce point de vue, significatif qu'au dixième jour de cette crise M. Shultz, le plus ferme des responsables américains sur la question du terrorisme, se soit absolument refusé à dire s'il voyait en M. Berri un médiateur ou un *« élément du problème »*.

Le dirigeant chiite a varié dans la définition de son rôle, s'est contenté de dire le secrétaire d'Etat avant que M. Berri, pour sa part, ne choisisse sur une autre chaîne de se présenter en *« médiateur »* [pris] *entre le gouvernement américain et les pirates de l'air »*, dont il a souligné qu'ils détenaient à eux seuls six ou sept otages et avaient, avec Amal, le contrôle conjoint des trois membres de l'équipage du Boeing. *« Je me suis mis d'accord avec eux sur le fait que nous les relâcherions tous ensemble »*, a déclaré M. Berri, avant d'ajouter : *« Si je relâchais les trente et un* [dont Amal a seul la garde], *ils* [les pirates de l'air] *tueraient peut-être les autres. »*

Les menaces se sont donc accompagnées, de la part de M. Berri, de l'affirmation d'une volonté d'être là pour éviter l'irréparable. M. Berri, du reste, a indiqué que les Syriens lui avaient *« demandé d'aider à sauver les otages américains »* et qu'il s'était entretenu de cela avec le vice-président du gouvernement de Damas, où il se rendrait *« peut-être »* prochainement. Six heures plus tôt, au moment où M. Shultz déclarait que la Syrie était *« en position d'exercer une influence »*, l'Agence France-Presse rapportait de Damas, de source officielle, que les autorités syriennes *« déployaient [tous] leurs efforts pour permettre une issue positive au détournement »*, et cela en réponse à plusieurs messages de M. Reagan.

L'image du président

Dans cette subtile, très balbutiante et incertaine, partie diplomatique, les autorités américaines font souffler le chaud et le froid. Ainsi, M. Shultz a tout fait pour laisser penser que les Etats-Unis pourraient fort bien avoir recours à leur puissance militaire. Tous ceux, a-t-il dit, qui expriment leur scepticisme sur la détermination de M. Reagan *« devraient être prudents, car c'est un homme gentil, très agréable et très plaisant, mais qui est aussi très dur et déterminé »*. La veille, le président américain avait de fait, en rendant hommage aux quatre « marines » tués mercredi dernier dans un attentat à San-Salvador, promis de *« remuer les montagnes »* pour retrouver les *« chacals »* responsables de ces meurtres et *« les traduire en justice, ainsi que leurs collègues en terreur »*.

Cette violence de ton avait laissé entrevoir l'éventualité de représailles – toujours possibles – contre la guérilla salvadorienne.

M. Shultz avait donné, au moment même où mille huit cents « marines » supplémentaires étaient envoyés vers le Liban, un crédit supplémentaire à cette hypothèse en réitérant (c'est une de ses thèses connues) qu'il faut parfois assumer le risque de faire des victimes innocentes. M. Reagan calmait cependant aussitôt le jeu. *« Oui »*, répondait-il après qu'on lui eut demandé à son retour de Camp David s'il excluait la possibilité d'une action militaire américaine dans l'affaire des otages.

Nécessaires au climat de toute partie de bras de fer, ces vents contraires traduisent aussi les interrogations qui agitent la Maison Blanche sur la durée pendant laquelle M. Reagan pourra ne rien faire et ne rien obtenir sans voir se dégrader son image auprès d'une opinion extrêmement sensibilisée au sort des otages. Vendredi prochain, M. Reagan doit ainsi aller dans son ranch californien pour dix jours de vacances. Faut-il maintenir ce voyage pour montrer que le président n'est pas devenu *« l'otage de la prise d'otages »* ? Faut-il, au contraire, l'annuler, pour prévenir l'accusation d'insouciance ? On ne sait encore, et la négociation entre conseillers est apparemment aussi ardue que la vraie – avec Beyrouth.

BERNARD GUETTA.

M. Nabih Berri met en garde les Américains contre toute opération militaire

Beyrouth *(AFP)*. – Les positions des principaux protagonistes de l'affaire du Boeing de la TWA bloqué à Beyrouth paraissaient dimanche 23 juin s'être durcies, alors que l'on apprenait de sources proches du Pentagone qu'un contingent de mille huit cents « marines » avait rejoint les navires de guerre américains au large des côtes libanaises. Le Pentagone s'est toutefois refusé, samedi, à confirmer ou démentir que ces « marines » aient rejoint le porte-avions *Nimitz* et ses bâtiments d'escorte. La Maison Blanche a de son côté démenti que des avions de combat américains F-14 Tomcat aient survolé le Liban samedi en début de matinée.

Pour sa part, le mouvement chiite Amal a menacé dimanche de se décharger de son rôle de médiateur et de remettre les quarante otages américains détenus à Beyrouth aux pirates de l'air si l'impasse dans les négociations persistait.

« Nous avons l'impression d'être face à un mur. Si nous voyons que nous ne pouvons rien faire, nous remettrons les passagers américains dans l'avion avec les pirates de l'air. Ces derniers feront face à leur tour au même mur (...) et alors le pire peut arriver », a indiqué à l'AFP M. Ghassan Siblini, l'un des conseillers du chef d'Amal, M. Nabih Berri.

« Aucune date limite n'a cependant été fixée par Amal ou par les pirates de l'air pour mettre fin à la médiation entreprise par le mouvement chiite », a ajouté M. Siblini. *« Lorsque nous sentirons réellement que nous ne pourrons plus rien faire, alors nous nous désisterons »*, a-t-il précisé.

M. Siblini a rappelé d'autre part que les pirates de l'air avaient d'abord posé trois conditions pour relâcher leurs otages : la libération des sept cent soixante-six détenus chiites dans la prison israélienne d'Atlit, la libération des deux Libanais incarcérés en Espagne et celle des auteurs d'attentats au Koweït. *« Amal les a d'abord convaincus de retirer leur dernière demande, puis ils ont abandonné leur exigence concernant l'Espagne. Ils ne réclament donc plus maintenant que la libération des détenus libanais en Israël »*, a-t-il précisé.

M. Siblini s'est déclaré convaincu que si *« cette condition est acceptée, les pirates de l'air relâcheront tous les passagers. Leur demande est honnête et juste, même si Amal désapprouve les moyens »*.

Le conseiller de M. Nabih Berri a, par ailleurs, mis en garde les Etats-Unis contre toute opération militaire. *« Si l'Amérique tentait une chose pareille, elle ne recupérerait pas les passagers mais leurs corps. »*

M. Siblini a enfin indiqué que deux otages, MM. Jimmy Palmer et Simon Grossmayer, avaient été examinés par des médecins. *« Ils souffrent d'une très grande fatigue, mais leur état ne nécessite pas pour le moment leur libération »*, a-t-il dit.

L'exode des Libanais de la bande frontalière

Toutefois, un autre responsable d'Amal a indiqué à l'AFP que ces deux passagers seraient libérés *« si un élément de détente parvenait des Etats-Unis dans l'affaire des otages »*.

Quelque deux mille Libanais ont fuit durant les dernières quarante-huit heures les villages de Yater et Kefra, dans la bande frontalière au Liban-Sud à la suite des bombardements quotidiens de ces deux villages par l'Armée du Liban-Sud (ALS, milice créée et financée par Israël), ont rapporté samedi les correspondants de presse sur place.

Les habitants des villages de Yater et Kefra se sont réfugiés dans la localité de Qana, située à 10 km à l'est de Tyr, ont ajouté les correspondants.

Le porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), M. Timor Goksel, a confirmé que deux mille personnes environ ont fui la bande frontalière et se sont réfugiées dans la localité de Qana. Il a ajouté que la FINUL a fait parvenir une assistance alimentaire aux réfugiés.

POUR LA LIBÉRATION DE JEAN-PAUL KAUFFMANN ET MICHEL SEURAT

L'enlèvement, il y a près d'un mois à Beyrouth, du journaliste Jean-Paul Kauffmann et du chercheur Michel Seurat suscite en France une importante mobilisation qui, dépassant tous les clivages politiques et syndicaux, débouche ce lundi à *18 h 30 à Paris* sur une manifestation du métro Saint-Paul à la Bastille. MM. Bertrand Delanoë, secrétaire national du Parti socialiste, et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ont annoncé qu'ils seraient présents à cette manifestation, à laquelle appelle aussi le Comité Jacques Abouchar.

La milice chiite Amal juge insuffisante la libération par Israël de 31 Libanais

Les trente et un Libanais – *vingt-six chiites et cinq sunnites* – dont la libération du camp d'Atlit avait été annoncée dimanche par Israël ont été conduits ce lundi matin 24 juin à bord de deux camions vers la frontière libanaise, où ils devraient être pris en charge par le CICR. A Beyrouth, cependant, la milice chiite Amal, qui assume les négociations au nom des auteurs du détournement du Boeing de la TWA, a indiqué que le geste israélien – destiné apparemment à satisfaire Washington – était insuffisant et qu'elle n'avait pas l'intention de libérer, en échange, des otages.

De notre correspondant

Jérusalem. – Israël devait libérer, ce lundi 24 juin, trente et un Libanais parmi les sept cent soixante-six prisonniers qu'il détient à Atlit et dont le rapatriement est exigé par le mouvement chiite Amal en échange de l'élargissement des otages américains de Beyrouth.

En annonçant, dimanche, cette initiative – justifiée par des considérations purement juridiques, – M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la défense, a souligné qu'elle n'avait aucun rapport avec le chantage des pirates de l'air. Mais tout le monde y verra un geste du gouvernement de Jérusalem lui permettant de montrer sa bonne volonté envers Washington sans donner l'impression de céder au chantage du commando chiite.

Les trente et un Libanais en question sont considérés par Israël – au même titre que tous leurs codétenus – comme des *« prisonniers administratifs »*, en vertu d'une loi sur la sécurité datant de 1983 et prorogée tous les six mois par la Knesset. Mais ils font partie d'un groupe qui avait, comme cette loi les y autorise, interjeté appel contre leur transfert à Atlit le 2 avril, dans les deux semaines ayant suivi cette mesure.

Leur appel a été examiné par une juridiction spéciale militaire mais présidée par un magistrat civil. Celle-ci a donné gain de cause aux détenus et ordonné leur rapatriement au Liban (tout en rejetant une vingtaine d'autres demandes). Cette libération a ensuite été retardée par l'enlèvement des soldats finlandais de la FINUL, puis par le détournement du Boeing de la TWA.

M. Rabin affirme que les autorités militaires l'ont informé seulement vendredi matin de leur intention. Il a aussitôt prévenu le Comité international de la Croix-Rouge, chargé de superviser l'opération de rapatriement. Le conseil des ministres a entériné la décision dimanche lors de sa réunion hebdomadaire.

« Nous sommes tenus par la loi israélienne, a déclaré M. Rabin à CBS. *Ces détenus ne sont pas les premiers libérés depuis avril dans de telles conditions. Huit autres – peut-être plus – avaient déjà bénéficié de cette procédure. Leur libération n'est donc liée en aucune manière au problème que l'affaire des otages de Beyrouth pose actuellement aux Etats-Unis, à Israël et au monde libre. »*

Le « ballon d'essai »

M. Rabin a en outre souligné qu'environ deux cents détenus d'Atlit ne sont pas chiites. On précise en effet, de source proche du ministère de la défense, que les sept cent soixante-six prisonniers se répartissent ainsi : cinq cent soixante-dix Libanais chiites, cent quarante-sept Palestiniens et quarante-neuf Libanais appartenant aux autres confessions (chrétiens, druzes, *« musulmans divers »*).

M. Rabin a tenté de corriger la très mauvaise impression qu'il avait laissée aux Etats-Unis lors de sa précédente prestation télévisée mercredi dernier. Il avait alors demandé à l'administration Reagan de *« prendre ses responsabilités »* sur un ton jugé brutal en Israël même. Dès vendredi, le premier ministre, M. Shimon Pérès, avait estimé utile de corriger le tir en téléphonant au secrétaire d'Etat, M. George Shultz, pour lui exprimer sa compassion envers les familles des otages et le féliciter de la fermeté américaine envers le terrorisme.

M. Rabin a poursuivi dimanche dans la même veine : *« Nous, Israéliens, comprenons mieux que quiconque les souffrances des familles et les sentiments du peuple américain. Mais le gouvernement des Etats-Unis a décidé de résister au chantage et de ne pas demander à d'autres – en l'occurrence à Israël – de faire ce qu'il ne veut pas faire lui-même. Nous respectons son courage et sa détermination. »*

La libération des trente et un détenus va servir de *« ballon d'essai »* aux Israéliens en leur permettant de jauger les réactions aux Etats-Unis et au Liban avant toute nouvelle initiative. Se dirige-t-on vers un élargissement des prisonniers par petits groupes ? Des voix de plus en plus nombreuses invitent le gouvernement à en finir au plus vite, ne serait-ce que pour éviter une aggravation de la tension avec Washington.

« Le maintien en détention des prisonniers, écrit lundi le *Jerusalem Post, ne répond à aucun intérêt national vital. Qu'on les libère graduellement ou non, cela sera de toute façon perçu comme une réponse à l'enlèvement des otages tandis que l'hostilité à Israël grossira. Le temps est venu de trancher le nœud gordien et d'élargir les détenus d'Atlit en une seule fois. »*

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

• *Solidarités internationales*, qui œuvre auprès de la population chrétienne du Liban du Sud et de la population palestinienne des camps de Beyrouth, lance un appel pour envoyer une aide essentiellement médicale aux civils des camps dont la situation est dramatique.

★ Solidarités internationales, 98, rue de l'Université, 75007 Paris. CCP 1908909 G Paris. Tél. (1) 550-22-99.

Iran

EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE : CINQ BLESSÉS

Téhéran *(AFP, Reuter)* – Cinq personnes ont été blessées par l'explosion d'une voiture piégée, samedi 22 juin, dans un quartier populaire du sud-est de Téhéran, a annoncé l'agence IRNA, qui indique que plusieurs personnes ont été arrêtées sur place.

L'agence met en cause *« l'Irak et ses valets »* à propos de cet attentat.

[Il s'agit de la quatrième explosion annoncée dans la capitale iranienne cette année. La dernière avait fait 15 morts et 40 blessés, le 12 mai, près du Bazar.]

EUROPE

Pologne

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ÉTÉ REÇU PAR LE PAPE

Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Stefan Olszowski, a été reçu samedi 22 juin pendant quarante minutes par le pape, qui lui a réservé un accueil « sans chaleur », alors que, nous signale notre correspondant Philippe Pons, le représentant de Varsovie affichait, lui, sa satisfaction, faisait part *« du respect et de l'estime »* que lui inspire *« le grand pape polonais »*, et ajoutait : *« Le dialogue entre la Pologne et le Saint-Siège (...) crée un climat favorable pour une future normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise en Pologne. »*

L'essentiel et l'accessoire

En l'espace de quelques jours, le primat, Mgr Glemp, a rencontré le général Jaruzelski, le pape a reçu son ministre des affaires étrangères, et la conférence épiscopale s'est réunie. Les trois plus hautes instances de l'Eglise de Pologne ont ainsi eu l'occasion de faire le point sur l'état de leurs relations avec les autorités civiles, et la conclusion qui s'en dégage n'est pas surprenante. Si, formellement, les rapports entre l'Eglise et l'Etat restent corrects — comme en témoignent ces entretiens — ils restent, sur le fond, extrêmement tendus et empreints d'une profonde méfiance. Et si le pouvoir peut logiquement tirer avantage, à court terme, de cette succession de contacts officiels au plus haut niveau, il semble peu probable qu'il parvienne à réaliser son objectif essentiel : obtenir, au moment où il durcit considérablement son attitude à l'égard de l'opposition, une sorte de neutralité ou du moins de réserve de la part de l'Eglise.

Aussitôt après la condamnation, à Gdansk, de trois responsables connus de Solidarité, Jean-Paul II avait tenu à marquer sa réprobation. Et c'est évidemment à dessein qu'il a accueilli plutôt fraîchement M. Olszowski au Vatican, comme l'ont remarqué les journalistes qui ont assisté au début de l'audience. Ce n'est pas non plus par hasard que le Vatican, d'ordinaire d'une parfaite discrétion sur la teneur de tels entretiens, a tenu cette fois à faire savoir que la rencontre avait été *« calme et distante »*, tandis que le pape semblait repousser les avances du ministre, en particulier sur la perspective d'un rétablissement de relations diplomatiques formelles entre le régime de Varsovie et le Saint-Siège — vieux serpent de mer que le Vatican a toujours considéré avec méfiance. L'attitude du pape était d'autant plus compréhensible que cet entretien intervenait quelques jours après la rencontre entre Mgr Glemp et le général Jaruzelski.

Cette dernière rencontre pouvait, en effet, sembler un peu étrange, au lendemain non seulement du lourd verdict de Gdansk, mais aussi de la condamnation à un an de prison d'un prêtre coupable d'avoir apporté son soutien à des lycéens en grève — et alors que le rythme des arrestations s'accélère. Pourtant, les responsables de l'Eglise ont semblé considérer que le moment était, en dépit des apparences, moins défavorable qu'un autre. En effet, le primat et le chef du parti ne s'étaient pas rencontrés — en raison de l'affaire Popieluszko — depuis déjà dix-huit mois (alors que de telles entrevues se tenaient jusqu'à présent à peu près tous les six mois). Et l'Eglise souhaitait éviter que la rencontre ne soit organisée à l'automne, c'est-à-dire à la veille des élections législatives d'octobre, qui s'annoncent comme un nouveau bras de fer entre le pouvoir et l'opposition — qui entend appeler au boycottage.

Marchander

Le pouvoir, dans cette perspective, aura en effet grand intérêt à obtenir de l'Eglise un quelconque geste propre à décourager les partisans du boycottage. Il a pour cela diverses « carottes » à offrir : permettre enfin l'entrée en activité, dans des conditions acceptables pour l'épiscopat, du fameux Fonds pour l'agriculture privée, au sujet duquel les négociations traînent depuis maintenant des années. Il pourrait aussi se résoudre à des concessions sur un autre vieux problème, celui d'un texte reconnaissant clairement le statut de l'Eglise. Les autorités peuvent aussi faire valoir, comme l'a encore fait M. Olszowski à Rome, que la situation matérielle de l'Eglise en Pologne est meilleure qu'elle ne l'a jamais été, que des centaines de sanctuaires ont été ou vont être construits.

Mais cette sorte de marchandage strictement « bilatéral » a en fait peu de chances d'aboutir. Cela supposerait en effet que l'Eglise accepte de se retirer sur le domaine où le pouvoir souhaite la refouler, renonce à son rôle de protecteur et de recours naturel, et cela à un moment où les autorités, sur tous les fronts (universités, syndicats officiels, édition clandestine, prisonniers politiques), accentuent ostensiblement leur offensive de normalisation. On ne voit pas que l'épiscopat et le pape acceptent de se prêter à ce jeu. A l'issue de leur dernière conférence plénière, les évêques ont rappelé que la *« paix sociale »* dépendait avant tout du *« respect des droits de l'homme »*. Et, selon les milieux du Vatican, le pape lui-même a déclaré à M. Olszowski : *« Les relations entre l'Eglise et l'Etat ne constituent pas notre souci majeur. Le problème réel se situe entre la société et l'Etat. »*

JAN KRAUZE.

Hongrie

DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les Hongrois étaient appelés, le samedi 22 juin, à choisir leurs députés dans quarante et une circonscriptions qui n'avaient pas été pourvues au premier tour, le 8 juin, selon le nouveau mode de scrutin qui rend obligatoire la multiplicité des candidatures. Le taux de participation n'a été que de 83 % contre 93,9 % au premier tour. Ce score constitue un chiffre plutôt faible pour un pays communiste.

Les électeurs avaient le choix entre au moins deux candidats dans chaque circonscription. Tous cependant devaient se réclamer du programme politique du Front populaire patriotique, grand maître d'œuvre de ces élections. Une élection n'ayant pu avoir lieu dans une circonscription, faute d'un nombre suffisant de candidats, un troisième tour aura lieu ultérieurement. — *(AFP.)*

Grèce

M. Papandréou paraît chercher l'apaisement dans ses relations avec Washington

Athènes *(AFP)*. — Le premier ministre grec, M. Papandréou, a présenté, le samedi 22 juin, devant le Parlement, son programme gouvernemental pour la seconde législature socialiste. En ce qui concerne la politique économique, à laquelle était consacré l'essentiel de son discours, le premier ministre grec n'a pas annoncé de tournant radical vers une politique d'austérité. Il a souligné que la lutte contre l'inflation et la réduction du déficit budgétaire devaient être progressives, afin d'éviter que les catégories les moins favorisées de la population n'en supportent seules la charge. Sans remettre en cause le principe de l'indexation des salaires, il a toutefois insisté sur la nécessité d'une amélioration de la productivité et d'une prise en compte de la concurrence internationale dans la politique des revenus.

En matière de politique étrangère, les grandes options ont également été réaffirmées : pas de participation aux manœuvres de l'OTAN tant que les droits de la Grèce en mer Egée ne seront pas reconnus par la Turquie; pas de dialogue avec Ankara tant que les troupes turques occuperont le nord de Chypre; application de l'accord conclu en 1983 avec Washington qui prévoit, selon M. Papandréou, le retrait des bases américaines de Grèce en 1988.

Le premier ministre grec n'a fait aucune allusion à la polémique qui a éclaté entre Athènes et Washington à propos du détournement du Boeing de la TWA. Washington avait vivement protesté contre l'insuffisance des mesures de sécurité dans l'aéroport d'Athènes et contre la façon dont le gouvernement grec, sans la moindre concertation avec ses alliés, avait libéré le complice des pirates de l'air. Le président Reagan a recommandé à ses compatriotes de boycotter l'aéroport d'Athènes, et l'on a appris pendant le week-end que le New York Philharmonic Orchestra annulait les deux représentations qu'il devait donner les 24 et 25 juin dans la capitale grecque.

Le fait que M. Papandréou n'ait pas mentionné ces incidents témoigne d'une volonté d'apaisement, confirmée d'ailleurs du côté américain par un message de M. Shultz exprimant le vœu que cette affaire ne perturbe pas les relations gréco-américaines.

M. Papandréou a d'autre part affirmé l'attachement de son pays à la CEE tout en soulignant que la Grèce resterait vigilante *« pour la sauvegarde de ses intérêts nationaux »*. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Pangalos, a toutefois précisé que la ratification par Athènes de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ne saurait être garantie tant que les Programmes méditerranéens intégrés (PIM) ne seraient pas mis en œuvre.

M. Papandréou s'était entretenu samedi avec le président Mitterrand, qui séjournait à Athènes pour les cérémonies marquant la proclamation de cette ville « capitale culturelle de l'Europe ». La teneur de cet entretien n'a pas été révélée. Le président de la République a visité dans la matinée, à l'Institut français et à la Pinacothèque, des expositions envoyées par la France dans le cadre de ce festival européen.

RFA

Les Verts ne sont pas parvenus à définir clairement leurs rapports avec les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Bonn. — Les Verts ouest-allemands ont accepté, dimanche 23 juin, lors de leur congrès de Hagen, dans la Ruhr, le principe d'une coopération parlementaire avec le Parti social-démocrate, à condition toutefois qu'une telle coopération entraîne un véritable changement d'orientation politique.

Les revers électoraux de Sarre et de Rhénanie du Nord-Westphalie, où les Verts n'ont pas réussi à faire élire de représentants dans les parlements régionaux, ont amené le mouvement à se prononcer plus clairement pour une participation au jeu politique. Ce réalisme tactique s'accompagne en revanche d'une grande incertitude sur les objectifs à poursuivre, incertitude qui continue à se cacher sous le vocable général d'une rupture avec la « société industrielle capitaliste », que les sociaux-démocrates sont censés, eux aussi, représenter.

Les perspectives que le parti des Verts offre à ses électeurs deux ans avant les élections législatives de 1987 restent quelque peu obscures. Le refus du nucléaire, des plans militaires occidentaux, d'une société dominée par les contraintes du développement — industriel avec ses conséquences sur l'environnement — reste la préoccupation centrale. Mais la réponse à apporter aux questions du chômage et de la sécurité n'est formulée pour le moment qu'à travers des concepts abstraits que l'on se promet toujours de concrétiser plus tard. Ni le sous-emploi ni les questions de défense n'ont joué de rôle dans ce congrès, qui a, en revanche, consacré tout un débat à la vivisection.

Les dirigeants de la tendance réaliste des Verts, qui ont au moins eu la satisfaction de voir le parti enterrer une fois pour toutes ses craintes de toute compromission avec d'autres partis, regrettaient dimanche soir que le congrès ne fût pas allé plus loin encore en se prononçant clairement pour une alliance avec le SPD destinée à prendre la relève de la majorité actuelle. L'un des dirigeants de Hesse, M. Karl Kerschgens, qui est actuellement plongé dans des négociations difficiles avec le ministre-président, M. Holger Börner, pour tenter de définir une forme d'alliance au niveau régional, estimait ainsi qu'une nouvelle occasion avait été manquée. *« Les électeurs n'attendront pas le dernier moment pour savoir si la coalition au pouvoir à Bonn peut être battue. La campagne électorale pour les élections de 1987 a déjà commencé »*, soulignait-il.

Les « réalos », comme on les appelle dans le jargon politique ouest-allemand, sont pourtant eux-mêmes empêtrés entre leur refus de se reconnaître comme des réformistes purs et simples et leur incapacité à dégager un modèle de rupture cohérent. Devant leur impuissance à préciser eux-mêmes leurs idées, le congrès a cherché le consensus le plus large sur deux motions de synthèse assez vagues, en renvoyant à des commissions le soin d'examiner les réformes à apporter au fonctionnement du parti et de préciser sa ligne politique.

Les grands perdants ont néanmoins été les « fondamentalistes », à commencer par la majorité du bureau fédéral, qui sort de l'affaire relativement discréditée. Quant aux utopistes en tout genre, comme Petra Kelly, qui est venue exprimer à la tribune sa nostalgie des grandes luttes extra-parlementaires, ils font désormais figure de martiens. Rudolf Bahro, l'apôtre de tous les jusqu'auboutismes, en a tiré la leçon en annonçant sa démission du parti.

Ce début de clarification n'en reste pas moins bien tardif. Les « réalos », qui avaient commencé à tirer la sonnette d'alarme dès le congrès de Hambourg, en décembre dernier, ne croyaient pas eux-mêmes que les temps difficiles arriveraient aussi vite et d'une manière aussi brutale. Les déchirements internes du mouvement pour la paix et du mouvement écologiste associatif privent en outre le parti d'une bonne part de ses réserves militantes. Les Verts devront trouver en eux les ressources nécessaires pour de nouvelles initiatives et élargir leur base s'ils ne veulent pas disparaître de la scène politique aussi vite qu'ils y sont venus. Même si l'expérience hessoise permet encore d'occuper le terrain, il n'est pas du tout sûr que l'électorat vert ait la patience d'attendre encore de longs mois pour savoir sur quel pied danser.

HENRI DE BRESSON.

Une nouvelle affaire de pots-de-vin révélée par l'hebdomadaire « Der Spiegel »

Bonn *(AFP)*. — L'industrie pharmaceutique ouest-allemande aurait versé, durant les années 70 et jusqu'au début des années 80, des *pots-de-vin importants* à de nombreux hommes politiques, notamment de la majorité conservatrice, afin d'obtenir une législation favorable en matière de médicaments : c'est ce qu'affirme le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* dans son numéro du lundi 24 juin.

L'hebdomadaire révèle les premiers noms d'une série de députés, hauts fonctionnaires, journalistes, à qui la Fédération de l'industrie pharmaceutique (BPI) aurait versé des sommes allant jusqu'à 10 000 deutschemarks (30 000 francs français). La BPI, en finançant les campagnes électorales de ceux qui la défendaient au Bundestag, avait pour objectif, selon le *Spiegel*, de vider de sa substance une loi déposée au Parlement, en 1973, qui visait à freiner l'inondation du marché par des médicaments de qualité douteuse.

En décembre dernier, M. Scholl, ancien secrétaire général de la BPI et ancien président de la Fédération du parti libéral (FDP) de Rhénanie-Palatinat, a été soupçonné d'avoir commis un hold-up dans une bijouterie, accusation dont il aura prochainement à répondre devant un tribunal. Lors d'une perquisition dans son coffre, dans une banque de Zurich, les inspecteurs ouest-allemands ont trouvé un dossier contenant des listes comptables portant la mention « confidentiel ». Parmi les noms cités sur les documents figure celui du chef du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, M. Alfred Dregger, et ceux de plusieurs responsables de la CDU, du FDP et du SPD.

Les pots-de-vin portent, selon *Der Spiegel*, sur des sommes beaucoup moins élevées que dans l'affaire Flick, mais auraient été directement versés à des hommes politiques et non à des partis.

Des informations judiciaires ont été ouvertes contre d'anciens et actuels responsables de l'industrie pharmaceutique. — *(AFP.)*

Grande-Bretagne

● *Une bombe désamorcée près du palais de Buckingham.* — Une bombe de faible puissance dissimulée dans une chambre d'un hôtel londonien, faisant face aux dépendances du palais de Buckingham, a été découverte et désamorcée par la police, le dimanche 23 juin. Apprenant cette nouvelle, les Britanniques se sont bien sûr souvenus de l'attentat commis par l'IRA provisoire, et qui avait fait cinq morts, le 12 octobre dernier, dans le Grand Hôtel de Brighton où séjournaient Mme Thatcher et plusieurs membres du gouvernement. La police estime que cet attentat manqué est également l'œuvre de l'IRA.

Espagne

● *Nouveau parti d'estrême droite.* — Un nouveau parti d'extrême droite, les Juntes espagnoles, a été créé à Madrid, le vendredi 21 juin, et son assemblée constitutive a élu à sa tête le directeur du journal *El Alcazar*. M. Antonio Izquierdo. C'est le premier parti d'extrême droite fondé depuis les élections de 1982, qui avaient vu l'échec du parti ultra Fuerza Nueva. — *(Reuter.)*.

URSS

● *M. Zamiatine est toujours en fonctions.* — L'agence Tass a annoncé vendredi 21 juin que M. Leonid Zamiatine, chef du département de l'information internationale au comité central du Parti communiste soviétique, avait reçu le même jour un politologue américain. L'Agence France-Presse avait affirmé la veille — en citant de *« bonnes sources soviétiques »* — que M. Zamiatine, qui fait office de principal porte-parole du Kremlin, avait été relevé de ses fonctions et que le département qu'il dirige pourrait être supprimé *(le Monde* du 22 juin). Le communiqué de l'agence Tass est une manière de montrer que cette information est, pour le moins, prématurée.

Italie

M. Francesco Cossiga président démocrate-chrétien du Sénat est favori pour l'élection à la présidence de la République

De notre correspondant

Rome. — Les députés et les sénateurs italiens, ainsi que cinquante-huit délégués régionaux, devaient voter ce lundi 24 juin pour désigner le huitième président de la République.

Pour le moins laborieuse par le passé (il fallut seize jours pour choisir M. Leone en 1971, et dix dans le cas de M. Sandro Pertini, président sortant), cette élection pourrait être l'une des plus rapides de l'histoire italienne. Il semble en effet qu'un large consensus se dégage sur le nom de M. Francesco Cossiga, cinquante-six ans, actuel président démocrate-chrétien du Sénat, qui pourrait être élu dès le premier tour de scrutin (1). La quasi-unanimité par laquelle M. Cossiga a été désigné, le dimanche 23 juin, candidat de sa formation par les parlementaires démocrates-chrétiens exclut *a priori* les surprises.

La classe politique était d'accord sur le principe de l'alternance, et donc du retour au palais du Quirinal d'un démocrate-chrétien — condition pour que la présidence du conseil reste au socialiste Craxi. Au cours de la semaine écoulée, le secrétaire général de la Démocratie chrétienne, M. De Mita, s'est employé à obtenir l'accord des quatre autres partis de la coalition gouvernementale (socialistes, républicains, sociaux-démocrates et libéraux) sur un nom : celui, précisément, de M. Cossiga. Il lui restait, cependant, à convaincre son propre parti, où certains courants pouvaient ne pas être entièrement d'accord avec le choix du secrétaire général : il y avait, en effet, d'autres « papabili », comme, par exemple, MM. Forlani et Fanfani. La « solution Cossiga » avait l'avantage d'être acceptable, tant par la majorité gouvernementale que par les communistes.

Une majorité des deux tiers est requise pour les trois premiers tours, puis seulement la majorité absolue par la suite. Seules, d'importantes défaillances au sein de la Démocratie chrétienne elle-même pourraient inciter les partis de la majorité, et les communistes, à remettre en cause le mécanisme construit par M. De Mita.

Le choix des « grands électeurs » démocrates-chrétiens, réunis en conclave pour désigner leur candidat à la présidence de la République, a constitué la première phase de la nomination de M. Cossiga au Quirinal. Prenant acte de l'unité des démocrates-chrétiens, les partis de la majorité ont ensuite formellement annoncé qu'ils voteraient pour M. Cossiga dès le premier tour. Les communistes ont également exprimé leur accord.

Si M. Cossiga est élu au premier tour, le secrétaire général de la Démocratie chrétienne aura incontestablement remporté un succès. Personnel, tout d'abord, ce qui renforcerait sa position au sein de son parti ; politique, ensuite, puisqu'il démontrerait à l'opinion publique que la DC est en train de se transformer, et que les grandes féodalités au service d'intérêts particuliers y perdent du poids au profit d'une conception plus unitaire d'un parti qui tend, dès lors, à revenir au centre du jeu politique italien.

PHILIPPE PONS.

(1) Seul, Enrico De Nicola, le premier président de la nouvelle République italienne, avait, en 1946, été élu au premier tour.

VASTE OPÉRATION CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

Rome *(AFP, AP, Reuter)*. — Deux coups de filet opérés sur mandats de juges romains et siciliens ont conduit à l'arrestation de près de deux cent cinquante personnes, ont annoncé, le 22 juin, les autorités italiennes.

Les inculpations vont du meurtre au vol à main armée en passant par l'extorsion de fonds et le trafic de drogue. Les arrestations ont eu lieu sumultanément à Messine, Rome, Milan, Turin, Ancone, Pise, Pesaro, Aquilée et en Calabre.

Parmi les personnes appréhendées figurent M. Francesco Corso, neveu du chef mafioso Frank Coppola, un important promoteur immobilier, M. Enrico Nicoletti, un scénariste de la télévision, M. Leo Chiosso, un policier romain, M. Innocenzo Mastromichele, et un ancien conseiller régional du parti néo-fasciste MSI, M. Eduardo Formisano.

Une cinquantaine de personnes visées par des mandats d'arrêt ont pu prendre la fuite ; quelques autres étaient déjà détenues pour de précédentes affaires. Il s'agit là de l'une des plus vastes opérations menées en Italie contre le crime organisé. La police a bénéficié de l'aide de « repentis ».

En Sicile, où de grands moyens ont été employés (des hélicoptères notamment), quatre « clans mafieux » auraient été démantelés. A Rome, l'enquête avait permis de démontrer l'existence de « taupes » de la Mafia à l'intérieur même des services de la justice.

En Calabre, la police a arrêté vingt-sept personnes dans la région boisée de l'Aspromonte, où quelque deux cents criminels auraient trouvé refuge, et où quatre victimes d'enlèvements seraient retenues.

AFRIQUE

LE VOYAGE DE M. LAURENT FABIUS A ALGER

Des rapports qui manquent de sérénité

M. Laurent Fabius est attendu à Alger dans l'après-midi de ce lundi 24 juin pour une visite de vingt-quatre heures qui est le pendant de celle effectuée au Maroc en avril, dans le cadre de la concertation régulière entre la France et ses trois partenaires d'Afrique du Nord.

M. Fabius est accompagné de trois ministres : M. Roland Dumas (relations extérieures), M. Michel Delebarre (travail, emploi et formation professionnelle), M. Paul Quilès (urbanisme, logement et transports).

De notre correspondant

Alger. — Les grands thèmes traditionnels seront évoqués à l'occasion de ce premier contact entre le premier ministre et les dirigeants algériens, qui le connaissent peu, et l'actualité fournira aussi des sujets de conversation moins rituels.

Après la sèche mise au point du Quai d'Orsay provoquée par une émission télévisée évoquant les expériences que la France aurait faites sur des prisonniers algériens lors du premier essai nucléaire de Reggane en 1960 (*le Monde* du 11 mai), les autorités ont donné aux médias des consignes de modération. On laisse entendre, dans certains milieux officiels, qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités de cette « bavure ». Néanmoins, à la fin du ramadan, le climat n'était pas particulièrement serein. La publicité faite en France aux revendications des mères françaises d'enfants enlevés par leurs pères algériens est tout à fait de nature à énerver Alger.

Les hôtes de M. Fabius désirent, en premier lieu, lui exprimer leurs vues sur la situation dans la région, préoccupante à leurs yeux, en raison du conflit du Sahara occidental, dont ils affirment être les victimes et non les acteurs, puisque leur thèse immuable est qu'il s'agit d'une affaire entre le Maroc et le Polisario sans ingérence algérienne. La question a déjà été abordée maintes fois par les Algériens, qui trouvent la France trop engagée aux côtés du Maroc. A l'évidence, quand Paris et Alger parlent de *« politique équilibrée »* au Maghreb, ils emploient chacun les mêmes mots en leur donnant un sens différent.

Il est peu probable que les Algériens évoquent directement les « ambiguïtés » de la politique française en Afrique, qu'ils ne manquent pas de souligner devant certains de leurs interlocuteurs étrangers. Mais, si ces questions sont mises sur le tapis par la bande, le premier pays cité sera la Mauritanie.

L'Algérie croit que la France n'est pas totalement étrangère au coup d'Etat de décembre 1984, après lequel le nouveau régime mauritanien a renoué les relations avec Rabat pour bien montrer sa volonté de se tenir à l'écart du conflit saharien. Or la nouvelle avance du mur de défense marocain au sud du Sahara rend plus que jamais nécessaire, pour le Polisario, d'avoir une certaine liberté de mouvement au nord de la Mauritanie.

Compte tenu de cette situation, *certains observateurs se demandent* si le pouvoir en place à Nouakchott n'aura pas à faire face à quelques tentatives de déstabilisation. Alger et Paris devraient donc être amenés à se dire quel avenir ils souhaitent l'un et l'autre pour la Mauritanie, dans la mesure où ils sont supposés avoir une influence sur les destinées de ce pays fragile et menacé. Heureusement, le Proche-Orient permettra de meubler de façon moins délicate les échanges de vues sur la situation internationale, certaines convergences existant entre les deux pays à propos du Liban et du problème palestinien.

Les questions commerciales constitueront le deuxième volet de ces entretiens. Après la victoire de la gauche en France, « l'état de grâce » régnait aussi dans les relations franco-algériennes. Les mesquines considérations comptables étaient, en apparence, reléguées au second plan. Satisfaite du contrat gazier, l'Algérie signait avec la France des accords sectoriels de coopération qui constituaient une innovation dans ses relations avec l'Occident.

« Nostalgie fumeuse »

Mais la dureté des temps oblige maintenant Paris à se préoccuper davantage de l'équilibre de la balance commerciale, toujours favorable à l'Algérie. Celle-ci, malgré la sérénité qu'elle affiche devant la chute des cours du pétrole, doit réviser en baisse la plupart de ses programmes d'investissement, et il ne faut plus s'attendre à la signature de nouveaux grands contrats analogues à ceux qui, dans l'habitat et les transports, avaient permis aux exportations françaises de faire un bond. Au demeurant, depuis 1982, l'Algérie a signé des accords de coopération avec bien d'autres pays occidentaux, et ce type de relations entre elle et ses acheteurs d'hydrocarbures s'est banalisé, la France cessant de paraître un partenaire « privilégié ».

Sur le ton acrimonieux qui lui est propre, la presse algérienne s'étonne des inquiétudes de la France au sujet des offres américaines de blé subventionné et revendique le droit pour Alger de se prononcer en fonction de ses seuls intérêts sans se soucier de la *« nostalgie fumeuse d'une époque révolue depuis bientôt une génération »*. En même temps, elle dénonce *« la campagne de dénigrement du gaz algérien, cible privilégiée des milieux qui n'ont jamais admis que l'Algérie puisse assurer une revalorisation concrète de cette richesse »*.

L'inventaire des thèmes de conversation est probablement répétitif d'une visite officielle à l'autre, tant les choses évoluent lentement à Alger. Un des espoirs de la France, depuis deux ans, est fondé sur le désir de l'Algérie de se doter, en matière de défense, d'un réseau radar de couverture aérienne comportant des organes statiques de détection et aussi des stations fixes de lancement de missiles sur l'ensemble de ses frontières. L'Etat français s'est engagé à garantir la qualité et la ponctualité des livraisons et prestations des sociétés françaises susceptibles de mettre en place ce réseau si l'Algérie s'adresse à elles. Il reste à se mettre d'accord sur les prix. La réponse définitive d'Alger tarde à venir.

Vue l'importance politique d'un tel choix, qui donne lieu à des débats au sein des cercles dirigeants, il est probable qu'Alger attendra de voir le paysage politique de la France après les élections législatives prévues en 1986. Au demeurant, la relative proximité de ce scrutin paraît déjà influer sur le comportement général de l'Algérie à l'égard de Paris. Le discours généreux des socialistes au sujet de l'immigration n'est que très partiellement pris en compte par l'Algérie, qui se déclare inquiète des réalités. Le droit des personnes sera le troisième axe des discussions avec M. Fabius.

L'Algérie, qui peut légitimement faire valoir les mesures qu'elle prend pour limiter au départ l'émigration clandestine, demandera de nouvelles assurances quant à la sécurité de sa communauté installée outre-Méditerranée. De son côté, M. Fabius devra aborder l'éternel contentieux sur les enfants de couples mixtes, divorcés, au-delà du cas particulier des femmes en colère qui ont occupé l'ambassade de France. Des pères algériens privés de la garde de leurs enfants par les juges français arguent le plus souvent des décisions opposées de la justice algérienne. La solution logique serait de signer une convention tendant à réduire ces discordances, mais Alger ne paraît nullement pressé.

Dans l'immédiat, et faute de mieux, les autorités françaises cherchent à obtenir un large droit de visite en Algérie pour les mères d'enfants enlevés. Ces visites commencent à avoir lieu, les dispositions étant prises pour que ces mères ne puissent pas à leur tour enlever l'enfant. Un avocat français amené à traiter de ces dossiers préconise que les mères concernées introduisent toutes en même temps une action en référé devant les juges algériens pour obtenir le droit de visite, ce qui obligerait le ministère de la justice à prendre une décision de portée générale.

Les pieds-noirs mécontents

Il est une autre catégorie de Français en colère, dont on parle peu parce qu'ils sont moins habiles à mobiliser les médias : les pieds-noirs, aujourd'hui au nombre de quelques centaines, restés en Algérie après l'indépendance. Les Français, tout comme les autres étrangers, n'ont pas le droit d'acquérir des immeubles en Algérie. Mais ces pieds-noirs, à condition de ne jamais s'absenter longtemps d'Algérie, ont pu conserver leurs propriétés acquises avant 1962. La moyenne d'âge étant de quatre-vingts ans, beaucoup veulent vendre et transférer les fonds pour finir leur vie en France. Malgré les promesses répétées, cela se révèle très difficile.

Depuis 1982, les *intéressés* ne peuvent plus signer un contrat de vente devant notaire avec des clients algériens. Désormais, seul l'Etat algérien peut acquérir les immeubles des pieds-noirs sur la base d'une évaluation par l'administration des domaines. A défaut de prix intéressants, les candidats à la vente espéraient que les formalités administratives seraient facilitées au 1er juin 1985. Dans la circonscription consulaire d'Alger, une soixantaine de personnes avaient engagé une procédure induite par la circulaire de 1982. Seulement sept avaient pu signer un acte de cession à l'Etat. Deux d'entre elles avaient reçu les fonds, mais aucune n'avait pu les rapatrier.

Certains vieillards, qui vivent précairement des subsides du consulat général, considèrent qu'on attend, sans le dire, que ce problème se règle « par extinction ».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

ALGÉRIE, LA GUERRE EST FINIE

de Jean Lacouture

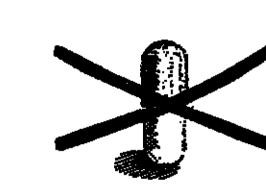
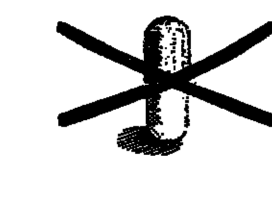
Histoire d'une paix

Le chemin a été long, sinueux, jalonné d'exactions de tous ordres, parsemé d'embûches et de chausse-trappes, du 1er novembre 1954, début de l'insurrection algérienne, à la proclamation de l'indépendance, le 3 juillet 1962, après cent trente-deux ans de domination coloniale française. Jean Lacouture, dans *Algérie, la guerre est finie*, s'attache plus précisément aux années 1958-1962, considérant que *« 1958 allait faire se dresser, de part et d'autre de la Méditerranée, les deux piles du pont au milieu duquel se rencontreraient les interlocuteurs : ici le général de Gaulle ; là, un gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). »*

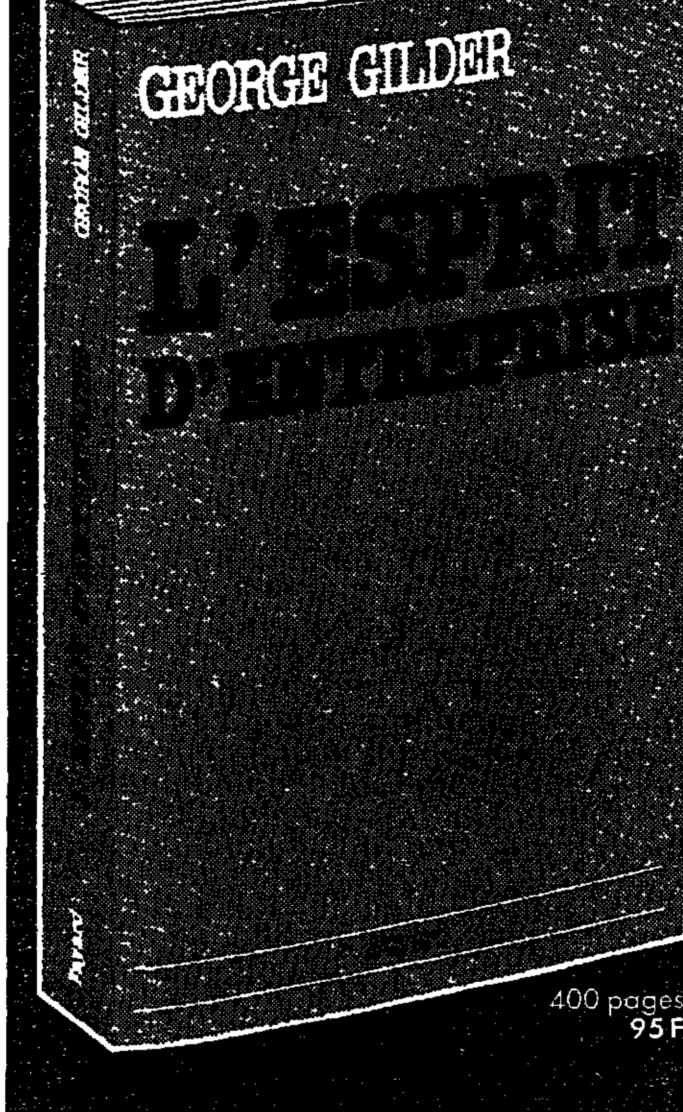
En observateur privilégié — il a couvert pour *Le Monde* la guerre et les négociations relatives à l'Algérie, — Jean Lacouture nous conduit, au fil de quelque deux cents pages, à travers un dédale de rencontres et de discussions, jusqu'aux pourparlers *qui aboutirent* aux accords d'Evian.

F. F.

★ Algérie, la guerre est finie, de Jean Lacouture. Editions Complexe, 24, rue de Bosnie, 1060 Bruxelles.





AFRIQUE

SUR LES ROUTES DU DAUPHINÉ

L'escapade des ambassadeurs africains

De notre envoyé spécial

Beaurepaire. – *« Ici, il y a deux Corses célèbres : le premier fut Napoléon Ier* (qui séjourna dans la région), *et il y en a un autre... »* Dans le car qui *serpente sur les routes* du Dauphiné, les ambassadeurs *africains, bon public, s'ébaudissent* devant la plaisanterie de M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération.

Pour la troisième année consécutive, les responsables de la politique africaine de la France, MM. Nucci et Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand *pour les affaires africaines* et malgaches, ont proposé, samedi *22 et dimanche 23 juin*, aux diplomates africains, d'aller à la *rencontre* de la « France profonde », parce que, comme *l'a* souligné le doyen du corps diplomatique africain, M. Ben Abbés, ambassadeur du Maroc, à Paris *« on étouffe parfois »*. Le but ayant été préalablement défini – se dé-con-trac-ter ! – M. Nucci *(« notre ministre préféré »,* dit M. le doyen) a donc donné libre cours à son naturel expansif pour accueillir l'*« Afrique à Beaurepaire »*, sa commune.

Puisant dans son registre (parfaitement rodé) de méditer*ranéen chaleureux qui sait parler* à *ses* « frères » africains (« coups *de gueule » pour rire, grands* gestes, accolades et embras*sades), M. Nucci a largement* contribué à faire de cette esca*pade de quarante-huit heures un* vrai moment de détente. Le *côtes-du-Rhône aidant,* les ambassadeurs, même les plus nostalgiques de la *tradition* « Quai d'Orsay », se sont laissés prendre *au rythme imposé par* l'ancien « prof ». A Beaurepaire, *comme* le dit *celui-ci, furent* célébrées une *« rencontre d'hommes »* et *« l'amitié, la coopération, la solidarité de la France avec les Etats d'Afrique »*. Beaurepaire, quatre mille habitants : son église, son marché, son gratin dauphinois et... son maire, accessoirement candidat aux prochaines élections législatives. La population locale, largement associée aux festivités (deux cent quatre-vingts couverts au banquet) a, sans aucun doute, saisi le message...

De leur côté, les ambassadeurs ont pu admirer cette réalisation originale que constituent les maisons édifiées en terre crue de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau. Parfois ironiques devant ces bâtisses en pisé et en brique de terre *(« vous voulez – aussi – nous apprendre à construire nos cases ! »)*, mais intéressés, pour la plupart, par cette *« recherche alternative d'une technologie intermédiaire »*, les diplomates africains, accompagnés de MM. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, venu en voisin, et Henri Nallet, ministre de l'agriculture, ont également applaudi les tambourinaires du Burundi.

A l'année prochaine ?

M. Nucci fit ensuite les honneurs *de la coopérative agricole* du Dauphiné qui, soit dit en passant *(par le ministre), est « celle qui a le plus donné pour le Sahel, cette année »*, et les diplomates purent enfin prendre un *peu de repos sous des tentes* nomades en peaux, dressées (il *pleuvait) sous des tentes rayées* bleu et blanc façon « noces et *banquets »*... Là, *déchaussés*, assis en tailleur, ils dégustèrent *le thé à la menthe...*

A Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), *l'« autre » maire* africain, M. Guy Penne, avait, lui aussi, bien fait les choses : la remarquable troupe de mimes Durbec, la troupe malienne Koteba et, pour clore la soirée, un feu d'artifice somptueux (et coûteux ?). Durant la journée, parce qu'il était important de prouver que des *« petites communes françaises dynamiques »* peuvent faire beaucoup dans le domaine de la coopération Nord-Sud, les entreprises du Vaucluse montrèrent leur savoir-faire au cours d'une exposition. Bien sûr, l'énergie solaire et ses applications (téléviseur et électropompe par exemple) eurent la vedette.

L'aspect politique de cette *tournée* en doulce France ne fut pas complètement oublié : la présence du représentant de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), M. Tuliamini Kalomoh, était en effet significative de la promesse faite récemment par M. Laurent Fabius d'accorder une plus grande représentativité à l'organisation nationaliste namibienne. Pour la première fois aussi, le Mozambique était représenté par son ambassadeur, M. Miguigy Murargy.

Vingt-huit chefs de missions diplomatiques africaines ont fait *ce voyage vers le « Sud ». Le* referont-ils l'année prochaine ? *Cette question, chacun se l'est* posée ou y a fait allusion. Dis*crètement pour les Africains*, carrément pour les Français. M. Penne, très *en verve à la fin* du repas, fut affirmatif : *« On en a encore pour longtemps ! »*. M. Gatel, secrétaire d'Etat chargé de *l'économie sociale, fut* béat de sérénité : *« Et bien oui, à l'année prochaine »* ; Quant au doyen, il ne put éviter un *« nous vous disons merci et à l'année prochaine ! »*. Les élections législatives ? Une formalité voyons...

LAURENT ZECCHINI.

Zaïre

● *Sept anciens parlementaires sont graciés.* – Sept anciens parlementaires zaïrois, qui avaient tenté en 1982 de fonder un second parti politique (l'Union pour la démocratie et le progrès social, UDPS) et qui, jusque-là, étaient assignés à résidence, ont été graciés par le président Mobutu et ont retrouvé *« leur entière liberté de mouvement »*, a-t-on appris, le samedi 22 juin, à Kinshasa, de source officielle.

D'autre part, l'ancien premier ministre, M. Nguza Karl I Bond, a annoncé, le dimanche 23 juin, à Bruxelles, sa décision de rentrer jeudi *« en homme libre »* au Zaïre, quatre ans après avoir choisi l'exil en Belgique.

AMÉRIQUES

Bolivie

La gauche redoute une victoire du général Banzer à l'élection présidentielle du 14 juillet

L'ancien chef de l'Etat bolivien, le général Hugo Banzer, au pouvoir de 1971 à 1978, et grand favori de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu le 14 juillet, a fait état, dimanche 23 juin, d'un *« complot pour l'assassiner » s'il était élu.* Selon lui, les syndicats envisageraient de déclencher une *grève générale pour paralyser l'activité du pays et « provoquer une intervention de l'armée »*.

De fait, les syndicats et les partisans du gouvernement de centre-gauche de M. Siles Zuazo redoutent une éventuelle victoire du général Banzer.

De notre correspondante

Lima. – Les élections boliviennes qui doivent avoir lieu le 14 juillet seront-elles de nouveau ajournées ? La question est posée. Le désordre se généralise : marches de protestation contre le fascisme, contre la candidature du général Banzer, contre la politique économique du gouvernement Siles. Les grèves se multiplient : elles touchent en particulier *le téléphone et l'électricité*. Les coupures de courant sont fréquentes dans la capitale.

Les dirigeants politiques et le président de la commission électorale le laissent entendre : les élections générales, déjà ajournées le 16 juin en raison de mouvements de grève, risquent encore d'être reportées. De leur côté, les deux candidats les mieux placés pour la présidence, le très conservateur général Hugo Banzer et M. Victor Paz Estenssoro, ancien président, dénoncent ce qu'ils appellent *« des manœuvres de l'exécutif »* pour repousser une nouvelle fois la consultation.

Il est hors de doute que la COB (Confédération ouvrière bolivienne) et les formations de gauche, en général, redoutent une victoire à l'élection présidentielle du général Banzer. Les sondages le placent *nettement en tête. Le général* Banzer a, en août 1971, dirigé un putsch contre le régime de centre-gauche du général Juan José Torres, surnommé le *« présidents des pauvres »*. Il a gouverné avec une poigne de fer jusqu'en 1978, interdisant les syndicats, emprisonnant ou exilant les opposants. L'Association des parents des disparus-détenus et martyrs de la libération nationale (ASOFAMD) a déposé une demande devant le Tribunal électoral pour que sa candidature soit annulée pour *« violation des droits de l'homme »*.

Inquiétude aussi chez les généraux qui occupent les postes-clés de l'armée. Certains d'entre eux avaient été de proches collaborateurs du président Torres. En 1974, ils avaient essayé de renverser le général Banzer. Depuis le retour à la démocratie, le 10 octobre 1982, ils *ont soutenu* le régime de centre-gauche du président Siles et limogé les éléments liés au trafic de cocaïne.

La COB veut-elle boycotter les élections pour empêcher la victoire du général Banzer ? Son leader, M. Juan Lechin, avait présenté sa candidature à la tête de la direction révolutionnaire unifiée (DRU). La commission électorale ne l'a pas retenue car le dirigeant syndical est en infraction : aux élections de 1980, il n'avait pas obtenu le minimum de votes requis par la loi (50 000) et il n'a pas payé l'amende correspondante (15 000 dollars). La même mesure a d'ailleurs frappé 10 des 28 autres candidats. Elle a incité la DRU à faire campagne pour le vote nul.

En attendant, la COB a présenté un cahier de revendications au président *Siles qui comporte* quatre-vingt-huit points ! Le centrale ouvrière exige en particulier une augmentation générale des salaires et l'échelle mobile, le gel des prix, la nationalisation des banques et des mines privées. Des revendications que le président Siles n'a évidemment pas les moyens de satisfaire.

De son côté, le gouvernement ne serait pas fâché de devoir ajourner de nouveau les élections : selon les sondages, le candidat officiel, M. Rolando Jordan, arrive en troisième position, loin derrière le général Banzer et M. Victor Paz Estenssoro.

NICOLE BONNET.

Canada

Désignation du successeur de M. Lévesque à la tête du Parti québécois le 29 septembre

Québec *(AFP, AP)*. – Le conseil national du Parti québécois, réuni à Québec les samedi 22 et dimanche 23 juin, a fixé au 29 septembre la date de l'élection du successeur de M. René Lévesque à la tête de cette formation. Pour la première fois, l'ensemble des membres du parti, actuellement au nombre de 117 000, seront appelés à participer directement à la procédure de désignation de leur nouveau chef. Si aucun des candidats n'obtient la majorité absolue au premier tour, un second tour sera organisé le 6 octobre.

Conformément à l'usage, le futur président assumera, en tant que leader de la formation majoritaire à l'Assemblée nationale québécoise, les fonctions de premier ministre. M. Lévesque a annoncé qu'il resterait à la tête du gouvernement provincial jusqu'à la désignation de son successeur dans le parti.

Samedi, les trois cents délégués du Conseil national ont pris acte sans passion de la décision du premier ministre. Des applaudissements ont ponctué la lecture par la vice-présidente du parti, Mme Assimopoulos, de la lettre de démission que M. Lévesque avait rendue publique dans la nuit de jeudi à vendredi, mais l'émotion n'était guère perceptible. *Le conseil a proposé d'allouer* une subvention de quatre cent mille dollars à chaque candidat à la présidence.

M. Mulroney, le premier ministre canadien, avait rendu vendredi, à Ottawa, un vibrant hommage à M. Lévesque, en qui il a salué un *« grand démocrate »* et un *« grand Québécois »* qui a toujours *« inspiré une grande fierté »* à ses compatriotes.

Mexique

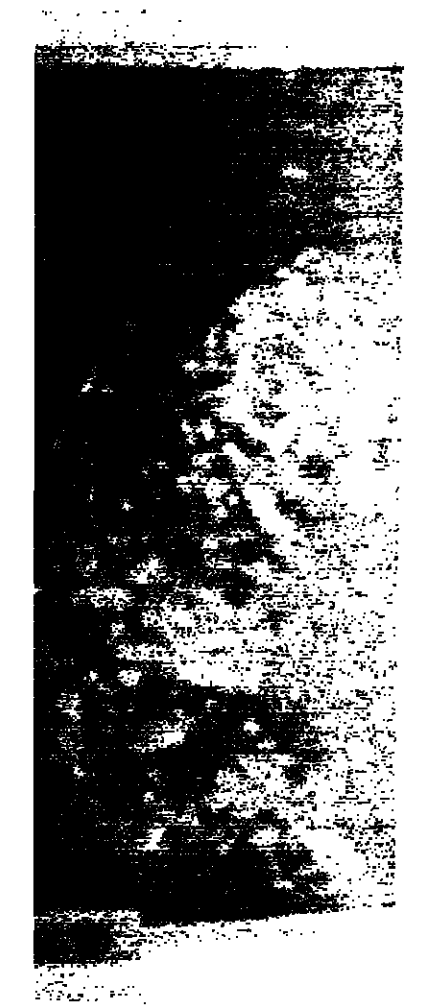
Selon le « New York Times »

L'AMBASSADE D'URSS A MEXICO EST UN NID D'ESPIONS

L'ambassade d'Union soviétique à Mexico est de plus en plus utilisée pour monter des opérations d'espionnage contre les Etats-Unis, et est devenue un canal essentiel pour l'exportation illégale de haute technologie américaine vers les pays communistes, a affirmé, dimanche 23 juin, le *New York Times*.

Dans un article daté de la capitale mexicaine, le quotidien new-yorkais indique que, selon les estimations des spécialistes américains, au moins cent cinquante agents du KGB travaillent au sein de cette ambassade sous des couvertures diverses, diplomates, employés, chauffeurs ou journalistes. L'ambassadeur américain au *Mexique*, M. John Gavin, a déclaré au quotidien que les espions soviétiques *« avaient en réalité un refuge sûr »* dans l'ambassade d'URSS, et accuse Moscou d'avoir mis sur pied des *« sociétés factices »* pour acheter des technologies américaines et les acheminer vers l'URSS.

Le *New York Times* souligne que plus de trois cents personnes travaillent à l'ambassade d'URSS à Mexico, ce qui en fait l'une des plus importantes représentations diplomatiques soviétiques au monde. *Le journal ajoute* que l'ambassade a éveillé des *soupçons à la suite de l'arrestation* de John Walker, un espion américain accusé d'avoir monté un important réseau d'espionnage au profit de l'URSS. Plusieurs Américains accusés d'espionnage au profit de Moscou ont reconnu, selon le quotidien, qu'ils utilisaient l'ambassade de Mexico pour rencontrer leurs « contacts » soviétiques. – *(AFP.)*



DIPLOMATIE

BIEN QUE S'ÉTANT ACHEVÉE SUR UN « CONSENSUS »

La cent vingt et unième session du conseil exécutif n'a réglé aucun des grands problèmes de l'UNESCO

Six semaines et demie de débats pour rien, des torrents de paroles sans l'ombre d'un commencement de résultat concret, la preuve, enfin, que la machine UNESCO tourne à vide sans même pouvoir assurer sa propre survie, disent les uns. Au contraire, répliquent les autres : qui eût dit, lorsque s'est engagée cette session marathon, dans le climat de division et de controverse passionnée que l'on sait, qu'elle serait close par l'adoption d'une résolution sans opposition marquée ? Certes, la procédure dite « du consensus » évite le vote formel ; mais on n'a entendu exprimer, vendredi 21 juin à Paris, dans l'ordre des critiques, que de simples réserves, non des condamnations, à l'égard du texte proposé. Bref, sinon encore le salut, du moins le début de la convalescence, comme l'a notamment déclaré Mme Gisèle Halimi, à la fois délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO et membre de son conseil exécutif.

La diversité des jugements portés sur le bilan de la cent vingt et unième session de cette assemblée, qui vient de s'achever, n'est pas sans rappeler à qui essaie d'en faire la synthèse la formule de l'humoriste dont le médecin tentait, sur son lit d'agonie, de soutenir le moral en lui assurant qu'il allait beaucoup mieux : *« En somme, je meurs guéri ? »*. Sans doute n'est-il pas négligeable que les cinquante membres du conseil soient parvenus *in extremis* à s'entendre (ou au moins à ne pas s'opposer les uns aux autres) sur un texte d'orientation générale, dans le contexte actuel. Cette conciliation de dernière minute doit beaucoup à l'action personnelle de Mme Halimi, qui, après des débuts sensiblement moins unanimistes, s'est consacrée avec énergie à la mise au point d'un texte susceptible de ne pas heurter de front une partie de ses collègues. Il n'en demeure pas moins que, par rapport à l'essentiel, le succès de couloirs qu'a été l'adoption de la motion finale ne répond pas aux interrogations multiples et pressantes que soulève la situation de l'organisation. Et qu'au bilan de la session, le plus préoccupant est certainement ce qui ne figure pas.

A commencer par l'aspect budgétaire du problème posé à l'UNESCO par le retrait des Etats-Unis, le 31 décembre dernier. Ce retrait l'a privée du quart de ses ressources, soit 43 millions de dollars. Les quelques ajustements envisagés ne fournissent à cet égard aucune véritable solution, c'est même le moins que l'on puisse dire. Dès le 30 janvier 1984, le bureau du budget de l'UNESCO a fourni au directeur général, M. M'Bow, une note étudiant la façon dont un précédent avait été traité : le retrait des Etats-Unis de l'OIT, en 1975. L'Association du personnel de l'UNESCO s'alarme de plus en plus des risques, pour ne pas dire de la certitude, de voir la direction générale procéder avant la fin de l'année à des licenciements massifs. Hypothèse d'autant moins à écarter que, depuis l'annonce du retrait américain, trois cent quarante personnes ont été recrutées à l'extérieur, alors que M. Blanchard, directeur général du BIT, avait, lui, comme première mesure d'urgence, arrêté toute embauche

Une note *« confidentielle »* du directeur de cabinet de M. M'Bow, M. Chikh Békri, en date du 13 juin dernier (réf. CAB/1/85 mémo. 223) énumère les *« ajustements »* qui devront être apportés aux effectifs en raison de la situation budgétaire actuelle ; il en ressort qu'environ cinq cent soixante-dix postes vont être supprimés dans les mois qui viennent et que ces licenciements seront annoncés prochainement par les sous-directeurs généraux au *« personnel de leur secteur »*, après quoi *« le directeur général s'adressera à l'ensemble du personnel »*. Sans doute n'appartenait-il pas au conseil exécutif d'entrer dans le détail de ce dossier ; mais ces fortes réductions d'effectifs ne peuvent pas ne pas retentir sur la quantité et la qualité du service rendu à la communauté internationale par l'UNESCO, du moins si les différents programmes ne sont pas sérieusement revus et concentrés.

Or, pour l'essentiel, il n'en a rien été. Il est vrai que suggérer la suppression de certains de ces programmes serait revenu à ouvrir un débat idéologique de fond, un tel choix n'étant évidemment pas innocent politiquement. Au nom de la recherche du fameux consensus, on a préféré ne faire de peine à personne – au risque de voir ensuite l'Organisation affronter un état de cessation de paiements.

Un désintérêt occidental ?

Quant à l'examen du fameux rapport du GAO (General Accounting Office), Cour des comptes du Congrès américain, sur la gestion de l'Organisation, il a été balayé d'un revers de main, au motif principal que les Etats-Unis n'étant plus membres de l'UNESCO l'analyse des parlementaires de Washington et de leurs experts ne pouvait valablement être prise en considération, bien qu'elle portât sur une période où les Américains étaient les plus gros contributeurs budgétaires. Menue vexation supplémentaire pour le département d'Etat, mais qui conforte, chez les Américains, les « séparatistes » au détriment des partisans du retour.

Chez eux, mais ailleurs aussi. Le membre britannique du conseil exécutif, M. William Dodd, s'est certes borné à quelques observations sur les « divergences » qui l'opposent à certains de ses collègues sur tel ou tel aspect du programme, mais, dans l'entourage de la délégation anglaise, on ne voit guère, pour l'instant, ce qui, dans le bilan de la session, pourrait bien faire renoncer Londres à sa décision de se retirer de l'UNESCO le 31 décembre prochain.

Le Danemark et le Portugal ont également fait part, par écrit, de leur inquiétude.

Beaucoup d'Occidentaux, d'une manière générale, ont l'impression que l'UNESCO demeure bien davantage le lieu d'une confrontation internationale que d'une coopération et semblent s'en désintéresser. Les Soviétiques ont bien marqué, de leur côté (*le Monde* daté 23-24 juin), qu'ils ne renonçaient aucunement à leurs exigences en faveur du « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » ou d'actions de l'Organisation en faveur du désarmement. Deux options qui ne devraient pas, sur le papier, rencontrer autre chose que l'assentiment général, mais qui s'inscrivent dans leur combat global contre le concept occidental de liberté de l'information ou l'effort stratégique de l'Ouest. Or, si l'UNESCO doit faire des économies et retrouver son universalité, ce sont évidemment ces programmes de combat qui risquent de disparaître en tout premier lieu...

Reste une interrogation qui avait commencé de poindre avec la rencontre des principaux pays de l'OCDE, à Genève en mars dernier, et que la tonalité de la session du conseil exécutif n'a pas dissipée : quel est au juste le jeu de la France dans cette crise ? Deux choses restent claires : Paris croit en l'UNESCO, par-delà ses difficultés actuelles, et ne s'en retirera pas. Mais quel rôle le gouvernement français peut-il et veut-il jouer pour tenter de sauver l'Organisation ? A *défaut d'une réponse claire*, et surtout définitive, on ne peut que formuler des observations, d'ailleurs contradictoires.

La première est que Mme Halimi s'est manifestement attelée à sa tâche avec zèle. Ce qui ne signifie pas qu'elle ait toujours été en phase avec le Quai d'Orsay dans ce débat, comme en a témoigné un échange assez vif au moment d'un vote où la France s'est désolidarisée de ses partenaires occidentaux. Mais elle a présidé activement le comité dont les travaux ont abouti à la résolution finalement adoptée par consensus.

Elle a en outre obtenu de M. Roland Dumas qu'il adresse, le 29 mai dernier, sous la référence 0769 CM, une lette à M. M'Bow dans laquelle le ministre des relations extérieures sollicite pour la délégation française l'attribution *« des locaux sis au 8e étage, rue Miollis, en échange de ceux qu'elle occupe actuellement »*, pour *« y trouver les conditions propices à l'action que la France entend mener pour l'avenir de l'Organisation »*. Détail qui explique l'émoi suscité chez les autres délégations occidentales par la démarche ministérielle : il s'agit des bureaux laissés vacants par la délégation américaine... On ne saurait mieux indiquer qu'on tient le départ de cette dernière pour définitif.

D'un autre côté, M. Dumas avait, devant les membres de la Commission nationale française pour l'UNESCO, indiqué que Paris partageait, *« pour l'essentiel »*, les *« inquiétudes de différents Etats »*. Lors d'un déjeuner qu'il a récemment donné en l'honneur de M. M'Bow au Quai d'Orsay, relativement en petit comité, le ministre s'est surtout fait remarqué par son silence. Et M. Mitterrand, lors de la réception offerte par Mme Halimi aux membres du conseil exécutif, il y a peu, s'est montré lui aussi fort laconique. A une personnalité qui lui assurait que l'on était désormais sur la bonne voie, le chef de l'Etat a simplement répondu, glacial : *« Vraiment ? Tant mieux... Mais ce n'est pas ce que j'entends dire. »*

Plus que jamais, la balle est dans le camp de la France, qui dispose d'influences exceptionnelles au sein de l'UNESCO – et qui a des intérêts, notamment linguistiques, non moins exceptionnels à défendre. Mais bon nombre de ses partenaires se demandent, avec des sentiments d'ailleurs contradictoires, si elle va s'en saisir, quand, et comment.

BERNARD BRIGOULEIX.

A TRAVERS LE MONDE

Sri-Lanka

- PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE. – Le gouvernement de Colombo a prolongé d'un mois supplémentaire l'état d'urgence, en dépit du désaccord de l'opposition qui a quitté le Parlement pendant le débat organisé, vendredi 21 Juin, sur ce problème, a-t-on appris samedi dans la capitale sri-lankaise. C'est la vingt-troisième fois que l'état d'urgence est prorogé au Sri-Lanka depuis les affrontements éthniques de juillet 1983, au cours desquels quatre cents personnes, appartenant à la minorité tamoule, avaient été tuées par des Cinghalais, en représailles contre une attaque de séparatistes tamouls qui avait fait treize morts parmi les soldats cinghalais. – *(AFP.)*

Thaïlande

- SIGNATURE DU CONTRAT D'ACHAT DE DOUZE F-16. – Bangkok a signé le jeudi 20 juin un contrat avec les Etats-Unis pour l'achat de douze avions de combat F-16 (*le Monde* du 15 mai), d'une valeur de 318 millions de dollars, a annoncé vendredi le commandant en chef de l'armée de l'air thaïlandaise, M. Praphand Dhupatemiya. Le contrat concerne huit F-16 monoplaces et quatre F-16 biplaces, a-t-il précisé. Les avions seront livrés à partir de 1988. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

UN LIVRE CONTROVERSÉ : « LES EMPIRES CONTRE L'EUROPE », DE RÉGIS DEBRAY

L'URSS est-elle ringarde ? Les Etats-Unis sont-ils les plus forts ? Régis Debray est-il le dernier gaulliste ? On se pose ces questions en lisant le livre de l'ancien conseiller de M. Mitterrand, devenu depuis peu conseiller d'Etat :* les Empires contre l'Europe (1). *Un ouvrage controversé, mais plein d'enseignements.

(1) Gallimard, 360 p., 110 F.


Dessin de CAGNAT.

Le dernier gaulliste ?

par ANDRÉ FONTAINE

« Le dernier empire du monde, écrivait Régis Debray en 1967 dans *Révolution dans la révolution, a commencé son agonie. Qui n'est pas concerné ? Qui n'aidera pas les tueurs ?* (1) » Dix-huit ans plus tard, il prend des choses une vue singulièrement différente. Non seulement son dernier livre s'appelle *les Empires contre l'Europe,* ce qui suppose que l'Amérique n'est plus, *le* seul empire, mais il y défend la thèse que jamais l'Amérique en question *n'a été plus forte,* face à une URSS dont la fantastique puissance militaire ne saurait dissimuler à ses yeux qu'elle a des pieds d'argile. Conclusion : ne commettons pas l'erreur, parce qu'il faut, certes, résister à l'empire soviétique, de ne pas résister à la logique d'absorption qui est, ne serait-ce que sous l'effet de la pesanteur, celle de l'empire américain. Régis Debray, on le voit, est de plus en plus gaulliste.

« La brouille de Marx et de Mahomet »

Est-ce là la raison de son départ du cabinet d'un président de la République à qui il est arrivé d'opposer un sec *« moi pas »* à la formule célèbre de Malraux selon laquelle *« tout Français a été, est, ou sera gaulliste »* ? Le fait est que, comme le général, François Mitterrand ne déteste pas avoir autour de lui des conseillers de tendances divergentes entre lesquels il arbitre. Rien n'autorise à parler de la moindre brouille entre lui et l'ancien guérillero de Bolivie devenu aujourd'hui, sans enthousiasme excessif, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Mais il y a chez Debray une certaine satisfaction sinon à prêcher dans le désert, du moins à prendre le contre-pied des idées reçues : ce qui explique que dans son nouvel ouvrage les critiques sévères se mêlent à l'occasion, concernant la diplomatie française, aux coups de chapeau.

Il faut donc prendre cet essai pour ce qu'il est : celui d'un homme finalement assez seul, mais qui, de quatre années passées à l'Elysée, a acquis une rare connaissance des dossiers et des mentalités. *Le théoricien engagé, qui a vécu sur place l'écroulement du rêve guévariste et de ses propres illusions, est devenu un analyste qui confronte ses intuitions et ses partis pris avec les enseignements d'une riche expérience.*

Il lui arrive encore, malheureusement, de vouloir trop prouver. Ainsi, notamment, lorsqu'il fait valoir que le pacte atlantique *s'est étendu,* puisque y sont entrées, depuis 1949, date de la signature, *l'Allemagne,* la Turquie, la Grèce et l'Espagne, alors *que le pacte de Varsovie s'est* rétréci, puisqu'en sont sorties la *Yougoslavie, l'Albanie et la Chine* (laquelle, sauf erreur, n'y a jamais appartenu). *Si l'on s'en tient* au bilan des dix dernières années, on *s'aperçoit tout de même que* les Etats-Unis ont « perdu » l'Indo*chine, l'Ethiopie,* les *ex-colonies portugaises* d'Afrique au profit de l'URSS, *que celle-ci a également* mis la main sur l'Afghanistan le *Yémen du Sud, que le Nicaragua* est désormais plus proche d'elle que de *Washington, et que l'Iran,* de *« gendarme du monde libre »* au Moyen-Orient, *est devenu le fer* de lance d'une offensive tous azimuts *contre ledit « monde libre ».*

Le système soviétique a peut-être perdu sa dynamique offensive. Reste que, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan, Brejnev avait réussi à faire partager à Georges Marchais sa conviction, dont l'hebdomadaire du Parti communiste français porte toujours la trace en première page, que l'on vivait désormais *« l'ère des révolutions ».* Il est, certes, tentant de prolonger les courbes, et il est bien vrai que, pour reprendre quelques fortes expressions de Régis Debray, le *« bloc »* paraît actuellement *« bloqué »,* que *« le seul rêve collectif en URSS est de type petit-bourgeois : se faire chacun dans son coin une petite vie à soi »,* que *« l'expansion communiste s'est brisée non sur l'acier des chars et des baïonnettes* — (encore qu'en Corée, à Berlin, lors de la crise des fusées de Cuba...), — *mais sur des livres de prières »,* puisque aussi bien *« nous venons d'assister à ce phénomène décisif et mal perçu : la brouille de Marx et de Mahomet ».* Et que le christianisme, le judaïsme, le confucianisme — Debray aurait pu citer aussi l'hindouisme — ne se sont pas montrés en fin de compte moins résistants. Mais enfin le vent a l'habitude de changer et notre auteur n'aurait sans doute pas parié un kopeck, il y a seulement vingt ans, sur la résurgence de l'islam. L'Amérique, qu'il voit aujourd'hui à l'apogée de sa puissance, paraissait, sous Carter, vouée à un déclin irrémédiable et nul ne sait où elle en sera à la fin du siècle. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour savoir que toute société porte en elle les germes de sa propre destruction.

Une immense force de séduction

Reste que les Etats-Unis ont pour eux toutes sortes d'avantages que Régis Debray met très bien en lumière : d'abord ils sont *l'« efficacité même ». « L'Ouest explore l'âge impérial des réseaux, invisibles et omniprésents »* alors que l'Est *« en reste à l'âge archéo-impérial des systèmes d'alliance coûteux et formels. »* L'Amérique dispose d'une immense force de séduction. Celle de l'URSS, jadis si forte, est inexistante.

Sur le plan des masses, c'est évident. La fascination que le modèle culturel américain exerce sur beaucoup de Soviétiques saute aux yeux. Le modèle culturel soviétique n'en exerce plus aucun. Mais il est d'autres formes de séduction, qui interdisent au système occidental de relâcher sa garde et dont on voit l'effet au sein du Parti social-démocrate allemand et du Labour britannique.

Ces réserves nécessaires n'enlèvent rien à l'intérêt du nouveau livre de Régis Debray, le meilleur sans doute qu'il ait jamais écrit, le plus nuancé aussi, dans la mesure où il fait la part des choses et réfute souvent lui-même les objections que soulèvent ses thèses. Qui, par exemple, connaissant un peu les données du problème, ne souscrirait à la *rigueur de sa profession de foi européenne : « La coopération à deux ou trois vitesses, ou toute autre configuration adaptée — puisqu'on ne peut faire l'Europe avec ceux qui n'en veulent pas, — s'offre à la France comme seul vecteur possible de sa modernisation, sans quoi la « grandeur » tournera à la nostalgie aigrie »* ?

Manque cependant un élément à cette méditation sur les empires menée dans un esprit non de philo — ou d'anti — mais d'a-communisme et nourrie, au passage, de bien utiles rappels de la manière dont beaucoup de grands esprits du siècle dernier voyaient l'impérialisme de la Russie précommuniste. Les Etats-Unis sont jusqu'à présent le seul pays à s'être bâti par adhésion volontaire de millions de gens venus des quatre coins du monde, et pour commencer de l'Europe, à une société dont l'ambition proclamée était de fondre leurs nationalités d'origine en une seule. Le succès n'a été possible que parce que les nouveaux admis dans cet immense phalanstère acceptaient non seulement son idéologie, mais le système hégémonique culturel et économique qui le sous-tendait. Ce système, ce faisant, se qualifiait pour être le noyau de cette civilisation de l'universel qu'appelle le fantastique développement, à notre époque, des moyens de communication de toutes sortes.

La vraie question qui alimente les permanentes bisbilles à l'intérieur du monde atlantique n'est-elle pas de savoir si les Européens acceptent, comme leurs oncles ou cousins qui ont pris le pari de franchir l'Atlantique, de devenir eux aussi américains, tout en restant chez eux ? Ou si, refusant l'ennui de l'uniformité et l'humiliation de la dépendance, ils entendent maintenir, face à la tentation du melting-pot, la diversité des cultures et la concurrence des ambitions ?

(1) Maspero, éditeur.

Sur la balançoire des mythes

par PIERRE HASSNER (*)

« Dix ans, ça suffit ! », pour une atmosphère parisienne, sinon pour la réalité internationale. Depuis 1975 *environ,* le *totalitarisme soviétique* avait remplacé l'impérialisme américain *comme* ennemi *principal* aux yeux de la classe intellectuelle française ; *progressivement,* la *prise* de conscience du Goulag par l'effet *Soljenitsyne, le déplacement* de l'équilibre militaire en faveur de l'Union *soviétique,* l'*invasion* de l'Afghanistan, l'état de guerre en Pologne, la crainte du glissement de l'Allemagne vers le pacifisme et le neutralisme, avaient produit un consensus, unique en Europe, entre intellectuels, médias, classe politique et opinion publique en faveur d'une politique de *fermeté* à l'égard de l'URSS ; ce qui, du moins en Europe et *sur le* plan *Est-Ouest,* amenait à un rapprochement avec les *Etats-Unis.*

Comme, cependant, l'Amérique proclamait sa confiance retrouvée, tandis que Moscou semblait empêtrée dans la stagnation et la gérontocratie, comme aucun pays du tiers-monde n'était devenu communiste depuis cinq ans et qu'en Europe la vague pacifiste refluait, ces dénonciations devenaient d'autant plus lassantes qu'elles semblaient moins crédibles. Le scepticisme à l'égard du nouveau climat qui, des gaullistes traditionnels aux communistes en passant par Raymond Barre et Jean-Pierre Chevènement, n'avait jamais disparu attendait une plume pour passer du haussement d'épaules à la contre-attaque polémique. Avec ce livre de Régis Debray (1), la voici.

L'effet Debray succédera-t-il donc à l'effet Soljenitsyne ? Le paléo-gaullisme va-t-il remplacer le paléo-libéralisme comme voie de sortie du gauchisme révolutionnaire ? Peut-être. En ce cas, l'alternance idéologique et ce que Debray appelle joliment la *« balançoire des mythes »* y gagneraient. Mais il n'est pas sûr que le manichéisme et le provincialisme parisiens auxquels il s'attaque avec tant de joyeuse férocité auraient fait plus que changer de signe.

Autant les développements du livre sont balancés et complexes, autant *ses* thèses et *ses conclusions* sont simples : les Etats-Unis sont *branchés, sûrs d'eux et dominateurs* ; la Russie est ringarde, coincée et en retraite. *Le danger* pour l'Europe comme pour le tiers-monde vient de l'étreinte sournoise de ceux-là, non de la menace brutale de celle-ci. *L'Ouest et l'Est* n'existent pas, les idéologies ne comptent plus du tout et la force militaire de moins en moins ; ce qui est en hausse, c'est d'une part la technologie, de l'autre les religions et les cultures, les peuples et *les nations, l'islam* et la France.

Le point fort du livre est plus dans la polémique et la description psychologique que dans l'analyse politique et stratégique. Quand l'auteur dénonce l'hypocrisie du vocabulaire atlantique, décrit les pièges de la convivialité (celle des sommets comme celle des colloques), critique l'*intellectualisme* du *style soviétologique* français, ses tours de passe-passe *pour présenter toute* faiblesse soviétique comme une force, ou le *terrorisme intellectuel de certains* pourfendeurs héroïques d'un paci*fisme lointain, gonflé pour les* besoins de la cause, il fait mouche à *tout coup. De même pour l'éblouis*sant chapitre sur le terne (le monde sovétique) et le vif (cet Occident dont par ailleurs il nie l'existence).

Le petit peloton des démocraties

Pour les faits, cela va *déjà moins* bien. Malgré un remarquable souci d'*information, il arrive en des points* capitaux que la passion anti-*américaine d'une part, le souci* de montrer une Union soviétique en *position de faiblesse,* de *l'autre,* l'emportent et sur l'objectivité et sur *la cohérence. C'est notamment le* cas en matière stratégique. Systématiquement, *les* interprétations les plus hostiles aux Américains sont *adoptées, même si elles se contredisent.* Ici, l'engagement nucléaire *pour l'Europe n'a jamais été envisagé,* la doctrine Rogers conduit à *une riposte purement* conventionnelle : *« Pour que les Etats-Unis restent indemnes, il faut que la RFA se sacrifie. »* Là, quand il s'agit d'exorciser *le danger de la supériorité* conventionnelle soviétique, armes atomiques *tactiques et* Pershing *font* leur réapparition. *« Les Américains militarisent l'espace au mépris d'un traité et de la sécurité de leurs alliés »* et *« provoqueront rapidement l'URSS à les imiter ».* Jamais le peu que l'on sait ou que l'on peut supposer de la stratégie soviétique, du sens que peuvent avoir ses nouveaux missiles intercontinentaux ou son effort conventionnel en Europe, du rôle de l'initiative et de la surprise d'une part, de la défense antiaérienne et anti-missiles de l'autre, dans sa doctrine et sa tradition, n'est envisagé.

Certes, on peut tout dire en stratégie ; mais ce que l'on peut le moins dire, et qui est le plus stupéfiant dans tout le livre, c'est que l'équilibre au point de vue de l'alignement politique des nations se soit modifié au détriment de l'Est. Passe encore que, pour réagir à l'idée du petit peloton des démocraties encerclées, on dresse l'image d'un tiers-monde où triomphe la démocratie (en rendant un hommage inattendu aux progrès en ce domaine de la Corée du Sud *et* de l'Indonésie).

Mais quand on nous dit que les Etats-Unis souffriraient dix fois moins d'une intervention aux Philippines ou ailleurs que l'URSS de son intervention à Kaboul, on se demande si les premiers ont aussi moins souffert du Vietnam, si l'on a rêvé qu'ils ont quitté ignominieusement celui-ci (*ainsi que* Beyrouth) et n'ont trouvé d'adversaire militaire à leur taille qu'à la Grenade, alors que l'URSS est toujours en Afghanistan *et pèse de manière* décisive sur le rapport des forces en Ethiopie *ou en Angola.* Quand on parle de la fantastique *« décommunisation de l'Amérique latine »,* le lecteur *se* demande s'il s'agit de l'imaginaire *révolutionnaire* (encore *que* le léninisme de la guérilla salvadorienne *ou le totalitarisme* de Sentier lumineux n'aient rien à envier à la *grande époque guévariste), ou si* l'on a rêvé qu'il y a vingt-cinq ans *l'Amérique latine comptait un seul* régime socialiste et aujourd'hui deux.

Notre étonnement monte encore quand on en arrive à l'idée, plusieurs fois répétée, que le système de l'Est se rétrécit, que l'Est se décompose plus vite que l'Ouest. Comment Debray fait-il pour oublier les sept pays non communistes devenus communistes (que ce soit par révolution intérieure, par intervention soviétique ou par un mélange des deux) entre 1975 et 1980. Surtout, où a-t-il vu l'inverse ? Où a-t-il vu un régime communiste devenir *non* communiste ? L'usage extraordinaire de termes comme *« la Pologne a failli basculer »,* Cuba et le Vietnam sont *« inconfortables »* dans leur communisme, etc., illustre son embarras. Qui parierait que le Vietnam a plus de chances de changer de régime que les Philippines ou l'Ouzbékistan que l'Iran ou le Pakistan ?

Que les Etats-Unis tendent à présenter leur intérêt comme celui de l'Occident ne signifie ni que la civilisation occidentale soit une invention fascisante ni que les nations et l'Europe ne doivent défendre leurs intérêts propres, quelquefois opposés à ceux des Etats-Unis. Pour comprendre que l'Ouest existe, il suffit de le regarder avec les yeux de l'Est, ceux de la stratégie soviétique ou ceux des peuples qui, selon l'expression de Kundera, se perçoivent comme un *« Occident kidnappé ».*

Que les Etats-Unis et l'URSS soient deux empires, tous les deux animés par une volonté de puissance, certes. Debray ne disconvient pas que la différence de leurs régimes intérieurs donne à l'un la créativité sociale et scientifique, à l'autre la continuité, l'organisation et le secret. A négliger l'importance de ces derniers, la spécificité et la force, intérieure et extérieure, du modèle léniniste, à oublier que jeans et jazz, voire télévision et ordinateurs, n'entament pas nécessairement et immédiatement le pouvoir et les ambitions de la Nomenklatura, l'auteur s'expose à retomber dans la série monotone d'erreurs contre laquelle, lui qui a tant appris et si peu changé, aurait dû être vacciné par l'expérience du siècle.

Le piteux embarras reaganien

Le nationalisme du tiers-monde comme troisième Grand, auquel l'Europe aurait vocation à se joindre ? Cette perspective apparaissait bien plus plausible à la *fin des* années 50, à la grande époque où Bandoung, la *décolonisation et* le non-alignement semblaient vouer la *bipolarité et le conflit Est-Ouest* aux poubelles de l'Histoire. Ni l'équili*bre multipolaire ni la troisième* voie politique et sociale n'ont suivi, même si, grâce aux centres nouveaux de mobilisation et de résistance, le contrôle des empires n'est plus ce qu'il était.

Aujourd'hui, Debray partage l'admiration *générale* pour l'Amérique de la Silicon Valley et de la reprise *économique, mais il néglige* le piteux embarras reaganien devant *toutes les guerres et les révolutions* de la planète. Bien des signes permettent d'imaginer que l'euphorie américaine pourrait elle-même s'essouffler une fois de plus, du moins pour ce qui concerne les finances du Pentagone, tandis qu'un Gorbatchev plein de vigueur et d'astuce permettrait à l'URSS de changer sinon de régime, du moins de look.

Au-delà de cette foi égale dans le caractère définitif du dynamisme américain et de la sclérose soviétique, Debray partage avec certains de ses adversaires une autre caractéristique : l'ignorance ou le dédain de l'Europe. Son livre est consacré avant tout aux deux empires, un peu au tiers-monde et à la France sur le ton de l'exhortation ou de l'incantation. L'Europe, elle, est étrangement absente, à part dans quelques pages bien venues sur la nécessaire coopération et ses limites ou sur le réveil des cultures nationales à l'Est.

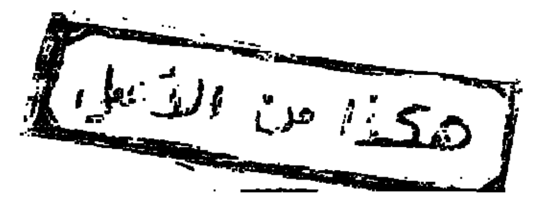
Aucune analyse n'est consacrée ni à la culture européenne comme telle, ni au problème allemand et à *ce qu'attendent* de nous nos voisins d'outre-Rhin, ni à l'opposition intra-européenne du Nord et du Sud, ni à la nature de l'espace propre qu'une Europe spirituellement occidentale et géopolitiquement continentale, à *la fois moderne* et traditionaliste, social-démocrate et intimidée par les empires, pourrait s'aménager. L'Europe de Debray est essentiellement franco-tricontinentale. C'est la preuve qu'on peut avoir beaucoup voyagé et rester Parisien.

L'exaltation abstraite des cultures nationales, au mépris des réalités stratégiques et des dépendances économiques, ne conduit pas seulement à des naïvetés aimablement idéalistes ou impérialistes, comme l'idée de la francophonie érigée en nouvel acteur international transidéologique et transgéographique. Alliée à la négation de toute influence des contraintes morales sur l'exercice de la puissance, elle conduit à un romantisme malsain et dangereux. Debray voudrait inspirer une Realpolitik de gauche : *sa légèreté stratégique* n'est pas réaliste, sa méfiance à l'égard de l'*universel risque* de lui faire oublier ses propres principes. Devant les empires, la France et l'Europe ne retrouveront leur iden*tité qu'*à condition de ne pas refuser de prendre au sérieux l'opposition entre totalitarisme et liberté.

(1) Encore qu'il arrive à l'auteur de verser soit dans le terrorisme intellectuel, soit dans l'injustice pure et simple : *les pages* consacrées à Raymond Aron, dans la mesure où elles portent sur ce *dernier et non sur son apothéose tardive,* sont une série de contre-vérités (par exemple sur son attitude envers le monopole nucléaire américain) et de contresens (comme *sur son* interprétation du vingtième siècle).

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques.





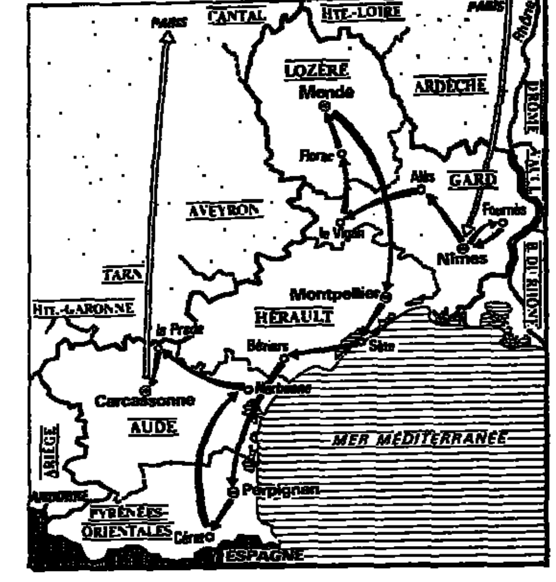
… DE RÉGIS DEBRAY

gaulliste ?

…ythes

politique

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON



M. Mitterrand, arrivé lundi matin à Nîmes, devait traverser le département du Gard avant de se rendre en Lozère, puis dans l'Hérault. Mardi, il visitera les deux autres départements de la région, les Pyrénées-Orientales et l'Aude, d'où il regagnera Paris.

Accueil modéré de l'opposition et hostile de la CGT

(Suite de la première page.)

Un CRS a été blessé pendant que le maire communiste, M. Millet, dressait en son hôtel de ville un tableau de sa commune « *sinistrée* » à l'intention du chef de l'Etat. Discours modéré dans le ton, ferme sur le fond, toujours courtois, sur le thème du chômage, de la misère, et destiné à ceux qui prennent les communistes pour des « *passéistes* » et des « *archaïques* » sous prétexte qu'ils défendent des industries traditionnelles.

Au dehors, sur la place, la CGT s'époumonnait : « *Mitterrand trahison !* ». « *La trahison de mes engagements ? Quels engagements ?* » a demandé M. Mitterrand. « *Ai-je jamais dit que l'on verrait le renouveau de l'industrie française en dépit de la science et de la technologie (...) Nous sommes en retard. Il ne sert à rien de faire de la démagogie. Sera-t-on du parti de ceux qui baissent les bras ? Tel n'est pas mon cas* ».

La CGT, malgré son discours retransmis par haut-parleur, n'en démordait pas : « *Mitterrand trahison !* ». « *Est-il juste de s'adresser à ceux qui, en peu d'années, tentent de renverser le courant de destruction d'un tissu économique dégradé ? La faute à qui ? Ne peut-on pas davantage serrer les coudes autour de responsables mobilisés ?* » a continué le chef de l'Etat.

La CGT décidément ne voulait rien entendre. Ses militants ont entonné un irréverrencieux : « *Mitterrand, si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul* ». Persévérant, le président de la République, après avoir affirmé sa volonté de « *pousser les mutations et les transformations* » non pas « *à prix d'hommes* », mais « *à coups de formation professionnelle* », a conclu : « *C'est la France qui souffre. Elle est malheureuse. Elle se tourne instinctivement vers le premier responsable du pays. C'est juste et normal qu'on me demande des comptes, mais on ne doit pas me demander des comptes qui ne sont pas les miens. Il n'y a pas de caisses, là dans un coin, d'où on puisse tirer des louis d'or pour compenser les pertes de ceux qui ont perdu le sens de la compétition.* »

Auparavant, à Nîmes, M. Mitterrand avait commencé son voyage sur le ton de la modération et de la tranquillité.

A modération, modération et demie : répondant à l'allocution du maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, membre de l'opposition mais sans étiquette précise, qui récusait la terminologie droite-gauche, le président de la République a fait remarquer que, pour sa part, il a « *ses inclinations, ses préférences* », mais qu'il est là pour « *connaître mieux* », « *écouter les autres* », dans un esprit de dialogue et non de polémique. En multipliant les précautions, il a ajouté : « *Pas plus que l'emploi ne s'est créé en un jour, pas plus le chômage n'est venu en un jour.* »

M. Mitterand avait, avant son arrivée à Nîmes, accordé une interview à *l'Indépendant* de Perpignan, dans laquelle il récuse l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale avant le scrutin de 1986.

JEAN-YVES LHOMEAU.

NIMES : Un laboratoire du libéralisme

De notre envoyé spécial

Nîmes. – « Electrochoc » : c'est le mot que l'on entend le plus souvent pour décrire ce qui s'est passé, à Nîmes, après l'élection comme maire, il y a vingt-sept mois, de M. Jean Bousquet, président-directeur général de la maison de couture Cacharel. Vainqueur, à la tête de l'opposition unie, d'une municipalité sortante communiste qui dirigeait la ville depuis dix-huit ans, M. Bousquet a fait surgir une image nouvelle de sa cité natale. Nîmes s'est découvert des monuments jamais visités, des musées méconnus, des arènes qui méritaient mieux que des courses routinières et l'annuel défilé de chars fleuris.

Tel a été le pari de M. Bousquet : exploiter les ressources de la ville et son sens personnel des relations publiques pour promouvoir en France et, même, à l'étranger la vocation touristico-culturelle de Nîmes. « *Ça marche* », observe le maire. Pas de doute : le développement de la feria, sous la direction de *M. Simon Casas* ; la reprise, dans les arènes, des grandes productions parisiennes du Palais de Bercy – *Aïda* l'an dernier, *Turandot* cette année ; des expositions prestigieuses ; le Mois de l'affiche, tout récemment, c'est coûteux, mais ça marche.

Ça « déménage », même. Jamais Nîmes n'avait reçu tant de visiteurs, jamais ceux qui y venaient n'y avaient passé tant de temps. Les commerçants, qui s'étaient mobilisés comme rarement pour l'élection de M. Bousquet, en ont pour leur peine. On a transformé la vitrine.

Le maire s'attaque maintenant aux infrastructures. « *On maîtrise le foncier* », explique-t-il, et, sur cette base, la ville négocie ses projets. Un centre national d'art contemporain, le « Beaubourg nîmois », qui a la faveur de M. Jack Lang, ministre de la culture, et dont le coût, évalué à 200 millions de francs, serait supporté à concurrence de 60 % ou 65 % par la ville, doit être construit en face de la Maison carrée, à la place du théâtre, qui avait brûlé en 1951. On en a beaucoup parlé. Les Nîmois sont ainsi : ils tenaient à la colonnade du vieux théâtre. M. Bousquet est ainsi : la province n'est pas son fort. Dans un premier projet, les colonnes néo-classiques étaient conservées, pour temporiser ; dans le second, le bon, elles ont disparu.

La politique de M. Bousquet est simple et claire : rendre Nîmes attirante pour les investisseurs. Ceux-ci se font attendre, et deux mille emplois ont été perdus, en deux ans, pour trente-cinq créés effectivement. Le maire place ses espoirs dans le commerce, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises de services. *Il prêche d'exemple* et témoigne sa confiance à l'initiative privée en lui remettant six services municipaux – la voirie, l'assainissement, les cantines scolaires, les espaces verts, l'entretien des bâtiments et le garage, – ce qui doit permettre de dégager des ressources pour financer les grands projets (*le Monde* daté 9-10 juin).

Candidat pour 1986

Laboratoire d'un libéralisme qui sait être social – tout Nîmois qui doit recourir à la solidarité est assuré de percevoir un minimum garanti de 2 650 F par mois, – Nîmes est devenue, sous la direction de M. Bousquet, une ville dont on parle et vers laquelle on regarde. Que les ambitions de son maire ne s'y bornent pas, c'est une évidence, qui en inquiète plus d'un, d'autant plus que M. Bousquet, tard venu à la politique, n'éprouve et ne professe qu'une estime modérée pour les partis. Il était passé par les états-majors nationaux du RPR et de l'UDF pour s'imposer comme candidat de l'oppostion à la mairie. C'est, peut-être, contre ces mêmes états-majors qu'il devra mener la bataille des élections législatives.

Car M. Bousquet est candidat. Il se propose de conduire la liste de l'opposition unie, dans le Gard, en mars 1986. Le maire de Nîmes avait renoncé, il y a sept mois, à siéger au conseil général du Languedoc-Roussillon. Manque de temps, certes, mais aussi constat d'une certaine impuissance face à la majorité dirigée par le PS et au poids de la métropole régionale, Montpellier ; impossibilité, enfin, de s'imposer contre M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) de la Lozère, comme chef de file de l'opposition régionale. Nîmes, selon son maire, doit se tourner vers l'espace rhodanien – Arles, Avignon, – et M. Bousquet se tourne vers Paris. Mais M. Bousquet risque de se retrouver seul, à la tête de sa propre liste. Chacun attend les décisions que prendra la commission des investitures du RPR, le 14 juillet, ou, plutôt, chacun s'active en attendant, et en s'interrogeant sur les intentions de l'autre anticonformiste du département, M. Gilbert Baumet, président du conseil général.

M. Baumet pourrait-il, lui aussi, former une liste ? Il affirme que la question de sa candidature ne se pose pas plus pour les élections législatives que pour les élections régionales, mais il laisse dire. Exclu du Parti socialiste en décembre 1982, réélu président de l'assemblée *départementale* à l'unanimité (moins un bulletin nul, le sien) en mars dernier, le maire de Pont-Saint-Esprit, qui se veut gaullo-rocardien et connaît son monde d'élus locaux, a un beau palmarès de fauteur de désordre dans son camp. Après avoir fait élire, en mars dernier, dans le canton de Sommières, son candidat contre le représentant officiel du PS, M. Baumet a réservé une *nouvelle surprise* à la gauche. Les communistes, qui venaient de contribuer à sa réélection comme président du conseil général, ont appris qu'ils devraient céder deux de leurs quatre vice-présidences à l'opposition. L'alliance majoritaire était ainsi rompue ; l'exécutif départemental est aujourd'hui composé de sept socialistes et trois membres de l'opposition, les blâmes de la direction nationale du PS n'y ont rien changé.

Le Parti socialiste, dont le chef de file pour les *élections* législatives sera Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, conseiller municipal de Nîmes, doit, dans les semaines qui viennent, régler le problème de la dissidence baumetiste. Quelles conditions M. Baumet mettra-t-il à une entente avec Mme Dufoix ? Le président du conseil général, qui a créé un Cercle Tocqueville – « *Nous avions pensé à l'appeler « Raymond-Aron »*, dit-il, *mais c'était un peu tôt* » – veut, avant tout, consolider son assise dans le département, avec un œil sur la région. L'option centriste est une tradition pas si ancienne que cela dans le socialisme méditerranéen, aujourd'hui menacé d'asphyxie...

PATRICK JARREAU.

Nous avons accompli en quatre ans l'essentiel de ce qui était prévu pour sept ans

affirme M. Mitterrand

A l'occasion de son voyage en Languedoc-Roussillon, M. Mitterrand a accordé un entretien à chacun des deux principaux quotidiens régionaux. Interrogé par *Midi libre* sur les divisions des Français, le président de la République estime qu'« *il n'y a évidemment pas de recettes pour atténuer les divisions des Français* » mais qu'« *il convient de respecter trois règles fondamentales* » : d'abord « *étendre la liberté, toutes les libertés* ; ensuite, « *ne pas étaler nos divisions en dehors de nos frontières* » ; enfin, « *ne pas mettre en cause les personnes, respecter les autres (...) être tolérant. Jamais je n'ai cédé à la facilité de l'attaque personnelle, même quand j'en étais moi-même victime* ». Le chef de l'Etat, évoquant son action, ajoute, d'autre part : « *Nous avons accompli en quatre ans l'essentiel de ce qui était prévu pour sept ans* ». Il regrette de « *n'avoir pas pu réaliser certaines promesses. Mais il me reste du temps* », indique-t-il, en citant comme exemple « *le droit de vote des immigrés installés depuis cinq ans, pour les élections municipales* » et « *l'inversion catégorique de la courbe du chômage* ».

Dans *l'Indépendant de Perpignan*, M. Mitterrand répond à une question sur l'éventualité de la dissolution de l'Assemblée nationale avant l'échéance de mars 1986 : « *D'où une rumeur pareille peut-elle partir ? C'est là un sujet que je n'ai jamais abordé. Pourquoi se défaire d'une Assemblée nationale qui a toujours très fidèlement soutenu le gouvernement que j'ai nommé. J'ajoute, bien entendu, que je ne renonce pas à mon droit* ».

● *M. Rocard et l'élection présidentielle : « J'y vais. »* – M. Michel Rocard, qui participait, dimanche 23 juin à Montauban, à la Fête de la rose de la fédération socialiste du Tarn-et-Garonne, a déclaré, à propos de l'élection présidentielle de 1988 : « *Oui, j'y vais !* » « *Depuis le temps*, a-t-il ajouté, *que certains socialistes me tapent dessus, depuis le temps qu'ils disent que j'ai raison, en prenant le contrepied de mes propositions, le moment est venu.* » M. Rocard a jugé « *contrasté* » le bilan du gouvernement : « *Bien*, a-t-il dit, *pour le redressement de la balance des paiements (...), pour avoir jugulé l'inflation. Oui, mais le chômage s'est aggravé (...). Nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche. Nous avons promis trop de choses que nous n'avons pas tenues.* » M. Rocard a ajouté à l'intention de l'opposition : « *Elle a tort de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et je me glisse dans cette peau d'ours.* »

LE CONFLIT ENTRE M. FABIUS ET M. JOSPIN

Les dirigeants du PS recherchent un compromis, l'opposition ironise

Les déclarations des dirigeants socialistes, samedi 22 et dimanche 23 juin, comme les indications en provenance du siège du PS, rue de Solférino, montrent que, du côté du parti, le *ton est à l'apaisement dans le différend Fabius-*Jospin. Pour autant, il n'est pas question d'en rabattre sur la réalité des griefs du PS à l'encontre du premier ministre.

Quand M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS et proche de M. Lionel Jospin, souligne qu'une « *campagne* » était « *alimentée depuis des mois* » sur le rôle et la place du PS, il ne semble pas viser que la presse. Tout se passe comme si, au-delà de l'aspect psychologique de la querelle, certains dirigeants socialistes avaient eu la crainte qu'un processus de marginalisation du PS, réduit au rang de colleur d'affiches électorales, ne soit en cours au profit d'une *stratégie* d'image, celle du premier ministre. Ainsi M. Jospin n'aurait que peu apprécié la tenue de plusieurs réunions consacrées aux questions stratégiques, associant M. Fabius et certains de ses ministres, à l'exclusion d'un représentant de haut niveau de la direction du PS. *M. Jospin aurait donc* voulu donner un coup d'arrêt à ce processus, quitte à utiliser une arme à double tranchant.

Il faut maintenant maîtriser le processus et recoller les morceaux. De ce point de vue, il semble moins difficile d'obtenir un vote de confiance du comité directeur du PS à M. Jospin que d'arriver à un compromis acceptable par M. Laurent Fabius. M. Mitterrand a indiqué *de son côté que cette affaire n'est « pas de son ressort »*.

Le CERES, qui a tenu samedi à Paris une nouvelle réunion pour l'élaboration de sa propre stratégie *(lire ci-dessous l'entretien avec M. Sarre)*, a fait savoir, par la voix de Mme Nicole Bricq et de MM. Pierre Carassus et Jean Natiez, que *« le Parti socialiste ne saurait limiter son ambition et sa fonction à arbitrer en son sein les querelles secondaires qui agitent l'un de ses courants »*.

Enfin, l'opposition s'est rapidement servie de cette querelle, qui lui permet à son tour d'ironiser sur la « guerre des chefs ».

Ce n'est pas au nom du seul socialisme que l'on mobilisera

nous déclare M. Georges Sarre

M. Georges Sarre, député, conseiller de Paris, secrétaire national du PS, membre de la direction du CERES, estime que le PS ne doit pas mobiliser *« au nom du seul socialisme »*. Il donne d'abord son sentiment sur la querelle Fabius-Jospin :

« Pour le CERES Les choses sont claires. Il faut que le parti existe et nous sommes pour le rassemblement des socialistes sur un projet après un débat d'idées. Mais où sont les différences d'idées entre Laurent Fabius et Lionel Jospin ? Ça n'est pas évident. Dans ces conditions, nous invitons nos amis à se montrer plus solidaires.

– Un des objectifs essentiels du CERES est l'instauration du socialisme. Vous semblez aujourd'hui estimer que cette instauration ne pourra pas se réaliser avant au moins une décennie. Pour quelles raisons cette échéance ne peut-elle pas être plus proche ?

– Dès 1981, nous avions analysé la situation de cette manière, en précisant que « *le socialisme n'était pas à l'ordre du jour* ». Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour dans les années qui viennent, parce que, au sein même de la « classe des salariés » au sens large du terme, ceux qui se posent la question du socialisme sont une minorité.

» J'ajoute que les quatre années qui viennent de s'écouler ont conduit – à tort, et je le regrette, – à une sorte de dévalorisation des thèmes du socialisme. Ce n'est pas au nom du seul socialisme que l'on mobilisera dans la période présente. Il vaut mieux le savoir et adopter une pratique politique en rapport avec l'état de la société française.

» Ce qui est décisif, c'est le contenu d'un projet permettant de développer aujourd'hui les valeurs nécessaires à toute avancée ultérieure : indépendance pour l'Europe et pour la France, croissance et mobilisation des forces productives, démocratie, justice sociale. Il s'agit de mettre en avant un discours *unifiant*, *privilégiant* la dimension politique, voire institutionnelle.

» C'est en restant fidèle aux intérêts et aux aspirations du monde du travail et par conséquent aux valeurs du projet socialiste que le parti d'Epinay évitera le sort de ses prédécesseurs au lendemain du Front populaire (1940) ou du Front républicain (1956).

» Qu'on se s'y trompe pas, il ne s'agit pas pour nous d'appeler à un vague rassemblement républicain sans âme et sans principe. Le contenu de la République est aujourd'hui la question essentielle. Pour réunir, le PS doit savoir anticiper hardiment sur la prochaine période historique. L'objectif de la prochaine période c'est de construire non pas encore le socialisme mais une République moderne, une République conquérante, tendue vers les idéaux et les valeurs du socialisme.

Pas de débat narcissique

– Les socialistes doivent-ils reconnaître qu'ils ont changé ? Serait-ce profitable pour le PS ?

– Plutôt que de se complaire dans un débat narcissique, de s'interroger gravement pour savoir si nous avons changé ou non, nous voulons surtout examiner ce qui a changé en France, dans la période récente, ce qui change sous nos yeux, afin que notre analyse et notre pratique politiques soient renouvelées, dans la fidélité aux valeurs du socialisme. Ce qui change, c'est la polarisation accentuée de l'Europe autour des États-Unis d'Amérique, les risques de dépendance accrue. Quelle décision autonome pourra être prise, en Europe et en France, dans les domaines économique, monétaire, militaire, si l'évolution actuelle se poursuivait ?

» Il est urgent de placer cette interrogation au cœur de toute démarche politique. La seule ligne de clivage qui vaille, pour les *années à venir, partagera ceux qui* veulent construire un pôle de décision indépendant en Europe et en France, et ceux qui se résignent à la spirale du déclin, de la dépendance, de la vassalisation.

» La société française est menacée d'éclatement. Cette fragmentation est liée à une division internationale du travail que nous maîtrisons mal, mais aussi aux modifications du mode de produire. Recours accru à la science, branchement direct de l'intelligence sur la production matérielle, tout cela a des conséquences directes sur le monde du travail. On retrouvera le sens d'une unité non pas par un discours catégoriel, mais par un discours politique répondant aux vraies questions qui se posent au pays. Cela appelle à coup sûr un renouvellement de notre message. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Propos et débats

M. Delanoë (PS) : quinze jours

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS et proche du premier secrétaire du parti, s'est affirmé, dimanche 23 juin, lors de l'émission « Midi Presse » sur TF 1, « solidaire jusqu'au bout de Lionel Jospin ». *Pour lui,* « la solidarité avec le gouvernement et *avec le chef du gouvernement n'est nullement en cause* », *mais il a souligné l'existence d'* « une campagne (...) alimentée depuis des mois, sur la stratégie du parti, sur sa place (...) qui mérite que, rapidement, le parti soit au clair et que le dispositif soit cohérent, efficace, avec l'ensemble des acteurs de ce dispositif ».

M. Delanoë a encore affirmé : « Un débat est utile s'il dure quinze jours et (...) cela vaut mieux que neuf mois de malentendu. »

M. Allouche (PS) : halte au feu !

M. Guy Allouche, sénateur et premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, a déclaré, samedi 22 juin, à Fréquence-Nord : « Le PS ne peut pas se payer le luxe d'un tel affrontement, absolument suicidaire (...). Les socialistes du Nord pourraient crier : « Halte au feu ! » « Il ne s'agit pas de prendre position pour ou contre, *a continué M. Allouche.* Il y a complémentarité entre Lionel Jospin et Laurent Fabius. » *M. Allouche a estimé que M. Fabius est* « le chef de la majorité » *et s'est prononcé pour le* « rassemblement le plus large autour du PS ».

M. Barre : western spaghetti

M. Raymond Barre, qui était, dimanche soir 23 juin, à La Baule, l'invité de M. Olivier Guichard, maire RPR de la ville, député et président du conseil régional, a évoqué les « turbulences » *qui agitent le monde politique aujourd'hui. Il s'est amusé notamment du* « talent exceptionnel » *des socialistes* « à mettre en œuvre l'effet boomerang ». « Ils ont parlé de la guerre des chefs de l'opposition, mais cela s'est retourné contre eux (...). Quand on y réfléchit bien, ils sont déjà cinq, et peut-être sept à prétendre vouloir être le chef... C'est un western spaghetti en Cinémascope (...). »

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Jacques Toubon : « l'élection présidentielle va nous stimuler »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 23 juin, a précisé les étapes de la stratégie électorale de l'oppostion à partir de l' « accord pour gouverner », conclu le 10 avril entre le RPR et l'UDF : *« Une plate-forme commune, comportant quinze à vingt engagements d'action pour les premiers mois ou les premières années de la nouvelle majorité, sera établie d'ici l'automne. Parallèlement nous allons étudier avec l'UDF département par département, la tactique à adopter. Vers la mi-juillet, nous publierons dans les quatre-vingts départements, à peu près, où la situation sera claire nos chefs de file.*

Ils seront soit à la tête de listes RPR, lorsque nous aurons décidé de faire des listes séparées, soit des têtes de listes RPR pour des listes d'union, lorque nous nous serons mis d'accord avec l'UDF pour constituer une liste d'union avec une tête RPR, soit le chef de file du RPR dans une liste d'union dont la tête de liste sera UDF. (...) Mon impression est qu'il y aura probablement une majorité de listes distinctes. Je suis tout à fait de l'avis de M. Barre qui a dit qu'il convenait d'appliquer le pluralisme organisé. Tous ceux qui seront élus comme députés de l'opposition formeront une seule majorité pour soutenir le même gouvernement et pour faire la même politique. » Interrogé sur les déclarations de M. d'Aubert, député UDF, au « Grand Jury » du 9 juin contre toute cohabitation, M. Toubon a demandé : *« François d'Aubert votera-t-il une motion de censure avec les socialistes et les communistes contre un gouvernement soutenu par la nouvelle majorité ? »* M. Toubon rappelle qu'une « *première haie* » doit être franchie avec les élections législatives de 1986 et que la seconde, celle de l'élection présidentielle, *« ne va pas nous paralyser, mais au contraire nous stimuler »*. Le secrétaire général du RPR a précisé : *« Notre idée est simple : au cours des deux premières années, au moins, il faudra se donner la priorité d'alléger les charges pour le redémarrage des entreprises plutôt que de résorber le déficit.*

» Il faut interrompre puis inverser une évolution qui, peu à peu, a conduit la société et l'économie françaises à une sorte de semi-socialisation.

» La deuxième phase consiste à conduire le redressement pendant de longues années car nous ne pourrons pas arriver à des résultats définitifs en quelques mois, comme certains le prétendent. »

M. FITERMAN DÉNONCE LE « JEU POLITICIEN » DU PARTI SOCIALISTE

Le comité central du Parti communiste, réuni le lundi 24 juin, a entendu un rapport de M. Georges Marchais sur la situation politique. La précédente réunion du comité central, les 20 et 21 mai, avait été l'occasion d'un rappel à l'ordre adressé à la CGT, à laquelle il était reproché de ne pas prendre davantage de part à la dénonciation du pouvoir socialiste, et d'une mise en garde à l'intention des élus, soupçonnés, eux aussi, de ménager le PS.

Depuis lors, les communistes du Val-de-Marne ont organisé, avec les responsables locaux de la CGT, les affrontements du 5 juin avec les forces de l'ordre, à l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, et M. Marchais a attribué à l'union PCF-PS l'échec de l'ancien maire communiste à l'élection municipale partielle de La Seyne-sur-Seine (Var), le 16 juin.

Dimanche, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, à Lyon, que la *« drôle de zizanie qui se déroule actuellement au sein du Parti socialiste a une odeur de présidentielle »*, et qu'il s'agit d'un *« jeu politicien pour créer l'illusion que le Parti socialiste de Lionel Jospin et celui du gouvernement Laurent Fabius, ce n'est pas la même chose »*. M. Fiterman a dénoncé *« les petites et grandes manœuvres du PS pour tenter d'amorcer quelques alliances avec la droite »*.

De son côté, M. Félix Damette, l'un des trois minoritaires réélus au comité central lors du dernier congrès, a dénoncé, dimanche, à Firmy (Aveyron), l'échec *« économique et social, mais surtout politique et idéologique »* du gouvernement.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'« insaisissable » M. Wibaux...

De notre correspondant

Nouméa. – Autant M. Edgard Pisani était grand et tonitruent, autant M. Fernand Wibaux, son remplaçant en Nouvelle-Calédonie depuis le 31 mai est discret et tout en rondeurs. Chacun son style et chacun sa mission. L'ancien ministre du général de Gaulle – outre sa première tâche, qui était de rétablir l'autorité de l'Etat – devait lancer le débat sur le fond de la question calédonienne en innovant, quitte à provoquer. L'ancien ambassadeur de France au Liban doit, au contraire, éviter de froisser les nombreuses susceptibilités locales afin de détendre le climat dans lequel il va falloir assembler le difficile Meccano que sera la régionalisation.

La première image qu'ont eue les Calédoniens de celui qui allait être leur nouveau haut-commissaire a consisté en un reportage télévisé tourné à Beyrouth où l'on voyait l'ambassadeur circuler dans une limousine blindée au milieu des ruines et tenir aux journalistes qui le filmaient un discours franc et simple. Cette vision d'un diplomate courageux et modeste a incité les Calédoniens à laisser de côté les préjugés contre le nouveau représentant d'un gouvernement que, dans leur grande majorité, ils abhorrent. Dans les jours qui ont suivi, même les plus réticents en sont venus à considérer le nouveau délégué du gouvernement avec une certaine sympathie.

M. Wibaux a su conforter cette image en se rendant lui-même au siège du gouvernement territorial pour y rencontrer M. Dick Ukeiwé. Quelques jours plus tard, après avoir considérablement élagué l'impressionnant dispositif de sécurité qui entourait la résidence et les bureaux du haut-commissaire, il suspendait le couvre-feu instauré le 11 janvier, redonnant du même coup le sourire aux Nouméens, indisposés par la présence trop voyante des forces de l'ordre et par l'interdiction de circuler entre 23 heures et 5 heures.

En outre, on fait *remarquer* que M. Wibaux a montré peu d'empressement à rencontrer les indépendantistes. *« Ce n'est pas lui qui prendrait un hélicoptère pour faire 400 kilomètres afin de voir M. Tjibaou »*, note avec satisfaction un membre du RPCR, faisant allusion à l'entretien secret qu'eurent M. Pisani et le chef du FLNKS, au mois de mars, dans le nord du territoire.

Chez les indépendantistes, hormis un entretien téléphonique avec M. Tjibaou, M. Wibaux n'a rencontré à ce jour que le porte-parole du FLNKS, M. Yeiwéné Yeiwéné. Encore la rencontre fut-elle fortuite : le 8 juin, jour de la « mobilisation » annoncée par le FLNKS, alors que le secrétaire général de l'Union calédonienne s'entretenait avec le préfet, M. Christian Blanc, à propos d'incidents à Moindou (côte ouest) et dans l'île de Lifou, le haut-commissaire est entré dans le bureau où se trouvaient les deux hommes : *« Je l'ai salué,* raconte M. Yeiwéné Yeiwéné, *et il m'a invité à monter dans ses appartements pour prendre un whisky. »*

Soucieux de ne pas tenir un double langage, M. Wibaux a répété au dirigeant du FLNKS le discours qu'il avait tenu à Puebo quelques jours plus tôt : application de la politique d'autonomie décrétée par le président de la République et préparation du territoire à l'indépendance - association avec la France.

Comment M. Yeiwéné Yeiwéné juge-t-il le nouveau délégué du gouvernement ? *« Insaisissable »*, dit-il. L'adjectif revient d'ailleurs très souvent, y compris de la part des proches collaborateurs du diplomate. Pour l'instant, son équipe est extrêmement restreinte : *« Je suis une tête sans corps »*, dit M. Wibaux, en attendant la mise en place de son cabinet. De la nouvelle équipe, seul est arrivé le directeur de cabinet, M. Sénémaud, un jeune énarque qu'il a connu à Beyrouth : celui-ci sera déchargé des problèmes d'ordre public, qui seront gérés par le préfet, non encore nommé, *mais dont l'arrivée est prévue* d'ici une dizaine de jours.

Voir et écouter

En attendant, fidèle à une méthode éprouvée au long de sa carrière diplomatique, et qui consiste à voir et à écouter, M. Wibaux consulte tous azimuts. Il sort peu en ville. *« Il doit faire attention où il met les pieds,* souligne son entourage, *mais il n'est pas question qu'il s'enferme dans le haut-commissariat »*, sous-entendu *« à l'instar de son prédécesseur »*, isolé dans son « bunker » par les services de sécurité.

Plusieurs fois par semaine, il s'enferme dans la cabine capitonnée attenante à son bureau pour conférer discrètement avec ses interlocuteurs parisiens. Au premier rang de ceux-ci, M. Pisani, bien sûr, le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, qui suit attentivement l'évolution de la situation à Nouméa. Mais le manque d'effectifs de ce ministère oblige à tenir informé le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, pourtant en principe *dessaisi du dossier*, de certaines décisions administratives. Ces liaisons avec la direction des affaires politiques de la Rue Oudinot, assurée par M. Michel Levallois, ne simplifient guère les relations entre Nouméa et Paris.

Le caractère ainsi presque bicéphale de la tutelle régissant la Nouvelle-Calédonie oblige M. Wibaux à faire en sorte que toutes les demandes ou les comptes rendus importants soient entendus à l'Elysée – auquel M. Wibaux doit sa nomination – ainsi qu'au directeur de cabinet du ministre de l'intérieur. Ces acrobaties siéent bien à la personnalité du délégué du gouvernement. Ces précautions répondant aussi à ses inquiétudes : organisation, en septembre, des élections régionales et mise en place de nouvelles structures administratives décentralisées. Pour organiser le scrutin, il faut à M. Wibaux d'importants moyens. Le haut-commissaire ne semble guère persuadé qu'il les aura et le calendrier actuel, fixant les élections le 8 septembre, lui paraît un peu optimiste.

Quant à la réforme régionale, elle suscitera des difficultés innombrables. M. Wibaux aura à les résoudre, alors que, à Paris, l'administration centrale sera aux prises avec la préparation de l'échéance législative, autrement plus cruciale pour le gouvernement. Or les fonctionnaires territoriaux auront disparu après la dissolution de l'exécutif local, ils dépendront de l'administration d'Etat, et rien n'assure qu'ils se soumettront de bonne grâce à son autorité.

Autant de soucis que M. Wibaux appréhende sereinement, *« avec plus de recul que son prédécesseur »*, remarque un fonctionnaire, *« et sans le côté diva de Pisani »*. Cela n'empêche pas le nouveau haut-commissaire de rendre hommage au difficile travail accompli par M. Pisani.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

société

REMOUS A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Deux membres du conseil d'administration démissionnent après la nomination de M. Jacques Attali et de Mme Badinter

Une certaine émotion règne à l'École polytechnique à la suite de la nomination à des postes de maître de conférences de M. Jacques Attali, conseiller du président de la République, et de Mme Élisabeth Badinter, épouse du ministre de la justice. MM. Laurent Schwartz, mathématicien, et Philippe Kourilsky, biologiste, ont démissionné du conseil d'administration de l'école, pour protester contre les conditions dans lesquelles s'étaient faites ces nominations.

La direction de l'école avait mis trois postes à la disposition du département « Humanités et sciences sociales ». Ils devaient correspondre aux quatre intitulés suivants : « *droit* et administration française » ; « histoire des sciences et des techniques », « économie sociale, politique et internationale » ; « coutume et comportement ». *M. Jacques* Attali, qui était déjà maître de conférences dans un autre département (celui d'économie), mais dont le contrat venait à expiration, se porte candidat au poste d'économie sociale, et il est élu par l'assemblée du personnel par 5 voix contre 4 et 2 abstentions, *au troisième tour*. Vacataire depuis 1977 dans ce même département, Mme Badinter, qui est agrégée de philosophie et auteur de plusieurs ouvrages sur le féminisme et l'histoire des mentalités, se présente au poste « coutume et comportement ». Elle est élue par 6 voix *contre 5, au troisième tour.*

Ces élections doivent ensuite être confirmées par le conseil d'enseignement de l'école, puis par le conseil d'administration. Le conseil d'enseignement recommande de surseoir à ces nominations. Mais, au cas où le conseil d'administration les confirmerait, il demande qu'elles soient limitées à une durée d'un an et que les conditions de recrutement des enseignants dans ce département soient revues, en *faisant appel en particulier* à l'avis de personnalités extérieures, comme cela se fait pour les disciplines scientifiques.

Toutefois, le conseil d'administration ne tient pas compte de ces recommandations et confirme les deux nominations pour deux ans. *La proposition* de geler les postes est repoussée par 9 voix contre 7 et un bulletin blanc.

Points de chute ?

Les opposants à ces nominations font observer que ces postes ont été ouverts sans consultation de l'école, dans l'unique but de trouver un « point de chute » à deux personnalités proches du pouvoir. Il semble d'ailleurs que le cas de M. Attali soit celui qui soulève le plus d'objections, à la fois en raison des *responsabilités particulières qu'il* exerce à la présidence de la République et du fait que ses tâches actuelles lui laissent peu de temps pour exercer un enseignement suivi. Mme Badinter *précise*, pour sa part, que son poste lui a été attribué par le conseil d'administration par 11 voix contre 4 et 2 bulletins blancs et que la durée de deux ans *pour sa fonction* a été acquise par 12 voix contre 2 et 2 bulletins blancs.

A la direction de l'école, on indique que les procédures légales ont *été respectées*. Il n'y a pas eu de création de postes pour telle ou telle personne, mais une répartition des postes budgétaires disponibles entre l'ensemble des départements. Le conseil d'enseignement a présenté à la direction l'intitulé des postes qu'il souhaitait voir pourvus, comme cela se passe ordinairement.

F. G.

LA FIN DU VOL DE DISCOVERY

Missions accomplies

La navette spatiale Discovery devait se poser ce lundi à 15 h 14 (heure française) sur la base californienne d'Edwards, après une mission de sept jours qui, sauf incident de dernière minute, se soldera par un succès complet. Les sept membres d'équipage ont mené à bien les nombreuses tâches qui leur étaient confiées. Ils ont largué et propulsé vers l'orbite géostationnaire trois satellites de communications. Ils ont aussi déposé en orbite un satellite d'astronomie, Spartan-1, qu'ils ont récupéré samedi après quarante-huit heures de vol libre — opération qui a été un peu plus délicate que prévu, car lorsque la navette a rejoint le satellite, celui-ci n'avait pas l'orientation attendue, et Discovery a dû tourner autour de sa proie pour que son bras télécommandé puisse la saisir. L'équipage a également mené à bien diverses expériences scientifiques, en particulier celles qui étaient d'origine française. Enfin le laser installé à Hawaï a pu « acquérir » la *navette et se réfléchir* sur le miroir installé à cette fin derrière le hublot. Une expérience qui n'est qu'une vérification spectaculaire de techniques déjà connues, mais n'en provo*que pas moins* la colère de la *Pravda*, qui dénonce *« cet essai d'une composante du système d'armements spatiaux de première frappe »*.

L'équipage peut donc revenir au sol satisfait, et laisser la place en orbite à sept autres astronautes, tous américains cette fois-ci, qui du 12 au 19 juillet seront aux commandes de Challenger *pour une importante* mission scientifique, principalement astronomique. Challenger emportera dans sa soute la version non habitable du laboratoire construit *par l'Europe*, Spacelab.

Dimanche était le jour de la conférence de presse. *Le* roi Fahd d'Arabie a pu s'entretenir avec son neveu, le prince Sultan El-Saoud. *Celui-ci a estimé que les chiites* libanais libéreraient leurs otages américains *« s'ils pouvaient voir la Terre depuis l'espace et constater que toutes les frontières disparaissent »*. L'astronaute français Patrick Baudry a indiqué qu'il rapportait une *« excellente moisson »* de données scientifiques et qu'il avait pu travailler dans de bonnes conditions en dépit de peu de place dont il disposait. Facétieux — un peu trop au gré du responsable des expériences françaises, Michel Vieillefosse, qui déplore les « pitreries » de l'astronaute, — Patrick Baudry a fait voler dans la navette une maquette du futur avion spatial européen Hermès, *et réalisé une « expérience* scientifique » non prévue en montrant comment, dans l'espace, on peut enfiler simultanément les deux jambes d'un pantalon.

SOS-racisme à Auschwitz

La main dans la main

Varsovie. — « *Pour que cela ne se reproduise plus.* » Sur le livre d'or du Mémorial juif à Auschwitz, Ridha, Français d'origine algé*rienne, a écrit cette phrase*, après avoir dessiné la petite main de « Touche pas à mon pote ». Ridha Homm est, avec Kaissa Titous, l'un des deux jeunes Arabes, membres *du bureau* de SOS-racisme, qui ont accepté de participer, du 20 au 23 juin, à une délégation de l'association dans les camps de la mort de Maïdanek et d'Auschwitz, en Pologne. Ils se sont joints à une dizaine de jeunes juifs français d'origine polonaise, parmi lesquels se trouvaient plusieurs enfants de rescapés de l'holocauste, conduits par Eric Ghebali, président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et secrétaire général de SOS-Racisme. Beurs et Feujs (1) ont tenté d'effacer ce qui les sépare pour tirer ensemble les leçons de l'histoire.

Des corbeaux planent, sinistres, au-dessus des miradors de bois. A chaque pas, sur les cailloux crissants du camp de Maïdanek, l'air se fait plus lourd, et plus pesant le silence qui saisit juifs et Arabes. Devant l'alignement des baraques de bois, Ridha *évoque la cité de transit* où il a grandi, à Nanterre. Personne ne relève la comparaison.

De notre envoyé spécial

Camp de concentration et d'extermination, où périrent huit cent mille personnes, juifs d'Europe pour la plupart, Maïdanek frappe ces jeunes visiteurs, silencieux devant l'alignement des fours crématoires, les amas de dentiers, les 1 350 mètres cubes de cendres humaines rassemblées sous une immense coupole de béton, monument érigé par les Polonais, où est inscrit en lettres énormes : « *Notre destin est un avertissement pour vous.* »

Voir pour témoigner

Maïdanek, Auschwitz, où la mort *a pris une dimension industrielle.* Rhida et Kaissa savaient. Mais ils ont voulu voir pour mieux témoigner.

Tous, juifs et Arabes, ils portent la petite main de SOS-Racisme agraffée à la poitrine. Celui dont la mère fut déportée ici, celle qui vit le racisme antiarabe dans la France actuelle.

L'entreprise pourtant n'a pas été facile. Pour les juifs, la Pologne est un pays maudit. Pour les arabes, il fallait accepter de dissocier Auschwitz de l'Etat d'Israël. Ils ont cependant mêlé leurs voix, leur émotion, devant les ruines du crématoire n° 3 à Auschwitz-Birkenau, où *ils* ont déposé une gerbe de roses, à l'emblème de leur association.

Dans une petite synagogue de l'ancien quartier juif de Cracovie, seuls quelques vieillards assistaient à l'office du vendredi soir. Là, Ridha a échangé son badge contre une calotte de prière offerte par un juif américain.

Ce recueillement commun devant des lieux de l'extermination n'a été possible, *admettent les responsables* de SOS-Racisme, qu'au prix d'un silence sur le conflit du Proche-Orient. Le badge à la main tendue a réuni à Auschwitz des arabes sym*pathisants de la cause palestinienne* et des juifs attachés à Israël. Mais le geste de ces Beurs ne devrait pas être sans retour. SOS-Racisme prévoit d'inviter à nouveau juifs et arabes *à se rassembler symbolique*ment cet automne, à l'occasion de l'anniversaire du 17 octobre 1961, jour où la haine raciste s'était abattue sur les Algériens de Paris.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Par inversion des syllabes, en langage verlan, arabe donne « beur » et juif « feuj ».

LES DROITS D'INSCRIPTION DANS LES UNIVERSITÉS PASSENT DE 250 F A 330 F

Les droits d'inscription dans les universités passent *de 250 F* à *330 F*. L'arrêté publié au *Journal officiel* du 21 juin instituant ce nouveau tarif prévoit qu'en cas d'inscriptions multiples, l'étudiant acquittera un droit de 219 F pour chaque diplôme préparé en plus du premier.

Dans sa contribution à la commission dite du « bilan », M. Laurent Schwartz suggérait de porter les droits d'inscription à *« 1000 F ou 2000 F en un temps raisonnable »*. Les ministres de l'éducation nationale ont, depuis 1981, procédé par petites touches pour augmenter des droits qui étaient restés fixes depuis 1969.

Même limitée, cette mesure va procurer une aide substantielle au budget des universités souvent difficile à boucler. La somme de 330 F demandée aux étudiants reste *cependant éloignée des montants* d'inscription dans les grandes écoles et même des simples droits requis pour passer les examens d'entrée dans ces écoles (de l'ordre de 650 F pour chacun des principaux concours des écoles de commerce).

L'OMS a recensé 940 cas de SIDA en Europe

Selon un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre des personnes atteintes de *SIDA* s'élève en Europe à 940, soit une augmentation de 23,3 % en trois mois. La moitié des cas observés ont été mortels au bout d'un an, et 86 % au bout de trois ans.

La France vient en tête avec 307 cas signalés (4 nouveaux cas par semaine), suivie par la RFA (162 cas), la Grande-Bretagne (140), la Belgique (81) et la Suisse. 70 % des malades sont homosexuels et 1,7 % ont contracté la maladie par une transfusion.

● AUX ETATS-UNIS, *« plus de 1 million de personnes pourraient être porteuses du virus »*, a déclaré le docteur Harold Jaffé, du Centre national de contrôle des maladies d'Atlanta, *« et nous aurons 20 000 malades avérés l'an prochain »*.

● EN AUSTRALIE, le ministre de la santé prévoit une augmentation de 700 % du nombre des victimes en 1985. Il vient de prendre une mesure d'interdiction de toutes les pratiques impliquant une pénétration cutanée (acupuncture, percement des oreilles, tatouage, implantation de postiches sur le cuir chevelu) qui ne seraient pas conduites dans des locaux agréés avec un matériel parfaitement stérilisé.

● LA BELGIQUE, quant à elle, vient, après la France et les Pays-Bas, de rendre obligatoire le dépistage systématique du virus pour les donneurs de sang. Les autorités y ont déjà acquis des tests de dépistage de Pasteur. Ces tests viennent d'obtenir des autorités sanitaires *leur permis légal* de commercialisation. Le Laboratoire national de la santé doit encore donner son autorisation à trois firmes qui l'ont également demandée pour les tests *qu'elles ont mis au point* : Abbott, Organon et Ortho.

Saïd Zamoun, beur, jardinier et candidat à la députation

Des immigrés de la seconde génération se présenteront aux *élections législatives de 1986*. Cette idée fait son chemin depuis plusieurs semaines parmi les beurs organisés en associations. Samedi 22 juin, Saïd Zamoun, un *jeune Français d'origine kabyle* âgé de vingt et un ans, doit annoncer publiquement son intention de se présenter dans le Hauts-de-Seine à la tête d'une *liste autonome réunissant* des jeunes d'origines diverses (antillaise, italienne, espagnole et française). *« La France multiculturelle, une chance pour la jeunesse » sera le thème d'une cam*pagne qu'il souhaite lancer dès à présent dans les cités et les établissements scolaires notamment.

Né à Nanterre (Hauts-de-Seine), dans une famille qui compte dix enfants, Saïd Zamoun a connu les bidonvilles, les cités de transit et les HLM. Il *réside à Suresnes, travaille* comme jardinier municipal à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) et prépare une capacité en droit. Mais il juge dramatique la situation de ses camarades. Contre le chômage, la drogue et la délinquance, il prône l'insertion des jeunes car *« le retour au pays n'est pas possible »*, en constatant que, *« même avec la carte d'identité française, nous ne sommes pas embauchés, même par certaines institutions publiques »*.

Gauche ? Droite ? Saïd Zamoun ne cache pas qu'il a quitté le Parti socialiste voici quelques jours *« parce que cette formation n'a pas une position claire sur les jeunes immigrés »*. Il penche néanmoins du côté du pouvoir actuel, qui a donné aux étrangers le droit d'association et *la carte de séjour de dix ans*. Mais il estime que le désenchantement actuel de la seconde génération à l'égard de la gauche est à la mesure des espoirs que *son arrivée avait soulevés*. Sa liste ne cherchera donc *« aucun contact avec les partis politiques du département »*. Elle tentera avant tout de rallier les jeunes électeurs issus de l'immigration (8 % dans les Hauts-de-Seine, selon M. Zamoun) et, au-delà, tous les jeunes sensibles à la défense de leurs conditions de vie.

Les rapports des jeunes avec *la police*, la justice et l'école *lui* paraissent prioritaires, tout comme l'égalité d'accès aux emplois et aux stages. Il revendiquera aussi le droit de vote des *immigrés aux élections locales*. Sa campagne, assure-t-il, sera financée par la souscription de bons de soutien et l'organisation de fêtes.

Mais à neuf mois des législatives, l'annonce d'une candidature « beur » vise surtout à inciter les jeunes Français d'origine étrangère à s'inscrire en masse sur les listes *électorales* (la majorité d'entre eux n'effectuent pas les formalités nécessaires). L'association de Solidarité des jeunes Maghrébins français (SJMF), *qu'a créée en mai der*nier Saïd Zamoun et dont il est le président, veut agir dans ce sens. Elle est affiliée au Collectif des droits civiques. Une affiche est *déjà prête, qui proclame : « Ne les laisse pas décider à ta place, va voter ! »*.

Ph. Be.

Jeu de quilles

(De notre correspondant.)

Toulon. — Trois jeunes gens, Denis Labadie, dix-huit ans, et deux mineurs de dix-sept ans ont été inculpés, *samedi* 22 juin, de « blessures volontaires ». Ils ont été écroués à la prison Saint-Roch de Toulon, après avoir reconnu qu'ils avaient volontairement renversé *avec leur voiture* et blessé un ouvrier marocain qui circulait à bicyclette.

Le 13 juin, *en fin de soirée*, M. Mohamed Ouisse, ouvrier agricole de cinquante-neuf ans et père de neuf enfants, circule sur la route reliant Hyères à La Crau. Une voiture arrive à sa hauteur, l'oblige à se rabattre sur la droite jusqu'au moment où il perd l'équilibre et chute lourdement sur le bas-côté. Le véhicule ne s'arrête pas. M. Ouisse est secouru et hospitalisé. A sa sortie de l'hôpital, il porte plainte. Les enquêteurs ne tardent pas à appréhender le chauffard et ses deux passagers, qui ne parviennent pas à justifier leur acte. Ils regrettent, semble-t-il.

Le trio avouera aux gendarmes qu'il s'est déjà livré à ce « jeu » au moins trois fois, dans des circonstances à peu près analogues. Les cyclistes renversés n'ont pas été blessés et n'ont pas porté plainte.

Exaction raciste ? *« En montant cette affaire en épingle, on fait du tort à ces jeunes »*, estiment les gendarmes. Quant au village, il est tout prêt à pardonner : *« C'est un jeu de fada. Ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, et si ça tombe sur des Arabes, c'est parce que ce sont les seuls qui roulent à vélo »*, explique un retraité.

J. L.

EN BREF

Dans la Drôme et les Deux-Sèvres

DEUX ACCIDENTS DE LA CIRCULATION PROVOQUENT LA MORT DE HUIT PERSONNES

Deux accidents de la circulation ont provoqué la mort de huit personnes dans l'après-midi du samedi 22 juin ; treize autres ont été blessées, dont trois grièvement.

Dans la Drôme, près de Saint-Rambert-d'Albon, le conducteur d'un poids lourd, M. Claude Thube, circulant dans le sens Marseille-Lyon sur l'autoroute A 7, a, pour une raison indéterminée, quitté la chaussée, défoncé les glissières de sécurité et heurté de plein fouet trois automobiles arrivant en sens inverse, tuant sur le coup M. Xavier Lacroix, trente-trois ans, médecin à Lyon, sa fille Laure, âgée de six ans, une jeune fille, Michèle Guaite, seize ans, et un jeune homme, Alain Kubler, vingt-cinq ans. Huit autres personnes ont été blessées. Le chauffeur du poids lourd a été placé en garde à vue.

Dans les Deux-Sèvres, quatre personnes ont été tuées lors d'une collision entre deux voitures à Echiré ; aux deux automobilistes morts sur le coup, M. André Bernard, cinquante et un ans, et M. Antoine Chevalier, vingt-neuf ans, se sont ajoutés M. Raphaël Bernard, quatre-vingts ans, et sa femme, Marguerite, soixante et onze ans, décédés à l'hôpital de Niort. Cinq autres personnes ont été blessées.

A Lille

DES HORLOGERS-BIJOUTIERS CONTRE CARTIER

Le tribunal de Lille, saisi en référé par la chambre syndicale des horlogers-bijoutiers du Nord-Pas-de-Calais, a ordonné, samedi *22 juin, dans l'après-midi, l'arrêt de* la vente organisée en ville par Cartier au profit de la Croix-Rouge, estimant que cette vente portait préjudice à la profession. L'avocat de la chambre syndicale, Me Patrick Doussot, a fait valoir que cette vente n'avait pas été autorisée, comme elle aurait dû l'être, par la mairie et que son bénéfice n'irait qu'indirectement à la Croix-Rouge.

Le président du tribunal de Lille, M. Roger Beauvois, a aussitôt ordonné l'arrêt de la vente à 17 heures, sous peine d'une astreinte de 3 000 francs par heure. Cartier a préféré payer cette astreinte et la vente a continué jusqu'à 18 h 30. Cartier avait organisé, samedi, des ventes semblables à Paris et dans d'autres villes de province.

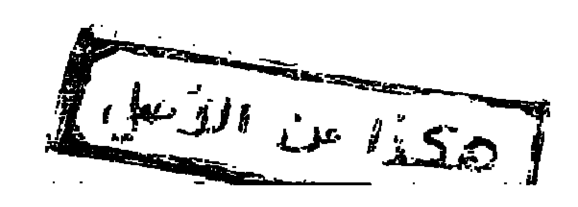
● *Un rédacteur en chef au* Figaro-Magazine *victime d'une agression.* — M. Gilles de Prévaux, rédacteur en chef au *Figaro-Magazine*, a déposé plainte après avoir été attaqué par un inconnu, mardi 18 juin, alors qu'il sortait de son domicile pour se rendre à son bureau, vers 8 h 30. L'inconnu a suivi M. Gilles de Prévaux en direction du garage où il allait chercher sa voiture et l'a frappé à mains nues. *Deux passants se sont interposés*, mettant l'agresseur en fuite. M. Gilles de Prévaux, qui souffre de plusieurs traumatismes crâniens, a été hospitalisé pendant trois jours. Un arrêt de travail de vingt-quatre jours lui a été prescrit. En portant plainte auprès du commissariat de son quartier, il a fait part aux policiers des « indices » dont il dispose. Après avoir passé une vingtaine d'années à *France-Soir*, M. de Prévaux était entré au *Figaro-Magazine* il y a quelques mois. Il n'avait fait l'objet d'aucune menace, pas plus que la direction du *Figaro-Magazine*. La direction du journal envisage elle aussi d'intenter une action en justice.

● *Le commandant du* Roye *et cinq hommes d'équipage écroués à Brest.* — Le commandant du *Roye*, cargo battant pavillon panaméen, chargé de 22 tonnes de cigarettes blondes de contrebande, arraisonné dans la soirée du jeudi 20 juin au large de l'île Ouessant (*le Monde* daté 23-24 juin), a été placé samedi sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Brest en compagnie de ses cinq hommes d'équipage. Il s'agit d'un marin grec, M. Dionisos Lekkas, originaire du Pirée, qui, avec ses compagnons — un autre Grec, deux Chiliens, un Argentin et un Uruguayen, dont l'identité n'a pas encore été révélée, — a été présenté au parquet de Brest, et inculpé de transport et de trafic illicites.

● *Manifestation homosexuelle à la Bastille.* — Plusieurs milliers de « gay » et de lesbiennes ont participé, samedi 12 juin, à une marche entre la Bastille et la place du Palais-Royal à Paris pour *« la défense des différences »*. Musique, déguisements et lâcher de ballon ont marqué cette manifestation à laquelle participait M. Harlem Désir, président de SOS racisme.







UNE SUGGESTION DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Ne pas incarcérer plus de détenus qu'il n'y a de places dans les prisons

Aux Pays-Bas, quand les prisons sont pleines, les condamnés ne sont pas incarcérés : l'administration pénitentiaire les inscrit sur une liste d'attente jusqu'à ce qu'une place se libère. Grâce à ce *numerus clausus*, la surpopulation pénale est un phénomène inconnu. Pourquoi ne pas adopter ce système en France, demande le Syndicat de la magistrature, qui organisait, samedi 22 juin, au palais de justice de Paris un « forum » sur la prison et la politique pénale.

Comme d'autres organisations de gauche, le Syndicat de la magistrature estime que trente-deux mille cinq cents places en prison, « ça suffit ! ». Si l'on voulait satisfaire les besoins actuels, remarque son président, Mme Simone Gaboriau, il faudrait construire une nouvelle prison de quatre cent cinquante places par mois. Cette politique serait non seulement *« coûteuse »*, mais *« pas spécialement efficace »*, car 43 % des détenus récidivent et retournent derrière les barreaux.

Le Syndicat de la magistrature a imaginé toute une gamme de mesures qui permettraient de limiter le nombre de détenus : interdiction de placer en détention provisoire les délinquants qui encourent moins de trois ans d'emprisonnement (contre deux ans aujourd'hui); élargissement de l'éventail des peines qui, comme le travail d'intérêt général, évitent l'emprisonnement, etc. Mais, sans l'avouer, il doute de l'efficacité de ces solutions. L'augmentation de la délinquance et le climat de répression qu'elle entretient interdisent de miser sur une diminution sensible des incarcérations, même avec quelques coups de pouce législatifs.

C'est la raison pour laquelle il avance aujourd'hui l'idée d'un *numerus clausus*. Il n'y a pas qu'aux Pays-Bas que cela se pratique, note Mme Marie-Pierre de Liège, magistrat à la chancellerie. Au Québec, il est interdit d'incarcérer plus d'un détenu par cellule. Si ce nombre menace d'être dépassé, l'administration pénitentiaire peut libérer un chiffre correspondant de condamnés en fin de peine. Dans le Minnesota et dans d'autres États des États-Unis, quand le taux d'occupation des prisons atteint près de 100 %, les détenus les moins dangereux ou les plus sages peuvent aussi être libérés, à la discrétion des autorités.

Ainsi que le souligne Mme de Liège, une telle règle, par son caractère automatique et administratif, *évite les remous politiques comme ceux auxquels s'attend le gouvernement français, qui prépare, pour le 14 juillet, une grâce présidentielle : celle-ci devrait rendre la liberté à plusieurs centaines de détenus.*

B. L. G.

RÉUNIS A MARSEILLE

Les psychologues réclament le droit au secret professionnel

Le Syndicat national des psychologues (SNP) a réuni ses huitièmes assises à Marseille du 21 au 23 juin. Un texte de loi, examiné par le Parlement (*le Monde* du 25 mai), doit donner un statut légal à cette profession, qui réclame, entre autres, le droit au secret professionnel.

De notre correspondant

Marseille. – *« Il est primordial que la loi reconnaisse le psychologue comme un professionnel »*, affirme M. Jean-Luc Viaux, secrétaire général du Syndicat national des psychologues (SNP), *« qu'elle garantisse la formation et protège l'exercice professionnel. Les psychologues, dans une société en crise, sont devenus des médiateurs, des catalyseurs, des aides à une communication qui devient difficile pour l'individu. »*

Pour le secrétaire général du SNP, deux questions restent en suspens : celle de la publication des décrets d'application de la loi, et celle de l'éthique professionnelle.

25 % de chômeurs

« Nous demandons que les décrets d'application suivent rapidement la promulgation de la loi », a dit M. Viaux au ministre des affaires sociales, Mme Georgina Dufoix, qui était présente. *« Et surtout, nous aimerions qu'à la profession de psychologue soit reconnu le droit au secret professionnel, afin que soit mis fin à l'usage scandaleux qui est fait de certains tests et que rien ne puisse être retenu contre un psychologue qui refuserait de communiquer, par exemple à un employeur, des renseignements relevant du « secret psychique » d'une personne.*

« Il n'est pas naturel non plus, constate M. Viaux, *que l'on ne prévoie pas d'associer ou d'intégrer des psychologues au Comité national d'éthique, au Comité de prévention de la délinquance, dans les observatoires régionaux de santé aussi bien qu'auprès des grandes directions ministérielles, des grandes administrations. Ce serait un moyen, d'une part, de réduire le chômage dans une profession qui est touchée à hauteur de 25 %, d'autre part, d'augmenter le nombre global de psychologues, qui sont 3 pour mille en France, quand ils sont 5 pour mille en Hollande ou en Espagne.*

» Quand je vous entends réclamer une présence « ès qualité » dans tel ou tel organisme, a répondu Mme Dufoix, *j'ai envie de vous renvoyer la balle. Si vous voulez que votre profession soit reconnue, si vous la voulez au centre de la société, il faut d'abord vous faire reconnaître par votre compétence. Ce n'est pas parce qu'un gouvernement vous reconnaît que la société vous adopte, c'est parce que vous répondez à un besoin, à une nécessité (...). C'est pour que la relation entre individus s'établisse mieux que j'ai voulu la reconnaissance de votre profession. Vous pouvez compter sur moi, mais je compte beaucoup sur vous »*, a conclu le ministre des affaires sociales.

JEAN CONTRUCCI.

Manifestation et affrontements à Bastia : huit arrestations

A Bastia, le samedi 22 juin, une manifestation a réuni environ 1 500 personnes, à l'appel d'A Riscossa, le mouvement de soutien aux détenus nationalistes, du MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) et du STC (le Syndicat des travailleurs corses). A trois semaines du procès du commando de la prison d'Ajaccio – qui doit s'ouvrir le 16 juillet à Lyon, – les manifestants ont revendiqué le statut politique pour les trente-deux détenus nationalistes. Ils ont aussi réclamé l'enseignement obligatoire de la langue corse et la « corsisation » des emplois.

Commencée vers 18 heures, la manifestation s'est dirigée vers la préfecture de Haute-Corse, où de violents incidents ont opposé durant près de deux heures les manifestants, armés de boulons et de pierres, aux forces de l'ordre. Un policier a été légèrement blessé.

Au terme de ces affrontements, huit personnes ont été déférées au parquet puis écrouées à la maison d'arrêt de Bastia, sous l'inculpation de violences et voies de faits avec armes. Il s'agit de Jacques Baldini, 29 ans, Laurent Ferrari, 22 ans, Jean Casanova, 24 ans, Ange Salicetti, 35 ans, Gilles Giordani, 20 ans, Jean-Nicolas Antonietti, 20 ans et de deux mineurs.

L'ex-FLNC revendique quatre attentats à Aix-en-Provence

L'ex-FNLC a revendiqué quatre attentats à l'explosif commis à Aix-en-Provence pendant la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juin. Les charges avaient été placées devant un commissariat annexe, le commissariat central (où un agent de police en faction a été atteint par de nombreux éclats de verre et, enfin, devant des bâtiments de la gendarmerie. Les dégâts matériels sont peu importants. Des tracts du mouvement dissous ont été retrouvés sur place. Un correspondant anonyme se réclamant de l'ex-FNLC a revendiqué les attentats auprès d'une brigade de gendarmerie d'Aix-en-Provence.

MANIFESTATION PACIFISTE A PARIS

Quelque soixante mille personnes selon les organisateurs, un peu plus de dix mille selon la préfecture de police, ont manifesté à Paris, le dimanche 23 juin, à l'initiative de l'Appel des cent, pour la paix et le désarmement. Deux rassemblements, l'un à la gare de l'Est, l'autre avenue des Gobelins, ont convergé, vers 16 heures, place du Châtelet.

Parmi les manifestants, on reconnaissait des responsables communistes, MM. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, Pierre Juquin, membre du comité central, chargé de l'action pour la paix, Henri Krasucki, membre du bureau politique, secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, membre du comité central du PCF, animateur de l'Appel des cent, ainsi que des personnalités du monde littéraire (l'écrivain Suzanne Prou), scientifique (le professeur Albert Jacquard) ou artistique (le comédien Claude Piéplu).

Les organisateurs ont donné lecture d'un « appel », qui affirme notamment : *« Il est urgent de réduire à l'Est et à l'Ouest, dans l'équilibre, les arsenaux de destruction massive. »*

M. LE PEN A MOULINS : VIOLENTS INCIDENTS

Des affrontements, parfois violents, se sont produits, dimanche 23 juin, à Moulins (Allier) entre le service d'ordre du Front national et quelques dizaines de contre-manifestants, à l'occasion de la venue de M. Jean-Marie Le Pen dans cette ville. Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes pour mettre fin à ces heurts dans le centre de Moulins. Devant quatre cents personnes environ, rassemblées à la salle des fêtes, le président du Front national a exposé son programme de lutte contre l'immigration : *« Vivre et travailler au pays*, a-t-il dit, *c'est bon pour nous, mais aussi pour les autres. »*

● *Attentat contre l'émetteur d'une radio locale parisienne.* – IDF 102.9, la radio de l'est parisien créée à l'initiative de M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, maire du Perreux, qui diffusait depuis le 3 juin dernier, a vu son émetteur détruit à la suite d'un sabotage dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juin. Les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de francs, selon M. Giraud, qui a porté plainte contre X. Le sabotage n'a pas été revendiqué.

IDF 102.9 devrait reprendre ses émissions dans une quinzaine de jours. *« Nous réémettrons le plus rapidement possible. On ne nous fera pas taire »*, a déclaré M. Giraud. – *(Corresp.)*

PRÈS DE SAINT-ÉTIENNE

Refus de danser : deux morts, un blessé

(De notre correspondant.)

Saint-Étienne. – Deux frères sont morts dimanche 23 juin vers 4 h 15 du matin, à La Talaudière, près de Saint-Étienne, tués par un homme furieux d'avoir été éconduit, quelques heures plus tôt, par l'une de leurs cavalières. Les victimes sont MM. Gilbert et Bernard Vachon, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt-huit ans, tous deux très connus dans les milieux sportifs de la région.

Ils avaient rencontré, samedi, deux jeunes femmes à Saint-Étienne et prenaient un verre avec elles dans une boîte de nuit lorsque M. Jean-Luc Ville, préposé des PTT, demeurant à La Talaudière, qui se trouvait là, reconnut ses voisines de palier et en invita une, Mme Anne-Marie Acangiolioni, trente-quatre ans. Elle refusa de danser avec lui. M. Ville attendit alors les quatre personnes devant son domicile et, au moment où elles se séparaient, surgit, fusil de chasse en main et cartouchière à la ceinture. Il tira six coups, dont deux furent mortels pour Gilbert et Bernard Vachon. Mme Acangiolioni fut atteinte au visage, tandis que son amie, Annick Joly, réussit à s'enfuir, sans être blessée.

M. Ville devait ensuite menacer le personnel de garde de l'hôpital Bellevue à Saint-Étienne, où son épouse reçoit actuellement des soins après avoir été récemment victime d'un accident de la circulation. Il voulait lui parler, ce qu'il fit brièvement ; il lui avoua son double meurtre et déclara qu'il abattrait les policiers qui l'arrêteraient. Vers 11 heures, M. Ville, qui depuis son passage à l'hôpital, avait disparu, téléphona à sa femme et lui annonça qu'il allait se rendre, ce qu'il fit peu après midi.

Selon plusieurs témoignages, M. Ville se trouvait en état d'ébriété au moment du drame.

GUY ROUGIER.

● *Une jeune fille violée et étranglée dans l'Aisne.* – Le corps d'une jeune fille âgée de seize ans et demi, Sophie Borca, disparue depuis le 31 mai, a été découvert samedi 22 juin dans un bois, à Homblières, près de Saint-Quentin (Aisne). Elle avait été violée et étranglée. L'adolescente, qui faisait ses études au lycée Henri-Martin de Saint-Quentin, était domiciliée à Guise.

sports

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DE DETROIT

La conduite urbaine de Rosberg

Le Finlandais Keke Rosberg (Williams-Honda) a remporté, dimanche 23 juin, le Grand Prix de formule 1 des Etats-Unis, disputé à Detroit, en prenant le commandement de la course dès le huitième tour et en couvrant les 253,440 km en 1 h 55 mn 39 s 851, soit à la moyenne de 131,458 km/h. L'Italien Michele Alboreto (Ferrari), troisième derrière son coéquipier suédois Stefan Johansson, a accru son avance en tête du championnat du monde : il compte désormais sept points d'avance sur son compatriote Elio de Angelis (Lotus-Renault), cinquième à Detroit, et neuf points sur le Français Alain Prost, dont la McLaren-Porsche a connu de gros problèmes de freinage.

Rosberg, trente-six ans, champion du monde en 1982 grâce à une seule et unique victoire au Grand Prix de Suisse à Dijon-Prenois, n'a guère connu de difficultés pour s'imposer sur la piste défoncée de Detroit. Spécialiste des courses en ville (il a déjà gagné à Monaco en 1983 et à Dallas en 1984), le Finlandais a profité d'un arrêt du Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault), parti en *pole position*, pour prendre la tête jusqu'au bout.

Tandis que chaque tour ou presque faisait son lot de victimes sur une piste qui se dégradait, Rosberg creusait l'écart sur Johansson et Alboreto, qui voyaient revenir sur eux Senna, auteur d'un nouveau record du tour en 1 mn 45 s 612. Mais le Brésilien touchait les balustrades en essayant de dépasser Alboreto.

En dépit d'un arrêt à son stand pour faire retirer des papiers ramassés sur la piste qui empêchaient le bon refroidissement de son moteur, Rosberg gagnait son quatrième Grand Prix avec près d'une minute d'avance sur Johansson, deuxième comme à Montréal le dimanche précédent. Le prochain Grand Prix, celui de France, aura lieu le 7 juillet sur le circuit Paul-Ricard du Castellet.

« La formule 1 doit venir en Amérique pour un tas de raisons, notamment pour les sponsors, qui y trouvent un fantastique marché. Tout le monde a intérêt à être là, sauf les pilotes, que l'on fait courir sur des pistes innommables, comme celle de Detroit » : Alain Prost, sorti de la piste au cours des essais et contraint à l'abandon au vingtième tour du Grand Prix, dimanche, n'est pas dupe.

Aux Etats-Unis, la formule 1, qui ne représente pas grand-chose, ne fait pas venir le public. Elle doit donc aller à lui, pour se faire une place au soleil. Et donc investir les villes : Long Beach (Californie) dès 1976, puis Las Vegas (Nevada), sur le parking du fameux Caesar's Palace, en 1981 et 1982, Dallas (Texas) en 1984, enfin Detroit depuis quatre ans. Un Grand Prix devait même être organisé à New-York en septembre : il a été annulé par la municipalité, en grande partie pour des raisons financières.

A Detroit, où cent mille spectateurs se sont agglutinés dimanche tout au long des 4 kilomètres du circuit, la formule 1 commence à prendre : le Grand Prix, d'un budget de 5 millions de dollars, en aurait rapporté trois fois plus aux hôteliers et aux commerçants locaux. La capitale du Michigan envisage même maintenant d'avoir son circuit permanent, à Belle-Ile, un parc sur la Detroit River. C'est un succès très étonnant dans un pays où les médias s'intéressent essentiellement à la formule « Indy » (courses sur des anneaux), qui offre, en une saison, plus de 11 millions de dollars de prix à ses pilotes.

Le circuit en ville est un excellent outil de promotion pour la formule 1 : Paris et Rome ont déjà bien failli avoir le leur, mais les défenseurs de l'environnement s'y sont opposés. Moscou et Budapest ont été sollicités, mais rien n'a pour l'instant abouti.

Petites moyennes

Cette irruption de la formule 1 dans les cités ne plaît cependant pas à tous les pilotes. La caractéristique de ces grands prix citadins est, en effet, que le nombre de voitures classées à l'arrivée est toujours *nettement inférieur* à celui des abandons et des accidents. Dimanche, quatorze des vingt-cinq monoplaces n'ont pas terminé l'épreuve. L'an dernier, il n'y avait eu que cinq voitures classées, et un carambolage s'était même produit au départ.

Toutefois, les conséquences des accidents sont rarement graves. Dans la mesure où les commissaires de piste sont suffisamment attentifs et expérimentés pour renseigner à tous moments les pilotes sur les incidents de course et éviter ainsi, sur des circuits sans aucune visibilité, les chocs trop violents, les pilotes ne risquent pas leur vie. Entre vendredi et dimanche, Alain Prost, Ayrton Senna et Nigel Mansell, tous trois accidentés en raison d'une défaillance de leurs freins en carbone, ont été très légèrement blessés.

Cette absence de risques majeurs explique sans doute pourquoi les pilotes, même s'ils ne manquent pas de déplorer le mauvais état des pistes, n'ont jamais refusé de prendre le départ de ces courses, où les moyennes, tant à Monaco qu'à Detroit ou Dallas, dépassent rarement les 130 km/h.

En revanche, ces mêmes pilotes avaient obtenu, pour la première fois dans l'histoire de la formule 1, l'annulation du Grand Prix de Belgique à Spa-Francorchamps, il y a trois semaines.

A Spa, le nouveau revêtement partait en lambeaux. Mais pas beaucoup plus qu'à Detroit, où les pilotes durent, en outre, s'accommoder d'une centaine de plaques d'égout, de quelques caniveaux et de multiples bosses. La différence, essentielle, est que la moyenne du vainqueur, à Spa, est de l'ordre de 190 km/h (191,729 km/h pour Prost en 1983).

« Le circuit était vraiment très, très difficile pour tout le monde, et ce furent vraiment deux heures nécessitant un très haut niveau de concentration », a dit Keke Rosberg. Manque de visibilité, changements incessants de vitesse, talon-pointe continuel entre les pédales d'accélérateur et de frein : la conduite en ville s'apparente finalement beaucoup au rallye. Il n'est pas très étonnant, dans ces conditions, que ce soit un Finlandais qui se montre le meilleur dans ce genre d'exercice : sur les quatre victoires qui jalonnent pour l'instant sa carrière, Rosberg a gagné trois fois sur des circuits urbains.

OMNISPORTS

La moralité sportive socialiste

Les internationaux bulgares Borislav Mikhailov, vingt-deux ans, et Plamen Nikilov, vingt-sept ans, du Levski Spartak Sofia, respectivement gardien et arrière droit titulaires de la sélection nationale de football, ont été radiés à vie « pour violation brutale de la moralité sportive socialiste et pour des manifestations de hooliganisme », *lors de la finale de la Coupe de Bulgarie CSKA Sofia - Levski Spartak Sofia (2-1), disputée le 20 juin et perturbée par de très violents incidents entre joueurs sur le terrain* (le Monde *du 22 juin).*

Une résolution du bureau du Comité bulgare de culture physique et de sport et de celui de la Fédération bulgare de football prévoit, d'autre part, une suspension d'un an pour Nasko Sirakov (Levski Spartak), vingt-cinq ans, milieu de terrain de la sélection nationale, « pour comportement indigne » *au cours du match.*

Mikhailov, Nikolov et Sirakov ne pourront donc pas participer aux deux derniers matches de Coupe du monde que la Bulgarie doit encore disputer dans le groupe 4 des éliminatoires de la zone européenne, au Luxembourg (25 septembre) et en RDA (16 novembre). Quant à Kostadin Yontchev (milieu du CSKA et de la sélection nationale), il est suspendu pour les trois premiers mois du prochain championnat de Bulgarie. A l'issue du match CSKA - Levski Spartak, les sections football de ces deux clubs ont été dissoutes, et les deux équipes rayées du classement du championnat de Bulgarie dont elles avaient pris les deux premières places.

Le journal Sovietski Sport *annonçait, le 23 juin, que l'international soviétique de volley-ball Alexandre Sapiega a été radié à vie* « pour comportement amoral et conduite incompatible avec l'honneur d'un sportif soviétique ». *D'autre part, aucune sanction n'a été prise mais de sévères critiques ont été adressées à l'entraîneur principal de l'équipe nationale de hockey sur glace, Viktor Tikhonov, et à son adjoint Vladimir Yourzinov. Ils ont été rendus responsables de la défaite de l'Union soviétique aux derniers championnats du monde, où elle n'avait terminé que troisième derrière la Tchécoslovaquie et le Canada. Sept hockeyeurs sont nommément cités pour leur mauvaise conduite dans une mise en garde à la fédération, sommée de* « mettre un terme dans les plus brefs délais aux violations de la discipline et aux habitudes d'ivrognerie ». — (AFP).

RUGBY

Le XV de France dans les griffes des Pumas

Après quatre victoires faciles contre des sélections locales, l'équipe de France de rugby est tombée le 23 juin à Buenos-Aires dans le piège des Pumas argentins : deux essais par Ure (19e mn) et Turnes (37e mn) et 16 points par la botte de Porta ont fait subir au XV tricolore — en dépit de deux essais de Blanco (58e min.) et Lafond (71e min.) — sa première défaite (24-16)depuis le début des relations avec ce pays en 1947.

Cet échec a laissé aux observateurs la même impression que le nul (9-9) obtenu par le XV de France à Twickenham, face aux Anglais, lors de la première rencontre du Tournoi des cinq nations 1985 : une équipe au potentiel énorme, donnée archi-favorite, n'arrive pas en définitive à se sortir de la nasse tendue par l'adversaire.

A l'exception du troisième ligne toulonnais Champ, qui a sûrement signé un long bail avec l'équipe de France, c'est devant que les changements les plus importants risquent de se produire. La mêlée française n'a pas été à la hauteur. La carence a été collective. Comme certains joueurs avaient, semble-t-il, l'esprit ailleurs et les jambes en coton, le naufrage était inévitable dès l'instant où les Français n'étaient pas parvenus à marquer dans la première demi-heure, alors qu'ils « campaient » dans le camp des Pumas.

Quels changements ? Pour Dospital, c'est sûr. Le pilier basque a fini sa carrière internationale là où il l'avait commencée : à Buenos-Aires. A droite, Garuet n'a pas convaincu. Parmi les remplaçants, il y a des hommes de poids comme Detrez, Chabowski et Dubroca. Des modifications sont aussi à attendre en deuxième ligne, et sûrement en troisième ligne. Derrière, la tendance serait à la stabilité.

Reste à savoir si cette défaite va entraîner la remise en cause du jeu de l'équipe de France, qui est, malgré tout, l'une des rares où les ballons arrivent jusqu'à l'aile. Un deuxième test, samedi 29 juin, donnera des éléments de réponse à ce problème.

TENNIS

5 % des gains de Wimbledon pour l'Afrique

Soixante-dix des cent vingt-huit joueurs du tableau masculin du tournoi de tennis de Wimbledon, qui débute lundi 24 juin, se sont déclarés prêts à verser 5 % de leurs gains lors de ce tournoi pour les victimes de la famine en Ethiopie et au Soudan.

Cette décision a été prise dimanche 23 par l'Association des tennismen professionnels (ATP). John McEnroe, vice-président de cette association, et qui tentera de s'adjuger le tournoi pour la quatrième fois, fait partie des joueurs qui ont signé cet engagement. En cas de victoire de l'Américain, cela signifierait que 6 500 livres (72000 francs) des 130000 livres (1,5 million de francs) qui lui reviendraient seraient alloués à la lutte contre la famine en Afrique.

Le président de l'ATP, M. Ray Moore, a ajouté qu'il espère que « la totalité des engagés du tournoi masculin de Wimbledon s'associeront à ce geste de générosité avant la fin de la semaine ».

Dans le cas d'une complète coopération de tous les joueurs concernés, le montant réuni atteindrait la somme de 100000 livres (1,1 million de francs), le total des prix pour Wimbledon se montant à 1 934 760 livres (21,3 millions de francs). L'Association des joueuses de tennis professionnelles (WTA) a proposé à ses membres une action similaire. En février dernier, Martina Navratilova avait donné la moitié de ses gains (environ 560000 francs) lors du tournoi de Delray-Beach.

LES JEUX DE L'AVENIR

Olympiens en culottes courtes

Malgré la pluie, malgré le froid qui les a *tenus éveillés* une bonne partie des nuits, les quatre mille athlètes en herbe (treize à quinze ans) qui ont participé de jeudi 20 à lundi 24 juin aux premiers Jeux de l'Avenir, garderont un souvenir inoubliable de ces cinq jours au village olympique de l'INSEP, dans le bois de Vincennes.

« Je suis vraiment fière d'être là. On a fait parler de nous, on a fait comme les grands », dit Valérie Deschamps, quinze ans, qui vaut 10 s 2 au 80 mètres. *« C'est plus motivant que les championnats de France, et, avant de venir, ça me faisait même un peu peur. »*

Sélectionnés parmi les quatre cent mille jeunes qui, au cours des six derniers mois, ont tenté de gagner leur place pour ces mini-olympiades a l'échelle française, les heureux élus ne sont pas venus là en touristes, mais bien pour gagner, monter sur les podiums et recevoir les médailles, comme aux « vrais » jeux olympiques.

C'est ainsi que le concert de rock organisé vendredi soir, avec un bon groupe de Saint-Etienne, Ich Libido, n'a pas attiré grand monde. Les athlètes ont préféré regarder, sur l'écran géant du stade d'athlétisme, le résumé filmé de la journée avant d'aller dormir. Ou plutôt essayer de dormir.

« Certaines tentes ont pris l'eau et il a fait très froid. Je dormais tout habillée, mais ça ne suffisait pas. En plus, il y avait du bruit », regrette Karine Richefeu, du Mans, championne de France du 150 mètres de UGSEL, l'Union générale sportive de l'enseignement libre, qui était co-organisatrice des Jeux avec l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) et le Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Le temps n'a pas gâché la fête mais a tout de même bien gêné ces « polards » du sport qui ne rêvent que de performances et de victoires. *« Je n'ai fait que 20 s 10 au 150 mètres : les jambes ne répondaient pas, les bras non plus. Tout le monde est comme ça, fatigué »*, continue Karen.

Elle se trompe. Il y avait de petits privilégiés. Dan Philibert, quinze ans en août, a pris ses repas dans le gigantesque chapiteau-restaurant, mais a passé les nuits chez lui, à Paris. Il a battu de 16 centimètres son record personnel à la hauteur (1,86 mètre) et s'est ménagé sans problème une place en finale du 100 mètres haies.

« Mon but, c'est de devenir plus tard athlète de haut niveau, et, pourquoi pas, d'aller aux Jeux olympiques », ne craint pas d'annoncer le jeune métis (son père est Martiniquais). Il est, évidemment, à bonne école : son entraîneur, Jacky Piasenta, est aussi celui de Michèle Chardonnet et de Stéphane Caristan.

Pour Dan Philibert, ces Jeux de l'Avenir étaient l'objectif de toute une saison. Mais, quelques instants plus tard, il dira : *« Pour moi, ici, c'est avant tout une fête. Il ne faut pas prendre ça trop au sérieux. »*

Une fête ou une compétition très sérieuse ? Conçus pour promouvoir le sport chez les jeunes, pour leur donner l'envie de persévérer à travers ce « vécu » de l'olympisme, les Jeux de l'Avenir devront sans doute choisir.

« Ces Jeux, qui ont l'immense mérite de réunir les deux filières, clubs et écoles, et d'établir une passerelle entre elles, doivent d'abord être une fête et permettre simplement aux jeunes d'exprimer leurs qualités, leur potentiel et leur valeur morale », dit M. Jean Pocobut. L'ancien directeur technique national de l'athlétisme français souhaite ainsi que beaucoup plus nombreux soient les athlètes sélectionnés...

Il y aura, en effet, un avenir aux Jeux de l'Avenir. La prochaine édition aura lieu en 1987, a annoncé Nelson Paillou, président du CNOSF : *« Les commanditaires sont très satisfaits de cette première. Nous aurons certainement beaucoup moins de mal dorénavant à réunir un budget. »* Les Jeux ont coûté 15 millions de francs au total, dont 8 millions pour la phase finale, financés à 50 % par les ministères de la jeunesse et des sports et de l'éducation nationale et à 50 % par les commanditaires.

Ce budget, déjà considérable, devrait encore grossir en 1987, puisque M. Nelson Paillou souhaiterait intéresser cette fois 600 000 jeunes lors des qualifications pour en retenir 6 000. Avec, puisque plusieurs fédérations olympiques en auraient fait la demande, d'autres disciplines ajoutées aux six sports déjà représentés (athlétisme, gymnastique, natation, football, handball et volley-ball).

CYCLISME

Leclercq, obscur champion

De notre envoyé spécial

Chailley. — Le championnat de France organisé selon la formule de l'épreuve unique désigne rarement le meilleur coureur de la saison. Pour un Laurent Fignon qui s'était attribué très logiquement le titre national en 1984, mais qui n'a pu le défendre cette année, étant on le sait indisponible pour plusieurs mois, la compétition officielle a consacré dans un passé récent des vainqueurs aussi inattendus que Marcel Tinazzi, Serge Beucherie ou Régis Clère. Jamais cependant elle n'avait donné lieu à une telle surprise.

Le nouveau titulaire du maillot tricolore s'appelle Jean-Claude Leclercq. Ignoré du grand public et *peu connu des initiés*, il ne figurait pas même sur la liste des outsiders. Et pour cause. Ce Picard de vingt-trois ans, professionnel depuis dix-huit mois, n'avait réalisé à ce jour aucune performance susceptible de retenir l'attention. Son bon comportement dans une étape du Tour de Suisse ne constituait qu'un événement marginal, qui passa d'ailleurs presque inaperçu aux yeux des observateurs, et ce modeste résultat n'aurait pas suffi de toute façon à modifier les pronostics concernant une course de haut niveau. Pourtant, la victoire qu'il a obtenue dimanche 23 juin sur le circuit de Chailley, au nord-est de Joigny indique l'homme de qualité. En dépit de son inexpérience, Jean-Claude Leclercq a émergé seul au terme d'un championnat difficile et sans cesse animé. Après avoir distancé le Breton Pensec, un autre outsider, au cours de l'avant-dernier tour, à quelque 20 kilomètres du but, il a résisté à la contre-attaque de Bérard — classé deuxième, — Gayant, Marc Madiot, Linard, Castaing, Pascal Simon, Vallet, Pélier et Bazzo. Ce dernier, qui n'est pas un novice, déclarait ne rien comprendre à la tournure prise par les événements. En fait, le vainqueur a su saisir sa chance en exploitant la rivalité des principaux favoris, et il a d'autant mieux réussi qu'il était quant à lui totalement démarqué.

Réapparition de Pascal Simon

S'agit-il d'une révélation spontanée ? Son succès imprévu marque-t-il au contraire l'aboutissement d'une préparation méthodique ? Jean-Claude Leclercq sortait, répétons-le, du Tour de Suisse, un pays où il a effectué l'essentiel de sa jeune carrière, et il s'est astreint en la circonstance à un rodage efficace. On ajoutera qu'il est conseillé par l'habile Jean de Gribaldy, un directeur sportif expert dans l'art de découvrir des talents nouveaux et de susciter des vocations. Bien entendu, le champion de France s'alignera vendredi prochain au départ du Tour. Ses facilités de grimpeur justifient sa sélection autant que son étonnante victoire.

Disputée sur un parcours bosselé en lisière de la forêt d'Othe, la course de Chailley nous a restitué un excellent Pascal Simon, qui fut de toutes les attaques, et la précision est intéressante à moins d'une semaine du Tour de France. L'ancien porteur du maillot jaune anima notamment une longue échappée en compagnie de Gomez, Jean-François Bernard, Bazzo, Forest et Thierry Marie. On sera *plus réservé au sujet de Bernard* Hinault, car le Breton, extrêmement actif durant la première partie de l'épreuve, rétrograda lorsque celle-ci entra dans sa phase décisive. Il reste néanmoins le candidat numéro un au maillot jaune en l'absence de Fignon.

Les féminines ont elles aussi leur championne : Jeannie Longo, qui s'est imposée samedi sur le même terrain. Avant de remporter son septième titre consécutif avec plus de 3 minutes d'avance, la Grenobloise avait battu les hommes dans une course réservée aux amateurs toutes catégories, réalisant à cette occasion un exploit sans précédent. Qui peut le plus peut le moins.

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORD DE FRANCE DU JAVELOT

Pour la deuxième fois de la saison, Charles Bertimon a amélioré son record de France du lancer du javelot avec un jet de 88,52 m, le 22 juin à Créteil (Val-de-Marne). L'ancien record était de 88,20 m.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MARATHON A ANNECY

Hommes. — 1. Joannès, 2 h 16 mn 41 s ; 2. Lelut, 2 h 17 mn 1 s ; 3. Gonzalez, 2 h 17 mn 19 s.

Femmes. — 1. Lévesque, 2 h 40 mn 26 s ; 2. Rapet, 2 h 45 mn 35 s ; 3. Langlacé, 2 h 46 mn 14 s.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE DETROIT

1. Rosberg (Williams-Honda), les 253,449 km en 1 h 55 mn 39 s (moyenne 131,500 km/h) ; 2. Johansson (Ferrari), à 57 s 54 ; 3. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 3 s 17 ; 4. Bellof (Tyrrell-Cosworth), à 1 mn 6 s 22 ; 5. De Angelis (Lotus-Renault), à 1 mn 26 s 96 ; 6. Piquet (Brabham-BMW), à un tour.

Classement du championnat du monde des conducteurs. — 1. Alboreto (Ita.), 31 pts ; 2. De Angelis (Ita.), 24 ; 3. Prost (Fra.), 22 ; 4. Johansson (Suè.), 13 ; 5. Rosberg (Fin.), 12 ; 6. Tambay (Fra.), 10 ; 7. Senna (Bré.), 9 ; 8. Boutsen (Bel.), 6.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE

1. Jean-Claude Leclercq, les 258,300 km en 6 h 44 mn 16 s (moyenne 38,336 km/h) ; 2. Bérard, à 1 mn 31 s ; 3. Gayant, même temps ; 4. Castaing, à 1 mn 55 s ; 5. Madiot ; 6. Peller ; 7. Bazzo ; 8. Lemarchand ; 9. Garde ; 10. P. Simon.

Football

COUPE DU MONDE
(Qualifications)

Tenu en échec (1 à 1) par le Paraguay, le 23 juin à Rio-de-Janeiro, le Brésil a assuré sa qualification pour la phase finale de la Coupe du monde 1986 au Mexique.

Handball

CHAMPIONNAT DU MONDE FÉMININ « B »
(Qualifications)

L'équipe de France féminine s'est qualifiée pour la phase finale du championnat du monde « B », organisé en décembre 1986 en RFA, en battant l'Espagne par 25 à 20, le 22 juin à Huelva.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE DE MOTO-CROSS
(250 centimètres cubes)

Deuxième du Grand Prix d'Espagne de moto-cross derrière l'Autrichien Kinigadner (KTM), le Français Jacky Vimond (Yamaha) conserve la première place du championnat du monde après huit épreuves.

Tennis

TOURNOI DE BRISTOL
(100 000 dollars)

La pluie qui avait rendu les courts sur gazon impraticables a obligé les organisateurs du tournoi de Bristol à faire disputer les demi-finales sur surface dure.

Davis (E-U) b. Teacher (E-U), 6-3, 7-6 ; Layendecker (E-U) b. Knapp (E-U), 6-4, 6-3.



culture

PATRIMOINE

LA SITUATION DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Un appel au président de la République

Une quarantaine de personnalités viennent de signer une lettre ouverte au président de la République pour attirer son attention sur l'état de la Bibliothèque nationale. Cette lettre, due à l'initiative de l'Association pour la défense des lecteurs de la Bibliothèque nationale, a été remise à M. François Mitterrand la veille d'une visite qu'il a rendue, mardi 11 juin, à la plus ancienne – sans doute – institution culturelle française.

La liste, non close, des signataires comporte des noms qui n'ont guère l'habitude de s'associer à de telles pétitions. Elle manifeste en cela la profonde inquiétude des intellectuels, universitaires ou artistes français, devant le risque de « *dégradation irréversible de ce patrimoine culturel* ».

Malgré les efforts entrepris depuis 1981, la situation continue en effet d'empirer d'année en année. Un rapport, resté confidentiel, de M. Alain Gourdon, le précédent administrateur, en faisait une description éloquente et chiffrée. M. André Miquel, *qui lui a succédé*, n'a pu que dresser le même constat, ainsi que les lecteurs français et *étrangers de la « BN »*, comme en témoigne le courrier que nous recevons régulièrement à ce propos.

La démarche de l'association intervient après une mesure assez symbolique : cinquante-quatre postes attribués à la Bibliothèque, mais qui restaient « gelés », ont en effet été attribués au musée d'Orsay. L'État actuel des collections, le fonctionnement de plus en plus perturbé des services, impliquent des mesures exemplaires, et qui doivent vraisemblablement concerner l'ensemble de la lecture publique.

Seule une loi-programme étalée sur plusieurs années, semblable à celle dont ont bénéficié les musées, pourrait maintenant permettre de redresser la barre. La visite de M. Mitterrand, le 11 juin, manifestait son intérêt. Mais la lettre, dont nous donnons ici des extraits significatifs, sera-t-elle écoutée ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Les principaux passages

« (...) L'accroissement annuel des collections nécessitant dans le même temps la création de trois kilomètres de rayonnages supplémentaires, la saturation est atteinte à Paris et en banlieue. Les conservateurs en sont les premières victimes : ils occupent des soupentes vétustes, elles-mêmes tapissées de livres, leur protection contre l'eau et le feu n'ayant été prévue que récemment, et, faute de moyens, par un système archaïque. (...)

» Il est exact que, de 1981 à 1982, le budget général de fonctionnement a plus que doublé, mais, compte tenu des retards accumulés et du fait que l'établissement couvre dix départements différents (imprimés, périodiques, arsenal, musique, opéra...), les sommes allouées sont, en valeur relative, dérisoires : la British Library, moins chargée que la Nationale, croit devoir consacrer, pour les seules reliures et restaurations, les mêmes sommes que cette dernière pour la totalité du fonctionnement de ses divers services. (...)

» Sachant que nombre d'ouvrages envoyés à la reliure y demeurent actuellement deux ans, on n'y dirige que 20 % de ceux qui en auraient besoin ; d'où une détérioration aggravée des 80 % restants, qui seront alors immobilisés pour une durée indéterminée : 700 000 volumes environ, « hors d'usage », sont, pour l'instant, retirés des communications.

» Celles-ci se restreignent encore pour une autre raison, en rapport avec l'exiguïté des crédits : l'insuffisance du personnel. Des ouvrages n'apparaissent dans les fichiers que deux ans après leur publication. Quant aux dons et legs, c'est plusieurs années qu'il faut compter pour leur traitement. (...)

Enfin, les communications du samedi, seul jour où les chercheurs salariés ou éloignés peuvent venir travailler, ont été supprimées. (...)

» Un fait résumera la situation de l'établissement en manque de personnel : alors que, de 1982 à 1985, le nombre d'imprimés et périodiques s'est accru de cinq millions d'exemplaires, l'effectif est resté stable : 1 243 personnes.

» En conclusion, sur dix millions de livres imprimés, près d'un dixième – et de plus précieux – est en péril. Sur les trente-deux millions de titres et pièces conservées, près de cent millions de pages, photographies et estampes vont mourir, faute de moyens en matériel et en personnel : en employant ceux d'aujourd'hui, il faudrait plusieurs siècles pour les restaurer entièrement : ils n'attendront pas.

» Cette situation est non seulement consternante en soi, mais profondément humiliante. Les chercheurs étrangers demeurent souvent incrédules lorsqu'ils se voient refuser les ouvrages qu'ils sont venus consulter de fort loin et à grands frais dans un établissement qu'ils vénèrent à juste titre, et dont le dysfonctionnement les surprend d'autant plus qu'ils sont familiers de bibliothèques, certes moins renommées, mais toujours en état de répondre à leur demande (...). »

Les premiers signataires

Hervé Bazin; Hubert Beuve-Méry; Pierre Boulez; Fernand Braudel; François Châtelet; Georges-Emmanuel Clancier; Bernard Clavel; Frédéric Deloffre; Georges Duby; Henri Dutilleux; Jean Fourastié; Maître R. de Geouffre de La Pradelle; Roger Grenier; Professeur Oscar Haac; Eugène Ionesco; Marc Julia; Marcel Landowski; Jean-Marie Le Clézio; Emmanuel Le Roy Ladurie; Bernard-Henri Lévy; Claude Lévi-Strauss; Docteur Claude Olievenstein; Jean Mesnard; Professeur Paul Milliez; Roland Mousnier; Etienne Pinte; Francis Ponge; Georges Riond; Jacqueline de Romilly; Philippe de Rothschild; Laurent Schwartz; Henri Troyat; Henri Vincenot; Marguerite Yourcenar; Roger Zuber; Association pour la défense des intérêts des lecteurs de la Bibliothèque nationale.

UNE LETTRE DE Mme SPITZ-JANKÉLÉVITCH

Misérable polémique

Mme Sophie Spitz-Jankélévitch, fille du philosophe Vladimir Jankélévitch, nous a adressé la lettre suivante, au sujet de la polémique qui a suivi la publication, dans Libération, *d'un entretien avec son père, paru après la mort de celui-ci (le* Monde *du 11 et 15 juin) :*

Les mots me manquent pour dire la tristesse et le dégoût que m'inspire la misérable polémique suscitée par le journal *Libération* et dont il se fait complaisamment l'écho depuis une semaine. Cette polémique aura eu au moins l'intérêt de faire vendre le journal.

Je n'ai pas à me prononcer sur le contenu même de l'entretien. Mon père a dit ce qu'il a dit. Discuter sur la teneur de ses propos, c'est à mon sens poser un faux problème.

Cependant, après avoir entendu l'enregistrement lui-même, dans sa totalité, je tiens à faire savoir la chose suivante : *rien*, dans cet enregistrement, ne prouve qu'il s'agissait d'une interview destinée à la publication, même posthume.

Tout indique qu'il s'agissait d'une conversation amicale. Mon père dit du reste, à un moment de l'entretien, qu'il parle ainsi parce qu'il s'adresse à des amis. Interrogé sur Merleau-Ponty, il répond : *« Ne m'obligez pas à parler de Merleau-Ponty. »* Interrogé sur Sartre, il répond : *« Je vous fais remarquer que c'est vous qui avez prononcé son nom. Bien entendu, nous ne le retiendrons pas, je ne veux pas dire un mot contre lui. »* Ailleurs encore : *« J'ai même entendu dire* « sale juif » *dans les maquis. Mais je n'oserais pas l'écrire. »* Non seulement *Libération* ose imprimer cette phrase, mais encore, comme si cela ne suffisait pas, la met en accroche ! On peut en conclure que les propos tenus au cours de cet entretien étaient strictement privés et ne devaient pas être publiés, fût-ce après la mort de leur auteur.

Le texte publié par *Libération* reproduit tels quels, quasiment mot pour mot, les propos de mon père. Seuls ont été rayés par R. Maggiori et J.-P. Barou les noms des personnes encore vivantes. Il n'y a aucune modification, en dehors de celles qui servent simplement à rendre le texte lisible (ponctuation, suppression des répétitions). On peut en conclure, sauf à produire les preuves du contraire, que le texte n'a été ni corrigé ni même seulement revu par mon père.

A aucun moment de l'entretien mon père n'exprime le vœu d'une publication après sa mort. Dire le contraire est un mensonge. On peut en conclure qu'il s'agit là d'un abus de confiance.

MUSIQUE

« LE BARBIER DE SÉVILLE », à l'Opéra-Comique

Pour l'amour de Rosine

Il n'est plus rare aujourd'hui que des salles parisiennes accueillent des *spectacles – c'est-à-dire les décors*, les costumes et la mise en scène – qui ont fait les beaux soirs de la province quelques années auparavant. Ainsi, pour remplacer le *Don Quichotte* de Massenet dont on avait annoncé une nouvelle production, la Salle Favart présente celle du *Barbier de Séville* qu'on avait pu voir à Metz en 1976 puis à Lille en 1978.

Comme à Metz, c'est la partition revue par Alberto Zedda, expurgée des apports successifs du XIXe siècle, qui a été utilisée. Ainsi remarque-t-on, dès l'ouverture, l'absence des trois trombones et de la grosse caisse. Pour pallier cet inconvénient, on a eu recours à un projecteur de diapositives dont la ventilation bruyante remplit d'aise les spectateurs un peu attentifs. Si l'on voulait aller plus loin, on remplacerait le clavecin, qui n'était plus guère en usage en 1816, par un piano, mais cela ferait sans doute moins authentique.

L'authenticité ne préoccupe d'ailleurs qu'assez médiocrement le public, car si quelques personnes sentent encore spontanément qu'il faut applaudir lorsque le plaisir est à son comble, donc souvent sans attendre les cadences purement formelles de l'orchestre, elles sont vite réduites au silence par les « chut » des admirateurs inconditionnels de l'accord parfait. C'est là une tradition de bon sens qu'on mettra longtemps à retrouver.

Espace scénique et climat

Avec ses hauts murs de pierre grise, quelques fenêtres étroites dont la plupart ont été bouchées, Giovanni Agostinucci a réalisé un espace scénique, à mi-chemin entre la cour d'une prison et celle d'une demeure patricienne, qui contribue largement au climat général de la représentation, à ce point que la cage dorée, *plantée au milieu*, dans laquelle Rosine coule des jours malheureux lorsqu'elle n'est pas tenue en laisse par Berta ou Bartolo semble superflue : on avait compris. Les beaux costumes de Gabriella Pescucci situent l'action au début du dix-neuvième siècle sans qu'il y ait un enseignement particulier à tirer de cette actualisation relative.

La mise en scène de Jean-Marie Simon ne vise pas non plus, heureusement, *au didactisme ; elle est vive* sans vaine agitation, amusante sans complaisance, pleines d'idées dont la moindre n'est pas de laisser voir que l'orage qui relie les deux tableaux du second acte se passe peut-être moins dans le ciel que dans le cœur de Rosine qui se croit trompée par son amant. Il semble par ailleurs que les sympathies de Jean-Marie Simon vont davantage à Bartolo qu'à ceux qui le bernent ; ce n'est pas un mauvais choix.

La distribution réunit des artistes consacrés et d'autres qui font, selon la formule, leurs débuts à l'Opéra de Paris. Ruggero Raimondi en Basile et Gabriel Bacquier en Bartolo montrent tout le parti qu'on peut tirer de ces rôles secondaires dont les difficultés exigent des interprètes de premier plan. Comme ni l'un ni l'autre ne se soucie de tirer la couverture à soi, on ne sent aucune disparité dans la distribution.

Il est vrai aussi que Suzanne *Mentzer (Rosine) possède une* aisance remarquable doublée d'un timbre chaleureux ; le Figaro de Patrick Raftery est irréprochable lui aussi, et l'Almaviva de Dano Raffanti ne manque ni de couleur ni de vaillance ; il est seulement un peu gêné par les vocalises, peut-être parce qu'il reste plus préoccupé de faire entendre qu'il a de la voix, que montrer qu'il sait s'en servir. Le rôle est écrit pour un ténor léger (ou « de grâce ») qui doit exceller avant tout dans les « passages ».

On a l'impression que le chef, Hans Graf, exerce parfois son autorité au détriment des chanteurs qui, dans certains traits, doivent pouvoir prendre leur temps, mais son action sur l'Orchestre de l'Opéra semble positive si l'on en juge par l'exactitude assez remarquable de l'interprétation.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations à la Salle Favart les 24, 27, 29 juin et 1er, 3, 6, 8, 11 et 13 juillet à 19 h 30.

■ **AU THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS. – La cantatrice Léonie Rysanek, ne pourra assurer les concerts des 24 et 25 juin au Théâtre musical de Paris. Elle sera remplacée par Gwineth Jones, qui chante actuellement le rôle-titre de *Turandot*, à Bercy.**

VARIÉTÉS

JACQUES BENSE AU NOUVEAU CARRÉ

Cinquante ans de « tap-dance »

Jacques Bense a créé en France, dans les années 30, la danse à claquettes. Au Nouveau Carré Silvia Monfort, il remonte sur scène pour fêter, en fanfare, ses cinquante ans de « tap-dance ».

Une plaque à la porte d'un immeuble du faubourg Poissonnière : « Ecole de danse Jacques Bense : toutes les danses en vogue ; danses à claquettes. » Depuis 1941, l'école est au fond de la cour : un trois pièces aménagé, avec de grands miroirs et des parquets marqués par les embouts métalliques. Les murs sont des cimaises, qui racontent, de photographies style Harcourt en diplômes calligraphiés, l'histoire du maître des lieux.

1935. Une affiche : cheveux gominés et veste blanche à la Georgius, voici « Jacques Bense, champion du monde de claquettes ». Cinquante ans plus tard, il a moins de cheveux, mais *il refuse de tirer un trait sur son* passé glorieux. Sans se faire prier, il raconte ses débuts de star : *« Les claquettes m'ont d'abord semblé un bon moyen de danser sans subir les mauvaises partenaires. Mes premiers professeurs, les demoiselles Leibovitch, ne connaissaient que trois pas, à partir desquels j'ai élaboré ma propre méthode. »* Il montre, au-dessus d'une glace, un panneau couvert de chiffres : des figures et des pas, codés. *« Vous voyez, c'est le 11-5-5. »* Il se lève et, tout en comptant, tire de ses semelles et de ses talons des noires, des croches, les rythmes de syncopes.

« Dans les années 30, je faisais partie de l'équipe de France de gymnastique. J'ai même représenté la France en Belgique, en 1929, à la Fête du cinquantenaire. » Sa souplesse, sa robustesse de sportif, il en a besoin aussi sur les parquets de l'Alhambra, du Gaumont-Palace. Plusieurs fois champion du monde – *« J'effrayais les Américains »*, – il pulvérise les records, notamment ceux de vitesse : *« Mille deux cent vingt battements à la minute, et six sur un seul pied ! »*

Après avoir imité les maîtres américains, Bill Robinson (le professeur de Shirley Temple), Fred Astaire (qu'il n'a jamais rencontré), Jacques Bense crée une centaine de numéros, dont beaucoup deviennent des classiques. Sur les murs, on le reconnaît, très kitsch, vêtu de noir, avec loup et cape, pour la *Danse macabre*, de Saint-Saens, ou encore sous un masque de singe pour sa *Danse simiesque*.

Il se souvient, bien sûr, de sa première apparition à la télévision : *« C'était en 1938. La télé en était encore au stade expérimental. J'étais le premier danseur à s'y produire. On m'avait maquillé la figure en jaune pâle, peint les lèvres en noir. Le plateau était large de 2 mètres et la caméra fixe. On émettait du ministère des PTT, rue de l'Université, relié par câble à la mairie voisine. »*.

Fred Astaire – quatre-vingt-quatre ans – élève aujourd'hui des chevaux de course. *« Récemment*, raconte Jacques Bense, *il a refusé d'aller à l'anniversaire de Ginger Rogers – quatre-vingt-trois ans, – de peur d'avoir à danser. Gene Kelly, né la même année que moi (1912), a aussi arrêté. Moi, j'ai quitté la scène dans les années 60 pour me consacrer, avec ma femme, à mes cours et à la Fédération internationale de danse à claquettes (1), que je préside. »*

Cet infatigable pédagogue a eu comme élève, il y a quelques années, Silvia Monfort, qui organise maintenant sous son chapiteau un hommage à ces cinquante années de « tap-dance » (2). A soixante-treize ans, le maître ouvre le spectacle avec quelques bons vieux classiques : le train, le dactylo... et des danses en vogue.

S. DURAND-SOUFFLAND.

(1) FIDAC, 177, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 (878-02-56).

(2) *Nouveau Carré Silvia Monfort*, 106, rue Brancion, 75015 Paris. Locations : 531-28-34. Jusqu'au 30 juin.

NOTES

Noureev-Béjart à l'Opéra

Deux créations signées Noureev et Béjart, avec Sylvie Guillem. *Washington Square*, de Rudolf Noureev, inspiré d'une nouvelle de Henry James oppose l'espace ouvert, *bruyant, de la ville et le* monde fermé de Cathy, jeune fille de la haute société séquestrée par un père abusif.

Noureev a *recherché* un climat psychologique, freudien, avec un découpage très cinéma, des flash-back et un balancement entre le pittoresque du New-York fin de siècle et l'austère maison de Cathy. Mais il ne sait pas animer une telle fresque, ni, surtout, répondre aux incitations de la musique de Charles Ives, bruyante, pleine d'ironie et de sous-entendus. De très belles images de foule ne parviennent jamais à dépasser le stade du tableau vivant.

Noureev est plus à l'aise avec les scènes intimistes traitées dans un langage original. L'épisode où Charles Jude danse sa scène de séduction cigarette aux lèvres sur les variations de *God Save the King* est le meilleur moment du ballet. Mais pourquoi ce décor mobile – d'Antoine Taulé – qui coupe la scène en deux, privant alternativement une moitié de la salle de l'action ?

Changement complet d'atmosphère avec *Mouvement-Rythme-Etude*, dansé par Sylvie Guillem et Eric Vu An. Maurice Béjart a conçu un exercice de style à mi-chemin entre le jeu et la répétition, où la danseuse et son partenaire exécutent une suite de pas, *déterminés par des structures* sonores de Pierre Henry fleurant bon les années 70.

Souplesse et force de Vu An, beauté languide de Sylvie Guillem. Fraîche comme une glace à la fraise dans son collant chair, elle donne une texture aux déhanchements excessifs, aux cambrures inesthétiques, que Béjart réserve au corps féminin.

MARCELLE MICHEL.

★ Prochains spectacles : 25-26 juin, 4-10-14 juillet.

Jacques Higelin avant Bercy

Jacques Higelin et son producteur Albert Kosk ont fait le pari de remplir le palais omnisports de Bercy pendant un mois à partir du 12 septembre prochain sur une scène construite au centre même de la salle. Jacques qui crie, qui pleure et qui rit y reprendra sa course en roue libre, avec sa folie reconnue. 50000 personnes ont déjà réservé leur place.

A Calvi, à laquelle il a consacré une chanson, *la Ballade de Tao*, Higelin a présenté en guise d'avant-première des extraits de son dernier double album, qu'il a, comme toujours, bâti soigneusement, minutieusement. Avec quelques-unes des plus belles chansons (*Mamy, Slim Black Boogie, Broadway*), on y rencontre sa jouissance de la vie, son désespoir rigolard et féroce, sa tendresse sensuelle, son humour noir, son goût de l'équipée sauvage.

C. F.

★ Double album Pathé Marconi 172 95 73.

Toiles blanches

Madeleine Grenier nous a quittés, il y a près de trente mois, en laissant une œuvre assurée de lui survivre : voici sa première exposition posthume. Sa vision s'enfonce dans la blancheur : le blanc de l'aube, promesse de vie. Cette lumière neuve exalte une peinture toute en transparence, dont la fluidité voile une facture solide. Irisée de toutes les nuances du prisme, elle reflète les *turbulences émeraude* des flaques d'eau, elle rosit et bleuit *le Renouvellement du ciel* et parfois contraste de masses sombres l'éclat d'un champ de neige.

J.-M. D.

★ Galerie Bellint, 28 *bis*, boulevard de Sébastopol, jusqu'au 12 juillet.

Enfants sculpteurs

L'Orangerie de Sceaux présente une exposition de sculptures réalisées par mille deux cents enfants âgés de trois à seize ans, élèves des écoles et lycées des Hauts-de-Seine : « Soleils en re-création ».

Un totem pour une moyenne section de maternelle, un Apollon pour une classe de primaire, mais aussi un théâtre inca, la chaise à porteur du Roi-Soleil...

Les dimensions des sculptures, les matériaux utilisés et la qualité de la réalisation, rien ne ressemble à ce qu'on propose d'habitude dans ces expositions scolaires destinées à plaire d'abord aux parents et aux instituteurs. La réalisation de ces créations originales destinées à des visiteurs adultes a donné lieu à un travail d'équipe, dont les seules vedettes sont vraiment les enfants.

★ Orangerie du château de Sceaux. RER ligne B, station Parc de Sceaux ou Bourg-la-Reine. Entrée gratuite pour les scolaires. Jusqu'au 30 juin.

Restauration d'art

Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt accueille une exposition consacrée aux métiers de la restauration d'art. Des automates aux vitraux, des affiches Belle Époque aux éventails Louis XV – dignes du cousins Pons, – les pièces exposées contribuent à l'illustration du métier d'artiste-restaurateur.

La *présentation générale*, avant tout didactique, détaille, pour chaque cas, tous les stades du travail. Les photographies, prises avant restauration, attestent de l'ampleur du travail accompli.

★ Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille ; métro : Marcel-Sambat. Jusqu'au 30 juin.

SPECTACLES

théâtre

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h : Robert le Diable.

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : le Barbier de Séville.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI 19 h : Vingt-six fois de suite, de J.-C. Labrecque ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris ; voir Festivals de cinéma ; Ciné-immatériaux : 17 h (programme à l'accueil) ; Théâtre, 18 h 30 et 21 h : Théâtre international de langue française (programme à l'accueil).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts : 20 h 30 : G. Jones et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. M. Janowski (R. Strauss).

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fast et Food au théâtre ; 22 h 30 : Renseignements généraux.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

☞ COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple Mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo. II. 18 h : Poésie iranienne ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : Sketches satiriques.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Hélène 1927.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

PLACE DES VOSGES, Chapiteau (277-19-90), 21 h 30 : Lucrèce Borgia.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : la Seconde Surprise de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39) 20 h 30 : Ruy Blas.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h : Ohé là-bas ; le Clown cheval ; Armistice au pont de Grenelle.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to Baby ; 23 h : Crazy Cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : Le chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 21 h 45 : Areski et Fontaine ; II. 21 h 45 : S. Varègues.

TROU NOIR (578-84-29), 21 h : J. Sommer, J. Bourdon.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : Eji Ekuyo.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), 20 h 45 : Orage provisoire.

PALAIS DES CONGRÈS (266-20-75), 20 h 30 : Carmen.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : Babel Babel.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-21), 20 h : Turandot.

Les concerts

LUNDI 24 JUIN

Église St-Louis en l'Ile, 21 h : Ensemble vocal Contrepoint, dir. : O. Schneebeli (Bach, Rameau, Bouzignac...).

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : D. Comtois-Cahen (W.-F. Bach).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

Athénée, 20 h 30 : L. Valentini-Terrani, L. Magiera.

Eglise St-Étienne-du-Mont, 21 h : Orchestre Ad Artem de Paris, dir. : D. Fanal (Pergolèse, Britten, Haydn).

Sorbonne, grand amphithéâtre, 21 h : Chœur et Orchestre Paris-Sorbonne, dir. : J. Grimbert (Bach)

Institut autrichien, 18 h 30 : G. Schuchter (Mozart, Schubert, Brahms).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Rostropovitch, Vitchevnaskaia, Beroff, Bourgue, Causse... (Schumann, Ravel, Rachmaninov...).

Théâtre La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble instrumental La Bruyère (Mozart, Schubert).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Orchestre de chambre J. Frydych (Vivaldi, Kinjinsky, Britten...).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : Ensemble vocal Ars Musicae, dir. : C. Garrot (Fauré, Langlais, Poulenc).

Eglise Saint-Étienne du Mont, 21 h : Orchestre Ad Artem de Paris, dir. : D. Fanal (Pergolèse, Britten, Haydn).

Jazz, pop, rock, folk

BERCY, Palais omnisports (341-72-04), 20 h 30 : Dire Straits.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Ch. Slide.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Tao et Vincent ; 0 h 30 : J. Irvin.

MONTANA (548-93-08), 22 h : J. Gourley, D. Lemerle.

PALAIS DES CONGRÈS (758-27-78), 19 h et 22 h : O. Peterson, E. Fitzgerald.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Blue Doctors.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Ch. Loos, S. Lazarevitch, R. Del Fra, E. Ineke.

SUNSET (261-46-60), 23 h : S. Grossman, Ph. Joe Jones, A. Jean-Marie, A. Cullaz.

TH. 14 (545-49-77), 20 h 30 : H. Bourde, B. Lubat, Barre Philips.

XXIIe Festival du Marais

(887-74-31)

THÉATRE, cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont, 21 h 30 : Mangeront-ils ?

Cave gothique de l'hôtel de Beauvais, 19 h 30 : À quelque chose hasard est bon ; 21 h 30 : la Légende des siècles.

Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 45 : Orage provisoire.

Festival de la Butte-Montmartre

(262-46-22)

ARÈNES DE MONTMARTRE, 16 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 21 h 30 : les Contes d'Andersen.

En région parisienne

NANTERRE, Auditorium M.-Ravel (774-93-19), 21 h : Spectacle B. Vian.

Lundi 24 juin

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Classiques du cinéma mondial : le Roman de Al Jolson, de A.-E. Green ; 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : El nido, de J. de Arminan.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptien) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46).

A. K. (Fr.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Olympic petite salle, 14e (544-43-14).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

ASSOIFFÉ (Indien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

BABY (A.). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Bré., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LE CONSUL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97). – V.f. : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Géode, 19e (245-66-00).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LE FLIC DE BEVERLY-HILLS (A., v.o) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italien) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

GIGOLO (RFA/USA, v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37.

JOY AND JOAN (Fr.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e, (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cub., v.o.) : Denfert (Hsp.), 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

MARJORIE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

MASK (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

MISHIMA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA NUIT PORTE-JARRETELLES (Fr.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Images, 18e (522-47-94).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PHENOMENA (A. v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (325-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LES POINGS FERMÉS (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

PORTÉS DISPARUS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Rialto, 19e (607-87-61).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand Pavois (H.sp.), 15e (554-46-85).

STARFIGHTER (A.v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STEAMING (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SUBWAY (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93).

DES « TERRORISTES » A LA RETRAITE (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

TOXIC (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

CHALEUR ROUGE (*), film allemand de Robert Collector (v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

CHOOSE ME, film américain de Alan Rudolph (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e, (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

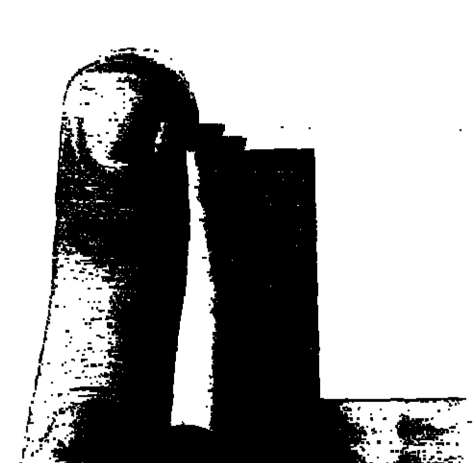
COCAINE (*), film franco-américain de Paul Morrissey (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-36-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

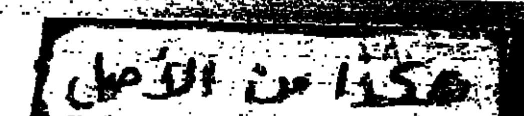
DROLE DE SAMEDI, film français de Bay Okan : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount, Marivaux, 2e (296-80-40) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

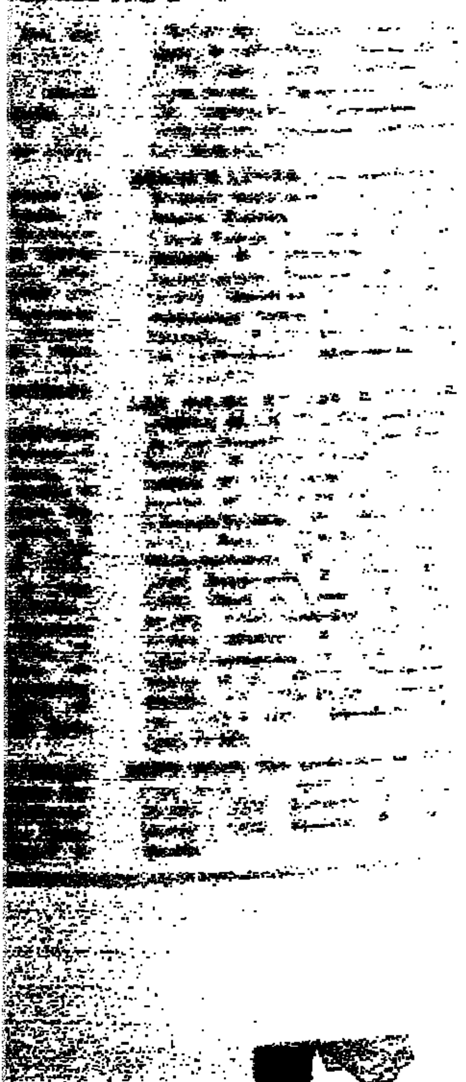
FRENCH LOVER, film américain de Richard Marquand (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**), film américain de Ken Russell (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

REPO MAN, film américain de Alex Cox (v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).







هكذا عن الأصل

SPECTACLES

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01) ;

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action rive gauche, 5e (329-44-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Images, 18e (522-47-94).

L'AS DE PIQUE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE BEAU MARIAGE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.), Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) Murat, 16e (561-99-75).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysée Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA FEMME MODÈLE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GEANT (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

GETAWAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.F. Capri, 2e (508-11-69) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : studio Bertrand, 7e (783-64-66).

IF (Ang., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

MAN HUNT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

NOBLESSE OBLIGE (Ang.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA NUIT DES MORT VIVANTS (A., v.o.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

POLICE ACADEMY (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

POLTERGEIST (A., v.f.) (**) Arcades. 2e (233-54-58).

LE PONT DU NORD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LA POUPÉE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-64-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LES SEPT SAMOURAIS (jap., v.o., version intégrale) : Olympic, petite salle, 14e (544-43-14)).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SORCIÈRES (It.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

SUGARLAND EXPRESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (523-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE GLENN MILLER STORY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch, v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Médicis, 5e (633-63-20).

20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

YOU AND ME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ZELIG (A.) : Champo, 5e (354-51-60).

Les séances spéciales

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

LOLITA (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 21 h 30.

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40.

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

THE BLUS BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

COMMUNICATION

Lundi 24 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 L'avenir du futur : C'était demain.
Film américain de N. Meyer (1979), avec M. McDowell, D. Warner, M. Steenburgen, C. Cioffi...
En 1893, pour échapper à la police londonienne, Jack l'Eventreur vole la machine à explorer le temps inventée par H.G. Wells. Celui-ci retrouve le criminel à San Francisco en 1979.

22 h 30 Débat : La machine à remonter le temps.
Qu'est-ce que le temps ? Comment la théorie de la relativité d'Einstein explique-t-elle qu'un siècle sur la Terre équivaut à une minute pour un astronaute filant presque à la vitesse de la lumière ? Avons-nous des temps personnels ? Sur toutes ces questions, et d'autres, débattront les professeurs Jean-Marc Levy-Leblond, du laboratoire de physique théorique de Nice. Alain Reinberg, chronobiologiste, directeur de recherches au CNRS et Jean Heidemann, astrophysicien de l'observatoire de Meudon.

23 h 25 Journal.
23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Document : les Captifs de l'an 40.
De J.-A. Cherasse, avec la collaboration de G. Guidez et Y. Durand.
Entre 1940 et 1945, plus d'un million et demi de Français ont connu la captivité en Allemagne. Cette émission, consacrée à la « condition humaine » de la captivité, se veut une étude rigoureuse : elle rassemble archives et documents de cinémathèques, actualités, extraits de films de fiction, dessins et photograpies de collections privées, fragments reconstitués de petites scènes de la vie quotidienne, mais aussi restitution du vécu de la captivité par les anciens prisonniers de guerre. Soixante d'entre eux sont venus de toutes les régions de France, avec leurs souvenirs personnels. Ils racontent.

23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Faussaire.
Film franco-allemand de V. Schlöndorff (1981), avec B. Ganz, H. Schygulla, J. Carmet, J. Skolimowski.
Un journaliste allemand, en difficultés conjugales, part en reportage au Liban et se trouve confronté à la guerre civile, dans le chaos de Beyrouth. D'après un roman de Nicolas Born, l'itinéraire d'un intellectuel européen cherchant à comprendre les problèmes d'un monde qui lui échappent..

22 h 25 Journal.
22 h 55 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Hawaï : tant qu'il y aura des vagues.
23 h 40 Etat des lieux.
23 h 45 Prélude à la nuit.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5, La première séance (ciné 16) : La famille Grossfelder, de Jean Lhote ; 18 h 55, Atout PIC : 19 h, La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, Retenez-moi ou je fais un malheur, film de Michel Gérard ; 22 h 10, Hockey ; 23 h 15, Basket américain ; 0 h 50, Hill Street Blues : 1 h 35, Musicourt 1982.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Le Différend » de G. Aubert. Avec F. Walter, D. Mac Avoy, P. Michael...
21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné salle Pleyel à Paris le 7 mai) : *la Mer*, de Debussy : *Concerto pour clarinette et orchestre n° 2 en mi bémol majeur*, de Weber ; *Symphonie n° 9 en mi mineur*, de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel, sol. G. Dangain, clarinette.
22 h 40 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5 : Mélodies, Sérénade italienne.

Mardi 25 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Joyeux bazar.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Le village dans les nuages.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Emission d'expression directe.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Un adolescent d'autrefois.
D'après le roman de F. Mauriac. Adapt. M. Suffran, réal. A. Michel, avec M. Robinson, C. Salviat (rediff.).
Dans le domaine familial de Maltaverne, un jeune homme fait son éducation sentimentale en découvrant la cruauté puis « le tourment de la solitude ». Purification par la douleur dans une bourgeoisie terrienne repliée sur elle-même et imprégnée de culpabilité chrétienne.
22 h 5 Contre-enquête.
Chasseurs et chassés ; La mort qui brûle ; L'arbitre ; Le plongeon de la mort ; Des os et du vin ; Incroyable mais faux.
23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Découverte du golf.
15 h Tennis, à Wimbledon.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : l'Indiscrétion.
Film français de P. Lary (1982), avec J. Rochefort, J.-P. Marielle, D. Sanda, J.-H. Anglade, J.-C. Martin.
Un ingénieur pétrolier passant des vacances à Paris, est pris au piège d'un complot occulte. Il se rend compte que son voisin est, peut-être, son double.
22 h 15 Mardi cinéma.
Avec C. Bouquet, R. Berry, P. Préboist et V. Genest.
23 h 20 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Aguirre, la colère de Dieu.
Film allemand de W. Herzog (1972), avec K. Kinski, R. Guerra, H. Rojo, Del Negro, P. Berling, C. Rivera.
En 1560, dans la forêt vierge amazonienne, un conquistador bossu, en proie à la fièvre de l'or et au goût du pouvoir, recherche, au cours d'une folle expédition, l'Eldorado mythique des indiens.
22 h 10 Journal.
22 h 40 Urba.
Les villes utopiques (des architectes aux idées folles) ; les anthropologues de la ville ; une ville en crise, Beley ; les villes nouvelles (quel résultat ?) ; la gare de Perpignan... une série de reportages en patchwork pour réfléchir aux villes d'aujourd'hui.
23 h 15 Etat des lieux.
23 h 20 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; Hill Street Blues ; 9 h 45, Série : l'Hôtel en folie ; 10 h 20, Sunburn, film de Richard Sarafian ; 12 h, Série : riel ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 13 h 55, Tricheurs, film de B. Schroeder ; 15 h 25, Passeur d'hommes, film de J.Lee Thompson ; 17 h, Cabou Cadin ; 18 h, Jeu : 4C+ ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète : 20 h 5, Top 50 ; 20 h 35, le Roi des cons, film de C. Confortes ; 22 h 15, Ragtime, film de M. Forman ; 0 h 50, Dans la ville blanche, film d'A. Tanner ; 2 h 35, Série : l'Hôtel en folie.

FRANCE-CULTURE

6 h, Les cinéastes du documentaire : G. Franju (redif.) ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : l'or dans le feu, la spiritualité de la passion christique (et à 10 h 50 : Lire Gracian aujourd'hui) ; 9 h 5, La matinée des autres : les livres des autres ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : l'aide de l'Etat en matière d'habitation ; 11 h 30, Feuilleton : La Célestine ; 12 h, Panorama : entretien avec G.-E. Clancier ; à 12 h 45, Club de la presse, avec Marcel Gauchet ; 13 h 40, Instantané : magazine musical. 14 h, Un livre, des voix : « L'Escholier de Dieu », de Mika Waltari ; 14 h 30, « Jeux », de James Saunders. Avec J.-P. Cisife, A. Strill, M. Delanty... ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : Théâtrophilie 84-85 ; 17 h 10, Le pays d'ici, à Boulogne-sur-Mer ; 18 h, Subjectif : Agora ; (John Christoforou) : à 18 h 35 : Tire ta langue... ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie (hérédité et évolution) ; 20 h, Musique, mode d'emploi.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Entretien avec... Music.
21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : bandes dessinées.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Gérard, Claudric, Balakirev ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; *9 h 8, Le matin de musiciens : Paul Dukas* ; œuvres de Dukas, R. Schumann, Schubert ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton Louis Prima ; 12 h 30, Concert : œuvres de Bird, Chostakovitch, Beethoven par le Quatuor Suk ; 14 h 2, Repères contemporains : W. Rihm, K. Sercri, V. Silvestrov ; 14 h 45, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Jean-Louis Barrault ; œuvres de Berlioz, Bach ; à 16 h, Hélène Boschi, pianiste : œuvres de Martinu, Debussy, R. Schumann ; vers 17 h, Passion et fidélité : la saga d'Eugène Ormandy ; œuvres de Gershwin, Lalo, R. Strauss ; 18 h 2, Acousmathèque : les Sixties de l'électroacoustique ; œuvres de Clozier, Parmegiani, Reibel, Kagel ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : César Vezzani, ténor, chante des airs de Verdi, Gounod, Wagner, Lalo ; 20 h 04, Avant-concert.
20 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 16 avril) : *O ceccita del misero mortale*, de Rossi ; *le Reniement de Saint-Pierre*, de Charpentier ; *Oratorio per la Settimana santa*, de Rossi, par Les Arts florissants, dir. W. Christie.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud : à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Petit-Opportun).

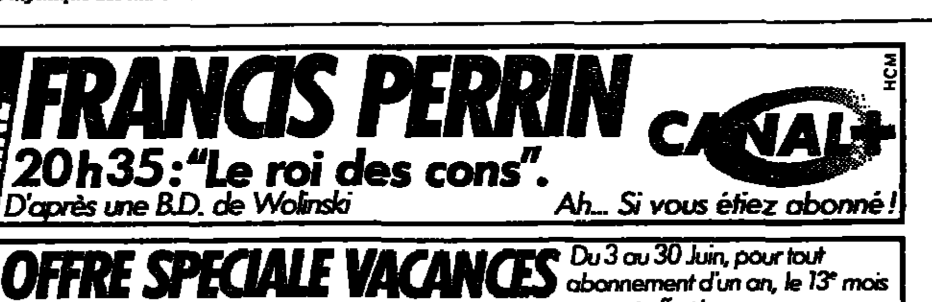
TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 JUIN

– *M. François d'Aubert*, député UDF de la Mayenne, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

MARDI 25 JUIN

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du PCF, est reçu à l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 20.



L'abri fiscal pourrait procurer 500 millions de francs à la production audiovisuelle

Comme il l'avait promis, M. Laurent Fabius a fait vite. Le système d'abri fiscal, destiné à financer l'audiovisuel, sera défendu par M. Jack Lang, ministre de la culture, devant l'Assemblée nationale ce lundi 24 juin, un mois seulement après son annonce. Il pourrait, selon les estimations des milieux financiers, apporter près de 500 millions de francs à la production dès la fin de cette année.

Le dispositif est en effet très incitatif. Les particuliers pourront déduire jusqu'à 25 % de leurs revenus imposables, les sommes investies dans des films, des œuvres télévisuelles, de fiction ou dans le capital de sociétés de production. Pour les entreprises, la réduction concernera 50 % de leurs souscriptions dès l'année de réalisation.

En acceptant cette petite révolution du système fiscal français, le ministère des finances a exigé quelques garde-fous. Les sommes devront transiter par des sociétés spécialisées dans le financement de l'audiovisuel agréées par les services de la rue de Rivoli et soumises au contrôle d'un commissaire du gouvernement. En diversifiant les investissements, ces sociétés pourront limiter les risques pour l'épargnant. Autre sécurité : les films ou les œuvres de télévision concernés devront recevoir l'agrément du Centre national de la cinématographie. On évite ainsi les escroqueries multiples que pourrait entraîner une relation directe entre épargnants naïfs et producteurs peu scrupuleux.

Pour la profession, le système proposé offre aussi des garanties appréciables. Le producteur reste seul maître à bord puisque les sociétés de financement n'auront aucun droit sur l'exploitation des films. Les sommes seront versées au début du tournage, apport appréciabe pour un secteur où l'on court toujours après l'argent frais. Enfin, la limitation de ces investissements extérieurs à 50 % du budget des films laisse espérer que le financement se répartira sur l'ensemble de la production au lieu de se concentrer sur quelques œuvres à gros succès.

La profession a accueilli avec satisfaction le texte du gouvernement. Elle craignait en effet que le ministère des finances, longtemps opposé au système de l'abri fiscal, ne rogne les ailes du projet du premier ministre. De nombreuses banques préparent déjà la création de sociétés d'investissement. Certaines pourraient se spécialiser dans le financement du dessin animé ou des films d'auteurs.

Si l'épargne drainée atteint l'objectif de 500 millions de francs, l'abri fiscal donnera un véritable coup de fouet à une production cinématographique qui plafonne à 1,8 milliard de francs d'investissements annuels et connaît aujourd'hui un certain ralentissement devant la baisse de fréquentation des salles. Mais ces mesures peuvent aussi améliorer les fonds propres des sociétés audiovisuelles qui se préparent à investir le nouveau domaine de la télévision privée.

En imposant ses vues au ministère des finances, le premier ministre a démontré que la production audiovisuelle était bien l'objectif prioritaire du gouvernement. En permettant à chaque Français de devenir un peu le producteur de ce qu'il consomme sur les écrans, M. Fabius crée, comme l'avait souhaité le ministre de la culture, une sorte de « responsabilité nationale » autour des industries de programmes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *La polémique autour du film sur Manouchian.* — Mosco, le réalisateur du film *Des terroristes à la retraite*, consacré au groupe Manouchian et qui sera diffusé le 2 juillet sur Antenne 2, souhaite que « *le débat se déroule devant des téléspectateurs avertis, c'est-à-dire ayant vu le film, et en présence d'historiens et de témoins liés à l'histoire des FTP et de la MOI (Main-d'œuvre immigrée)* ». En réponse à un article de *l'Humanité* du samedi 22 juin demandant : « *Où est passé Mosco ? Craint-il d'avoir à défendre lui-même son film ?* », Mosco précise que le responsable des « Dossiers de l'écran », M. Jammot, ne lui a « *pas demandé de participer au débat* ».

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.06.85 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 25-6-85 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 juin à 0 heure et le mardi 25 juin 1985 à minuit.

Le champs de pression est en hausse sur la France ; une perturbation atlantique, peu active, circulera mardi sur les régions du Nord.

Mardi matin, un temps frais, peu nuageux et brumeux prédominera sur une grande partie de la France ; quelques bancs de brouillard pourront être observés de l'Aquitaine au Centre, mais ils se dissiperont rapidement, et le temps deviendra bien ensoleillé.

Les nuages seront plus abondants des côtes de la Manche aux Flandres, et pourront être accompagnés de faibles pluies ; le soleil fera tout de même quelques apparitions au cours de l'après-midi sur ces régions.

Les températures, voisines le matin de 8 à 13 degrés (15 degrés près de la Méditerranée), atteindront l'après-midi 20 à 26 degrés du nord au sud.

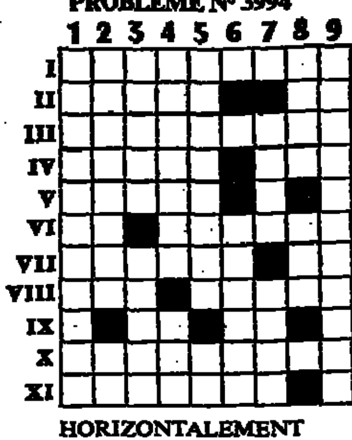
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juin ; le second, le minimum dans la nuit du 23 au 24 juin) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 19 et 15 ; Bréhat, 18 et 12 ; Brest, 16 et 12 ; Cannes, 19 et 14 ; Cherbourg, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 16 et 13 ; Dijon, 18 et 12 ; Dinard, 16 et 13 ; Embrun, 19 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 21 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 12 ; La Rochelle, 16 et 14 ; Lille, 19 et 13 ; Limoges, 13 et 12 ; Lorient, 16 et 13 ; Lyon, 20 et 12 ; Marseille-Marignane, 23 et 12 ; Menton, 19 et 15 ; Nancy, 17 et 12 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice Côte d'Azur, 23 et 15 ; Paris-Montsouris, 16 et 14 ; Paris-Orly, 17 et 13 ; Pau, 20 et 15 ; Perpignan, 22 et 14 ; Rennes, 18 et 13 ; Rouen, 17 et 12 ; Saint-Etienne, 18 et 12 ; Strasbourg, 20 et 13 ; Tours, 16 et 13 ; Toulouse, 20 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 17 ; Genève, 19 et 11 ; Lisbonne, 23 et 18 ; Londres, 19 et 13 ; Madrid, 32 et 16 ; Rome, 25 et 15 ; Stockholm 27 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3994



HORIZONTALEMENT

I. De quoi se lécher éventuellement les doigts. – II. Espèce de blaireau. Indéfini. – III. Réduit en quelque sorte la consommation d'essence. – IV. Doivent avoir une direction souple et des cadres solides. On y faisait de mauvaises rencontres. – V. Fait des choux gras. – VI. Note. Bien relevé. – VII. Le texte ou le titre. Pratiques. – VIII. Egarait nos pères. Couche donc bien à plat. – IX. Abréviation. Figure mythologique. – X. Pour les amateurs d'émotions fortes. – XI. Qui ont donc un peu de frais.

VERTICALEMENT

1. Une tendance pour certaines à vouloir porter la culotte. – 2. Satisfait celui qui a la dent comme celui qui en est dépourvu. Code épistolaire. – 3. Se passe après l'aube ou avant la soirée. La tour infernale. – 4. Peut se commander à la carte pour pouvoir « conter » par le menu. Manière de parler. – 5. Un spécialiste de l'accordéon. Dans la détresse. – 6. Tourner en bourrique. – 7. Fila donc avec l'intention de piquer. Avec eux, il ne faut jamais être pressé. – 8. Une révolution ou une évolution. Nettoya ou lessiva. – 9. Ont donc été couchés après avoir été relevés.

Solution du problème n° 3993

Horizontalement

I. Mycologue. Bourg. – II. Ob. Mission. Ur. – III. Couloir. Cou. – IV. Rôti. Soir. Moult. – V. Egas, Dom. Chai. – VI. Cale. Ipéca. Rn. – VII. Ellébore. Utopie. – VIII. Pie. Anis. Virage. – IX. Héron. Mie. Nô. – X. Animisme. Edenté. – XI. Lie. Apéritive. – XII. Es. Ani. GMT. Etal. – XIII. Droper. Osa. – XIV. Redore, Tosa. Net. – XV. Everest. Basse.

Verticalement

1. Microcéphale. Ri. – 2. Oo. Aliéniste. – 3. Coutellerie. Dé. – 4. Obligée. Om. Azov – 5. Banian. Ré. – 6. Omission. Spider. – 7. Giro. Prisme. – 8. Us. Idées. Ergots. – 9. Escroc. Impôt. – 10. Io. Mauviettes. – 11. Boum. Tiédi. Rab. – 12. On. Oc. Or. Eve. – 13. Euh ! Pannetons. – 14. Ru. Larigot. Ases. – 15. Gratinée. Eclate.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 JUIN

«Vieux logis de la rue Montorgueil», 14 h 30, métro Etienne-Marcel.

«La sculpture romaine au Louvre», 14 h 30, devant la Victoire de Samothrace (Clio-Les amis de l'histoire).

«Le Marais», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul, ou 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, ou 21 heures, métro Pont-Marie (illuminations).

«Le palais de Soubise», 15 heures, 60, rue des Archives.

«Le vieux village Charonne restauré», 18 h 15, sortie métro Alexandre-Dumas (Arcus).

«Le Marais sous Louis XIV», 14 h 30, 99, rue Saint-Antoine (Mme Leblanc).

CONFÉRENCES

66, rue de la Folie-Méricourt, 20 h 30, conférence-débat «Les juifs, le judaïsme et la sexualité» avec Maavar-SOS Ecoute juive et Yaacov Blum, animateur d'émissions, et Joseph Marceau, psychologue, et une sexologue.

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30, «La manie dépressive. Problème de l'enfant».

6, place des Vosges, 14 h 30, «Maison Victor-Hugo» (M. Brumfeld).

26, rue Bergère, 20 heures, «Les grands courants d'évolution de la socioculture française : incidences sur le vécu des temps de travail et des temps libres».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 23 juin:

DES DÉCRETS

• Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat *Juin 1985* et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor.

• Révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

• Modifiant le décret du 26 décembre 1961 fixant le régime des épaves maritimes.

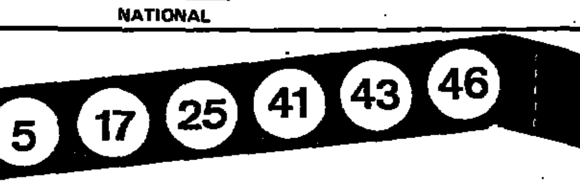
UNE CIRCULAIRE

• Relative aux mesures de déconcentration des autorisations de concours des services techniques de l'Etat (services de l'équipement et de l'agriculture).

UNE LISTE

• D'admissibilité au concours d'admission de l'Ecole de l'air en 1985.

LOTO NATIONAL N° 25 — TIRAGE DU SAMEDI 22 JUIN 1985



NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 26 JUIN 1985 ET SAMEDI 29 JUIN 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	5	1 519 200,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	58	61 115,00 F
5 BONS Nos	1 379	8 075,00 F
4 BONS Nos	73 903	150,00 F
3 BONS Nos	1 421 145	11,00 F

BONUS DU SAMEDI 149 501

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE: 11 F x 2 = 22,00 F

CARNET DU Monde

Naissances

– Cristina et Stéphane GOMPERTZ

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandra,

le 12 juin 1985.

– Catherine, Francis et Maïa ont *ajouté un couvert pour*

Sara,

le 15 juin 1985,

pour la plus grande joie de ses grands-parents, Rosette et Georges PIAZZA.

17, rue de la Renardière, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Décès

– Mme Gabriel Desroches,
Docteur Alain Desroches,
Docteur Danielle Desroches,
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel DESROCHES,
ingénieur civil de l'aéronautique,
ancien élève
de l'Ecole nationale supérieure
de l'aéronautique,

survenu le 15 juin 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jacqueline Bizeray,
Mme Catherine Goddet
et ses enfants,
M. Bernard Ricciardi
et Mme, née Anne Goddet,
ont la douleur de faire part du décès de

Laurent GODDET,

survenu le 15 juin 1985, dans sa trente-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 26 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin à Paris-12e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Delabordère, 92200 Neuilly.

– Ses amis,
Les membres de l'association Jazz-Action Paris-Ile-de-France,
Et toute l'équipe du Centre national d'action musicale,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Laurent GODDET,

survenu brutalement le 15 juin 1985.

Tous ceux qui l'aimaient pourront lui rendre un dernier hommage à l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts, le mercredi 26 juin, à 14 heures.

(Le Monde du 22 juin.)

– M. Roger Poullot
et Mme, née Geneviève Carré,
Leurs six fils et six belles-filles,
Leurs trois filles et trois gendres,
Et leurs vingt petits-enfants,
font part du rappel à Dieu de leur amie fidèle et dévouée,

Mlle Gabrielle HÉRY,

décédée le 18 juin 1985, munie des sacrements de l'Église.

La messe d'enterrement et l'inhumation ont eu lieu en Bretagne au sein de sa famille.

Une messe pour le repos de son âme *sera célébrée ultérieurement* à Fontenay-sous-Bois.

Prières et messes : telles furent ses dernières volontés.

20 *bis*, avenue de la Dame-Blanche, 94120 Fontenay-sous-Bois.

– M. Alexis Kerivel,
son mari,
Ghislaine et Hervé Kerivel,
ses enfants,
Anne et Jean,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henriette KERIVEL,
née Davy,

survenu dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 25 juin, à 15 h 45, en l'église Saint-Louis à Garches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15 et 23, rue du Levant, 92380 Garches.

– Toulon.

Mme veuve Lazzarotto,
ses enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine LAZZAROTTO,

survenu le 19 juin 1985, dans sa soixante-quatorzième année, à Toulon.

– On nous prie d'annoncer que les obsèques du

colonel marquis d'OIMPUIS de BELLEVAL,

rappelé à Dieu dans sa quatre-vingt-treizième année, muni des sacrements de l'Eglise, auront lieu à Paris en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, le mercredi 26 juin 1985, à 10 h 30.

De la part des familles
De Saint-Sernin, Piamba Ledesma, d'Anchald, Bertrand, Ergand, Costa de Beauregard,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Champ-Dolent, 27190 Conches.

– Mme Jean-Louis Talbot,
Mlle Noëlle Talbot,
M. et Mme Jean-François Talbot,
David et Jean-Sébastien Talbot,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean-Louis TALBOT,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
conservateur
des hypothèques honoraire,

décédé le 21 juin 1985, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 10 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16e, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

– Saint-Etienne. Lyon. Limoges. Grenoble.

Gabriel Varenne
et ses enfants,
Les familles Varenne, Mannessier, Funas, Gondard,

font part du décès, survenu le 23 mai 1985, de

Yvette VARENNE,
née Mannessier.

Dons pour la recherche sur le cancer, centre Léon-Bérard, CCP 213-17 U Lyon.

37, rue Liogier, 42100 Saint-Etienne.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre individuellement à l'émotion, à la gentillesse et aux marques de sympathie qui ont entouré le décès de

Tristan DUSSOTTIER,

décédé à Paris, à l'âge de quinze ans, le 11 février 1985,
M. et Mme Jacques Dussottier adressent à tous ceux qui l'ont connu et accompagné à sa dernière demeure leurs remerciements les plus émus.

53, rue du Bois-Montmartre, 77680 Roissy-en-Brie.

– Mme Ray-Gross,
Ses enfants et petits-enfants,
remercient toutes les personnes qui, par leur présence ou leur pensée, se sont associées à leur peine lors du décès du

colonel Georges GROSS.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire du décès de

Sarah KERBER,
née Pacanowski,

une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

– Le 25 juin 1983

Bernard SABOYA

nous quittait à l'âge de trente-sept ans.

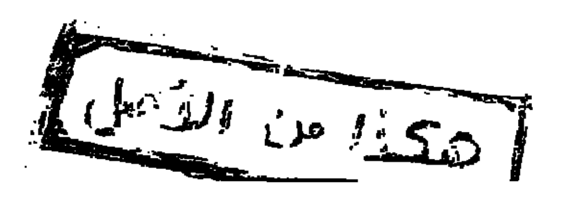
Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui.

– Ses enfants et son époux, André Davidovitch, rappellent le souvenir de

Valentine, Sophie, Marguerite TOPOLSKI,
chirurgien-dentiste honoraire,
ancien chef de clinique
à l'Ecole de chirurgie dentaire
de Paris,

pour le sixième anniversaire de son décès, le 25 juin 1979.

هكذا من الأصل



Le Monde

ECONOMIE

L'Europe face au projet Eurêka

Le sommet de Milan, qui réunira les 28 et 29 juin les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays de la Communauté européenne (auxquels seront associés Portugais et Espagnols), devrait permettre d'entériner le principe de l'édification d'une Europe technologique. Les Européens ont d'autant plus facilement accepté le projet français Eurêka que Paris a répété à l'envi que son ambition était compatible avec la participation à l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

Toutefois, l'organisation à mettre en place reste un sujet à débattre. A la volonté française de pragmatisme et au refus de mêler de trop près la bureaucratie européenne répondent un projet de la Commission et la crainte des petits pays de n'être que les sous-traitants des grands. Toute proportion gardée, la crainte que peut avoir l'Europe à l'égard du projet américain. Pour éviter un conflit latent, Paris proposerait donc que soit formé un groupe d'orientation générale, chaque projet spécifique autour d'un responsable industriel ayant son organisation propre.

La France propose un programme civil de coopération technologique où l'Allemagne jouera un rôle essentiel en réponse aux initiatives des Etats-Unis et du Japon

EURÊKA, c'est d'abord une idée ; *une réponse intuitive* du président de la République à l'Initiative de défense stratégique américaine (IDS), autrement appelée «guerre des étoiles». *«Le projet américain comporte beaucoup de faiblesses militaires, mais constitue pour l'industrie des Etats-Unis le prétexte à dépenser beaucoup d'argent dans six secteurs de pointe qui seront la base du processus industriel des vingt prochaines années»*, disait-on dans l'entourage de M. Mitterrand, lors de la présentation de l'initiative française, le 18 avril. Le budget de l'IDS n'est-il pas de 26 milliards de dollars ?

Là où les Américains se développent grâce aux efforts militaires et les Japonais grâce à une planification à long terme sous l'égide du MITI (ministère du commerce international et de l'industrie), les Européens sont quelque peu démunis. Le rôle essentiel de l'Allemagne et l'absence de structure de défense commune interdisent tout programme militaire, tandis que la planification n'est pas dans l'air du temps sur un Vieux Continent où souffle le vent du libéralisme.

D'où l'idée d'un programme civil de coopération européenne dans six secteurs avancés : l'optronique (contraction des mots optique et électronique pour une science qui va de l'étude des miroirs à celle des prismes, en passant par celle d'ordinateurs entièrement optiques utilisant non plus des courants électriques, mais des faisceaux de lumière) ; les matériaux nouveaux ; les grands ordinateurs ; les lasers de puissance ; l'intelligence artificielle et la microélectronique très rapide (*le Monde* du 19 avril).

Une manière d'être présent dans l'espace dont le président de la République est persuadé, dit-on, *que c'est le grand enjeu de* l'avenir, *« la nouvelle frontière »*. En être absent, c'est non seulement s'exposer à des difficultés futures dans le domaine militaire, mais aussi risquer de devenir un pays de deuxième catégorie.

Toutefois, pour transformer une idée en actes, il faut plus de deux ans. Le premier discours du président Reagan sur la «guerre des étoiles» ne date-t-il pas du 23 mars 1983 ? Or, aujourd'hui encore, le programme IDS n'est toujours pas voté par le Congrès, et nombre d'industriels le trouvent *« vague »*. On ne saurait donc s'étonner que les entreprises européennes interrogées sur Eurêka – le cri d'Archimède, mais surtout les initiales de «European Research Coordination Agency» – se demandent encore ce dont il s'agit.

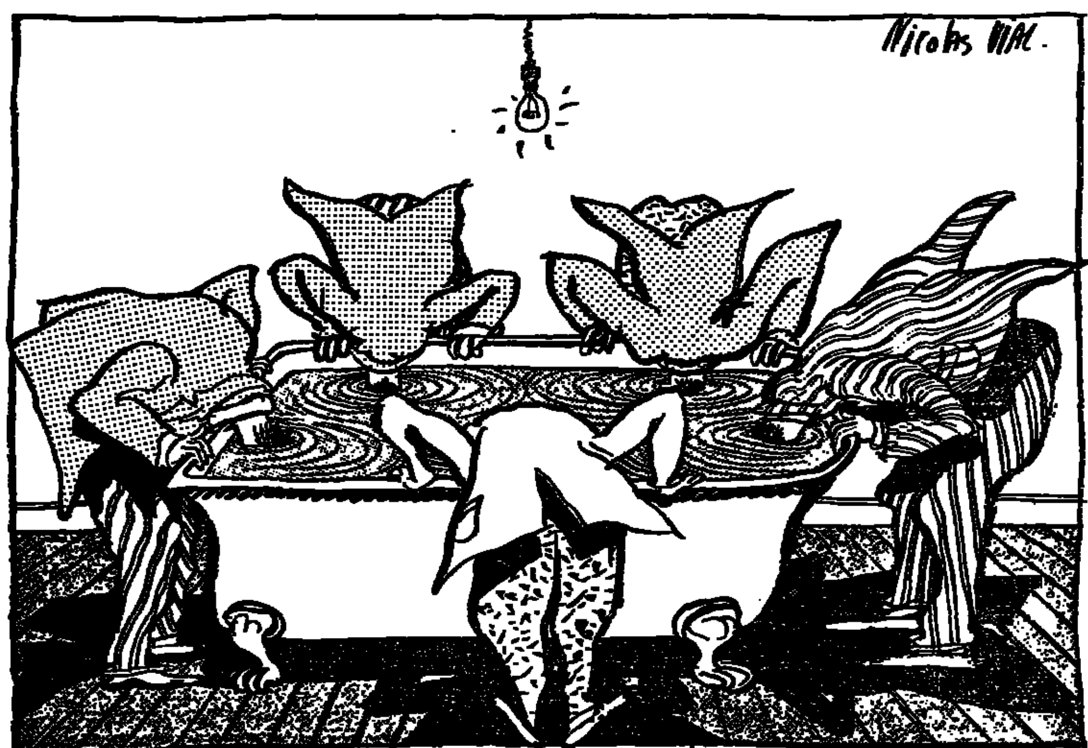
La tournée du général Abrahamson

S'il n'y a guère de certitudes, on peut néanmoins affirmer qu'Eurêka n'est pas exclusif d'IDS. Pour au moins deux raisons. Tout d'abord, que cela leur fasse plaisir ou non, les pays européens sont incapables d'interdire à leurs entreprises de participer au projet américain. Lorsque le général James Abrahamson, le patron de l'IDS, parcourt l'Europe en expliquant que *« les technologies de l'informatique, des communications, de la propulsion et du laser »* bénéficient des retombées du programme, on imagine l'intérêt des grands groupes européens.

« On n'a jamais vu des fournisseurs refuser un client, surtout lorsqu'il est aussi solvable que le département de la défense » (DOD), reconnaît-on à Paris, où, désormais, la doctrine est claire, après quelques flottements. Le gouvernement français ne mettra pas un centime dans la recherche liée à l'IDS, mais les entreprises françaises peuvent, comme elles le veulent, répondre favorablement à Washington. Il est vrai que REOSC, une division de la Société française des instruments de mesure (SFIM), avait déjà obtenu un contrat de 900 000 dollars pour la livraison d'un miroir de 1,85 mètre destiné à concentrer les rayons laser. Et que des sociétés, comme la SEP (propulsion) ou Matra, ne cachaient pas leur intérêt.

Quant aux autres pays européens, c'est encore plus net : Messerschmitt en Allemagne fédérale, *Selenia en Italie, British* Aerospace en Grande-Bretagne, négocient déjà, tandis qu'à Edimbourg un chercheur spécialisé dans les ordinateurs optiques, M. Desmond Smith, s'est vu proposer par les envoyés du général Abrahamson 150 000 dollars en 1985 et 850 000 dollars pour les trois années suivantes pour rejoindre un groupe de scientifiques américains.

Il est une autre raison pour laquelle l'IDS et Eurêka ne sauraient être concurrents : leur philosophie. Le premier est essentiellement un programme de recherche, tandis que le second vise plutôt une phase de développement. Le constat fait en France, et partagé unanimement, semble-t-il, par ses partenaires, est que le Vieux Continent consacre des efforts de recherche de même ampleur que les Etats-Unis, mais qu'ils débouchent, en revanche, trop peu sur une phase industrielle.



Le problème n'est pas à l'amont, mais en aval, dans le lien entre science et industrie. Bref, le *« rendement »* des recherches est déplorable. Convaincu que ce gâchis provient d'une mauvaise coordination entre les différents pays européens, d'une duplication des dépenses, d'une impuissance à dégager des *« masses critiques »* du fait d'un morcellement des firmes et des équipes d'ingénieurs, les Français estiment donc qu'Eurêka doit être l'occasion de *cette rationalisation nécessaire*.

Plutôt, donc, qu'une recherche fondamentale sur les technologies « diffusantes », il s'agit de définir des projets précis, « finalisés ». Même s'il existe encore des débats sur la participation des scientifiques au programme, l'unanimité se fait sur des projets situés *« en aval »*, proches des produits. Les industriels, en tout cas, y sont, pour leur part, favorables, soulignant les succès européens qu'ont été la fusée Ariane ou les Airbus.

Dès lors que l'IDS porte sur la recherche, voire quelques « produits », mais militaires, et qu'Eurêka vise à déboucher rapidement sur des produits précis, les deux ne sont guère concurrents. Concrètement, les démarches diplomatiques entreprises par la France pour expliquer son initiative ont permis à la plupart des pays européens, y compris la Suisse, la Suède et la Norvège, de manifester leur intérêt. Mais pour passer des Etats aux entreprises, du concept aux programmes, il faudra plus que deux petits déjeuners de présidents de groupes industriels à l'Elysée. On n'en est pas moins optimiste à Paris. *« Depuis qu'a été lancée l'idée d'Eurêka, on a vu toute une série de projets qui n'avançaient pas être débloqués par l'initiative française. »*



Ariane comme modèle

Et M. Hubert Curien, ministre français de la recherche, d'ajouter publiquement, au Salon du Bourget : *« Le style Eurêka, c'est un peu celui de l'accord signé entre le CNES, l'Aérospatiale, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf et Sanofi pour l'étude des biotechnologies en apesanteur : les industriels mettent en commun leurs laboratoires, leur savoir-faire, sans même savoir quel budget ils vont investir »*. *« Ces initiatives des industriels européens constitueront, en fait, des locomotives qui les obligeront à être en pointe »*, ajoutait le ministre, en précisant : *« Nous avons réussi l'Europe de l'espace, nous pourrons également faire celle de la technologie. »*

Ariane est donc bien le modèle. Avant ou après le sommet européen de Milan, les grands ordinateurs devraient faire l'objet d'un programme bien défini, autour, sans doute du centre de recherche de Bull, Siemens et ICL.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 22.)

Il faut rapidement préciser le contour du programme

A Milan, les Dix doivent prendre une décision politique et accepter les conséquences financières de leur choix nous déclare M. Etienne Davignon

● *La nécessité d'intensifier l'effort commun de recherche et la coopération industrielle et technologique devient soudainement un des thèmes à la mode. A quoi est-ce dû ?*

Les gouvernements européens, ou du moins certains d'entre eux, ont enfin admis que c'était là un domaine prioritaire. Contrairement à ce qui se passe sur le terrain économique monétaire, les erreurs risquent ici d'être irréversibles. L'accélération du développement technologique est telle que, si l'on est dépassé, on risque de l'être tout à fait. Le train ne repasse pas.

C'est l'IDS (Initiative de défense stratégique) qui a précipité cette prise de conscience, et c'est une évolution positive. Le phénomène s'est produit au bon moment : l'opinion publique européenne, tout de même sensibilisée depuis des années à ces problèmes, a nettement ressenti le choc et accepterait mal que les gouvernements restent les bras croisés.

● *L'IDS aurait donc joué comme un révélateur. Certains, croyant précisément que c'est le bon moyen de ne pas manquer le train, sont avides d'y participer ; d'autres sont plus réticents. Qu'en pensez-vous ?*

Laissons de côté l'aspect purement stratégique de la controverse. L'IDS, pour les industriels, pour les scientifiques comme pour les gouvernements, c'est la confirmation que, sous couvert de défense, des mutations technologiques d'importance vont avoir lieu. Mais il ne faut pas se leurrer : la maîtrise du programme, parce que ses objectifs sont militaires, restera parfaitement américaine. Croyez-vous que les Etats-Unis soient disposés à ce que la réussite de leur plan soit subordonnée au savoir-faire d'industriels européens ?

Si la participation des Européens à l'IDS fait l'objet d'une négociation transatlantique, celle-ci ne visera pas à mettre sur pied un programme de coopération multilatérale du type de celui que l'on trouve dans l'accord conclu entre l'Agence spatiale européenne et la NASA. C'est vrai que la sous-traitance devient ici une des caractéristiques de la coopération, non pas par le fait du prince, par un quelconque souci de dominer, mais à cause de la nature militaire de l'IDS. Du point de vue européen, cela trace les limites de ce programme.

● *Les industriels paraissent cependant intéressés par les offres américaines. En quoi consistent-elles ? Compte tenu de ce qu'est le savoir-faire de l'Europe, peuvent-elles intéresser un nombre important d'entreprises ?*

Le caractère résolument américain de l'IDS n'exclut pas que des contrats soient confiés aux Européens, pour autant que les clauses du traité ABM (1) le permettent. Les services du général Abrahamson ont répertorié un certain nombre de secteurs où la difficulté ABM n'est pas présente et où il existe une capacité industrielle en Europe. Ils ont procédé alors à une double démarche.

On nous a dit, à nous industriels européens : *« Lisez le document que nous avons déposé au Congrès, et qui indique nos préoccupations en matière de recherche et de développement. Si vous vous sentez dans le coup, faites des propositions, on les regardera. »* Et puis, avec un certain nombre d'entreprises considérées comme particulièrement douées, ils sont allés plus loin ; ils se sont montrés plus spécifiques, plus précis.

● *Combien d'entreprises peuvent-elles être concernées ? On dit en France que, dans les créneaux de l'IDS, les Européens sont le plus souvent moins performants que les Américains et que, par conséquent, le nombre d'entreprises susceptibles de coopérer efficacement est limité.*

C'est une erreur, car la photographie de ce qui existe n'est pas la photographie de nos réalisations potentielles. A partir du moment où il y a de l'argent, des perspectives, on peut, avec de la matière grise, dépasser les réalisations présentes. Aux Etats-Unis, les contrats attribués au titre de l'IDS sont très éclatés. L'administration américaine mobilise pour la fertilisation de la recherche.

L'injection d'argent joue un rôle important, mais sans doute pas aussi décisif qu'on le dit ; les crédits sont très inférieurs à ceux dont avait bénéficié le programme Apollo de John Kennedy. Le succès de l'exercice actuel, et c'est à méditer par les Européens, révèle à quel point l'existence d'un vrai programme, conceptuellement satisfaisant, permet de mobiliser, de concrétiser des potentialités.

● *Voulez-vous dire que c'est une démarche que les Européens ignorent ?*

Les Européens doivent réfléchir globalement, faire le choix entre l'IDS et Eurêka. Il y a des types de projets que les Américains entreprendront, mais les Européens jamais. Les Américains les feront pour la seule raison qu'ils ne veulent pas risquer d'être concurrencés ou dépassés, dans un domaine de la défense, par l'URSS.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 22.)

Membre du directoire de la Société générale de Belgique – le premier holding industriel et financier du pays, – chargé des affaires internationales, le vicomte Etienne Davignon préside la société créée pour la mise en œuvre des accords de coopération conclus en 1984 avec la Compagnie générale d'électricité (CGE) française. Il a été membre puis vice-président de la commission européenne pour l'industrie, l'énergie et la recherche.

(1) ABM : initiales de Anti-Balistic Missile, traité par lequel les Etats-Unis et l'URSS se sont engagés, en 1972, à ne pas développer un système de défense contre les missiles. Ce fut une condition de SALT II, les Russes étant, sur ce terrain, en avance.

Le projet Eurêka

GRANDE-BRETAGNE : « ... à condition que la recherche soit appliquée »

Malgré son engagement Londres est davantage attiré par l'Initiative de défense américaine

POUR promouvoir le développement des technologies nouvelles, afin de relever les défis américains ou japonais, Mme Thatcher a multiplié les déclarations en faveur d'un effort conjoint des pays du Vieux Continent. Le projet Eurêka ne pouvait donc que lui convenir. Aussi, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, n'a-t-il pas manqué tout récemment d'annoncer à son homologue français, M. Roland Dumas, que la Grande-Bretagne était tout à fait prête à s'engager *« pleinement »* dans cet ambitieux programme (*le Monde* du 4 juin).

Toutefois, avant d'adresser à Paris sa réponse, le gouvernement avait accueilli l'idée avec beaucoup de scepticisme, et celui-ci, de toute évidence, est loin d'être dissipé. *« Eurêka ? De quoi s'agit-il ? »* Cette répartie entendue au service d'information du ministère de la défense est révélatrice, quand bien même elle aurait été faite avec une nuance d'humour et même si ce ministère n'est pas censé s'intéresser directement à un programme qui se veut essentiellement civil.

En dehors du Foreign Office et du 10 Downing Street, seul le ministère du commerce et de l'industrie, à la tête duquel se trouve M. Norman Tebitt, paraît devoir prêter une attention particulière au projet européen. Là encore, on se garde avec une extrême précaution du moindre empressement ou de tout ce qui pourrait y ressembler. A des demandes répétées, on répond poliment qu'*« il est encore trop tôt pour en parler »* et on se contente d'indiquer qu'actuellement quelques études et contacts préliminaires sont en cours dans les *« secteurs de l'informatique et des technologies industrielles de pointe »*.

Premier reproche à l'égard d'Eurêka. De nouveau, les Britanniques ont tendance à soupçonner l'Europe de prendre les problèmes à l'envers, de manquer de pragmatisme (*« Recherche, oui, à condition qu'elle soit appliquée », « Qu'on ne perde pas de vue les perspectives commerciales », « Définir rigoureusement les objectifs en fonction des besoins et des possibilités »*) et enfin d'envisager de trop vastes constructions, lourdes ou contraignantes.

C'est à dessein que le gouvernement de Mme Thatcher a déjà suggéré qu'Eurêka soit ouvert à d'autres pays que ceux qui sont membres de la CEE. Bref, en Grande-Bretagne, on continue de prôner la souplesse, le *« coup par coup »*, les opérations *ad hoc* du type ESPRIT (techniques de l'information), JET (*fusions nucléaires*), Airbus ou Ariane.

Reste la *discussion sur les* moyens de financement, et là, bien sûr, le gouvernement de Mme Thatcher reste fidèle à ses principes, en souhaitant investir le moins possible d'argent public et laisser faire au maximum les industriels. Or l'attrait que pourrait avoir Eurêka auprès de ceux-ci semble jusqu'à présent extrêmement réduit. A la Confédération de l'industrie britannique (CBI), en soulignant le *« flou »* du projet dans son état actuel, on juge que des manifestations d'intérêt pratique seraient prématurées.

Avec Washington

Ainsi que le reconnaît un chercheur d'un laboratoire de biotechnologie, *« aux arguments fondés s'ajoutent les vieux préjugés : Eurêka a le tort d'être une idée européenne et française... »* Alors comment, dans ces conditions, ne pas considérer toute l'attention – quasi immédiate – manifestée par les Britanniques pour le projet américain, l'IDS, communément appelé « guerre des étoiles », qui fait appel dans plusieurs secteurs aux mêmes spécialistes ?

Quelle université ou quelle grande entreprise britannique ne possède pas diverses antennes aux États-Unis pour y détecter les riches occasions de coopération qui aideront à vivre ici ou à se préparer un exil doré là-bas. Pas besoin d'un gouvernement qui s'apprête, pour sa part, à dire « oui » officiellement. Les contacts ont été vite établis. De plus, les Américains, qui, en raison d'échanges constants, possèdent également leurs antennes permanentes en Grande-Bretagne, ont envoyé des émissaires pour faire une tournée particulière à propos de l'IDS.

Le général James Abrahamson, qui en est le directeur, était encore, le 7 juin, à Londres pour s'entretenir avec le ministre de la défense, M. Michel Heseltine. Assurance supplémentaire, car, comme le font remarquer méchamment des Européens en poste à Londres, le Pentagone possède depuis longtemps des « conseillers » à demeure dans les différentes institutions de la défense britannique et dans d'autres secteurs *« sensibles »*.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le groupe universitaire Heriot-Watt d'Edimbourg, spécialisé dans la recherche sur les calculateurs optiques, devrait signer un contrat très bientôt. Les Américains s'intéressent aussi à un centre d'études, dépendant du ministère de la défense, qui mène des travaux sur la mise au point de *« canons »* électriques, lançant des projectiles à très grande vitesse et susceptibles d'être utilisés dans l'espace contre des missiles.

Le professeur Desmond Smith, qui anime le groupe Heriot-Watt, estime que *« la participation à des projets tels que IDS ou Eurêka est un moyen indispensable de garder les chercheurs en Europe »*. D'une certaine façon, l'exemple d'Heriot-Watt montre qu'il existe, qu'on le veuille ou non, une relative concurrence entre les deux programmes, mais que les Britanniques ne considèrent pas ce fait comme un obstacle.

Toutefois il ne faut pas ignorer le poids des échanges de secrets scientifiques, industriels ou militaires entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne depuis la deuxième guerre mondiale : les accords entre Londres et Washington pourraient interdire à certains laboratoires britanniques de s'engager avec d'autres sur le continent.

FRANCIS CORNU.

Le « turbo » américain

Grâce à de fortes dépenses les Etats-Unis ont creusé l'écart

LE département de la défense (DOD) américain achètera en 1985 pour 84 milliards de dollars de matériels militaires, presque autant que l'ensemble des dépenses budgétaires françaises. Le DOD consacrera 27 milliards de dollars supplémentaires à la recherche et au développement, trois fois ce que dépensent l'Etat français et l'ensemble des entreprises hexagonales.

Les « retombées » dans le secteur de l'électronique de cette pluie d'or sont estimées par la *société d'études de marché californienne* Gnostic Concept pour 1985 à 26 milliards pour les acquisitions de matériels et à 14,8 milliards de dollars pour la recherche. L'ensemble des aides gouvernementales françaises pour la « filière électronique » pour cette année se montent à environ 12 milliards... de francs !

Affaire d'échelle. Si le projet européen Eurêka a un mérite, c'est de souligner qu'avec de telles différences financières la France ne *peut longtemps rester dans la course technologique*. Le progrès coûte cher, de plus en plus cher. Hors de portée des nations pauvres, il devient aujourd'hui inaccessible aux Etats moyens, comme la France, s'ils ne s'allient à d'autres. Eurêka part de cette évidence.

Toutefois, si le constat est justifié, et l'ambition indispensable, les deux sont bien tardifs. L'idée d'Eurêka est venue à l'Elysée comme concurrence de l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, programme non voté et encore plus flou, qui représenterait des crédits de recherche de 26 milliards de dollars sur cinq ans. C'est cette somme qui a fait prendre conscience aux dirigeants français que les Américains allaient *demain mettre en quelque sorte* le « turbo » sur les technologies avancées. Or la réalité est que le « turbo » a déjà été enclenché. IDS avec 5 milliards de dollars par an doit être comparée au niveau actuel qui est déjà de 27 milliards. Le budget américain de recherche militaire a en effet augmenté de 135 % depuis 1981. L'écart technologique *est en conséquence* déjà creusé.

Les succès d'Airbus ou la bonne tenue dans les télécommunications ne doivent pas cacher que la part des Européens dans l'industrie mondiale des circuits intégrés a déjà été réduite de 15 % en 1979 à 10 % en 1984 et qu'elle devrait être ramenée à 8 % *en 1989 selon la société d'études américaine* Montgomery Securities. A observer les investissements actuels et leur tendance, la part des Américains serait en 1989 de 45 %, celle des Japonais de 45 % et celle de la *seule Corée du Sud de 2 %... laquelle*, grâce à des investissements de 10 milliards de francs, gagne donc ses points sur l'Europe.

Le déficit des Dix dans l'ensemble de l'électronique, des téléviseurs à l'informatique, a atteint 9 milliards de dollars l'an passé. Il sera de 26 milliards de dollars dans dix ans. *Le « réveil » américain* ne date pas d'IDS, mais de l'administration Carter et de la lutte *acharnée menée par* l'industrie d'outre-Atlantique contre le Japon depuis cinq ans. L'Europe n'a pas su voir que l'affaire se jouait entre la vallée du silicium de San-Francisco et Tokyo, et non entre Washington et Moscou. *IDS ou pas, son retard est considérable.*

ÉRIC LE BOUCHER.

Etre présent dans l'espace

Les industriels européens de l'aéronautique espèrent obtenir davantage de crédits

SI le projet européen Eurêka peut permettre à des entreprises, grâce à des financements publics attribués au coup par coup par des gouvernements associés, d'accroître leurs dépenses dites de recherche et développement, il sera le bienvenu dans le domaine aéronautique, à la condition qu'il favorise une organisation et une orientation de la recherche très en amont de ce qui se fait *habituellement dans* ce secteur. Tel est le sentiment de nombreux industriels de l'aéronautique, qui n'ignorent pas que des découvertes de matériaux nouveaux, l'apparition de l'intelligence artificielle, la robotique et la mise au point d'équipements électroniques miniaturisés vont bouleverser la technologie aérospatiale, qu'elle soit à des fins civiles ou à objectifs militaires.

La plupart des sociétés aéronautiques en Europe, spécialement en France, éprouvent aujourd'hui des difficultés à réunir des budgets de recherche et développement adaptés à leurs ambitions, sans l'aide des Etats qui les contrôlent d'une façon ou d'une autre, parce qu'ils sont leurs principaux bailleurs de fonds ou leurs clients prioritaires. Un marché déprimé depuis quelques années, qui tend cependant à se rétablir ; un endettement important, qui s'est accumulé au fil des années et qui les paralyse pour le lancement d'opérations nouvelles : autant de conditions défavorables à la constitution de crédits propres pour tout ce qui n'est pas d'un profit immédiat, à commencer par la recherche dite fondamentale, celle qu'on sacrifie en période de crise.

C'est d'autant plus essentiel en aéronautique qu'il s'agit d'un domaine *où des « sauts » qualitatifs* interviennent sans prévenir ici ou là, chez les concurrents, et que rater le train technologique revient à risquer d'être définitivement distancé. On l'a constaté, par exemple, dans la construction aérospatiale britannique ou ouest-allemande : leurs techniciens ont perdu la main, il y a une quinzaine d'années au Royaume-Uni, et dès les *premières années* de l'après-guerre, outre-Rhin. Ces deux pays n'ont pu « recoller » avec le savoir-faire international que lors des grands projets lancés en coopération européenne.

Il n'en demeure pas moins que le projet Eurêka présente des inconvénients dans le domaine de l'aéronautique : celui, en particulier, d'aboutir à un partage du travail de recherche entre les différents *partenaires sollicités* de collaborer entre eux sur tel ou tel thème. Dans cette hypothèse, chacun doit renoncer à la capacité de mener, seul, une recherche qui peut avoir des « retombées » inattendues. Les plus critiques assimilent cette *formule* à des abandons de souveraineté préjudiciables à la sécurité.

Voir, écouter communiquer

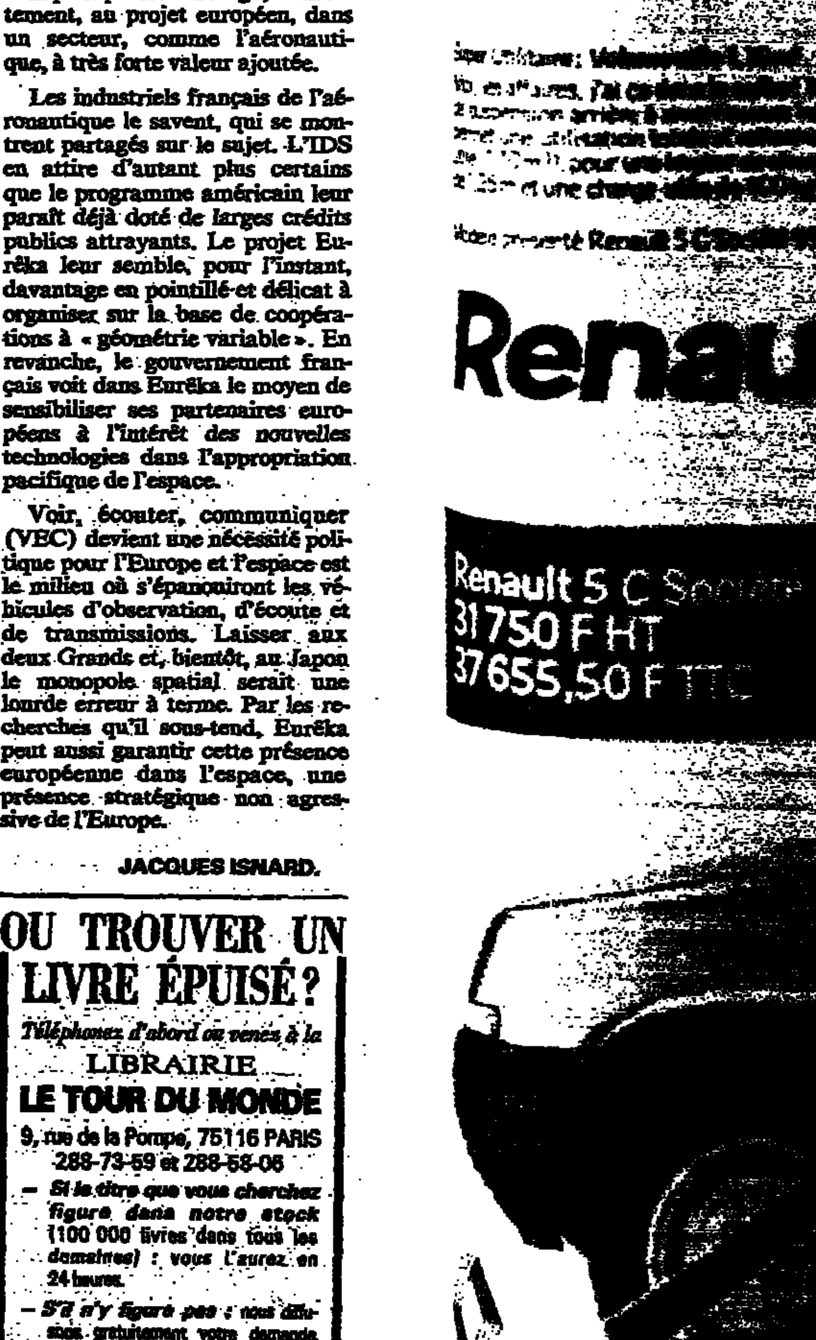
A cet inconvénient, qui n'est pas insurmontable, il faut en ajouter un autre : Eurêka, même si ses ambitions sont officiellement civiles, a des liens de parenté avec *le projet américain de défense* spatiale antimissiles, ce qu'on appelle l'Initiative de défense stratégique, ou IDS, chère au président Ronald Reagan. Il existe, en effet, en la matière, dans le domaine de la recherche fondamentale, voire appliquée, un tronc commun de la technologie entre Eurêka et l'IDS. *Certaines entreprises européennes* seront invitées à participer à l'un et à l'autre de ces deux grands programmes de recherche technologique d'ici à la fin du siècle.

Celles des entreprises européennes – et même françaises, puisqu'il n'est pas question de le leur interdire, – qui auront accepté de travailler sur l'IDS seront-elles autorisées à transmettre la technologie acquise avec les Etats-Unis ? Ou ne seront-elles pas, plutôt, tenues au secret par des accords d'habilitation qui les empêcheront d'être aussi présentes sur Eurêka qu'elles l'auraient souhaité ? En d'autres termes, s'il existe bien des « passerelles » entre l'IDS et Eurêka, le programme de défense américain peut porter ombrage, indirectement, au projet européen, dans un secteur, comme l'aéronautique, à très forte valeur ajoutée.

Les industriels français de l'aéronautique le savent, qui se montrent partagés sur le sujet. L'IDS en attire d'autant plus certains que le programme américain leur paraît déjà doté de larges crédits publics attrayants. Le projet Eurêka leur semble, pour l'instant, davantage en pointillé et délicat à organiser sur la base de coopérations à « géométrie variable ». En revanche, le gouvernement français voit dans Eurêka le moyen de sensibiliser ses partenaires européens à l'intérêt *des nouvelles* technologies dans l'appropriation pacifique de l'espace.

Voir, écouter, communiquer (VEC) devient une nécessité politique pour l'Europe et l'espace est le milieu où s'épanouiront les véhicules d'observation, d'écoute et de transmissions. Laisser aux deux Grands et, bientôt, au Japon le monopole spatial serait une lourde erreur à terme. Par les recherches qu'il sous-tend, Eurêka peut aussi garantir cette présence européenne dans l'espace, une présence stratégique non agressive de l'Europe.

JACQUES ISNARD.



Le projet Eurêka

SCANDINAVIE : « On n'investit pas pour l'honneur »

« TOUT projet ambitieux de coopération scientifique et technique européenne est le bienvenu. Je suis un ardent défenseur de la recherche sur le Vieux Continent. Après avoir travaillé plusieurs années aux Etats-Unis, j'ai la conviction que nous sommes aussi compétents qu'eux, mais voilà, nous n'avons pas les mêmes ressources que les ingénieurs américains. Mon impression est que nombre d'inventions sont faites en Europe et commercialisées ensuite par les Etats-Unis ! »

M. Ivan Ofverholm, de SAAB-Space à Göteborg, est l'un de ces responsables techniques suédois résolument favorables à l'Europe dans un pays tourné traditionnellement vers l'Amérique du Nord. Mais il nous confie : *« Les membres de mon conseil d'administration m'ont demandé des renseignements sur Eurêka et j'étais bien embarrassé pour répondre car le projet me paraît encore diffus et je manque d'informations... »*

De nombreux industriels suédois sont dans le même cas. Les idées de coopération, en soi, les intéressent, mais c'est sur des dossiers « *concrets* » qu'ils se prononcent et prennent une décision. *« On n'investit pas pour l'honneur »*, dit l'un d'entre eux. *Il faut qu'il y ait un marché pour les produits ! Nous ne pouvons pas faire d'idéalisme. »*

SUÈDE : Eurêka paraît plus accessible, mais...

Le projet Eurêka a été évoqué le 11 juin, à Stockholm, lors d'entretiens à haut niveau entre la Suède et la Communauté européenne. Un nouvel accord cadre a été signé pour la recherche et le développement dans les secteurs de l'énergie, de la sidérurgie, de la santé publique et de l'environnement. Eurêka ? *« Nous sommes un petit pays qui, dans certains domaines, peut apporter quelque chose à l'Europe. La haute technologie nous intéresse. On en discutera à Bruxelles et avec le gouvernement français »*, déclarait le ministre du commerce extérieur, M. Mats Hellström.

En Suède, ce sont les entreprises, les grandes transnationales privées (SAAB, Ericsson, Volvo, SKF, Sandvik, etc.) qui détermineront dans une large mesure l'attitude du gouvernement. Si elles décident de s'engager, les pouvoirs publics emboîteront le pas. Industriförbundet, la Fédération des industries, vient juste de mettre en place un petit groupe de travail, chargé de suivre le projet Eurêka, sous la direction de M. Braunerhielm, ce qui donne à penser que, *a priori*, un intérêt réel existe.

Dans plusieurs secteurs, en effet, les Suédois sont « *présents* » et directement concernés : l'industrie aéronautique et spatiale avec SAAB-Aérospatiale, Ericsson, Rymdbolaget qui coopèrent déjà étroitement avec la France (cette dernière firme avec l'Aérospatiale et Matra) et l'Europe dans le cadre de l'Agence spatiale européenne (ASE) ; la robotique (ASEA), les télécommunications, la microélectronique, les fibres optiques, la recherche sur les nouveaux médicaments et aussi les nouveaux matériaux (céramiques techniques et composites). Un colloque organisé récemment à Göteborg par l'Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR) a particulièrement intéressé les sidérurgistes (Sandvik) et les constructeurs d'automobiles (Volvo et SAAB) et de moteurs d'avion (Volvo Flygmotor) scandinaves. Autre domaine d'intérêt : l'informatique.

M. Pehr G. Gyllenhammar, le président du groupe Volvo, est un homme toujours plein d'idées et prêt à relever les défis. Il vient encore de proposer, avec d'autres collègues industriels du « *continent* », la création de « *centres de technologie européens* », cofinancés par les entreprises et les *pouvoirs publics, pour concurrencer* les institutions similaires au Japon et aux Etats-Unis.

Oslo s'intéresse davantage que Stockholm à la coopération avec la CEE

Pour ce qui est des perspectives de l'IDS (Initiative de défense stratégique), il estime que la concurrence sera énorme et que les canaux d'accès aux marchés proposés seront difficiles à trouver car « *bien des créneaux sont sans doute déjà occupés* ». L'industrie suédoise aura extrêmement de mal à s'y insérer, à moins d'avoir des contacts privilégiés ou d'être très tôt sur le marché. « *Il serait malheureux*, indiquait-il le 16 juin, au quotidien « Svenska Dagbladet », *que l'IDS absorbe des ressources européennes et que la CEE ou les pays d'Europe membres de l'OTAN n'aient pas défini préalablement une position commune face à l'initiative américaine.* » Selon M. Gyllenhammar, « *Eurêka paraît plus accessible pour les industriels suédois ; mais on ne connaît pas exactement le contenu du projet...* »

Pour des raisons politiques, Eurêka est sans doute aussi plus intéressant pour la Suède. La neutralité interdit de participer à des projets franchement militaires, ou induits politiquement par les Etats-Unis, ainsi qu'à des programmes scientifiques et techniques susceptibles d'avoir des retombées et applications militaires. A intervalles réguliers, la presse soviétique fait valoir que la neutralité de la Suède est « *douteuse* », étant donné que l'industrie scandinave coopère de plus en plus avec des pays de l'alliance atlantique, par exemple pour la mise au point de ses avions de combat.

Reste à savoir, en outre, si un gouvernement suédois, avec les problèmes économiques (dette *extérieure et déficit budgétaire*) auxquels il doit faire face, serait prêt à dégager les crédits nécessaires au financement de ces opérations. « *Nous savons, par expérience,* dit M. Fredrik Engström de Rymdbolaget, *qu'aucune décision n'est prise en période électorale* ». Or les Suédois vont voter le 15 septembre.

NORVÈGE : avec de l'imagination et beaucoup de travail

Les Norvégiens se rendront aux urnes une semaine plus tôt, mais les choses semblent avancer plus vite dans ce pays. Pour une série de raisons. Grâce au pétrole de la mer du Nord, la Norvège est riche et ne manque pas de capitaux qu'elle veut utiliser pour développer son industrie dans les secteurs de pointe. Quatre branches prioritaires ont été définies au mois d'avril par le gouvernement : informatique, technologie des matériaux nouveaux, technologies offshore, aquaculture et océanoculture.

Les Norvégiens sont membres de l'OTAN, mais le vote du Parlement d'Oslo, début juin, implique que le pays ne participera pas « *activement* » à la partie militaire de l'IDS et qu'il contribuera « *activement* » ainsi à enrayer la course aux armements dans l'espace. Le rapport du comité des affaires étrangères mentionne « *positivement* » une éventuelle participation de la Norvège à un projet technologique européen « *civil* ».

Par ailleurs, la visite du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, puis celle du ministre de la recherche, M. Henri Curien, ont permis d'aborder les dossiers plus concrètement. Une commission d'étude a été nommée par le gouvernement de centre droit de M. Kaare Willoch, dont l'ambition déclarée est d'« *internationaliser* » l'industrie pour trouver des marchés et *des produits nouveaux*, de former des cadres techniciens et commerciaux à l'étranger.

En dépit du vote du Parlement sur l'IDS, il est clair que certaines entreprises, habituées à travailler avec les Américains, entendent bien continuer à le faire. Ainsi, au début du mois de juin, une délégation industrielle et les responsables des firmes Kongsberg et Raufoss (matériel militaire et électronique) étaient à Washington pour assurer la poursuite de la coopération, recueillir des informations sur l'IDS et voir dans quelle mesure l'industrie norvégienne pourrait y participer et décrocher quelques contrats.

Selon les porte-parole de ces deux sociétés nationalisées, « *un non brutal de la Norvège à l'IDS et à la recherche peut bloquer notre développement et celui de l'industrie norvégienne* ». Ils font remarquer également que l'IDS est un programme « *en grande partie civil* » et qu'il n'y a donc aucune raison de lui tourner le dos.

Cela dit, Eurêka est *a priori* séduisant pour plusieurs secteurs en rapide expansion ces quatre à cinq dernières années : optronique, ordinateurs, microélectronique, robotique dans les milieux extrêmes, intelligence artificielle, aquaculture et océanoculture, off-shore. L'industrie électronique – qui est appelée à croître de 10 % par an selon les prévisions – a lancé le programme STRAPIT (plan stratégique pour les technologies de l'information), qui souligne les difficultés des entreprises à trouver les spécialistes dont elles ont besoin et l'inadaptation ou le manque de moyens des instituts de recherche actuels. Pour résoudre ces problèmes, la branche suggère la création de centres technologiques modernes et l'acquisition de sociétés étrangères.

Une coopération scientifique et technique européenne est, de ce point de vue, jugée intéressante, de même que dans les domaines des matériaux nouveaux (Elkem), des procédés de fabrication (les firmes Karmoy Fabrikker, contrôlée par Norsk Hydro, Aardal et Sunndalverk accroissent sensiblement leur capacité de production d'aluminium) et de l'océanographie. L'aquaculture connaît ici un développement spectaculaire : la production de poissons d'élevage a atteint 22 000 tonnes l'année passée et, selon le professeur Arne Jensen, de l'Ecole polytechnique de Norvège (NTH), elle sera de l'ordre de 200 000 tonnes à la fin du siècle. Des stations expérimentales de polyculture (plantes et environnement marins) sont déjà en service.

Enfin, l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole de la mer du Nord ont développé une industrie offshore de haut niveau. Dans le secteur de l'informatique, Norsk Data est, en moins de quinze ans, devenue l'un des tout *premiers en Europe. Son* directeur actuel, qui est aussi l'un des trois fondateurs de l'entreprise, M. Rolf Skaar, est un Scandinave qui entend défendre l'Europe, même s'il importe la plupart des composants de ses produits des Etats-Unis et du Japon.

« *Je crois qu'en Europe nous sommes plus doués pour la qualité que les Américains. C'est une tradition. Outre-Atlantique, on est meilleur pour la quantité. Nous ne devons pas changer d'orientation. Avec de l'imagination et beaucoup de travail, les Européens peuvent fort bien concurrencer les Américains chez eux* », nous disait-il récemment.

ALAIN DEBOVE.



Le projet Eurêka

La chronique de Paul Fabra

Les bonnes idées servent plusieurs fois

AU *sommet de Versailles, au début* du mois de juin 1982, le président de la République française avait proposé en fanfare aux six autres chefs d'Etat et de gouvernement (Etats-Unis, RFA, Grande-Bretagne, Itlie, Canada, Japon) *« un immense effort concerté d'investissement et de formation »* visant à promouvoir les technologies nouvelles. De cette initiative accueillie avec beaucoup de scepticisme devait résulter la nomination d'un groupe de travail à sept présidé par Jacques Attali. Ce groupe « technologie, croissance, emploi » a présenté dix-huit *« propositions de coopération » portant* sur des *« domaines où la collaboration internationale est le mieux à même de faire progresser les connaissances et d'améliorer les conditions économiques et sociales non seulement pour nos populations, mais pour l'ensemble du monde ».* Ces projets de recherche, attribués à des groupements différents de pays (Etats-Unis-France, Italie-Japon, France-Allemagne, etc.) ou parfois à un seul, ont été adoptés au sommet suivant, qui s'est tenu à Williamsburg en mai 1983.

Plusieurs des thèmes formant la *matière de ces projets* sont *à nouveau* cités aujourd'hui à propos du programme Eurêka. Tel est le cas notamment pour la « robotique avancée », dont l'étude avait, il y a deux ans, été confiée au couple France-Japon, les trains à grande vitesse pour lesquels on avait demandé une « étude de faisabilité » à la France et à l'Allemagne.

Certes, les esprits les plus fertiles *n'ont pas nécessairement* de bonnes idées chaque jour. Pourquoi, donc, si on en a trouvé une, ne pas s'en servir plusieurs fois ? En l'occurrence, la question se pose en termes différents. Les *gouvernements, et notamment le* gouvernement français, ne disposent que de ressources très limitées. Il s'agit donc de ne pas les disperser, *a fortiori* quand les opérations à financer, comme *c'est le cas, ne relèvent pas de façon* évidente des responsabilités incombant directement à la puissance publique. Le rapport « technologie, croissance, emploi » ne reconnaissait-il pas que *« l'introduction des nouvelles technologies sur les marchés est essentiellement l'affaire des secteurs industriel et commercial » ?*

Si le gouvernement français estime, malgré tout, utile d'encourager par des subsides – ce qui lui reste à dégager – des recherches allant dans ce sens, il *semblerait naturel qu'il définisse clairement* le cadre dans lequel il entend agir. Retenir successivement ou même simultanément – car la mécanique déclenchée à Versailles, pour insignifiante *qu'elle soit, est toujours en marche* – le cadre d'une coopération élargie à l'échelle du monde industrialisé et le cadre plus restreint de l'Europe n'apparaît pas la meilleure méthode possible. *On ne peut se défendre de l'impression* qu'on est, en 1985, en présence d'une improvisation, comme on l'était déjà en 1982, l'initiative la plus récente étant probablement appelée à effacer sa *devancière, qui est du reste déjà passablement* oubliée.

« Ce qu'il faut, me disait un des participants industriels aux réunions qui ont eu lieu jeudi dernier à l'Elysée, *c'est montrer le plus vite possible qu'Eurêka a un contenu réel. »* La grande difficulté de l'exercice tient à la finalité qui lui a été assignée. L'objectif est de promouvoir, entre entreprises européennes, la recherche, mais encore plus le développement de projets d'intérêt commun. *Comme il est entendu au départ que,* sans exclure *a priori* les retombées militaires, le programme, contrairement à l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, est de nature *« civile », les études à accomplir visent* des produits destinés au marché.

OR, dans ce domaine, il *n'existe* que des intérêts particuliers dont on peut espérer – ce que l'expérience prouve du reste assez largement – que, *guidés par une « main invisible »,* ils concourent tous ensemble au bien commun. Pas question cependant, en règle générale, de demander à des concurrents de partager leurs secrets. *« Qu'on étudie ensemble les phénomènes de la friction, pourquoi pas,* remarque un chef d'entreprise du secteur public, *mais cela devient de plus en plus difficile au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'application pratique, qui est le type de frein qu'on offrira à ses clients. »*

C'est du reste un fait que les entreprises européennes qu'on aimerait voir se rapprocher se livrent, notamment sur *les marchés extérieurs, une lutte au* couteau. Qu'on songe à la rivalité qui oppose actuellement en Chine Framatome et KWU (filiale de Siemens) pour décrocher les commandes de centrales *nucléaires. Le phénomène n'est* pas propre aux Européens. Les grands fabricants japonais se disputent âprement les débouchés. Ce sont des firmes américaines qui se montrent les plus *déterminées à saper le quasi-monopole* d'IBM.

De quel atout supplémentaire disposent donc, si la supériorité qu'on leur prête est réelle, les Japonais et les *Américains par rapport aux Européens ?* Il semble bien que la réponse se trouve dans un autre projet dont on discute beaucoup actuellement, celui du président de la Commission européenne. *Jacques Delors veut que l'espace* géographique de la Communauté soit transformé en véritable marché unique d'ici à 1992. Or on est encore loin du compte, bien que le traité de Rome instituant *le Marché commun soit en application* depuis 1958. Si le Japon forme un marché homogène de 110 millions d'habitants et les Etats-Unis un de 230 millions (sur un territoire infiniment plus vaste et *plus riche), l'Europe dite* communautaire est encore compartimentée, car il ne suffit pas de supprimer les droits de douane pour faire disparaître toutes les barrières et pour abolir tous les contrôles aux frontières.

Si les entreprises européennes *pouvaient, comme leurs concurrentes* d'outre-Atlantique et du Pacifique, s'appuyer sur un vaste marché intérieur, il est probable que les accords que telle ou telle d'entre elles pourraient passer *avec une société nippone ou américaine* n'apparaîtraient plus, comme c'est assez souvent (mais pas toujours) le cas aujourd'hui, comme le mariage du pot de fer et du pot de terre. Encore convient-il de ne pas donner à l'argument une *valeur absolue. Sous les coups de la* concurrence japonaise, maints fabricants américains sont en train de mordre la poussière : l'affaire prend l'allure d'une déroute de pans entiers de l'industrie de *la « high tech ».*

EUREKA sera-t-il une illustration de plus d'une démarche d'esprit dont il existe beaucoup d'autres exemples dans ce pays réputé cartésien ? On identifie, ou on croit identifier, *un problème :* par exemple, le retard, réel ou supposé, de l'industrie française ou européenne, selon le cas, par rapport aux épouvantails américain et japonais. Au lieu de penser que la seule solution *durable consiste à créer les conditions* propres à un développement spontané des activités qu'on veut favoriser – en rendant possible par exemple sur une grande échelle la mobilisation de capitaux *à risques comme l'on fait les* Anglais –, on pense que le plus court chemin pour atteindre le but recherché est une impulsion directement donnée par la puissance publique. La méthode a *beaucoup d'inconvénients, dont celui-ci :* tout ce que l'Etat dans sa sagesse a jugé bon de réaliser, et qui n'est pas suivi d'effet, est sytématiquement comptabilisé comme un échec, alors qu'il existe beaucoup de projets qui, à l'expérience, se révèlent des impasses, et qu'il faut surtout ne pas s'obstiner à exécuter jusqu'au bout.

Cette façon de penser et d'agir explique certainement quelques erreurs d'appréciation. Il n'y a pas encore très *longtemps, par exemple,* que *dans les* cercles dirigeants parisiens on était convaincu que l'Allemagne avait raté la troisième révolution industrielle : à elles les industries traditionnelles, à nous les secteurs « porteurs d'avenir ». *La* raison profonde de cette illusion était sans doute que *personne n'avait* jamais entendu parler d'un « plan composants » ou d'une filière électronique allemande. En l'absence de programmes centralisés de ce type, il paraissait, pour des esprits *façonnés par l'ENA, difficile d'imaginer* que nos voisins se mettent eux aussi à l'heure de la technique la plus avancée. Le temps n'est pas éloigné – c'était en 1982 – où « la France, troisième puissance technologique du monde », était plus qu'un thème de discours officiel, une obsession devenue profession de foi.

Aujourd'hui, Siemens construit en association avec Phillips deux usines, l'une à Ratisbonne, l'autre à Villach, en Autriche, où seront fabriqués d'ici à 1988 *des circuits intégrés d'une capa*cité de mémoire de 4 mégabits (millions de bits), alors que les Japonais, qui commercialisent actuellement des matériels beaucoup moins performants, de 256 K *bits* (256 000), *envisagent* de passer à une capacité de 1 mégabit. Les fabricants germaniques de machines-outils sont désormais au niveau de leurs concurrents nippons en ce qui concerne *la production des matériels à commande* numérique.

A l'aune de ces réalisations industrielles, et de celles qui sont comparables dans d'autres pays (en France, dans les domaines des télécommunications, de l'aérospatiale, de la pharmacie, etc.), les programmes de coopération, dus à l'initiative des gouvernements, déjà existants, qui tous partent de l'idée qu'il faut rattraper un retard européen, sont peu de chose. Ainsi des programmes ESPRIT (électronique), RACE (télécommunications), patronnés par la Communauté. Eurêka sera-t-il l'occasion d'aller plus loin, comme cela est souhaitable ? Ce qui incline à en *douter* c'est le caractère hybride du projet, issu de la combinaison de deux éléments peu compatibles entre eux : élan imprimé de l'extérieur à des activités qui relèvent des besoins des entreprises. *« Le retard de l'Europe n'est pas celui qu'on dit, et tout progrès ne passe pas nécessairement par des accords intra-européens, comme en témoigne le nombre des accords passés avec des Japonais et des Américains »,* me dit un industriel, qui appuie pourtant le projet : *« Cela ne peut pas faire de mal. »*

Un programme civil de coopération technologique

(Suite de la page 19.)

Et Matra affirme que l'accord qu'il vient de signer avec le norvégien Norsk Data pour la fabrication d'ordinateurs vectoriels entre dans le cadre d'Eurêka. D'autres développements concrets suivront. On parle déjà de plusieurs dizaines de programmes.

Reste la question – délicate dans une Europe où, partout, règne la rigueur – du financement des projets. D'autant que l'unité financière de chaque projet sera, pense-t-on – l'expérience européenne d'ESPRIT aidant, – de l'ordre de *1 milliard* d'ECU (6,5 milliards de francs).

Actuellement, il *n'est pas* question d'aller bien au-delà d'une mise en commun des moyens européens. Mais, dit-on, *« l'effet d'alliance permettra une démultiplication, et il y aura une réorientation des crédits de recherche-développement vers les projets liés à Eurêka ».* Enfin, malgré les restrictions budgétaires pour 1986, la France entend maintenir son effort de recherche pour se rapprocher des 3 % du produit national brut *consacrés à cet* effet. On n'exclut pas quelques financements spécifiques. Mais, sans incitations financières particulières et fortes, peut-on espérer intéresser les grands groupes industriels du Vieux Continent ?

L'Europe a une chance. L'extrême maladresse américaine – l'ultimatum du secrétaire à la défense, M. Weinberger, donnant, dans un premier temps, deux mois aux Européens pour participer à l'IDS – lui a permis de prendre conscience plus rapidement qu'à l'accoutumée des enjeux de la guerre des étoiles et de réagir devant les accords qui se multiplient entre Américains et Japonais. Comme l'avait fait la France pour le nucléaire après guerre.

Preuve que cette réaction était bonne, le Japon et la Chine affirment aujourd'hui s'intéresser à Eurêka. Il reste à espérer que l'initiative française ne s'engluera pas dans les *méandres* de *toute* coopération internationale, mais qu'elle se transformera en véritable défi industriel.

BRUNO DETHOMAS.

Les miroirs français

LES experts du Centre d'analyse et de *prévision* du ministère des relations extérieures ont récemment défini les industries françaises dont le niveau *technologique rend concevable* une coopération avec les Etats-Unis. Dans la plupart des cas les mêmes entreprises pourraient être associées à Eurêka :

● *La propulsion :* la France, surtout grâce à la SEP, se trouve en pointe de la recherche européenne ;

● *Les nouveaux matériaux :* les recherches sur les nouveaux matériaux intéressent l'IDS du *point du vue de la protection* des missiles et des systèmes déployés dans l'espace contre les explosions nucléaires, les lasers et les armes à énergie cynétique. L'industrie française est en position de force par rapport *à ses concurrents* européens (les Britanniques ont complètement sous-traité ce domaine aux Américains) et son niveau est tout à fait honorable vis-à-vis des Etats-Unis ;

● *Les optiques de grande dimension :* l'IDS exigera la fabrication industrielle de *grands miroirs qui seront* utilisés pour certains dispositifs de détection et pour former les faisceaux des lasers de puissance. Il s'agit d'une sorte d'artisanat de luxe où la France occupe *une position très forte* grâce aux polisseurs de la REOSC. La division optique de Matra a mis au point des techniques de dépôt sous vide qui *donnent d'excellents résultats,* mais pour de petites séries. Cette méthode revient plus cher que de recourir aux polisseurs de la REOSC. Matra a été *contacté par les Américains ;*

● *La micro-électronique :* les besoins de l'IDS nécessitent le développement sur le plan industriel de composants extrêmement rapides et miniaturisés. C'est ainsi que Thomson a été *approché par les Américains en* raison de ses capacités sur un créneau précis, sans doute appelé à prendre beaucoup d'importance, celui des circuits en arséniure de gallium ;

● *Les logiciels et les langages :* le niveau des chercheurs français, notamment en matière d'intelligence artificielle, est comparable à celui des Américains. A la pointe des recherches en France, à l'INRIA et de multiples SSCI (sociétés de services et de conseils en informatique) ;

● *La conception en matière de missiles et de systèmes d'armes :* c'est le domaine de prédilection de Matra, de Thomson et de l'Aérospatiale.

Préciser le contour du programme

(Suite de la page 19.)

Dans ce cas, on peut tranquillement collaborer à l'IDS.

Il y a, au contraire, d'autres domaines où la nécessité de maîtriser la *technologie* en Europe s'impose. Alors là, il faut foncer nous-mêmes, en sachant que les ressources financières et humaines sont limitées, qu'on ne peut pas s'éparpiller, que ce doit être Eurêka plutôt que l'IDS. Je parle d'Eurêka parce que pour l'instant, de notre côté, c'est la seule idée.

● *Dans ce contexte, Eurêka est-il, selon vous, bien parti ?*

Les Français ont eu raison de s'en tenir à une démarche pragmatique, d'éviter les querelles théologiques. Cependant, il faut être attentif à ne pas tomber dans *le défaut inverse. Sous prétexte* d'éviter les lourdeurs bureaucratiques ou politiques – je pense à celles de la Communauté, – il ne faut pas se contenter de boucler quelques projets, sinon nous allons échouer et nous trouver bien vite *à court de connaissances scientifiques.* Sur la durée, les projets ne seront viables que si nous continuons à disposer de l'assise scientifique nécessaire.

Il faut continuer à avoir une stratégie, un objectif *général.* Ce qui saute aux yeux, c'est que les industriels, dont il faut bien évidemment s'assurer le concours, en sont convaincus. La crédibilité *réclame l'existence* d'un programme central. Ce n'est pas pour rien que M. Lagardère, au Bourget, a préconisé l'idée de constituer un club d'industriels européens pour discuter avec les Américains de la participation à *l'IDS. Il* se situe ainsi par rapport au seul programme qui existe. Il nous faut donc rapidement préciser le contour de notre programme.

● *Comment le faire ?*

Quel que soit le souci de pragmatisme, de souplesse, on ne peut *échapper à la nécessité de mettre* en place une méthode pour définir les domaines où nous allons intervenir et une structure d'accueil pour la concrétiser. C'est un passage obligé, si, on ne veut pas se faire taxer d'amateurisme.

La structure la plus appropriée est sans doute la Communauté, à cause du lien avec le marché, mais aussi parce que le cadre communautaire constitue une assurance pour les petits pays, qui *doivent être mobilisés* comme les autres mais qui ne veulent pas se confiner dans un rôle de sous-traitants de leurs « grands » partenaires européens. Si telle était la place qu'on leur laissait, quel avantage trouveraient-ils en effet dans la solution européenne, par rapport à la coopération avec les Etats-Unis et le Japon ?

● *Suggérez-vous qu'il faut tout faire à douze ?*

Absolument pas. Fixer les priorités et en *surveiller l'application* est une responsabilité de l'Europe. L'organisation de la mise en œuvre doit regrouper ceux que cela intéresse et qui en acceptent les conséquences, à savoir la mise en commun des technologies et l'apport financier. Dans ce cadre général se matérialisera le *concept de la géométrie variable.* Mais, pour commencer, il faut tracer le contour de notre programme et le faire de manière professionnelle, par exemple en se souvenant de la méthodologie qui fut utilisée pour ESPRIT, en *impliquant les trois catégories* de participants, c'est-à-dire les scientifiques, les industriels et les pouvoirs publics.

● *Les pouvoirs publics seront-ils là pour payer ?*

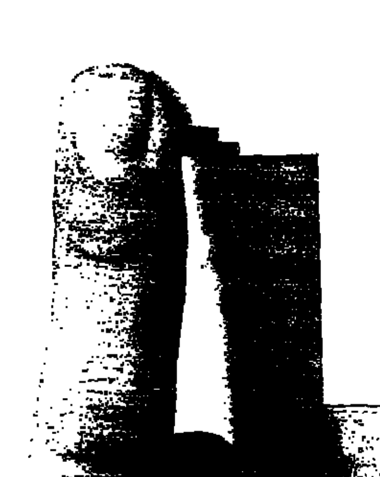
Evidemment, même s'ils ne sont pas les seuls à le faire. Une vraie coopération européenne exige une véritable intervention des pouvoirs publics. Il ne s'agit pas d'illustrer une nouvelle fois la querelle entre libéralisme et *interventionnisme. Mais comment* imaginer que les Européens se lancent d'une autre manière dans la compétition, alors qu'aux Etats-Unis et au Japon, sur le même type de programme, l'apport public est toujours significatif et *souvent déterminant.*

Il ne peut s'agir uniquement de gratter les *fonds de tiroirs, nationaux* ou communautaires. Il faut de l'argent en plus, un apport net substantiel. On ne mobilise pas les gens avec des cacahuètes. Aucun industriel n'accordera de crédibilité à l'affaire s'il ne peut anticiper quelque chose de concret.

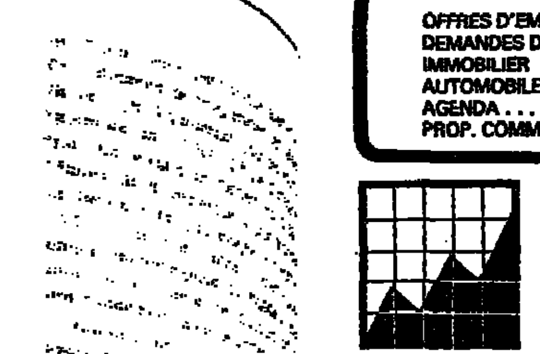
● *Une telle organisation exige-t-elle une préparation longue ?*

Il faut commencer cette année, et pas dans le flou. Donc vite et bien, sinon on provoquera la déception. A Milan doit intervenir la décision politique : décider qu'on va de l'avant et accepter les conséquences financières du choix qui est ainsi fait. Il faudrait y décider aussi, c'est l'essentiel, d'une procédure de sélection des thèmes, qui y soit à ce point convaincante pour les industriels qu'ils se montrent prêts à développer les projets.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.







	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Régional de Contrats

EDS est la plus grande société de services informatiques du monde et a acquis une réputation mondiale au cours de ses *22 ans d'histoire. Avec un taux de croissance annuel de plus de 20%* et un chiffre d'affaires de 695 millions de Livres Sterling, EDS poursuit son expansion dans toute l'Europe.

Dans le cadre de cette expansion, nous recrutons actuellement un Directeur Régional de Contrats, qui sera basé dans notre bureau de Paris, et responsable du développement d'un Service des Contrats pour fournir le soutien nécessaire à notre Region Europe Méridionale. Ce service, qui a été mis sur pied récemment, est chargé de tous les aspects concernant les engagements contractuels internationaux d'EDS d'achat ou de vente de biens et de services.

Les candidats devront avoir acquis une certaine expérience des domaines suivants, de préférence dans le secteur du traitement des données ou de l'électronique:

- Négociation, rédaction (ébauche) et gestion des contrats;
- Toutes les questions de contrats, à la fois commerciaux et gouvernementaux;
- Sollicitation, préparation et révision des offres/soumissions;
- Comptabilité ou autres aptitudes financières.

Des connaissances en matière de lois des contrats et une certaine expérience des contrats de sous-traitance ou d'autres contrats de fourniture importants seraient également souhaitées. La langue principale du postulant devra être le Français et un bon Anglais parlé et écrit est demandé.

Une qualification essentielle pour ce poste-clé est que le candidat ait prouvé qu'il est capable de trouver des solutions créatives répondant aux besoins des clients.

Nous offrons un salaire intéressant, ainsi qu'un large éventail d'avantages sociaux non négligeables. Si vous êtes intéressé par une carrière chez le leader reconnu de l'industrie des services de traitement des données, envoyez votre lettre de candidature en Anglais accompagné d'un historique complet de votre carrière et de vos salaires à:

Valerie Crombie
EDL bv
Boyleweg 2
3208 KA Spijkenisse
Holland

EDS
Electronic Data Systems

Biens d'équipements industriels:

une mission de direction générale ... pour un directeur commercial H/F

Pour prendre en charge l'une de nos filiales (CA : 150 MF) notre Groupe, l'un des premiers en France, vous confiera tout d'abord les missions suivantes : • dynamiser le service commercial, • analyser les couples produits/marché et en tirer des conséquences opérationnelles, • développer un chiffre d'affaires profitable en France et à l'export.

Entrepreneur, réalisateur et positif, vous avez une expérience confirmée de ce type de missions, si possible dans la distribution d'équipements auprès des chauffagistes, industriels, électroménagistes, installateurs . . . Nous sommes pragmatiques à partir d'une *base technique, l'âge et la formation ne sont pas déterminants, et notre conseil est prêt à écouter vos conditions. Nous en discuterons.*

Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence CDL/DIC/XX à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM — **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INFORMATIQUE, TELEMATIQUE, PRODUCTIQUE

"Le I que plus ultrA"......

Sous la responsabilité de la DIRECTION GENERALE de cet ETABLISSEMENT PUBLIC à vocation économique, il s'agit de créer, développer et animer la première entité en France de ce type ! C'est dire que le

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT - 260 000 F+

que nous recherchons devra mettre à profit une expérience INDUSTRIELLE diversifiée, à dominante informatique et productique, pour conseiller les CHEFS D'ENTREPRISES d'une REGION sur l'intégration progressive des technologies avancées dans leur stratégie de développement. Se situer donc au niveau global de l'ENTREPRISE, aider à la MODERNISATION, créer des produits et des services concourant à l'objectif précité, en ayant toujours à l'esprit le CHAINAGE ultérieur interrégional des actions élaborées.

Cette fonction de haut niveau ne peut convenir qu'à un Ingénieur de Grande Ecole, possédant une expérience de Conseil Interne ou Externe aux Entreprises.

Poste basé dans le Nord.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la réf. C/DDV/M , pour entamer le dialogue.

MEDIA PA

AFCOREM  **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

---

directeur centre de profit

TISSUS D'AMEUBLEMENT

Nous éditons et commercialisons des tissus d'ameublement haut de gamme, sous une marque à forte notoriété. Nous avons besoin *d'un patron pour diriger ce département, à la fois homme produit, gestionnaire et commerçant : celui-ci définit la politique produit* et encadre une équipe de création, il anime trois forces de vente (trois circuits de distribution), il assure les relations avec la production, et supervise un service gestion et comptabilité (il est assisté par un contrôleur de gestion). Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, Directeur Commercial ou Directeur de Département d'une activité textile (tissus d'ameublement ou d'habillement de préférence), ayant la pratique des marchés export et parlant anglais (50% de notre C.A. est réalisé hors de France). Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 488/85 M, à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

La société est une PMI en forte expansion, réalisant l'essentiel de son CA à l'export, et comptant parmi les leaders sur son marché en plein développement. Elle conçoit et fabrique à l'unité, des équipements complexes intégrant notamment électromécanique et électronique. Elle recherche son jeune

Directeur de production

Rattaché à la DG, il prendra la responsabilité du B.E. d'exécution, des méthodes, de l'ordonnancement et des ateliers (fabrication et montage).

C'est un ingénieur diplômé (AM, INSA...), dans la trentaine, ayant déjà une expérience hiérarchique en production et de bonnes capacités d'organisation et d'animation. Le développement des activités dans un contexte international, suppose une bonne pratique de l'anglais.

La société est basée en proche banlieue de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5061 M à notre Conseil CINOREN, 69 rue Lafayette - 75009 Paris, qui nous assiste dans cette recherche.

cinoren

SOURCES

SONOTRON DIASONICS, spécialiste mondial de l'IMAGERIE MEDICALE, recherche pour sa filiale française (60 personnes - 110 millions de C.A.), basée près d'ORSAY, un

JEUNE DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF H/F

Il assurera :
- la production de tous les documents comptables et la présentation anglo-saxonne du bilan,
- le suivi de la trésorerie et le contrôle de gestion,
- la solution des problèmes juridiques et sociaux.

Agé d'une trentaine d'années, DECS ou diplômé d'une Ecole de Gestion, vous avez acquis dans des fonctions similaires une expérience minimum de 5 ans. Vous avez une très bonne maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la réf. SO/MOI, à

MEDIA BA

michel jouhannaud conseils
40 bis, av. de Saxe - 75007 PARIS

DIRECTEUR R & D

PARIS OUEST
280 000 F +

Nous sommes filiale d'un Groupe international aux activités diversifiées. Notre domaine actuel : des biens d'équipement. *Mais nous voulons voir plus loin et élargir notre gamme.* Il nous faut donc engager une «tête chercheuse» : Ingénieur bien sûr (électronique, électrotechnique), ayant une formation de gestionnaire (MBA, CPA), l'esprit commerçant, une expérience du Développement (pourquoi pas chef de groupe de produits industriels ?), et parlant au minimum l'anglais pour pouvoir louiner au niveau international.

Adressez votre dossier sous Nº 849 M.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Pans.

Développer une PME

Un groupe Allemand, leader mondial sur son marché, spécialisé dans la fabrication d'éléments préfabriqués en béton-polyester
- caniveaux,
- éléments de construction,
- équipements industriels et agricoles, etc.,
- C.A. : 270 millions, recherche le

DIRECTEUR GENERAL

de sa société française.

Tres autonome, il sera totalement responsable de la gestion de l'entreprise. Il supervisera la production et la commercialisation des produits sur le marché français et à l'exportation. (principalement sur l'ESPAGNE et l'AFRIQUE).

Le manager recherché, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion, *possède plusieurs années d'expérience de direction marketing et commerciale pour des* produits industriels.

C'est un entrepreneur capable d'assurer le développement de l'entreprise par la conception et le lancement de nouveaux produits.

C'est uun leader dont l'autorité et le charisme sont incontestables. Bien sûr, il parle couramment l'anglais et peut être l'allemand.

Poste à pourvoir en grande banlieue parisienne ouest.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous référence 506206 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC PARIS-NEW YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Directeur d'agence

Homme de développement, vous valoriserez un fond de commerce à dominante industrielle.

Homme d'animation, vous stimulerez • par votre dynamisme l'activité commerciale • par votre goût du *management* une équipe de 12 collaborateurs.

Homme d'expérience, vous possédez une parfaite maîtrise de la gestion des engagements et une pratique éprouvée du risque bancaire • vous assumez la responsabilité d'une agence depuis 3 à 5 ans.

Poste situé dans une localité du département de l'Ain au tissu industriel dynamique.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prét. à : Banque Populaire - Relations Humaines - 106, rue du Km 400 - 71009 MACON Cedex.

MEDIA PA

Banque Populaire
DE SAONE-ET-LOIRE ET DE L'AIN

L'IRCAM

recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

H/F

Maître-d'Œuvre et coordinateur du secteur scientifique, il assurera la gestion : • des chercheurs • des projets de recherche • du budget • du matériel.

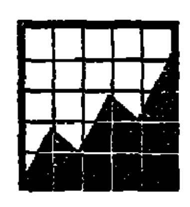
Agé de 35 ans minimum, *il possèdera le sens* de l'autorité.

Formation requise : niveau INGENIEUR.

Sérieuses connaissances informatiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à l'IRCAM - Bertrand PERISSON - 31, rue Saint Merri - 75004 PARIS

Organisation et Publicité



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur commercial

GRAND HÔTEL PARISIEN

250.000 F +

Un GRAND HÔTEL PARISIEN appartenant à une chaine INTERNATIONALE, recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL.

Faisant partie du COMITÉ de DIRECTION de l'HÔTEL, il sera chargé d'un rôle très complet: élaboration de la stratégie et du plan d'action commerciale, animation d'une équipe d'Attachés Commerciaux dont l'action est fortement internationale, politique de communication et gestion d'un budget de publicité. Son rôle de promotion générale de l'hôtel implique des relations étroites avec la Direction Commerciale de la chaîne et les Départements Hébergement et Restauration.

Le titulaire du poste possédera une formation COMMERCIALE SUPÉRIEURE et une expérience Marketing et Vente de 5 à 10 ans acquise dans l'INDUSTRIE du TOURISME (grandes chaines hôtelières internationales, compagnies aériennes, T.O., importantes agences de voyages...). Actif, créatif, bon animateur, il sera très disponible. Il parlera ANGLAIS parfaitement et si possible une autre langue.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3080 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR recherche son "BRAS DROIT" 200 000 +

Nous sommes la filiale (300 personnes), d'un important groupe de Transports Routiers (2100 personnes), d'envergure nationale, située en proche banlieue parisienne Nord. Le développement de notre structure nous amène à recruter notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES AFFAIRES SOCIALES

Ce cadre confirmé, diplômé ou autodidacte de bon niveau, assisté d'un chef comptable sera chargé de l'ensemble des questions administratives (comptabilité, facturation, recouvrement, contentieux) et sociales (relations avec les syndicats, gestion administrative du personnel, paye).
En liaison fonctionnelle avec les services du groupe, il participe au développement informatique et traite toutes les questions relevant de l'administration générale.
Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire serait nécessaire.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 1532 RA à HAVAS, 136 avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY cedex qui transmettra.
(Nous garantissons une discrétion absolue).

RÉGION D'ANNECY

Filiale de l'U.L.N. (Union Laitière Normande), notre marque MEULE D'OR connaît un développement important sur le marché de l'emmental conditionné. Nous cherchons

un directeur d'usine

pour un établissement de conditionnement (125 p. en 2 x 8) que nous modernisons profondément.

A 35 ans environ, vous bénéficiez d'une expérience solide en conduite d'équipes de fabrication, en milieu agro-alimentaire de préférence. Vous vous sentez maintenant de taille à prendre la direction d'un établissement, *au sein d'un groupe organisé*, avec les **responsabilités techniques, humaines, sociales et budgétaires** que cette position implique.

Notre consultant, J.P. DOURY vous remercie de lui écrire (réf. 4677 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Prestigieuse société de notoriété internationale fabriquant et commercialisant des produits de grand luxe. PARIS

Directeur administratif et financier

Rattaché à la Direction Générale, il aura l'entière responsabilité : • de la comptabilité générale, analytique et des finances, • de la fonction de contrôle (gestion, budget, tableaux de bord, etc...), • du développement de nouveaux projets à l'exportation, • de l'informatique, • de l'administration du personnel. Expérience réussie de 3 ans minimum *dans un poste à responsabilité financière exigée, de préférence* dans une PME d'un C.A. d'environ 150 Millions.

Une très bonne connaissance des techniques de contrôle et du fonctionnement des sociétés possédant leurs magasins en propre, serait un élément très apprécié. Formation supérieure finance/gestion et parfaite maîtrise de l'anglais impératives. Adaptable, rigoureux, organisé, le candidat devra faire preuve de qualités de communication et d'animation. Quelques voyages à l'étranger sont à prévoir. La rémunération *sera en rapport avec l'acquis professionnel du candidat.*

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé et ***éventuellement adresse de vacances*** *(joindre enveloppe pour réponse* plus rapide), sous référence 25015-M.

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL leader dans sa spécialité

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa filiale française

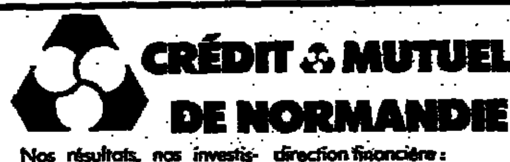
Il est demandé :

- diplôme ingénieur grande école (centrale A et M) ;
- expérience de la gestion d'un grand département ou d'une entreprise moyenne du secteur mécanique, fabrication grandes séries ;
- anglais courant.

Le titulaire sera entouré d'un état-major solide, constitué d'hommes *dont il devra savoir attirer la confiance et sur* lesquels il devra s'appuyer pour restructurer et améliorer les performances de l'entreprise.

Lieu de travail : ville universitaire, centre Loire.

Ecrire *avec C.V. détaillé, photo et prétentions* ORLET, n° 203648, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.



CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos effectifs sont en progression constante.

Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux : il les atteint.

Pour réaliser pleinement, nous recherchons des **PROFESSIONNELS** exploitants (H.-F.) :
- justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années,
- prêts à participer, activement, à l'élaboration de la **BANQUE DE DEMAIN.**

Rejoignez-nous :

Des postes de :

RESPONSABLE FINANCES, **COMPTABILITÉ**, évoluant en cas de réussite vers une direction financière :
- formation sup. (gestion, finances),
- pratique approf. des mécanismes comptables bancaires,
- bonne appréhension de la compt. analytique et du contrôle de gestion,
- connaissance des produits bancaires et des circuits de recouvrement,
- capacité en gestion de trésorerie et op. financières,
- sens du management et de la communication.
- **DIRECTEURS D'AGENCES**
- **SECOND ou autres RESPONSABLES**

sont à pourvoir en NORMANDIE, dont certains en milieu agricole et rural.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions à :
CRÉDIT MUTUEL DE NORMANDIE, DIRECTION
DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la Miséricorde B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX - *Discrétion assurée.*

Prestigieux Groupe Français de notoriété internationale. Prêt à Porter de Luxe. C.A. 300 millions. PARIS

400.000 F

Directeur financier

Rattaché au Président, son rôle consistera à consolider les systèmes en place de façon très opérationnelle compte tenu de la croissance exceptionnelle du Groupe. Sa responsabilité portera sur : • les comptabilités générale et analytique des Sociétés, • les fonctions de contrôle (contrôle de gestion, budget, tableaux de bord, etc.), • la trésorerie, • l'informatique.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction financière *et dans une société à forte notoriété pour sa gestion. Une première* expérience dans un Cabinet d'Audit serait un plus.

Bonnes connaissances du secteur de la PME et de ses impératifs ainsi que du fonctionnement des filiales à l'étranger exigées.

Formation supérieure + DECS et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables.

Précis, rigoureux, le candidat doit avoir un grand sens de la commu*nication et de l'animation.*

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (join*dre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence* 25014-M.

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Directeur d'usine

300.000 F. +

Nous sommes l'un des Grands du Ciment et des Engrais. (C.A. consolidé du Groupe 2 milliards). Leader sur notre marché et en constant développement, nous consacrons chaque année de très importants investissements à la Recherche et à l'Equipement de nos usines. Nous affectons à l'une d'entre elles, située dans l'Est (120 personnes C.A. 200 M.F.) un budget élevé d'investissement.

Nous recherchons un Directeur d'usine pour prendre en main cette phase capitale de son évolution. Pour un ingénieur Grande Ecole expérimenté (35 ans environ), passionné de techniques nouvelles et confirmé dans le management des hommes, cette mission permet d'accéder d'emblée à de fortes responsabilités. Un très haut potentiel est nécessaire à ce poste car nous voulons lui offrir une évolution rapide et d'envergure dans notre Groupe.

Nous déléguons à Monsieur KOEHRER le soin de vous apporter toutes informations sur cette mission. Adressez-lui votre dossier sous réf. 45M211. Il vous répondra sous 8 jours, car vos congés approchent ! C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Société de Services - C.A. 60 millions par an

recherche

Directeur Financier et Comptable

comportant la responsabilité de Contrôleur de Gestion.

Assistant de la Direction Générale, assurant :
- *la Comptabilité de la Société,*
- la Trésorerie,
- la préparation et le suivi des Budgets,
- l'analyse des résultats et Tableaux de bord,
- l'utilisation de l'Informatique,
- la connaissance de la Législation fiscale, du Droit des Affaires et du Droit Social.

Ce poste de haut niveau sera confié à un candidat diplômé de Grande Ecole, H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.A.E.

35 ans minimum, ayant déjà une solide expérience de la fonction.

Adresser votre candidature manuscrite avec *C.V., photo et prétentions à :*

S.A.F.I.M.
BP 2 - 13266 Marseille Cedex 8



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

DEPT. OF MODERN LANGUAGES
SCHOOL OF LANGUAGES AND AREA STUDIES

LECTURER II/SENIOR LECTURER in FRENCH

Ref.ML06. A lecturer is required to contribute primarily to the teaching of the B.A. in Modern Languages with International Studies, the B.A. Business Studies and the HND Diploma in Business Studies.
Candidates should be native or near-native speakers of French with a higher degree and/or industrial experience, and have a commitment to language teaching. Preference may be given to candidates with qualifications, research or industrial experience in the fields of Economics/Business.

Salary: Lecturer II **£8,856 – £13,137 pa**
Senior Lecturer **£12,213 – £15,099 pa**
inclusive of London Allowance

Further details and application forms from the Personnel Department, South Bank Polytechnic, Borough Road, London SE1 0AA, England. Telephone 19-441 928 8989

Closing date: July 15th 1985

An Equal Opportunity Employer

South Bank Polytechnic
Teaching for tomorrow in the heart of London



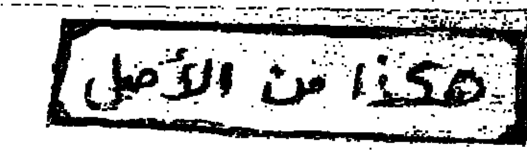
Les Antilles vous attirent.

Notre réseau commercial recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CONFIRME

Vous voulez mettre en valeur votre expérience de technico-commercial ou d'ingénieur informaticien. Vous connaissez les produits DPS6, DPS7 et les réseaux.
Vous aurez la responsabilité de l'élaboration de propositions techniques, de réalisation de projets, de formation et du suivi technique des clients.
Le poste est basé à Pointe à Pitre.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 234 M à
Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
Recrutement
78/80, avenue Galliéni
93270 BAGNOLET







emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



**INTERNATIONAL CROPS RESEARCH INSTITUTE
FOR THE SEMI-ARID TROPICS
(ICRISAT)**

recherche pour son centre sahélien à Niamey, au Niger

ICRISAT

AGENT PRINCIPAL DE FORMATION

FONCTIONS : le candidat *sera appelé à organiser et à assurer la formation* en Afrique de l'Ouest des chercheurs et du personnel technique d'appoint travaillant dans des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) ou des agences diverses de vulgarisation correspondantes dans cette région. Il s'agit d'une formation à divers niveaux dans des matières relatives à l'agriculture. L'agent principal de formation sera également chargé de : 1. — Estimer, périodiquement, les besoins des SNRA de l'Afrique de l'Ouest en formation et en éducation relative à l'agriculture ; 2. — Aider à l'identification d'étudiants et de stagiaires qui seraient admis aux programmes de formation prévus en Afrique de l'Ouest et au siège de l'ICRISAT en Inde ; 3. — Faciliter le déroulement des activités associées à la désignation, à l'affectation et aux voyages de tous les *étudiants et stagiaires originaires de l'Afrique de l'Ouest.* 4. — *Avoir la* responsabilité du logement, du bien-être personnel et des dispositions financières pour tous les stagiaires et étudiants attribués à l'ICRISAT en Afrique de l'Ouest ; 5. — Élaborer un inventaire des ressources humaines pouvant être valorisées au profit de la recherche agricole dans cette région, et effectuer un suivi post-formation du personnel formé afin de pouvoir apprécier l'impact du programme de formation. En outre, le candidat organisera des ateliers, conférences et colloques, et aidera les chercheurs dans la bonne conduite de ceux-ci.

QUALIFICATIONS : le candidat doit être hautement qualifié (de préférence titulaire d'un doctorat) dans un domaine agricole, avec une formation formelle en matière d'enseignement. Il doit aussi avoir cinq ans d'expérience dans l'enseignement des matières de l'agriculture à divers niveaux d'apprentissage, ainsi que quelques réalisations de recherche. La connaissance du français et de l'anglais sont essentielles. Une partie majeure de la documentation et du matériel d'enseignement sera en langue française. Le candidat doit pouvoir voyager fréquemment dans la région. Dans un premier temps, une période d'orientation d'environ quatre mois sera nécessaire au siège de l'ICRISAT en Inde. Il s'agit d'un poste contractuel de trois ans avec possibilités de prolongation. La rémunération et les avantages, de niveau international, seront en fonction de la formation et de l'expérience.

L'agent principal de formation travaillera au centre sahélien de l'ICRISAT, situé près de Niamey (Niger), siège régional de l'ICRISAT pour ses programmes en Afrique de l'Ouest. Les conditions de vie à Niamey, la capitale, sont bonnes ; les installations éducatives (en français et en anglais) pour enfants sont adéquates. Il est facile d'y établir des correspondances avec les vols internationaux.

Les curriculum vitae, accompagnés des noms et adresses de trois personnes pouvant fournir des références, doivent parvenir à l'adresse suivante dans un délai de trente jours à partir de la date de l'annonce : Directeur général, **ICRISAT**, Patancheru P.O., Andhra Pradesh 502324, Inde.

Au Cameroun
une direction marketing et commerciale

Il s'agit de créer dans une société à vocations commerciale et immobilière une structure destinée à développer la diffusion au Cameroun et dans les pays voisins UDEAC des productions d'une société métallurgique importante à trois départements, celui demandant le plus d'appui étant celui de matériels divers pour l'agriculture et les travaux publics : voilà le challenge proposé par un groupe international solidement implanté en Afrique Centrale.

Vous êtes prêt à saisir cette opportunité : diplômé d'une grande école de commerce, fluent in english, vos premières années d'expérience vous ont permis de maîtriser sur le terrain les techniques modernes de marketing et de vente appliquées aux biens d'équipement. Vous apprécierez dans ce poste l'exercice d'une fonction de direction globale totale avec une large délégation de la part du groupe, tant sur les aspects de gestion, d'animation des hommes que de diversification.

Vous connaissez déjà l'Afrique. Vous et votre épouse, vous l'aimez ainsi que le style de vie que l'on y mène. Les facilités matérielles dont on bénéficie compensent largement pour vous et les vôtres les difficultés rencontrées dans un environnement parfois hostile. Et vous n'êtes pas indifférent au fait de disposer, grâce à une rémunération motivante, d'une capacité d'épargne élevée. Aussi écrivez rapidement sous référence 8531 LM.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

TOUR-OPERATOR/GÉRANT

occasion unique : une des plus anciennes et des plus importantes agences de voyages indépendantes du TEXAS, cherche personne digne de confiance pour gérer et réussir une opération entre Paris et le Sud-Ouest des États-Unis.

- 5 ans d'expérience exigés.
- Ordonné et méthodique.
- Parfaitement bilingue Français/Anglais.
- Contact facile et agréable indispensable.

T. : (1) 204-37-91 M. ALMY.

Société française d'ingénierie opérant dans un contexte international recherche

■ INGENIEUR CONFIRME

qui sera responsable du suivi des projets dans les secteurs : développement industriel et économies d'énergie.

■ ECONOMISTES

spécialisés dans l'analyse des transports et le choix des investissements d'infrastructures.

■ INGENIEUR BATIMENT

qui supervisera la construction d'un centre de formation en Afrique francophone.

■ CADRE PERSONNEL

appelé à s'intégrer dans une équipe chargée de la gestion et de la paie du *personnel en France et à l'étranger.*

Ecrire sous la réf. 1917/3625 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

FIXED ASSETS CONTROLLER

Gérer notre Parc d'Immobilisations et évoluer dans le contexte de REUTER, la première agence de Presse internationale d'information générale économique et financière :

- *Auditer le système de gestion des équipements techniques (Data centre, terminaux, micro-informatique),*
- Assurer les transferts nécessaires au niveau international,
- Mettre en place les procédures comptables et financières d'investissement (états mensuels, prévisions, budgets...),

Telles seront les premières missions qui vous seront confiées.

Jeune Auditeur dans un cabinet anglo-saxon depuis 2 ou 3 ans, vous avez une formation Sup. de Co + DECS éventuellement.
Des perspectives de carrière très intéressantes existent au sein du Groupe pour un candidat de valeur. Dans un tel contexte, vous êtes nécessairement bilingue français-anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et salaire actuel *en précisant* la référence M/41006 à Isabelle BOYER - TEG - 113, rue de l'Université - 75007 PARIS.

REUTERS

MEDIA PA

IMPORTANT EDITEUR
recherche

• RESPONSABLE DE ZONE EUROPE DU NORD

(Pays germanophones, Pays-Bas, Grande-Bretagne, etc.).
Allemand et anglais courants.

• RESPONSABLE DE ZONE PROCHE ET MOYEN ORIENT

Arabe et anglais courants.

FONCTIONS : • vente aux librairies et autres points de vente, • promotion du fonds auprès des prescripteurs, • contribution à la recherche de produits nouveaux.

PROFIL : • formation supérieure : Ecole de Commerce, IEP, • expérience professionnelle de 3 ans minimum, • esprit créatif et goût de la vente, • grande disponibilité *pour de fréquents déplacements* (total de 150 à 180 *jours par an*)

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 11988 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

emplois régionaux

emplois régionaux

Chambre d'agriculture
recrute
CHARGÉ(E) de FORMATION
Formation sciences de l'Education ou ingénieur agricole
Ecrire avec C.V. et photo à
Chambre d'agriculture de l'Eure
B.P. 882 — 27008 EVREUX.

Recrutons pour 1 an, éventuellement renouvelable
ENSEIGNANTS CHERCHEURS
EN INFORMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE
Ingénieurs/DEA moins de 26 ans/dégagés des obligations militaires
Adresser C.V. à I.U.T.
Service du personnel
3, rue du Maréchal-Joffre
44041 NANTES Cedex.

Pour service technique ouvrage d'art, recherchons
1 SURVEILLANT TRAVAUX
Compétent génie civil, travaux publics, bâtiment, topographie, connaissances électricité, comptabilité, exploitation et maintenance ensembles informatisés.
Résidence obligatoire sur le site (dans logement de service).
Ecrire n° 4.704
HAVAS B.P. 1366 — 76065
LE HAVRE CEDEX.

MEDIA PA

Ce groupe industriel de réputation internationale, fabriquant et commercialisant des biens d'équipement lourd, a d'ambitieux projets de développement de ses systèmes d'information. Son service informatique travaille sur IBM 3083 (200 terminaux) et emploie près de 40 personnes. Dans le cadre de son développement, il recherche :

● **Un ingénieur système** pour compléter une équipe de 3 personnes et participer à *la conception et* à l'installation des systèmes d'exploitation ; rationaliser les procédures d'utilisation des moyens mis en place ; conseiller les autres services de la direction informatique. Une formation supérieure (diplôme d'ingénieur ou Maîtrise d'Informatique) et cinq ans d'expérience sont indispensables pour ce poste ainsi que la connaissance des grands systèmes d'exploitation (VM, DOS, MVS, VTAM, NCP). Réf. A/6318M

● **Un responsable des études** pour assurer sous l'autorité du directeur informatique, la réalisation et la maintenance des applications prévues au plan informatique en respectant les délais, le coût et la cohésion des systèmes d'information, avec l'aide d'une équipe d'une douzaine de personnes, dont 3 chefs de projets. Ce poste nécessite une formation de type MIAGE, une expérience d'une dizaine d'années en milieu industriel et d'excellentes capacités relationnelles avec les utilisateurs et les professionnels. Une *participation* préalable à un projet de GPAO serait appréciée. Réf. A/6319M

Ces deux postes sont basés en Alsace. Ecrire à D. HATT en précisant la référence choisie



3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN
FABRIQUANT DES BIENS D'ÉQUIPEMENT
RECHERCHE
SON

JURISTE RISQUES INDUSTRIELS

disposant d'une large autonomie pour :
- *La gestion des polices d'assurances* ;
- Le suivi des litiges, sinistres et contentieux ;
- Des études juridiques ponctuelles.

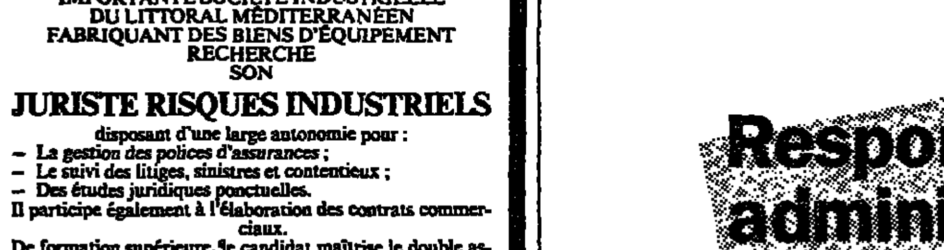
Il participe également à l'élaboration des contrats commerciaux.

De formation supérieure, le candidat maîtrise le double aspect juridique et technique de sa fonction et le justifie par cinq années *minimum* d'expérience en *milieu* industriel (si possible Ingénierie et Génie Civil).

Homme de terrain, ses qualités de contact et sa souplesse d'esprit en font aussi un conseiller apprécié.

- Connaissance de l'anglais souhaitée ;
- Rémunération attractive pour candidat de valeur ;
- Une disponibilité rapide serait un atout.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE AVEC CURRICULUM VITAE, PHOTO ET PRÉTENTIONS HAVAS TOULON 114.418.



GROUPE FIDUCIAIRE A IMPLANTATION NATIONALE
RECRUTE SON

DIRECTEUR RÉGIONAL PARIS-OUEST

MISSION : animation des bureaux secondaires de l'Ouest parisien.

PROFIL : expérience réussie de Chef de bureau ou d'Inspecteur de fiduciaire.

EXPÉRIENCE : formation anglo-saxonne appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous n° 307.750 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Diplômé ESC ou équivalent complété d'un DECS, enrichi d'une expérience en cabinet ou en entreprise de 2 à 5 ans, nous pouvons apporter *une réponse à votre évolution de carrière.*

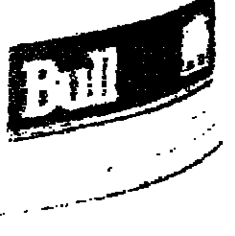
Vous voulez être responsable au sein d'un centre de profit autonome (50 à 60 MF de CA) de l'animation d'une équipe de 10 personnes, de la prise en charge de la globalité d'une fonction administrative, comptable avec un outil informatique et de la gestion de la trésorerie, *en assurant les relations* avec les banques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le lieu géographique retenu et la référence M 246, à : FNAC, Monique Simon, 101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.



La fnac. L'oxygène de la tête.

média-system







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NOUS CREONS EN PICARDIE UN ETABLISSEMENT FINANCIER
de première importance, échelon régional d'un grand réseau national. Situé à AMIENS*, il couvrira la Somme, l'Aisne et l'Oise, une région comportant plus de 200 agences et sièges et employant un millier de personnes. Nous recherchons des hommes et des femmes motivés et compétents qui constitueront ce nouvel établissement autour du Directoire.

Directeur financier DE HAUT NIVEAU

En liaison étroite avec le Président, vous serez le garant de l'équilibre financier des ressources et des emplois, en élaborant une politique de crédit et de collecte d'épargne appropriée. Responsable de l'ensemble des services financiers, comptables et de gestion, vous superviserez en particulier l'activité crédit, la gestion de trésorerie et les études financières. Une formation Grande Ecole de Commerce, option Finances, ou une formation bancaire supérieure, ainsi qu'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le secteur bancaire sont nécessaires. Le niveau du poste implique en particulier une bonne connaissance de l'activité crédit et de la gestion de trésorerie. (Réf. 6880 DF)

Responsable de la comptabilité et du contrôle de gestion

Vous aurez la responsabilité des services comptables et de contrôle de gestion de l'établissement financier. Vous conseillerez les différents services et établissements de la région dans l'élaboration des budgets et dans la mise en œuvre d'un contrôle de gestion. Vous serez également chargé de la consolidation des comptes des établissements, de l'application des règles internes et de celles qui s'imposent à la profession. Vous participerez par ailleurs à l'évolution des systèmes informatiques. Une formation supérieure et une expérience confirmée dans le domaine financier, incluant une pratique de la mise en place d'un contrôle de gestion et de systèmes informatiques, sont nécessaires. (Réf. 6880 RCG)

Responsable de la programmation financière

Vous concevrez les différentes stratégies financières, et veillerez à leur application. Vous en mesurerez les conséquences sur l'évolution de l'équilibre Ressources/Emploi. Vous déterminerez les conditions et les structures des enveloppes de prêts. Vous aurez à vous doter des outils d'analyse et de prévision appropriés. ESC ou Maîtrise de Gestion Finances, vous avez environ 4 ans d'expérience similaire. Vous connaissez l'informatique d'aide à la décision. (Réf. 6880 RPF)

Responsable de la gestion administrative des produits

Vous coordonnerez l'ensemble des services assurant la gestion administrative des produits (bons, titres, prêts...). Homme de contact, votre souci permanent sera l'animation des hommes, la recherche de la qualité du service et l'optimisation des coûts. Vos études supérieures sont complétées par une formation en organisation scientifique du travail. 10 ans minimum d'expérience professionnelle vous ont apporté la connaissance de la gestion administrative des produits bancaires, en particulier les titres, dans un environnement informatique. Vous êtes à la fois méthodique et animateur. (Réf. 6880 RGA)

Amiens est la capitale économique et culturelle de la Picardie. Ville universitaire, elle offre tous les avantages d'une grande métropole avec la campagne à ses portes, la mer à 70 km et Paris à 130 km.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence du poste à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

NOUS CREONS EN PICARDIE UN ETABLISSEMENT FINANCIER
de première importance, échelon régional d'un grand réseau national.
Situé à AMIENS*, il couvrira la Somme, l'Aisne et l'Oise, une région comportant plus de 200 agences et sièges et employant un millier de personnes.
Nous recherchons des hommes et des femmes motivés et compétents qui constitueront ce nouvel établissement autour du Directoire.

Assistant(e) du président du directoire

Outre la centralisation des informations et des procédures nécessaires à la prise de décisions et à leur suivi, vous avez un rôle d'assistance juridique auprès de la Direction. Vous êtes également responsable de la documentation et des services généraux.

Vous maîtrisez le droit des affaires, et en particulier le droit des obligations. Vous avez acquis une solide expérience, soit dans un secrétariat général, soit dans un service juridique d'entreprise, qui vous permettra de mener à bien cette fonction.

**Amiens est la capitale économique et culturelle de la Picardie. Ville universitaire, elle offre tous les avantages d'une grande métropole avec la campagne à ses portes, la mer à 70 km et Paris à 130 km.*
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 6875 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur de gestion

Prendre en charge l'ensemble du système du contrôle de gestion sur une entité industrielle homogène, fiabiliser tous les indicateurs économiques et conseiller les hiérarchies dans l'exploitation des données. Participer au développement du système (mise en place de nouvelles méthodes et procédures...) dans le contexte d'une informatique en évolution. Diriger une équipe composée de quatre assistants de gestion.

C'est la mission très complète que vous propose cette importante société internationale (2700 personnes, 2 milliards de francs de CA) qui développe une gamme complète de produits destinés à des applications technologiques de pointe.

Ce poste est très évolutif dans le contexte de la fonction contrôle, au sein de la Direction Financière, mais il peut évoluer aussi vers la gestion industrielle d'une gamme de produits.

Professionnel confirmé de la fonction (3 à 5 années d'expérience environ), diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou ingénieur), volontariste, incitatif, vous saurez imposer votre crédibilité aux hiérarchies concernées.

Les conditions offertes sont attrayantes et le poste est basé dans une ville moyenne très agréable à 200 km au Sud de Paris.

OC conseil Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 475 J, à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

AFCOREM

La DIVISION TÉLÉCOMMUNICATION conçoit et réalise des Systèmes et matériels de radio-communication.
Nous recherchons un

CADRE APPROVISIONNEMENT

diplômé d'une Grande École d'Ingénieur ou de Commerce

Vous êtes âgé de 30 ans environ. Votre formation et/ou votre expérience vous permettra d'obtenir la double approche ***COMMERCIALE*** *(achat, vente, Chef de Produit) et* ***TECHNIQUE*** *(électronique) dans une industrie de Biens de consommation.*

Pour notre ***Service Achat****, basé à CHOLET (C.A. 200 MF - 8000 commandes/an, 30 personnes), nous recherchons un CADRE D'APPROVISIONNEMENT.*

Vous serez chargé :
- *d'animer l'équipe d'acheteurs mécaniciens et électromécaniciens (11 personnes),*
- *de les assister pour des négociations importantes,*
- *de conseiller les Services Techniques dans le domaine des Composants, grâce à votre connaissance du marché mondial.*

Pour ce poste, une forte personnalité naturelle et une grande capacité relationnelle sont indispensables.

La rémunération dépendra de votre expérience (de l'ordre de 210 KF). La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Monsieur ANTOINE -
THOMSON TÉLÉCOMMUNICATION *- 110, avenue Maréchal-Leclerc - BP 945 - 49309 CHOLET.*

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATION

Nous sommes l'un des premiers Groupes Semenciers Mondiaux et nous recherchons pour notre Branche Maïs un

INGÉNIEUR RÉGIONAL

à qui nous confierons rapidement des responsabilités diversifiées dans les domaines de
- la promotion auprès des agriculteurs et prescripteurs,
- l'expérimentation de nos variétés,
- les relations avec la Distribution.

Cette fonction, très largement autonome, se situe dans un environnement commercial et conviendrait à un candidat de formation supérieure agronomique, justifiant d'une première expérience de terrain et souhaitant mettre ses compétences techniques au service du développement de nos marchés.
Ce poste pourrait, selon les compétences du candidat, évoluer rapidement vers des fonctions plus commerciales.
Basé dans la partie Est de la Région Parisienne, il implique une présence importante sur le terrain.

Nous vous demandons d'adresser un dossier détaillé, sous **référence 341 M, à PUBLI-PANEL**, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Établissement industriel 1200 personnes

Assistant Au Responsable Affaires Sociales

Vous avez entre 30 et 35 ans, après une formation supérieure, vous vous êtes orienté vers les affaires sociales.
Aujourd'hui, votre expérience vous permet d'accéder à un poste de généraliste.

En assistance directe du Responsable des Affaires Sociales, vous participerez à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sociale active que vous appliquerez personnellement et complètement sur certaines unités de l'établissement.

Aux aspects opérationnels, s'ajouteront des missions d'études juridiques, d'organisation, de relations avec les partenaires sociaux.

Le poste est situé à Chalon-sur-Saône.

L'appartenance de l'établissement à un groupe industriel diversifié, garantit les possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 81599/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

le Crédit Mutuel
DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST
recherche

UN JURISTE DE HAUT NIVEAU (H-F)

Au sein du Secrétariat Général, rattaché au responsable des Affaires juridiques, fiscales et immobilières, il assumera les tâches liées à la vie juridique de l'entreprise et réalisera des missions de conseil et d'assistance, notamment en matière de droit privé *général*, *droit des affaires*, *droit bancaire*.

Cette fonction nécessite :
- une très solide formation juridique : doctorat, maîtrise + DESS de droit des affaires ou niveau équivalent,
- un savoir faire acquis par l'expérience professionnelle,
- des qualités de rigueur, de contact et d'esprit d'équipe.

Poste à Nantes.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et rémunération actuelle) à la Direction des Relations Humaines de la FÉDÉRATION DU CRÉDIT MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST, 46 rue du Port-Boyer. B.P. 963. 44076 NANTES CEDEX.

Beherrschen Sie die Sprache der Automobiltechnik?*

De formation ENI, ESTACA..., bilingue allemand, vous débutez ou possédez *une première expérience en mécanique ou carrosserie.*

Mettez à profit la maîtrise de vos connaissances techniques et vos capacités relationnelles et devenez notre :

Conseiller technique après-vente

véhicules utilitaires légers

Interface privilégié entre les concessionnaires et l'usine, vous contrôlez la qualité et le coût des réparations et apportez des solutions techniques.
En relation avec les carrossiers, vous aidez à l'adaptation et l'optimisation de leurs études relatives à nos véhicules.
Poste basé à Villers-Cotterets.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 4568/M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales - BP. 62 - 02600 Villers-Cotterets.

* Parlez-vous la langue de la technique automobile ?



V.A.G France



Notre entreprise c'est : 650 personnes, 5 établissements.
Notre nom est synonyme de performances et de dynamisme : nous sommes l'un des grands du

PRET A PORTER FEMININ DE LUXE

Aujourd'hui, notre Directeur Financier recherche son adjoint,

responsable de la comptabilité générale

chargé de la comptabilité des différentes unités, de l'élaboration des documents financiers et fiscaux. Nous vous demandons : le DECS (ou équivalent), une expérience de 3 à 5 années et de bonnes connaissances de base juridiques et fiscales. Vos qualités ? de la rigueur, de la méthode, le sens de la communication, de l'autonomie. Nous souhaitons *que vous ayez un bon potentiel car votre fonction peut s'ouvrir à de plus larges responsabilités. Nous offrons une* rémunération motivante. Votre lieu de travail : CHOLET.
Merci d'adresser C.V., lettre man., photo et prétentions a M. Nicolas HENRI-ROUSSEAU, qui traitera les dossiers confidentiellement. GASTON JAUNET - Rue Grangeard - B.P. 985 - 49309 CHOLET

Organisation et Publicité

ORGANISME DE FORMATION intervenant sur les régions Bourgogne et Franche-Comté recrute

FORMATEURS VACATAIRES

- Relations humaines et droit du travail ;
- Gestion.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. n° 307.770 à REGIE PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Société de Machines outils région STRASBOURG

Dans le cadre de ses objectifs de développement de
systèmes automatisés flexibles d'usinage
recherche pour étoffer son équipe

SYSTEMES et PRODUCTIQUE

des ingénieurs polyvalents disposant d'une bonne expérience (5 ans environ) dans l'une (ou plusieurs) des disciplines :
- Informatique industrielle (micro, P.C...)
- Mécatronique (machines-outils, manutention...)
- Communication (réseaux locaux, protocoles, ...)
- Automatique (CN, API, ROBOTS, ...)
- CFAO, GPAO, ...

Le goût pour le travail en équipe, la motivation pour l'innovation, l'esprit pionnier sont nécessaires pour aborder les techniques permettant la révolution productique qui caractérisera cette fin de siècle.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4658 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE PETROLIER FRANCAIS recherche pour sa BRANCHE ENERGIE

2 ingénieurs technico-commerciaux

DIRECTIONS REGIONALES DE NANCY ET DE BORDEAUX

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.
Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des Ingénieurs diplômés E.N.S.I., A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience de terrain dans le **domaine thermique** de 2 à 3 ans.
Nous offrons une rémunération intéressante, des perspectives d'évolution pour candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 12579 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra (confidentialité assurée).

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05

CREDIT AGRICOLE
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU LOT-ET-GARONNE
AGEN
recherche pour son DEPARTEMENT COMMERCIAL

UN JEUNE RESPONSABLE MARKETING

Dans le cadre du plan marketing il sera responsable des études, des opérations de promotion et du développement de nouvelles méthodes de vente.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé **ESSEC, SUP DE CO ou EQUIVALENT** apportant une première expérience de la fonction.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 434 M à Corinne VAN LOEY,

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société française de fabrication et de commercialisation de Matériels Agricoles couvrant le territoire national (chiffre d'affaires 100 millions de francs - 110 personnes)
Filiale d'un Grand Groupe Européen,
recherche un

Responsable administratif

Sa fonction consistera à :
Organiser et superviser les procédures administratives et informatiques, ainsi que la gestion, relatives aux approvisionnements et à l'Administration des Ventes.
Les candidats devront avoir une formation supérieure (Ecole de Commerce - AES) et quelques années d'expérience professionnelle.
La connaissance de l'Anglais est **impérative.**

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Société Juridique et Fiscale de France
8 Place Albert 1er - 45000 ORLEANS

Publival

Bull - Etablissement d'Angers - (3300 Personnes)
recherche

INGENIEUR METHODES MONTAGE VLSI

AM, ENSM, INSA... option mécanique automatismes ou génie physique, vous possédez de 3 à 5 ans d'expérience dans les techniques de fabrication électronique. Vous connaissez les méthodes et l'organisation du travail, les outils informatiques. Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous proposons de participer à travers l'animation d'un groupe de techniciens, à la définition, la mise en place, puis au soutien technique d'un atelier d'assemblage de composants VLSI.

A terme des perspectives d'évolution vous sont ouvertes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature à :
Cii Honeywell Bull
Service Emploi
331, Avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX



Région Lyonnaise

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Jeune, décideur et très très évolutif...

Informaticien, de formation Ingénieur, vous avez déjà à votre palmarès deux expériences réussies en entreprise industrielle qui vous ont hissé au niveau de Chef de Projet confirmé ou de Jeune Responsable Informatique de préférence dans un environnement H.P.
Nous avons un nouveau challenge à vous proposer au sein d'une unité de fabrication (C.A. : 350 M.F.) intégrée dans un important groupe industriel français : diviser le budget informatique par deux tout en améliorant considérablement la performance de l'outil.
Vous aurez deux ans pour auditer le système d'information actuel, proposer et mettre en place de nouveaux moyens Hard et Soft, redynamiser une équipe, en fait réussir.
Ensuite, car c'est comme cela que nous concevons le management des cadres brillants au sein du groupe, vous irez faire ailleurs vos preuves, par exemple, dans une direction opérationnelle ou l'informatique ne sera plus votre préoccupation majeure.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/668 R, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

HONDA
INDUSTRIES

Dans le cadre de sa politique dynamique de développement, recherche le jeune

Chef du service administratif et du personnel

de sa nouvelle implantation, proche d'Orléans

Sa mission :
créer une structure, bâtir avec nous les plans d'investissement humain, être notre élément moteur auprès de l'environnement régional.

L'homme :
- 30 à 35 ans maxi, de formation supérieure (mais les qualités personnelles seront déterminantes), désireux de valoriser une première expérience dans la fonction et d'élargir ses responsabilités.
- Ambitieux et à fort potentiel. Esprit ouvert au monde extérieur. Capable d'une bonne adhésion à la politique de la Société.
- Outre les connaissances liées au poste, il sera choisi sur ses facultés et ses capacités à juger les hommes et les situations, à faire preuve de « leadership » et d'initiative.
- Il a une bonne pratique de l'anglais.
- La connaissance du milieu orléanais serait un plus.

Nous lui offrons :
- Une réelle autonomie d'action et de très intéressantes perspectives au sein d'un groupe international, dans un contexte passionnant.
- Une voiture de fonction.

Lieu de travail : proche banlieue d'Orléans.
Disponibilité impérative : 1er septembre 1985.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. 1134/LM, à G. Le Marcis - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

MEDIA BA

PFAUDLER

La Succursale Française d'un fabricant allemand de matériel d'investissement lourd destiné aux Industries Chimiques et Pharmaceutiques cherche un :

INGÉNIEUR DE VENTE

pour le quart Sud-Est français

Basé à Lyon, il dépendra du bureau parisien et sera responsable, dans son secteur, du suivi et du développement des affaires. Il aura à se déplacer fréquemment en France et en RFA.

Agé d'une trentaine d'années environ, il devra très bien connaître la langue allemande et posséder de bonnes notions d'anglais.

Il aura quelques années d'expérience dans la vente d'un matériel sérieux aux Industries citées et avoir une formation axée sur le Génie Chimique essentiellement.

Sa formation spécifique sera assurée en usine (RFA) puis au bureau parisien.

Rémunération motivante + voiture de fonction.

Adr. lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions à :
M. H. DEVELLE
PFAUDLER SUCCURSALE FRANÇAISE DE PFAUDLER WERKE A.G.
53, rue de Monttessuy, 91260 Juvisy-sur-Orge.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE ET D'ÉDITION

C.A. : 300 millions/270 personnes

recherche

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ses MISSIONS seront les suivantes :

- SUPERVISION de l'établissement de la paie informatisée et des déclarations sociales.
- CONSEIL de la Direction pour toutes les questions relatives aux Droits du travail.
- NÉGOCIATION avec les Partenaires Sociaux.
- GESTION du Budget Formation.
- PRISE en CHARGE des recrutements.
- ADMINISTRATION des rémunérations.
- RÉALISATION d'études ponctuelles (bilan social, tableaux de bord...)

Diplômé d'Etudes Supérieures, il aura une expérience d'au moins 5 ANS, acquise de préférence dans un secteur similaire.

La connaissance de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à PUBLIART - 27, rue Garnier - 92200 NEUILLY - Référence 78.85.

STRAFOR

groupe Steelcase Strafor

Nous sommes le leader européen de l'aménagement de bureau. Dans le cadre du développement de notre centre informatique implanté à **STRASBOURG (IBM 4381, VM/VSE, CICS, DLI, 100 terminaux, migration MVS planifiée en 86)**, nous recherchons pour renforcer notre Support Technique :

UN JEUNE INGÉNIEUR SYSTÈME

Profil :

formation supérieure (Ingénieur, DEA, MIAGE...) ;
méthode et esprit d'analyse ;
qualités pédagogiques.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
STRAFOR S.A.
Direction des Systèmes d'Information
56, rue Jean-Giraudoux
BP. 6 K 67035 STRASBOURG CEDEX.

Groupe Mutualiste d'Assurances
implanté en région Rhône-Alpes, recherche pour son siège social à LYON

responsable marketing

Sa mission : avec une petite équipe, il aura la responsabilité du marketing amont : étude des marchés, recherche produits, stratégies de développement,... et du marketing aval : élaboration du mix et des plans d'action correspondants... Il participera à la recherche et à la conception des moyens de communication et de promotion.

Son profil : formation supérieure type E.S.C., une réelle compétence validée par au moins une première expérience significative dans une entreprise importante, si possible du secteur tertiaire, une vraie capacité de communication, un sens aigu de l'analyse, un esprit objectif et créatif.

Pour un recrutement rapide, adresser lettre manuscrite, Curric.-Vitae, photo, rémunération actuelle et prétentions, sous la référence MU.MO.01, à notre Conseil (discrétion assurée, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable du candidat).

P.R.E.



VALLEE DU RHÔNE

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des équipements industriels alliant la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français à rayonnement international, recherche un

Chef B.E. Mécanique

Il aura en charge la conception de la partie mécanique de nos produits spéciaux jusqu'au contrôle de l'ensemble du prototype final en atelier. Ces équipements importants s'adressent à l'industrie nucléaire, pétrolière et agro-alimentaire. Il animera les équipes pluridisciplinaires (méthodes, assurance qualité, analyse de la valeur) avec hiérarchie sur 2 ingénieurs et 10 techniciens. Ce poste convient à un **INGENIEUR GENERALISTE** confirmé apportant une connaissance souhaitée en automatismes ou CAO.

Les entretiens auront lieu à LYON ou à PARIS.
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf 790/M.

Cabinet Gatier

IMPORTANT PRODUCTEUR EUROPÉEN DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX NON FERREUX

recherche pour son agence de **LYON**

RESPONSABLE DES VENTES
BILINGUE ALLEMAND

disponible pour fréquents déplacements

- Commercial dynamique, avec bonnes notions techniques.
- Expérience de la vente des produits métallurgiques à une clientèle industrielle appréciée.
- Excellent négociateur, capable de gérer avec une large autonomie le marché qui lui est confié.
- Contact aisé à tous niveaux.
- Statut cadre, voiture de fonction.

Age : 30 ans environ.

Envoyer c.v., photo et prétentions à M.P.A., n° 5 105, B.P. 2 355-69216 Lyon Cedex 02.

Montage d'opérations immobilières.

Ingénieur, choisissez la polyvalence

Nous sommes un très important groupe immobilier français. Notre impact dépasse largement les frontières et nous sommes en outre présents sur de nombreux marchés.
Les fonctions que nous vous confierons recouvrent des reponsabilités importantes dans les opérations de logement en accession à la propriété : recherches de terrains, mise au point des modèles, montage et suivi des opérations sur le triple plan technique, financier et commercial.
A 30/35 ans environ, diplômé ingénieur, vos quelques années d'expérience vous ont permis de «toucher» d'assez près le montage de grandes opérations immobilières. Elles ont confirmé vos qualités d'ouverture d'esprit et de rigueur. Vous avez eu l'occasion de prouver votre efficacité dans vos relations avec les partenaires commerciaux.
Vous avez maintenant la trempe du jeune manager et vous saurez faire preuve d'autorité pour diriger votre équipe.
200 000 F pur ce poste basé à Tours. Si vous savez vous montrer rapidement performant, vous le ferez vite évoluer vers des responsabilités plus larges encore.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 85/37/292 à Brigitte FORET.

C.L. conseils 1 rue Grécourt - BP 1522 - 37015 TOURS Cx



Dans le cadre de leur expansion les **RAFFINERIES DE SOUFRE REUNIES**, société phytopharmaceutique (fongicides, insecticides et herbicides) souhaitent adjoindre à leur équipe du Laboratoire de Recherche Appliquée, un

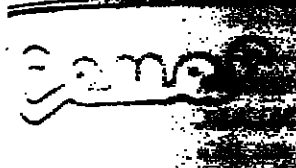
INGENIEUR CHIMISTE ANALYSTE *HF*

Agé d'environ 27 ans, diplômé d'une école d'Ingénieurs Chimistes ou possédant une maîtrise de chimie, vous êtes intéressé par la mise au point de méthodes de dosage de matières premières dans des formulations complexes et justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans en phytopharmacie, agrochimie, lubrifiants ou cosmétologie.
La pratique de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand souhaitée.
Le poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 885/85 à LS CONSEIL - 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 6.



LS CONSEIL - *PARIS* - *LYON* - *MARSEILLE*





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

sanofi *Branche aromatique*

recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Jeune Ingénieur diplômé Grandes Ecoles (X, MINES, CENTRALE).

Connaissances du matériel DPS 7 (GCOS, TDS, IDS2) fortement appréciées.

Lieu de travail : GRASSE (Alpes-Maritimes).

Adresser lettre manus., c.v., photo et prét. à BENARD ET HONNORAT Direction Informatique - 53, bd Victor Hugo - BP 67 - 06332 Grasse Cedex.

AXIAL publicité

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Angers

recherche

pour son Service Industrie

un Conseiller auprès des Entreprises

Il s'intègrera à une équipe jeune et pluridisciplinaire. Il aura à réaliser des interventions de conseil en PMI et à prendre en charge des opérations concernant plusieurs industriels.

Ce poste implique une formation de type ESC, des qualites d'analyse, de synthèse et le goût des contacts.

Une première expérience serait un atout mais un débutant motivé et dynamique sera le bienvenu.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) le plus rapidement possible sous référence **742 M** à

APRODI 87-89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Lévi Tournay Asscom

Cemef

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme des Matériaux (Alpes-Maritimes)

recherche

CHERCHEURS DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles, Agrégation, DEA.

Pour prendre en charge la responsabilité d'une étude en liaison étroite avec l'industrie sur les procédés de transformation des métaux et des polymères.

Les travaux de recherche comprendront des aspects physiques, mécaniques et numériques (méthode des éléments finis).

Ce travail conduira à la soutenance d'une thèse de Doctorat.

Rémunération nette annuelle supérieure à 86.000 F.

Envoyer CV détaillé à P. NAVARD - Ecole des Mines - Sophia-Antipolis 06560 VALBONNE CEDEX - Tél. (93) 33.05.58

Lévi Tournay Asscom

THOMSON-CSF COMPOSANTS

Nous sommes une filiale fabriquant à LAVAL des condensateurs électrolytiques à l'aluminium. Nous recherchons un :

Ingénieur ENSEEG, Sup de Chimie ou équivalence Universitaire

Pour créer notre laboratoire recherche et développement de produits nouveaux.

Une expérience industrielle analogue serait appréciée pour cette mission particulièrement motivante.

Merci d'adresser confidentiellement votre C.V. s/réf. SL/RD - Albert AUPETIT - CETAGEP
Acte - 74, avenue du Général de Gaulle - 72000 LE MANS
qui se mettra en relation avec vous dans les meilleurs délais.

CETAGEP

CONTESSE

Important organisme bancaire mutualiste régional affilié à un puissant groupe national

nous recherchons

NOTRE "PATRON COMMERCIAL"

Dijon **350.000 F +**

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT COMMERCIAL, directement rattaché à la Direction Générale et faisant partie du Comité de Direction, vous animerez une équipe de 280 personnes.

Maître des stratégies commerciales de l'activité bancaire, vous déterminerez les objectifs concrets de développement et vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour les réaliser.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience bancaire et justifiez d'une expérience commerciale réussie.

Motivé pour animer, coordonner et donner l'impulsion commerciale et humaine nécessaire à un développement bien construit, vous saurez entretenir un climat de confiance.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 453 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 Paris que nous avons chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Carrières

BULL
Etablissement d'Angers (3300 personnes)
recherche

INGENIEUR GENIE THERMIQUE ET CLIMATIQUE

AM, INSA... Génie Energétique, débutant(e) ou ayant 2 ou 3 années d'expérience vous avez des connaissances en thermique et électrotechnique.

Dans le cadre de la gestion et de l'optimisation de l'emploi de l'énergie et en lien avec les organismes extérieurs officiels : vous étudierez les modifications et installations nouvelles, préparerez les cahiers des charges, négocierez la sous-traitance des travaux. Vous proposerez des solutions d'économie d'énergie et contribuerez à l'élaboration des budgets.

A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du groupe

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service Emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX





Lévi Tournay Asscom

Marseille



QUAKER FRANCE

Filiale française du groupe agro-alimentaire Quaker Oats Quaker France continue son expansion sur des marchés porteurs.

Elle fabrique et distribue des aliments pour chiens et chats sous les marques FIDO et FIDELE et commercialise des céréales pour petits déjeuners sous les marques QUAKER, CROUSTY MIEL, CRUESLI, etc...

Pour son siège social à Marseille, elle recherche un

Acheteur H/F

Matières premières agro-alimentaires

Rejoignez une équipe dynamique dans une société qui offre des possibilités d'évolution grâce à une politique active des ressources humaines.

25 ans et plus, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous avez eu une expérience réussie de 2 ans minimum dans la pratique des achats de matières premières en industrie agro-alimentaire.

Vous pratiquez l'anglais.

Venez développer votre potentiel au soleil !

Le poste à pourvoir consiste à négocier, établir et gérer les contrats, déterminer les niveaux de stocks et assurer les programmes d'approvisionnements de matières premières, en liaison avec les usines et en respectant les impératifs de qualité.

Merci d'envoyer votre dossier à :
QUAKER FRANCE, Directions des Ressources Humaines, Service Recrutement, 40 Bd de Dunkerque, 13002 Marseille.

QUAKER FRANCE

média-system

Ville 130 000 habitants
recherche pour assurer la Direction de son bureau municipal d'hygiène

UN MÉDECIN

titulaire du Certificat d'études spéciales « Médecine préventive, santé publique, hygiène »

Adresser candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sous nº 7.451 *le Monde* Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES

SEARLE

situé à SOPHIA-ANTIPOLIS (06), recherche pour son LABORATOIRE D'HISTOPATHOLOGIE

SUPERVISEUR D'HISTOLOGIE H/F.

Il sera sous la responsabilité d'un pathologiste, aura un bon niveau de connaissances scientifiques générales et une parfaite maîtrise des techniques histologiques. Il devra également être familiarisé avec l'organisation d'un laboratoire : animation des techniciens sous sa responsabilité, classement et archivage des prélèvements et données, respect des procédures en conformité avec les réglementations, participation à la gestion du budget.

Adresser lettre, CV et souhaits à SEARLE, Sophia-Antipolis BP 23, 06561 VALBONNE Cedex (sous référence M).

RÉCHARD – F.G.A.
Cabinet d'expertise comptable
RECRUTE COLLABORATEURS
NIORT (79028). 25, rue Baugier.

VILLE DE LILLEBONNE
(10.000 habitants)
RECRUTE POUR LE 1/9/1985

ANIMATEUR CULTUREL 1re CLASSE

(grade d'Attaché)
Chargé de la direction du Centre Culturel et de l'animation culturelle municipale
Conditions statutaires
Adresser les candidatures à la Mairie de LILLEBONNE
76170 LILLEBONNE avant le 30 juin 1985.

Lycée Technique privé mixte, Bretagne Sud, recherche pour rentrée septembre : (8501) Surveillant Général, animateur d'internat et d'externat. (8502) Surveillant, animatrice d'internat et d'externat. Professeurs : *(8503) Français-Philo (licence, temps partiel). *(8504) Commerce Secrétariat (BTS minimum), *(8505) Economie Sociale et Familiale (BTS). *(8506) Economie Rurale (ingénieur agri.). (8507) Responsable des Etudes assurant également 15 h de cours. Pour *chaque poste, la préférence* sera donnée aux candidats expérimentés et (ou) acceptant une responsabilité dans la catéchèse.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. + photo, en précisant le nº de poste, sous réf. 11065 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

UNIGEP
DISTRIBUTION PIÈCES DÉTACHÉES POUR AUTOMOBILE

recherche

UN CONTROLEUR DE CRÉDIT

Création de poste basé à ROUEN pour la filiale française d'un groupe multinational C.A. 450 millions de francs, 680 employés. Précédente expérience dans un poste comparable, indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, prétentions et C.V. détaillé, PJ WILLIAMS - GKN AUTOPARTS
CAP 18 - 73, rue de l'Evangile, 75018 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Nous sommes parmi les premiers mondiaux dans les domaines des Tubes Électroniques Professionnels, utilisés dans les radars, les télécommunications terrestres et spatiales ainsi que dans l'imagerie électronique.

Notre force de vente riche de plus de cinquante Ingénieurs et Cadres, s'exerce sur les 5 continents.

Pour améliorer encore notre position mondiale, nous voulons partir à la conquête de nouveaux marchés, tant en France qu'à l'Export. Dans ce but, notre Directeur Commercial cherche à s'adjoindre le concours de plusieurs

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

(SUPÉLEC, ENSERG, ENSEEIHT, ISEP...)

ayant de bonnes connaissances en électronique. Une première expérience professionnelle de quelques années est souhaitée mais non indispensable.

La dimension internationale de nos activités nécessite, suivant les postes, de fréquents déplacements à l'étranger, ainsi que la maîtrise de l'Anglais courant.

Vous êtes diplômé d'une Grande École, vous avez un fort potentiel. Vous voulez prouver votre performance dans un secteur d'activité de haute technologie et vous offrir d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière dans une division à la pointe du progrès.

Nous vous invitons à envoyer vos C.V. photo et prétentions sous réf. IE/M. à notre Responsable des Affaires Sociales : M. SURBIER, THOMSON-C.S.F. – D.T.E., 38, rue Vauthier, 92100 BOULOGNE.



HAVAS CONTACT

D'ABORD LES DISTRIBUTEURS PRODUITS PERI-INFORMATIQUES ET SI TOUT MARCHE BIEN, D'IMPORTANTES RESPONSABILITES AU SEIN DES FORCES DE VENTE

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel français, spécialisée sur les marchés de l'informatique (+ 40% par an) et **leader dans son domaine.**

Nous recherchons aujourd'hui le responsable de notre réseau de Distributeurs et Grossistes sur l'Ouest de la France et une moitié de Paris. Nos produits, mémoires magnétiques pour l'informatique prennent une part de marché croissante et sont bien accueillis chez nos concessionnaires.

Nous vous confierons :
— la gestion du réseau actuel, son élargissement, sa consolidation
— la gestion des hommes, **leur formation**
— le contrôle et le suivi de la mise en oeuvre locale des opérations promotionnelles
— la négociation des prix et le suivi financier des opérations.

Appliquer la politique commerciale définie au niveau national, animer, contrôler, conseiller vos interlocuteurs, voilà votre mission. De bonnes performances vous conduiront au bout de 6 mois, à la responsabilité de l'ensemble des forces de ventes directes et indirectes sur le territoire français (hors Région Parisienne).

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf.727 M à **ALPHA CDI,** 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un grand groupe national, leader sur notre marché, nous concevons, fabriquons et commercialisons des matériels et des systèmes de radiocommunications civiles. Aujourd'hui, nous renforçons l'équipe chargée de l'animation de notre reseau direct de distribution **(6 DIRECTIONS RÉGIONALES - 17 AGENCES)** en créant le poste :

D'ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL DISTRIBUTION

Après une période de formation à nos produits et à notre marché de distribution, vous serez chargé de :
- la mise en place et du suivi de notre nouvelle politique de distribution,
- la coordination des "grands comptes" décentralisés,
- l'interface entre les Directions Régionales, les Services Techniques et les Services Marketing de la Société.

Vous avez une formation d'ingénieur (radio et/ou informatique) et une expérience de l'animation commerciale d'au moins 5 années.

Le poste basé en banlieue Nord-Ouest comporte de courts et fréquents déplacements en province.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence 78857/M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

DEUX CHEFS DE PROJET

Nous sommes une importante Société industrielle (2.500 personnes - 1,3 Md F de chiffre d'affaires), implantée dans la Région EST.

Nous avons DEUX postes à pourvoir que nous voulons confier à des candidats à fort potentiel, qui auront à assurer la conduite de projets depuis la définition du cahier des charges jusqu'à la mise en exploitation.

Le premier poste convient à un INGENIEUR CONFIRME, 30 ans environ, *ayant expérience de conduite de projet complet en télétraitement et batch.*

Pour le second poste, nous souhaitons rencontrer un CANDIDAT DEBUTANT ou ayant PREMIERE EXPERIENCE.

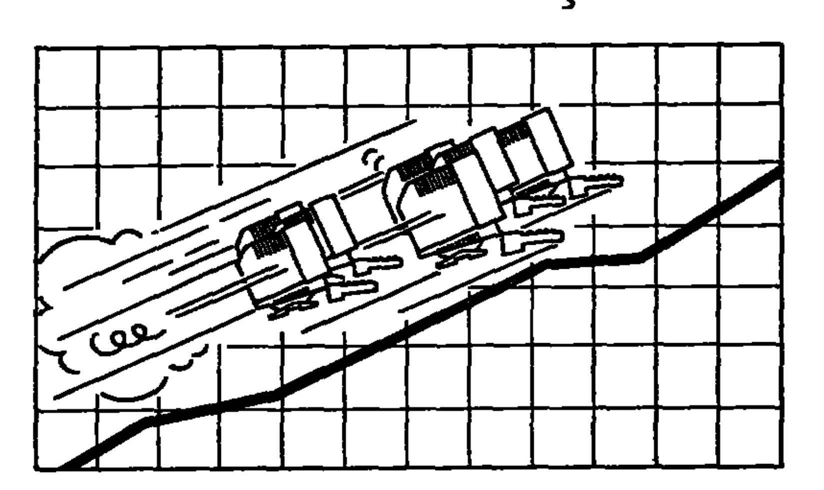
Les applications seront développées et exploitées sur un système IBM 2 x 4341, avec un réseau de télétraitement de 250 terminaux, sous VM CMS, DOS/VSE, CICS. *La connaissance de ces systèmes, de méthodes d'analyse, de langages de programmation, serait un atout supplémentaire.*

Merci d'adresser votre candidature avec CV sous Nº 80714 à CONTESSE PUBLICITE 5 Place du Corbeau 67000 STRASBOURG.

CONTESSE

INFORMATIQUE

La Chevauchée Fantastique en version française



INTERTECHNIQUE

LA RÉPONSE À TOUTES LES GESTIONS

1/ - Pour la Direction des Études, à PLAISIR :

• INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES OU DEA INFORMATIQUE

a) Débutants ou confirmés, pour s'intégrer aux équipes de développement logiciels du système REALITÉ, dans l'un des domaines suivants : (RÉF. M3/DE-42)
- Bureautique (messagerie, traitement de texte, ...)
- Système de base,
- Système de télécommunications,
- Système de gestion de base de données,
- Techniques de compilation.

b) Deux ans d'expérience pour développement de logiciel temps réel d'instrumentation (expérience UNIX souhaitée) (RÉF. M/DE-74)

• INGÉNIEUR CONFIRMÉ en conception de matériel informatique (RÉF. M2/DE-66)

Titulaire d'un diplôme grande école.

Il aura à superviser une équipe de jeunes ingénieurs dans le domaine des architectures de sytèmes et des unités centrales.

• INGÉNIEURS EN LOGICIEL ET MATÉRIEL (RÉF. M2/DE-67)

chargés de :
- *la validation des systèmes,*
- l'élaboration et du suivi des méthodes de développement.

2/ - Pour la Direction de production, à PLAISIR :

• PRÉPARATEUR MÉTHODES FABRICATION (RÉF. M2/DPI-46)

Ayant 2 ou 3 années d'expérience pour participer à l'introduction de nouveaux procédés en production.

• AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (RÉF. M/DPI-75)

Titulaires BTS ou DUT électronique, automatisme.

Débutants ou ayant une première expérience pour assurer l'intégration et la mise au point de systèmes d'instrumentation scientifique informatisés.

3/ - Pour la Direction Qualité, à PLAISIR :

• AGENT TECHNIQUE (RÉF. M/Q-76)

Titulaire du diplôme du DUT Mesures Physiques.

Ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle et de préférence dans un service métrologie.

4/ - Pour le service Clients à PLAISIR :

• INGÉNIEUR DIPLÔMÉ 30/40 ans (RÉF. M/SC-77)

Pour assurer la responsabilité d'un groupe support système (logiciel et matériel). Ayant plusieurs années d'expérience dans la conduite et l'animation d'un groupe de techniciens *sur du matériel informatique de gestion.* Une bonne connaissance des réseaux de transmission est souhaitable.

Pour le service Clients à MARSEILLE :

• INGÉNIEUR ou COLLABORATEUR V/3 EXPÉRIMENTÉ (DUT ou BTS) (RÉF. M/SC-78)

35 ans environ, pour assurer la responsabilité de secteur.

Ce poste requiert plusieurs années d'expérience :
- dans le domaine de l'informatique de gestion,
- dans la conduite et l'animation de groupe.

Pour le service Clients à Toulouse :

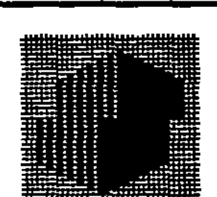
• INSPECTEURS TECHNIQUES ELECTRONICIENS CONFIRMÉS (NIVEAU V) (RÉF. M/SC-79)

De formation BTS ou DUT, ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'informatique de gestion.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. nº 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

COMPTABLE EXPERIMENTE



SERGECIM

Société de Gestion de Centres commerciaux recherche, pour assurer son développement

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

de son établissement du Forum des Halles (Paris 1er). En liaison étroite avec le Directeur d'établissement, il animera une équipe de trois personnes dans l'objectif d'assurer les échéances comptables, fiscales et budgétaires de 5 sociétés, la répartition et la facturation des charges locatives des différents ensembles immobiliers gérés par l'établissement, la gestion du personnel de l'établissement. Il veillera à l'application des procédures mises en place par le siège.

Ce poste requiert une formation DECS ou équivalent, une expérience confirmée de 5 ans au moins dans des fonctions similaires, la maîtrise de l'outil informatique, ainsi que des qualités de contact et de dynamisme.

UN COMPTABLE EXPERIMENTE

Sous la direction du responsable financier et comptable, il sera chargé avec l'aide d'une équipe de deux personnes, des travaux et echéances comptables, fiscaux et budgétaires de SERGECIM et de ses établissements secondaires, ainsi que de plusieurs sociétés gérées par elle.

Une excellente technicité, une bonne connaissance du nouveau plan comptable et l'habitude de l'outil informatique sont indispensables pour ce poste à pourvoir au siège administratif (Paris 8me).

Possibilités d'evolution au sein du groupe - rémunération motivante - restaurant d'entreprise - avantages sociaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SERGECIM, Direction du Personnel, 63, rue la Boétie, 75008 PARIS.

MOTOROLA S.A.

DIVISION COMMUNICATIONS

Dans le cadre du développement de son activité de vente d'équipements de radiocommunications et suite au lancement de nouvelles gammes de produits et systèmes, nous recherchons

JEUNES COMMERCIAUX

Notamment pour les régions de PARIS, LYON-GRENOBLE, BORDEAUX et ROUEN.

Vous êtes diplômés E.S.C. ou Ingénieurs de Grandes Ecoles avec profil commercial, débutants, ou vous avez déjà une *expérience de ventes de 3 à 5 ans* (minimum D.U.T.), écrivez-nous.

Votre évolution de carrière à l'intérieur de notre groupe sera directement liée à vos résultats, vos compétences et mobilité.

Prière de détailler votre candidature, en précisant :
— régions possibles d'embauche,
— niveau de rémunération.

Ecrire avec CV au Service du Personnel, 14, Allée du Cantal, Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 EVRY.

Gestion des Obligations

Paris

Importante banque française à vocation internationale, nous souhaitons renforcer notre Département Financier *par le recrutement d'un nouveau cadre :* **l'Adjoint au Responsable de la Gestion des Obligations.**

Au sein d'une petite équipe, il sera chargé :
- de créer et de développer les interventions de la banque sur les futurs marchés de valeurs à revenu fixe (terme, *options négociables...)*
- d'assurer la gestion journalière et la coordination de ces interventions sur le marché à terme et le marché comptant.
- d'étudier les operations possibles sur différents marchés.

Pour ce poste de haut niveau, nous pensons recruter un cadre de **formation scientifique et financière** (diplômé *ISFA, ENSAE, X..., ou titulaire d'une maîtrise Dauphine* - marche à terme).

Il justifiera de **plusieurs années d'expérience** de la fonction, ainsi que de bonnes connaissances en **anglais et en informatique.**

Bien sûr, son sens de la négociation et son **goût des contacts** seront ses meilleurs atouts pour l'établissement des nombreuses relations avec les intermédiaires (courtiers, autres banques, agents de change...).

Ce poste à pourvoir à **Paris** *présente pour un élément de* valeur de réelles perspectives d'évolution liées à la volonté d'expansion de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3652 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas *entrer en contact, à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand* 75017 PARIS qui transmettra.

les sablières modernes

Solide Groupe de Matériaux de Construction (40 Sociétés - 750 pers. - 420 Mns de C.A.) situé Banlieue Ouest *recherche un*

chef comptable

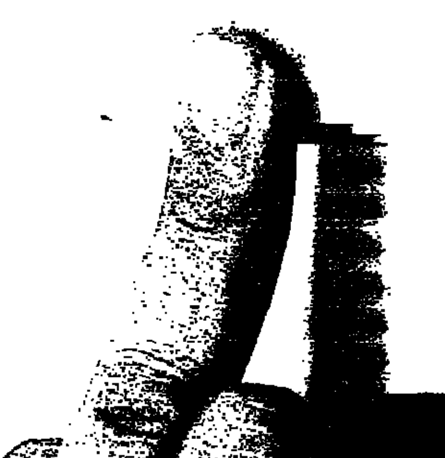
rattaché au Directeur de la Comptabilité du Groupe, il sera *plus particulièrement* chargé, à la tête de son équipe, de la Comptabilité Générale d'une dizaine de Sociétés - *tenue des comptes mensuels, déclarations, bilans -*

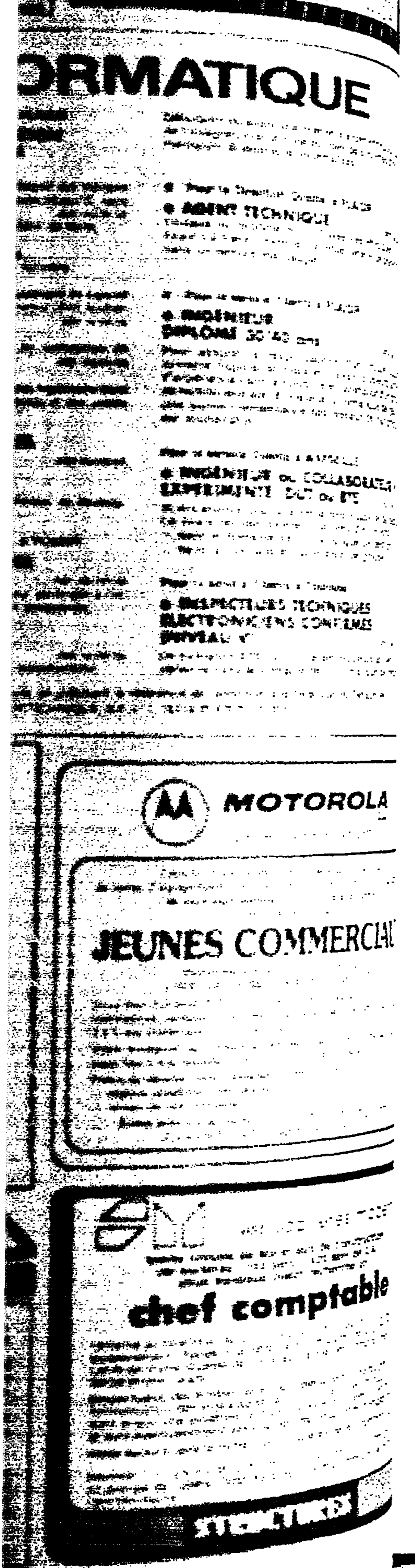
Respectueux des échéances et des calendriers, il participera à l'informatisation des *procédures. Muni d'un DECS, le candidat retenu* aura acquis une expérience d'une dizaine d'années en entreprise et aura éventuellement assumé des responsabilités d'encadrement.

Poste évolutif dans le cadre d'un groupe en développement rapide.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 673 à STRUCTURES, 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

STRUCTURES




OFFRES D'EMPLOIS
MOTOROLA
chef comptable

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL DE DIRECTION
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

concours **d'adjoint de direction**

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 28 et Dimanche 29 Septembre 1985.
Inscriptions reçues du 27 Juin au 7 Août 1985.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le **2 Août 1985.**

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1985.

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. : 292.40.17

Organisation et Publicité

La chambre de commerce et d'industrie de Paris

recherche
POUR SON ÉCOLE D'INGÉNIEURS (ESIEE)

4 ENSEIGNANTS

RÉF. 1) – Domaine : robotique et informatique temps réel.
– Expérience en commande de robot par vision souhaitée.
– Diplôme de 3e cycle ou docteur-ingénieur.
– Fonction : enseignant-chercheur.

RÉF. 2) – Domaine : sciences humaines.
– Expérience de l'enseignement.
– Diplôme de l'enseignement supérieur.
– Fonction : professeur de culture générale auprès d'élèves ingénieurs.

RÉF. 3) – *Domaine : traitement du signal.*
– Expérience en architecture des machines de traitement du signal, de la parole, transmission de données...
– Diplôme : ingénieur « grande école » ou universitaire niveau équivalent.
– Fonction : enseignant-chercheur.

RÉF. 4) – Domaine : informatique.
– Expérience : 3 ans minimum dans le hardware de mini et micro-ordinateurs.
– Diplôme : ingénieur « grande école ».
– Fonction : enseignant-chercheur.

POUR L'INSTITUT TECHNIQUE DE SINGAPOUR

2 INGÉNIEURS

01) – Chargé des systèmes informatiques et de l'enseignement de l'informatique de base (exp. industrielle s/mini 6 Bull).
02) – Chargé d'enseignement spécialisé en électronique de puissance.
– Formation : ingénieur « grande école » ou universitaire ayant au moins 3 années d'expérience dans l'industrie et/ou l'enseignement.
– **Anglais : écrit , parlé.**

Statuts et avantages liés à l'expatriation.

Envoyer c.v. au Directeur du personnel, groupe ESIEE, en indiquant nº de référence sur l'enveloppe.
89, rue Falguière, 75015 PARIS.

Deux jeunes chefs de programme pour un grand promoteur immobilier

PARIS ET SUD DE LA FRANCE

Nous aurions pu dire un très grand de la profession, très diversifié. Notre structure, largement décentralisée, repose sur des équipes de qualité, homogènes et responsables. Notre dimension nous amène à rechercher en permanence des professionnels. Ainsi nous souhaitons rencontrer deux chefs de programme ayant une première expérience.

Votre mission consiste à prendre en charge progressivement la fonction complète de chef de programme (de la recherche foncière à l'achèvement de la commercialisation). Vous serez donc responsable de la rentabilité des opérations qui vous seront confiées. Vous serez basé, soit à Paris, soit dans une grande ville du sud de la France, selon la région que vous choisirez.

Agé de 24 à 28 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Droit-I.E.P. - Sciences Eco - Ecoles de Commerce...) avec de solides connaissances juridiques et financières. Votre sens des contacts à tous niveaux, votre souci d'une étroite gestion quotidienne, votre personnalité ouverte sont autant de qualités qui trouveront dans notre Groupe les conditions *d'un épanouissement personnel durable.*

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 8005 M pour Paris et 8004 M pour le Sud, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

Ingénieur commercial, électronicien ou mécanicien

PARIS **220.000 F ou +**

Votre mission :
Réaliser, en régime de croisière, un C.A. de 30 MF/an dans des produits électroniques, essentiellement sur les marchés de la robotique et de l'informatique, en France et dans le monde entier. Il vous appartiendra de prospecter ces marchés, d'analyser les besoins spécifiques des clients, de conseiller les industries auxquelles vous proposerez notre savoir-faire technologique, et de mener à leur terme les négociations.

Vos atouts :
La trentaine ambitieuse, Ingénieur électronicien, ou mécanicien, et plusieurs années d'expérience de la négociation à très haut niveau dans l'industrie, de préférence dans une fonction vente ou achat, vous avez une très bonne pratique de l'anglais ou de l'allemand, un goût du challenge et un fort tonus commercial.

Nous vous proposons :
de rejoindre une structure légère et une équipe qui «fonce», au sein d'un très important groupe industriel français spécialisé dans l'électronique professionnelle ; en participant à notre développement, vous vous forgerez de très belles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. 85473 M à :

Selecom 226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

FONDÉ DE POUVOIR classe V ou VI

PARIS
Banque de dépôts privée

Une des premières banques privées françaises (240 personnes - 15 agences), recherche un FONDÉ DE POUVOIR pour son agence centrale implantée à Paris. Il aura à prendre en charge la prospection et le suivi d'une clientèle industrielle et commerciale pour laquelle il étudiera et réalisera la mise en place des moyens de financements adaptés à ses besoins et dont il gérera les disponibilités. Il aura un rôle de conseil en matière fiscale, de commerce international, etc... Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure type ESC, Sciences Eco, EDC, ou ITB, CESB, possédant plusieurs années d'une d'expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une banque de dépôts.
Ecrire sous référence 782/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

CHEF DE GROUPE PRODUITS TECHNIQUES

PARIS
EQUIPEMENT AUTOMOBILE

BOSCH

La Société ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. (C.A. 2 milliards de Francs - Effectif 2 200 personnes) qui occupe une place prépondérante sur le marché français, en particulier dans le domaine de l'équipement automobile, recherche UN CHEF DE GROUPE PRODUITS TECHNIQUES pour son Département Vente Pièces de Rechange Automobile. Sous l'autorité du Directeur de Département et assisté de deux chefs de produits, il sera responsable pour plusieurs lignes de produits :
- de la détermination de la stratégie en fonction des données du marché,
- du plan marketing,
- de l'établissement des prix de vente,
- de la marge dégagée.

Il proposera des mesures susceptibles d'améliorer le positionnement et la part de marché des produits. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence et gardera un contact constant avec tous les canaux de distribution. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur ou grande école de commerce, parfaitement bilingue français/allemand, et possédant plusieurs années d'une *expérience professionnelle acquise dans le marketing des produits techniques.*
Ecrire sous référence 780/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM



PIERRE ET VACANCES leader de l'immobilier de loisirs

implanté sur 31 sites prestigieux à la mer et à la montagne (30.000 lits en exploitation), constitue un Groupe en forte expansion, et recherche un *«battant» pour occuper la fonction de*

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Il sera chargé de la gestion d'opérations immobilières dans leur ensemble : mise au point et obtention des permis de construire, lancement des appels d'offres, suivi des chantiers, des plannings et des livraisons. Il élaborera les bilans. Il suivra la trésorerie et il mettra au point les documents de vente. Il entretiendra des relations avec tous les intervenants (architectes, entreprises,...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC...), possédant une expérience analogue. Homme d'action et ambitieux, il sera prêt à s'investir totalement au sein d'une équipe jeune et motivée. Ce poste basé à Paris, implique des déplacements sur les sites touristiques.
Ecrire sous référence 781/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL
PARIS 8è
recherche

animateur de formation

Jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur, sensibilisé aux problèmes d'organisation, vous avez valorisé votre formation par 2 ou 3 années d'expérience professionnelle.
Vous serez responsable de la conception, la gestion et l'animation d'actions de formation portant sur :
• les technologies nouvelles (informatique, bureautique, micro-informatique),
• leur mise en œuvre dans l'entreprise.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 6897 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Important établissement bancaire recherche un **Cadre d'Exploitation expérimenté (HF) Classification V/VI.**
Exigences minimales :
- Formation Grandes Ecole Commerciales ou équivalent,
- Expérience dans la fonction (Cadre Exploitant) : 5 ans
- Connaissances approfondies des Crédits PME/PMI.

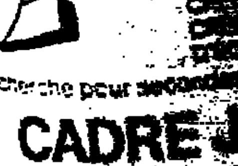
Cadre d'Exploitation expérimenté

Motivation commerciale (Entreprises et particuliers).
Perspectives d'emploi
suivant potentiel reconnu : Direction ou sous-Direction d'agence en région parisienne.
Adresser CV détaillé, photo et **prétentions** s/réf. 4836 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

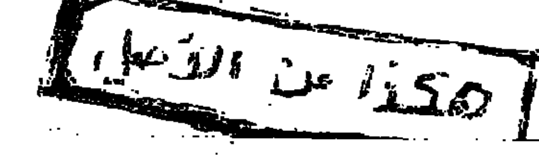
DESSEIN











OFFRES D'EMPLOIS

FONDÉ DE POUVOIR classe V ou VI

GRH conseils

CHEF DE GROUPE PRODUITS TECHNIQUES

BOSCH

GRH conseils



RESPONSABLE DE PROGRAMM

GRH conseils

animateur de formation

Cadre d'Exploitation expérimenté

Votre domaine d'intervention : Sud Europe

L'un des leaders internationaux dans le domaine de la mini-informatique, connaissant un rapide développement de ses activités, recherche pour la région **Sud Europe (France, Belgique, Italie)** un

Jeune

Financial Controller

Rapportant au H.Q. International (UK), il a des responsabilités très opérationnelles : établir les résultats comptables, fiscaux, financiers des filiales, s'assurer de leur conformité avec les exigences locales et les normes du groupe, préparer les budgets et les forescasts et suivre la réalisation, gérer la trésorerie et les opérations avec les banques, animer et développer les équipes comptables, fournir à la Direction Internationale les éléments d'analyse et de contrôle nécessaires à la bonne marche financière de la région.

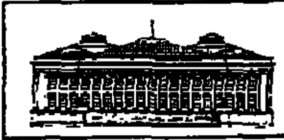
Parfaitement bilingue français/anglais, diplômé d'une Ecole de Commerce + DECS, le candidat aura une solide expérience de 3/4 ans des techniques comptables et financières anglo-saxonnes.
Le poste, évolutif, est basé au Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence R 40906 M à TEG - 113 rue de l'Université - 75007 Paris.



The Executive Group (France) Management

DESSEIN



La Compagnie des Agents de Change assure le fonctionnement de la BOURSE et gère les services des charges. La Chambre Syndicale a pour vocation d'en promouvoir le développement et d'être un des éléments moteurs du marché financier. Elle recherche un bon professionnel (femme ou homme) comme responsable des

RELATIONS PUBLIQUES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur Sc. Po – Eco. Fi. ou équivalent et vous avez orienté votre carrière vers les relations publiques. Vous êtes, après au moins six ans d'expérience des R.P., reconnu comme un professionnel de la fonction ; vous y avez développé votre aisance et vos qualités relationnelles, et acquis une forte capacité rédactionnelle vous permettant de concevoir et de produire des supports d'information ; vous êtes déjà aussi l'animateur d'une équipe de travail. Dépendant directement du directeur des relations extérieures et du développement, vous prendrez en charge, mais il vous faudra faire vos preuves, notre équipe "relations publiques" : information et relations avec la presse, contacts avec le public, édition, manifestations. Votre mission consistera à assurer par vous-même la vie quotidienne de cet ensemble, et à mettre en œuvre votre compétence et votre technicité de spécialiste de relations publiques pour appuyer les actions entreprises par notre organisation. Votre réussite dans cette fonction et votre capacité à prendre en compte et à valoriser notre spécificité vous permettront d'évoluer parmi nous à moyen terme vers d'autres responsabilités.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5891 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC

Pion Champs

- **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** - 350 KF + secteur de la chimie industrielle - PMI Française C.A. 180 MKF, 400 personnes - 2 usines. Le D.A.F. dirige les services financiers, comptables, informatiques, contrôle de gestion & fonction personnel. Assez bonne connaissance de l'Anglais. Formation supérieure HEC/ESSEC/Sup de Co ou équivalent + D.E.C.S. Poste à pourvoir au centre de Paris. Réf. CHI/06/MO
- **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** - 320 KF + Secteur Aménagement de l'habitat - C.A. 120 MKF. Le D.A.F. prend en charge avec une équipe de 15 personnes le contrôle budgétaire, la comptabilité analytique, la trésorerie, le Reporting, l'informatique (IBM 34), la comptabilité générale, le personnel et les services généraux. Formation type HEC/ESSEC/ESCP, etc. Anglais courant indispensable. Poste à pourvoir en proche banlieue Ouest (R.E.R.) Réf. RI/06/MO
- **CONTROLLER** - 250 KF Secteur informatique - filiale Française d'un groupe Américain. 50 personnes en france - C.A. 60 MKF. Le controller sera rattaché au DAF et prendra en charge la comptabilité (Française et Américaine), la fiscalité, le Reporting mensuel, la mise en place de procédures, les relations avec la maison mère. Formation supérieure + D.E.C.S. L'Anglais courant est obligatoire - Poste à pourvoir à Paris-Ouest. Réf. CT/06/MO
- **CONTROLEUR DE GESTION** - 220 KF + Secteur de la papeterie - PMI C.A. 200 MKF - Mise en place d'un contrôle de gestion - Formation supérieure type Sup de Co, maîtrise de gestion, ESCAE + D.E.C.S. Expérience de quelques années de la fonction dans l'industrie. Poste à pourvoir en grande banlieue nord de Paris Réf. CC/06/MO
- **RESPONSABLE INFORMATIQUE** - 220 KF + Secteur de la chimie - Filiale française d'un groupe Américain - C.A. 260 MKF, 380 personnes, 2 usines en France. Le candidat aura une formation supérieure type MIAGE + une expérience de quelques années des systèmes IBM 34, 36 et 38. Pratique du GAP II, l'Anglais courant est nécessaire - Poste à pourvoir à Longjumeau (91). Réf. RPC/06/MO
- **JEUNE CADRE FINANCIER** - 170 KF + Important groupe International du secteur de la construction - C.A. 15 milliards de frs - Le candidat se verra confier la mise en place de crédits CT, MT, LT, l'établissement des cautions, le suivi des engagements - Formation HEC/ESSEC/Sup de Co/Sciences PO/ISA, etc. Expérience de 1 à 3 ans dans une banque ou le Dépt. Financier d'une grande entreprise. Poste situé en proche banlieue ouest de Paris (R.E.R.). Réf. JC/06/MO



PB International Management



Patrick Brunetéau
Conseil en recrutement Financier
8, rue Georges Ville - 75116 Paris.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 206.10.66

Débutez à l'exportation

... RIYADH... LIMA... PEKIN... CASABLANCA... COTONOU...

Jeunes Ingénieurs, Centrale, Supelec, Mines, ENSAM, ENSI...

Nous sommes le leader européen de l'entreprise électrique. Nos Services des Travaux Extérieurs sont présents sur 150 chantiers dans 40 pays. Ils poursuivront le développement de leurs activités à l'exportation grâce à vous.

Après quelques mois d'intégration et de préparation, passés sur nos chantiers France et dans nos centres de formation, nous vous confierons différentes missions successives à l'étranger où vous coordonnerez puis progressivement dirigerez les travaux de montage, d'essais et de mise en service sur nos chantiers de centrales électriques, postes HT, aéroports...

Au delà de vos compétences techniques, vous aurez à mobiliser et à investir vos qualités humaines et votre énergie pour réussir votre chantier.

L'importance des réalisations dont vous serez chargé et l'autonomie qui vous sera laissée, vous feront accéder rapidement à un niveau élevé de délégation et de décision.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un groupe international dont la dimension et la diversité des activités vous permettront d'évoluer en fonction de vos compétences et de vos souhaits vers de nouvelles responsabilités.

Si vous êtes mobile, homme de terrain et d'action, si vous maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères, prenez contact avec CGEE ALSTHOM, Services des Travaux Extérieurs, Courcellor 1, 1, rue Arthur Ladwig, 92300 Levallois-Perret.

CONTESSE

CGEE ALSTHOM



BATEG

Implantés en région parisienne, nous sommes la filiale régionale de CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION l'un des tous premiers groupes français du bâtiment.

Notre société créée en 1983 recherche dans le cadre de son fort développement (activité multipliée par trois en trois ans) :

INGENIEURS DEBUTANTS

Travaux _____ *réf. 200*
Commerciaux _____ *réf. 201*
Etudes de Prix _____ *réf. 202*
Gestion _____ *réf. 203*

De nombreux postes sont offerts aux candidats désireux de participer à la réalisation des objectifs très ambitieux que l'entreprise s'est fixée.

Nous leur offrons la possibilité de débuter leur carrière dans une entreprise jeune (moyenne d'âge 30 ans), moderne (micro - informatique, bureautique), performante et en pleine expansion, éléments déterminants au moment de choisir un premier emploi.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'attention de Monsieur DAPILLY, BATEG 31, avenue de l'Europe - BP 300 78143 VELIZY CEDEX.



bail équipement

Groupe BAIL ÉQUIPEMENT
– Place Vendôme –
CRÉDIT BAIL MOBILIER,
CRÉDIT et LOCATION DE BIENS
D'ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL

recherche pour seconder son chef de service juridique

CADRE JURIDIQUE (H F) débutant

Titulaire d'une maîtrise du droit des affaires (dont droit des sociétés), ayant :
- des capacités d'adaptation rapide à la diversité des sujets juridiques à traiter,
- une aptitude à travailler avec des interlocuteurs de niveaux divers, pour participer à l'étude de problèmes juridiques liés à l'activité du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé et prétentions au Département du Personnel - 22, place Vendôme - 75021 PARIS CEDEX 01

VOTRE CARRIERE ET
LA BANQUE CREDIT DU NORD

La compétition de l'économie moderne exige des hommes et des femmes décidés et un professionnalisme rigoureux.

Soyons clairs.

Pour réussir, il faut en prendre les moyens



humains

Dans un contexte très concurrentiel, notre force commerciale doit être de tout premier plan.

Elle doit se montrer capable d'analyser les besoins de la clientèle et de trouver les formules de réponse adaptées.

Interlocuteurs des particuliers ou des entreprises, nos collaborateurs sont en prise directe avec les mouvements de l'économie.

technologiques

En 1986, 3000 micro-ordinateurs répartis en 600 réseaux locaux fourniront les supports de gestion de la banque, soit une moyenne d'un *ordinateur pour 3 personnes*.

L'architecture informatique originale mise au point à cette occasion constitue une importante innovation.

Nous recrutons:

cadres confirmés (ées) souhaitant valoriser leur expérience vers des postes à responsabilité, (confidentialité des candidatures assurée),

débutants (es) grandes écoles d'ingénieur ou de commerce. L'exploitation bancaire ou l'informatique sont deux entrées possibles mais ne constituent qu'un premier poste. Les candidats (es) devront être capables d'évoluer vers l'ensemble des activités de la banque.





Ecrire: DIRECTION DU PERSONNEL
6 /8, boulevard Haussmann 75009 Paris

Crédit du Nord



La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.
Date des épreuves écrites : Samedi 30 Novembre et Dimanche 1er Décembre 1985.
Inscriptions reçues du 9 Septembre au 9 Octobre 1985.
Aucun dossier ne sera adressé par voie postale après le **4 Octobre 1985.**
Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1985.
Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Téléphone 292.40.17

Organisation et Publicité

HERCULES

Filiale française d'un puissant groupe multinational, nous engageons une véritable mutation de notre outil informatique et de notre manière de l'exploiter, devant conduire chacun, de la secrétaire à l'ingénieur, à devenir utilisateur direct, tant au siège de Rueil (100 personnes) que dans nos usines (300 personnes).

ingénieur informaticien

exploitation et développement

- Votre première mission consistera à acquérir la formation nécessaire à l'exploitation de notre système actuel relié à nos unités centrales IBM aux USA,
- puis à poursuivre la mise en œuvre d'une configuration complémentaire décentralisée (un VS 45 et 30 périphériques : PC WANG et imprimantes) en cours d'installation,
- en vue de développer progressivement plusieurs applications : bureautique, organisation, décision... pour le siège et les usines.

Conscient des problèmes de sécurité (clés d'accès, plans de secours...) vous l'êtes aussi des aspects humains (formation, communications...), vous savez transformer un besoin en programme ou en demande de programme.

Jeune ingénieur analyste, vous avez une première expérience vous ayant familiarisé avec l'exploitation et les télécommunications, parlez couramment anglais et avez le désir et le potentiel d'assumer des responsabilités évolutives dans une entreprise en développement.

Adressez votre dossier (lettre, CV, rémunération, photo) sous réf. 922 M à Mme Bernié, Résonance 80, rue Taitbout 75009 Paris

Léa Tournay/Asscom

la gestion du personnel aujourd'hui Résonance

La fonction "Qualité" ça existe aussi à Paris

± 250.000 Frs

Bien sûr, vous avez entendu parler de ce qui se fait au Japon... mais il y a plus près de vous une entreprise française, de renommée internationale, qui entend donner à cette fonction une place prépondérante.

Cette entreprise produit des matériels mettant en jeu quasiment toutes les technologies liées à la mécanique, à l'hydraulique et à l'électricité. Nous proposons à deux ingénieurs de venir nous rejoindre. Nous avons besoins de deux professionnels.

Un Ingénieur Electronicien

Il prendra en charge toute la fonction Qualité à l'interface entre l'intérieur qui conçoit, achète et monte, et les sous-traitants qui fabriquent.

Il aura donc à anticiper les problèmes le plus en amont possible - à la conception et aux méthodes - à agréer les fournisseurs et bien entendu à résoudre le quotidien.

Nous demandons une formation d'Ingénieur de très bon niveau au fait des technologies classiques et nouvelles. Une expérience similaire acquise en Production et/ou en Qualité est *un gage de réussite.* Réf. VS/1

Un Ingénieur Qualité de la Production

"Pièce maîtresse" de cette fonction auprès des équipes internes dans la réalisation de nos produits, c'est un décideur qui connaît bien les problèmes de montage, sait analyser une situation sur le champ, mobiliser les équipes et bien entendu travailler sur les procédures, les systèmes de contrôle et de suivi.

Cette fonction convient à un Ingénieur de terrain, type Arts et Métiers. Réf. VS/2

Dans ces deux postes, il faut être concret, pratique, ponctuel et tenace, débrouillard et aussi avoir une stratégie d'ensemble.
Parce que vous avez une mentalité de manager, vous saurez intégrer les finalités de l'entreprise.
Votre challenge c'est le "zéro defact". Votre opportunité : une société en croissance.

Merci d'adresser votre dossier, en précisant la référence, à notre Conseil INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail - 75006 Paris.
Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
INFRAPLAN
83, Boulevard Raspail
75006 Paris

---

futur contrôleur de gestion

Notre Société, 1400 personnes, 600 MF, filiale d'un Groupe très puissant, développe depuis longtemps et avec succès ses techniques dans l'Electronique de Pointe et diffuse des Equipements sophistiqués en France et à l'Etranger.

Nous souhaitons rencontrer un Candidat susceptible de prendre à terme la succession du Contrôleur de Gestion en poste.

D'abord en Assistance du Contrôleur, il se familiarisera avec les structures de la Société et s'initiera, pour s'en imprégner rapidement, à nos techniques et nos méthodes.

Dans un deuxième temps, si la collaboration s'est révélée fructueuse, le poste de Contrôleur de Gestion pourrait lui être confié avec le contenu classique de la fonction qu'il aura à faire vivre et à développer : Budgets, Tableaux de bord, P.M.T., Contrôle ; Analyses, Synthèses, Diagnostics à présenter à la Direction afin de l'éclairer dans les décisions à prendre.

Ce poste ne peut convenir qu'à quelqu'un de la fonction, diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, dont la carrière se développe positivement depuis 5 ans au moins dans une Entreprise Industrielle importante.

Les personnes intéressées, de nationalité française, voudront bien *faire parvenir leur dossier sous référence 3430-M à I.C.A., 3, rue* d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Implantation à la limite de Paris.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Crédits aux Entreprises

Vous êtes jeune; votre intérêt pour la **matière financière** s'est déjà traduit par des stages ou une expérience professionnelle dans ce domaine. Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme.

Organisme privé de premier plan, nous vous proposons de prendre la **responsabilité** de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises, après formation à nos techniques.

La fonction implique de mener avec une **grande autonomie** la recherche et l'analyse d'informations permettant une décision de crédit.

Plusieurs postes sont à pourvoir rapidement dans nos services régionaux.

Ils offrent de réelles perspectives d'évolution en Province ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 3654 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Un challenge pour un Chef de produits senior

L'un des grands de la chimie se lance dans l'agro-alimentaire.

Ingénieur agro (ENSAIA - ENSBANA...) ou chimiste, vous avez une expérience d'environ 5 ans acquise comme chef de produits dans l'alimentaire. Vous aimez les challenges et vous savez relever les défis; le lancement d'une nouvelle activité au sein d'un grand groupe pourrait vous passionner.

Quelles seront vos missions ?

Etudier des marchés et faire des propositions pour la stratégie produits;
créer des liens étroits avec les services marketing clients : constitution de dossiers marketing pointus pour la vente de nouveaux concepts et produits;
assurer la mise en œuvre et la coordination des moyens de communication dans le cadre des lancements;
concevoir et suivre la réalisation des moyens promotionnels et des campagnes publicitaires.

Vous avez un tempérament de battant ? Vous êtes fin stratège ? Vous vous adaptez facilement ? Alors à vous de jouer !

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + rémunération actuelle) sous référence 58 M à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

Emploi et formation deux juristes

Un organisme professionnel, traitant en particulier des questions d'emploi dans un secteur attractif relevant du domaine des services, est amené, du fait de son expansion, à restructurer son département juridique.

Deux juristes, chacun dans son domaine tout proche collaborateur du Directeur Général, agiront en tant que conseil non seulement de la Direction, mais aussi des Instances Paritaires et des adhérents.

- *Un senior* traitera les problèmes de Droit du Travail, de la formation professionnelle continue, de Droit Commercial, de contentieux du F.A.F. Dans ce poste, il aura donc un véritable rôle de conseil juridique impliquant de nombreux contacts à tous niveaux.
- Un junior, chargé de suivre l'évolution du Droit Social, organisera concrètement les nombreuses réunions professionnelles et paritaires, en rendra compte et assurera la mise en œuvre des décisions, se déplaçant en province plusieurs fois par mois. Des études ponctuelles lui seront également confiées. Une grande attention sera portée à son sens des contacts et à ses capacités rédactionnelles.

Ces postes sont à pourvoir à Paris (8e) au 2 septembre 85. Si vous avez une maîtrise en Droit Privé complétée par une bonne connaissance en Droit Commercial, un DESS de Droit du Travail ou une spécialisation dans la F.P.C., une première expérience professionnelle réussie, écrivez rapidement sous référence 8554 LM aux consultants du cabinet CLEAS.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

CONTROLE BANCAIRE et AUDIT INTERNE : UNE IMPLANTATION STRATEGIQUE A CREER.

Rattaché à la présidence de la CASDEN BANQUE POPULAIRE et de ses filiales, membre à part entière de l'Etat Major de la banque, le CONTROLEUR GENERAL que nous souhaitons associer à notre développement se révèlera fin stratège des techniques et circuits bancaires.

Créer la fonction, c'est de toute évidence maîtriser depuis plusieurs années l'audit sous toutes ses formes, en assumer les responsabilités inhérentes à l'analyse et à l'organisation nécessaire.

Sécurité des procédures, audit comptable et informatique sont les clés du système à implanter défini par les axes prioritaires suivants :

- *Surveillance du respect des instructions et de la réglementation,*
- *Procédure de toute enquête tendant à préserver les intérêts de la banque ou de sa clientèle,*
- *Proposition à la Direction Générale de toutes modifications ou révisions de procédure pouvant régler les difficultés ou les risques constatés dans tous les domaines d'activités.*

Véritable précurseur de l'audit interne de la CASDEN BANQUE POPULAIRE, le titulaire trouvera une organisation de gestion sophistiquée répondant aux critères modernes d'efficacité. Homme de contact motivé, des appointements à l'image de son expérience lui seront proposés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel CASDEN BP - 77424 Marne-la-Vallée Cedex 2

Casden BP Banque Populaire

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL dans le secteur Agro-Alimentaire recherche

LE RESPONSABLE DU SERVICE CONSEIL

MISSION :
- Développer le Service
  - par analyse du marché
  - dans le cadre d'objectifs négociés
- Elaborer les méthodologies, les outils
- Négocier avec les entreprises des plans d'interventions dans différentes fonctions (commercial, finances, marketing, etc.)
- Manager des petites équipes pluri-disciplinaires d'experts

FORMATION :
- *Agro ou ENSIA + formation à la gestion* (ICG, CPA, IHFI, INM, etc.)
- Ecole supérieure de commerce
- Expert comptable

EXPERIENCES :
- Plus de 5 ans dans un Cabinet de Conseil ou d'expérience en entreprise de préférence en agro-alimentaire

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions s/réf. 401, à SWEERTS Publicité, 9 rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

Complexité croissante des équipements... polyvalence accrue des équipes...

Ce sont les données majeures du contexte dans lequel vous évoluerez, en prenant la responsabilité de notre service.

Investissements - Maintenance - Travaux neufs

260 000 F +

En effet, sous la responsabilité de notre Directeur d'Etablissement et dans le cadre d'un Groupe français important (10 000 personnes), vous poursuivrez la mutation technologique de cette unité (250 KF - 500 personnes), pour laquelle ont été consacrés 300 MF d'investissements en 3 ans (début de rénovation du parc machines, en particulier), et développerez des méthodologies propres à accentuer le caractère préventif de la maintenance de nos installations. Bien sûr, dans une industrie à délais réduits, vous devrez aussi pouvoir « déployer » vos équipes (60 personnes), très rapidement, pour minimiser les attentes en production. En fait, prévenir le plus souvent, guérir s'il le faut.

Cette fonction majeure ne peut convenir qu'à un jeune ingénieur (Mines, AM, ICAM...) à très fort potentiel, d'au moins 28 ans, ou bien à un professionnel de la maintenance ayant dirigé des équipes importantes. La maîtrise de l'électro-mécanique est essentielle, la possession d'une solide culture et/ou pratique de l'électronique et des automatismes, très souhaitable.

Poste basé en banlieue Sud de Paris.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la réf. CRD/MIT/LM.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Paris

RESPONSABLE EMPLOI-FORMATION HF

Filiale d'un des tous premiers groupes industriels européens, cette société emploie plus de 2000 personnes.

Le titulaire du poste assiste le Directeur des Relations Humaines dans le domaine de l'emploi et de la formation. Il intervient opérationnellement auprès du *siège* et agit en tant que conseil auprès des responsables des unités de production.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur. Il exerce depuis 2 ou 3 ans des responsabilités dans un service emploi-formation. *Il conçoit la formation comme un investissement obligatoire permettant à l'entreprise d'élever son niveau de compétitivité.*

La taille du groupe, son dynamisme, sa politique en matière de gestion des *ressources humaines* permettent d'offrir à ceux qui réussissent de multiples évolutions de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 29/1270 N, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

média-system

INGENIEUR CONSULTANT
SPECIALISTE SYSTEME IBM

Nous sommes la filiale française d'un grand groupe international. Notre société est une des rares au niveau mondial capable de mettre en place des systèmes informatiques intégrés internationaux et multisites (Hard, Soft et Télécom). Compte tenu du développement du marché des secteurs sur lesquels nous intervenons, nous renforçons nos équipes et recherchons un **Ingénieur système IBM.**

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur connaissant bien l'environnement IBM *plus qu'un spécialiste d'un operating system* précis : notre centre technique prendra le relais.

La mission que nous offrons est plus vaste car il s'agit véritablement d'un poste **d'Ingénieur Consultant.**

Diplômé de préférence de l'enseignement supérieur et/ou pouvant justifier d'une expérience significative au sein d'une SSCI ou chez un utilisateur. Autonome, il assurera avec aisance les contacts chez les clients et sera responsable du développement des applications et des projets. Véritable support technique, il analysera les problèmes survenant en cours d'implantation et coordonnera tous les éléments nécessaires pour les résoudre. Homme ou Femme de Conseil avant tout, il effectuera la liaison avec la Direction Européenne et le Responsable du Groupe Applications, mais aussi assistera nos clients pour optimiser le développement des systèmes et leur assurera une formation efficace.

L'anglais écrit et parlé est nécessaire. Il sera exigé une expérience de 2 ans minimum dans l'environnement IBM.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 735 M à notre Conseil
ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Pour renforcer le potentiel technique de notre cellule développement, nous créons un poste de

futur chef de projet
ingénieur d'études électroniques

Il se verra confier la conception de l'industrialisation des produits, de la préétude jusqu'au lancement en production, et collaborera étroitement avec les divers services de l'usine.

Sa fonction conprendra également la proposition de modifications ou d'améliorations afin d'optimiser nos produits.

Une expérience d'une à deux années dans le secteur électronique grand public constituerait un atout supplémentaire. La maîtrise de l'allemand, à défaut celle de l'anglais est impérative.

Filiale d'un groupe international, implantée à Caen, nous pouvons offrir des opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence EEM au

coq hébert conseil
Poissonnière Commercial Building
11, Fg Poissonnière 75009 PARIS
Discrétion assurée

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur mécanicien
France — USA

Vous avez environ 30 ans et vous voulez devenir votre propre maître par la valeur de vos idées.

Inventer et matérialiser de nouvelles formes reste pour vous la motivation *essentielle d'un ingénieur.*

Vous n'avez pas brûlé vos livres de cours ; vous êtes toujours capable d'établir et de calculer le modèle mathématique d'un système physique.

Vous avez vous-même travaillé en atelier ou sur banc d'essai (et pas seulement dirigé vos adjoints).

Vous êtes capable de défendre - en anglais - vos idées et vos résultats devant un auditoire d'ingénieurs spécialisés et compétents.

Nous sommes une petite équipe de réputation mondiale. Nos machines brevetées sont fabriquées par de grands groupes industriels sur plusieurs continents.

Au sein de notre principal laboratoire situé dans le Connecticut près de New York, vous assurerez la relève des générations et devriendrez membre d'un triumvirat franco-américain qui doit prendre progressivement le contrôle technique, commercial et financier.

Ecrivez-nous avec C.V., photo et lettre manuscrite sous référence 6106 pour préparer notre rencontre dans notre laboratoire parisien début juillet à

PUBLIVAL, 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra

Publival

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

INGÉNIEURS HAUTES PERFORMANCES

*Votre entreprise vous considère comme un INGÉNIEUR **LOGICIEL** performant et vous a confié l'étude et la réalisation d'ensembles complexes utilisant l'Électronique, le Temps Réel, l'Optique...*

Aujourd'hui, vous avez réussi votre premier pas professionnel, mais vous souhaitez allonger votre foulée !

*Vous allez gagner avec nous, car vous êtes capable de maîtriser les techniques de pointe utilisées dans un **Simulateur.** Pour cela...*

IL FAUDRA VOUS BATTRE

...car le combat que nous menons au plan mondial pour développer notre position dans le cadre d'une vive compétition internationale (marché des Simulateurs d'avions, de centrales nucléaires et de systèmes d'armes) est difficile.

Vos atouts pour réussir :
- *3 à 5 ans d'ingénierie en logiciel temps réel appliqué à l'**Avionique** ou l'**Aéronautique.***
- *Langue anglaise bien maîtrisée.*
- *Goût et pratique des techniques de pointe.*
- *Enthousiasme et goût de la coordination.*

***A. de Bejarry — THOMSON-CSF — Division Simulateurs** — B.P. 226 — 95523 CERGY-PONTOISE — est prêt à vous recevoir. Réf. IC.85.13.M.*

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

HAVAS CONTACT

Partenaire de nos Managers : un challenge pour un Pro du recrutement !

Important Groupe Français de taille Internationale (16.000 personnes) dont le siège est situé à Paris 8ème, cherche le

RESPONSABLE EN RECRUTEMENT ET RESSOURCES HUMAINES GROUPE

HF

De formation psycho (ou équivalent) vous avez une expérience de la fonction en milieu industriel ou en cabinet. *Outre une parfaite maîtrise des techniques de recrutement, vous avez une vision plus large de la fonction,* cela inclut pour nous : Définition de poste, Promotion interne, Sélection, Accueil, Intégration et Formation des nouveaux Embauchés. Rattaché au Directeur des Ressources Humaines du Groupe, autonome dans votre approche, vous *serez chargé de l'ensemble du recrutement du Groupe* et serez aussi le Conseil en Ressources Humaines de l'encadrement.

Notre Groupe offre de réelles opportunités de carrière au sein de cette Direction ou dans des Divisions *Opérationnelles. De bonnes notions d'anglais sont nécessaires.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4575 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Marketing pharmaceutique

2 Postes sont proposés à des PROFESSIONNELS CONFIRMES, diplômés d'études commerciales supérieures :

chef de groupe de produits cardio-vasculaire, antibiotiques

chargé d'études maîtrisant bien les outils statistiques actuels (formation complémentaire d'analyses de marchés appréciée).

Pour des cadres entreprenants, capables de se fixer et d'atteindre des objectifs ambitieux, ces niveaux de responsabilité devraient représenter une étape vers un développement de carrière favorisé par les projets du Groupe.

SK&F Laboratoires SMITH KLINE &FRENCH
12 place de la Défense, 92090 PARIS-LA-DEFENSE Cedex 26. Ecrire avec dossier complet, C.V., desiderata sous réf. M2 à Direction du Personnel. Discrétion et réponse assurées.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.05

Champs-Elysées

Création de Poste

Institut français de la mode

Assistante du D.G.

Nous sommes un établissement de formation supérieure récemment créé par les grands couturiers et professionnels de la mode pour développer un enseignement spécifique aux métiers du textile, de l'habillement et de la haute couture.

Nous vous proposons de participer à notre naissance et notre développement. Vous secondez le Directeur Général dans tous les domaines de son action : relations extérieures, administration générale et pédagogique. Ce poste vivant et varié comporte de nombreux contacts de haut niveau. Agée de 30 ans minimum, vous êtes diplômée de l'enseignement supérieur et avez acquis une expérience de plusieurs années dans le secrétariat de direction. Anglais courant indispensable. Nous vous offrons une possibilité d'évolution parallèle à notre développement et une rémunération compétitive. Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 2049/M à *Annick HELLEGOUARC'H, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Publival

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

POUR PARIS – 8e ARRONDISSEMENT

BANQUE

RECHERCHE

UN CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE ANIMATEUR D'ÉQUIPE

Pour l'une de nos plus importantes agences, nous recherchons l'animateur d'une équipe de conseillers chargés de gérer et développer une clientèle importante de particuliers : cadres, chefs d'entreprises et professions libérales.

Le candidat aura lui-même simultanément une action de fond en matière de conseil en gestion de patrimoine sur un portefeuille de clientèle de haut niveau qu'il devra étoffer.

Il inscrira son action de développement et d'animation dans l'axe des stratégies de la banque (gestion globale requérant la maîtrise technique intégrale d'opérations financières, boursières et immobilières) et devra à ce titre avoir le souci de situer son action dans une perspective de rentabilisation optimale.

Une solide expérience évolutive ayant fait suite à une formation supérieure est indispensable. Les dispositions commerciales sont essentielles. Il dépendra directement de la direction de cette importante unité.

La réussite confirmée dans la fonction ouvrira de larges possibilités au sein de notre réseau ou de notre siège.

Ecrire sous numéro 7.473 le Monde Pub.
service Annonces classées. 5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

SLIGOS, une des premières Sociétés de Services et d'ingénierie Informatique (2000 pers., 730 Millions de CA, en progression de 28 %) recherche pour sa **DIVISION MOYENS DE PAIEMENT,** un

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous prendrez en charge, très rapidement, la responsabilité du contrôle de gestion de la Division (processus budgétaire et de planification, tableaux de bord, développement des procédures, analyse économique...).

Vous assurerez la liaison entre les différents départements et la direction administrative et financière du groupe.

Ancien HEC, ESSEC, ESCP : option finances et gestion, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans dans une fonction similaire, avec une parfaite maîtrise de la technique.

Vos qualités relationnelles, votre esprit de rigueur et imaginatif seront vos atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et salaire souhaité) sous réf. NC/MR/104 à notre conseil Michel ROSENBERG, 53, rue N.-D.-de-Nazareth, 75003 PARIS.

HAVAS CONTACT

Très importante banque privée
recherche dans le cadre de son développement sur les régions :

PARIS - NORD - SUD-EST - PAYS DE LOIRE

3 directeurs d'agences
1 sous-directeur administratif
2 fondés de pouvoir administratif
2 fondés de pouvoir clientèle entreprise

Nous attendons des hommes et des femmes diplômés qui prendront le risque d'entreprendre au sein d'une structure dynamique.

A votre réelle compétence et à votre solide expérience bancaire correspondra une rémunération motivante.

Prenez contact avec nous dès aujourd'hui en écrivant ss réf. D.E. à CONTESSE PUBLICITE sous N° 12722 - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui nous transmettra.

---

volvic oasis

Pour renforcer notre service de développement

nous recherchons

Ingénieur AGRO ou similaire

Pour lui confier le suivi et l'évolution de notre gamme de BOISSONS *AUX FRUITS en étroite relation avec la Production,* les Achats et le Marketing.

Le candidat retenu aura acquis une première expérience technique (éventuellement au cours d'un stage de longue durée) si possible dans le domaine des jus de fruits.

Il devra avoir une bonne connaissance de l'ANGLAIS et être disponible pour de courts déplacements en Usine (en FRANCE ou même à l'ETRANGER). ***Poste à pourvoir banlieue Sud de Paris.***

Merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + photo + prétentions) sous réf. 1396 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le (1) 828.40.25 sur votre Minitel.

AFCOREM



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

GROUPE DES FROMAGERIES BEL PARIS

(6300 personnes, 18 usines)
Recrute pour son Département Organisation et Informatique
- basé dans le quartier St-Lazare - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 4341 (*VM, VSE, CICS, SGBD*) et de nombreux IBM 36.

JEUNE ANALYSTE H/F

Titulaire d'une maîtrise en informatique, débutant ou ayant une première expérience. A l'issue d'une période de formation, le candidat retenu se verra confier des analyses d'applications de gestion. Il aimera le travail en équipe et aura à cœur d'atteindre un bon niveau de professionnalisme notamment en matière de méthodologie.



Merci d'écrire avec CV et prétentions à
Fromageries BEL - Richard FOLLIOT
4 rue d'Anjou 75008 Paris

CONTESSE

CABINET RÉPUTÉ DE CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION - PARIS

recherche pour :

- Analyses et rédactions techniques, *consultations technico-juridiques, pour* l'obtention et la défense de brevets. France et Étranger.
- Au sein d'une équipe dynamique en contact à haut niveau avec entreprises innovatrices.

INGÉNIEURS

DIPLOMÉS OU FORMATION ÉQUIVALENTE

- Électricité (électronique et/ou électrotechnique) ou
- Mécanique et/ou physique.
- Très bon anglais - Allemand souhaité.
- Expérience juridique ou propriété industrielle appréciée.

Poste évolutif en fonction des capacités et résultats.

Envoyer C.V. en précisant références et prétentions sous No 89813 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX



Institut Français du Pétrole
recherche pour **son Service ACHATS :**

INGENIEUR Grande Ecole

TRES BONNE PRATIQUE DES TECHNIQUES MODERNES D'ACHATS

Age minimum 38 ans.
Pour encadrer et animer un service de 20 personnes, en cours d'informatisation,

160 millions de chiffre d'achats par an, dans des domaines très divers (2/3 matériel de laboratoire, 1/3 matériel de bureau).

- très bonne maîtrise de la langue anglaise,
- très bon sens du contact,
- *sens de l'organisation et du commandement.*

Lieu de travail : Rueil-Malmaison (92).
Envoyer CV, photo et pretentions à :
n° 51033 YOUNG & RUBICAM CONTACT -
BP 73 - 92105 BOULOGNE CEDEX.

Gestion de clientèle classe VI +

Une BANQUE renommée pour la qualité du service rendu et l'efficacité des rapports personnalisés avec une clientèle exigeante et *sélectionnée, recherche un*

RESPONSABLE CLIENTELE ENTREPRISES.

Il assumera la gestion d'un ensemble de comptes, assurera les relations avec sa clientèle. Véritable banquier de chacun de ses clients, il sera leur conseil pour toutes les opérations bancaires et financières, leur apportant le service le plus complet.

Pour ce poste de responsabilité et à forte autonomie, nous recherchons un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC,...) possédant de quatre à cinq années d'expérience dont deux dans la gestion de clientèle d'entreprise.

La structure de la banque offre des opportunités réelles de progression.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 506202 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

BANQUE PRIVEE
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL,
nous créons un DEPARTEMENT

CORPORATE FINANCE

au service de notre clientèle PME
Pour seconder Le Responsable
de ce Département nous recherchons un

CADRE

ayant une expérience confirmée acquise auprès d'une banque d'affaires et d'un cabinet d'Audit. Le poste est basé à Paris avec déplacements fréquents à prévoir dans le réseau.

Connaissance indispensable de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 5400/M à OCBF, 66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

Important groupe industriel français
4500 personnes - 1,5 milliard de C.A.
recherche pour son siege social
situé dans la banlieue Nord Ouest de la région parisienne, un

JURISTE (H/F)

Placé sous l'autorité du Responsable du Département Juridique, ce spécialiste se verra confier des tâches polyvalentes dans les domaines suivants :
- contrats internationaux
- *recouvrements : mise en place de garanties*
- tenue à jour des informations afférentes à ces domaines
- relais assurances.

Il aura de nombreuses relations, tant à l'intérieur du groupe (services financiers, comptables, chefs d'établissement et de production, directeurs des filiales françaises et étrangères), qu'à l'extérieur (clients, hommes de loi, assureurs, etc...)

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure juridique de base (maîtrise ou DESS de droit) ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans une grande entreprise industrielle ou commerciale. Une bonne pratique de la *langue anglaise dans le domaine juridique est indispensable.*
Age minimum souhaité : 30 ans.

De réelles possibilités d'évolution sont offertes au sein du groupe.

Adresser CV, photo et pretentions sous réf. 1114 à Lévi tournay Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra
Discrétion assurée.

BANQUE PARISIENNE recherche

CHEF D'AGENCE Classe V à VIII

Votre expérience en exploitation de plusieurs années, votre connaissance de la clientèle des PME et des particuliers, votre sens du contact doivent vous permettre de prendre en charge la responsabilité d'une de nos Agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 54728 à PROJETS
12, rue des Pyramides
75001 PARIS qui fera suivre en toute discrétion.



Société Française leader mondial dans la fabrication et la pose de conduites flexibles sous-marines de haute performance (1000 personnes), recherche :

un(e) assistant(e) analyste en financement

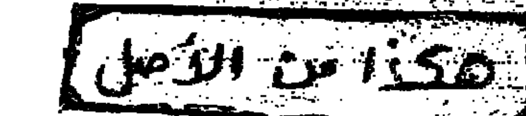
Il/Elle participera en particulier :
- à l'Analyse des Appels d'Offre,
- à la Recherche des différents moyens de *financement et de garanties,* Proposera les solutions les plus adaptées.

Au sein de la Direction Financière, il/elle sera rattaché(e) au TRESORIER *et sera amené(e) à travailler en étroite collaboration avec les* Responsables de Projets (commercial - juridique).

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) bilingue anglais, possédant un BTS de Commerce International, de bonnes notions de comptabilité et si possible des connaissances en Informatique.

Poste Agent de Maîtrise, évolutif.
Une expérience de 2 à 5 ans serait appréciée.

Envoyez C.V. + photo à Mme WATTEAU, COFLEXIP, 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.



3 directeurs d'agences
1 sous-directeur administratif
2 fondés de pouvoir administratif
2 fondés de pouvoir clientèle entreprise

Pour renforcer notre service de développement

Ingénieur AGRO ou similaire

Gestion de clientèle

RESPONSABLE CLIENTELE ENTREPRISES



un(e) assistant(e) analyste en financement

Importante société industrielle située en banlieue Nord de Paris recherche :

Un Ingénieur Système

nouveaux projets

Sa mission consistera à assurer le suivi technique et la réalisation d'un important et intéressant projet. Il adaptera un logiciel généralisé à l'environnement technique de l'entreprise (IBM 4381, bases de données, TP...) et à un contexte centre serveur.

Agé de 28/40 ans environ, de formation école d'ingénieurs ou IUT d'informatique, le candidat parlera couramment l'anglais. Il aura déjà une expérience de quelques années dans un environnement technique comparable et sera familier des problèmes liés aux transmissions de données.

La rémunération est motivante.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 637 à

EKA

18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEIN

Une importante société spécialisée dans le stockage et la distribution de biens de consommation, recherche :

Le Directeur Logistique Distribution

Sa mission sera d'animer une grande équipe (environ 250 pers.) et d'optimiser la gestion des stockages et expéditions. Il devra en outre réduire les délais actuels de réapprovisionnement.

Agé d'au moins 35 ans, le candidat est un professionnel de la distribution et a de préférence une formation supérieure. Familier du dialogue avec l'informatique, il a acquis une expérience réussie de la gestion physique d'un stock important et de l'animation du *personnel*.

Le poste et à prendre en grande banlieue parisienne. (réf. 638)

L' Organisateur Logistique

Sa mission sera de réorganiser la logistique (stockage, distribution) *et de mettre en place un système de distribution permettant de* tirer parti des développements les plus récents de l'informatique. A plus long terme, il étudiera différents projets et proposera des mesures d'amélioration de la productivité.

Le candidat est un ingénieur grande école, âgé de 30 ans environ. Il aura acquis une expérience d'au moins trois ans dans le conseil en organisation, de préférence dans le secteur de la logistique/distribution ou fabrication. Une bonne culture informatique de base est indispensable.

Le poste est basé en grande banlieue parisienne. (réf. 639)

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence correspondante à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEIN

Grand groupe international recherche, pour développer sa force de vente en France :

Un Ingénieur Technico-Commercial

semi-conducteur

Sa mission couvre l'ensemble de la fonction commerciale. Il devra développer le marché existant, identifier et approcher de nouveaux clients, promouvoir la gamme de produits avec l'aide de spécialistes techniques, et assurer le suivi de la logistique commerciale.

Agé de 28/35 ans environ, de formation ingénieur électronicien ou équivalent, il parlera couramment l'anglais. Il aura déjà une expérience de quelques années de la vente de matériel électronique ou de semi-conducteurs.

Ce poste implique des déplacements. La rémunération est motivante.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence 622 à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEIN

Important Groupe de Distribution

recherche **pour son service Audit Interne**

Auditeur Adjoint H/F

De formation DECS ou équivalent + 2 à 3 ans d'expérience audit acquise de préférence en cabinet comptable.

Pour ce poste les missions seront les suivantes :
- contrôle et suivi des procédures administratives et comptables
- révision des comptes des filiales du groupement.

Ce poste nécessitant autonomie, esprit d'initiative, disponibilité sera basé à Paris avec de nombreux déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence **1107** à **Lévi Tournay/Asscom** 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

(Position III)

Diplômé Grande Ecole et passionné par la technique

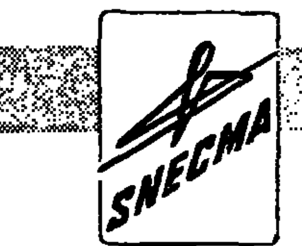
CADRE :
Une importante équipe projet assurant l'étude, la réalisation, la mise au point d'ensembles complexes, faisant appel à tous les aspects de la technique : logiciel, hyperfréquence, circuits analogiques et logiques, etc. et mettant en œuvre des technologies de pointe.

RESPONSABILITE :
Animer et encadrer une équipe d'Ingénieurs hautement qualifiés assurant :
- la définition et l'intégration de sous-systèmes,
- la définition, la mise au point, la réalisation d'essais au sol et en vol.

Si ce poste vous intéresse et que vous éprouviez l'envie de participer au développement d'une Société dynamique et entreprenante.

Ecrivez, en joignant photo et CV à :
Administration du Personnel ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55 Quai Carnot 92214 SAINT CLOUD.

CONTESSE



SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

SOCIETE NATIONALE, nous sommes specialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires.
Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ECP - SUP'AERO - MINES - ENSAM...

souhaitant travailler dans un environnement de technologies de pointe et intéressés par les domaines de la mécanique thermodynamique, combustion, automatisme, électronique...

Merci d'adresser, sous référence PER, lettre manuscrite, CV et prétentions à SNECMA
Département Encadrement - 2 boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.05

Futur Chef de Division Maintenance

Nous sommes une entreprise industrielle performante du secteur métallurgique (1000 pers., CA 2 Milliards, croissance 20 % par an), filiale d'un important groupe français.

Nous souhaitons préparer la relève en vue du départ en retraite de notre Chef de Division Maintenance. Nous recherchons un Ingénieur Grande Ecole de 35 ans minimum possédant si possible une formation d'électromécanicien et ayant acquis une première expérience en gestion et maintenance d'ensembles électro-mécaniques complexes. Dans un premier temps il secondera le Chef de Division Maintenance dans la gestion de son budget (40 millions), la recherche des coûts les plus compétitifs et l'amélioration des techniques. Il l'assistera dans l'animation du personnel de la Division (100 personnes) et dans le pilotage d'une importante sous-traitance. Par la suite il prendra la responsabilité globale de la Division.

L'usine fonctionne à feux continus. Elle est installée dans une région agréable, en grande banlieue Nord de Paris. Logement de fonction ou indemnité compensatrice.

Ecrivez à notre Conseil. Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3093M



MEMBRE DE SYNTEC

65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN



Rattaché à la Direction de la gestion Technique, *la Division Organisation* participe à l'effort d'amélioration de l'efficacité et de la productivité des différentes entités de la Société Générale et facilite leur adaptation aux differentes technologies nouvelles.

Pour renforcer nos équipes. nous recherchons des Ingénieurs ou Diplô*més de l'Enseignement Supérieur justifiant d'une expérience réussie de* 3 ans minimum dans le domaine de l'organisation.

La connaissance du milieu bancaire serait un atout apprécié.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. BL 246 à M. Benoît Lauret.

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour vendre des équipements de haute technicité dans l'industrie, nous recherchons :

2 ingénieurs commerciaux très performants

Filiale d'un important groupe français, notre Société (C.A. : 750 MF) a acquis une forte notoriété dans le domaine des équipements industriels où nous intervenons comme concepteurs, constructeurs, ensembliers.

Nous confierons la responsabilité et le développement commercial (gestion de marchés) à des ingénieurs de plus de 30 ans ayant une expérience réussie dans la négociation de contrats à composantes multiples (quelques MF) et nécessitant la connaissance maîtrisée des procédés de fabrication dans au moins un des secteurs suivants : agro-industrie, alimentaire, chimie, énergie hors pétrole, métallurgie. Nous leur assurerons une formation complémentaire pour ce qui concerne nos techniques spécifiques.

L'autonomie et la capacité à proposer des solutions devront faire partie des qualités dominantes des candidats recherchés qui, basés à Paris, auront à intervenir tant sur les marchés français qu'à l'exportation et pour lesquels la pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous la référence 4122/LM à notre Conseil Jacques GUYON.



FRANCE

HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Saxby Manutention

Chariots élévateurs et tracteurs aéroportuaires

Important constructeur de chariots élévateurs, nous recherchons *pour notre usine de 350 personnes située près de CREIL (à 40 minutes de Paris) :*

Chef du Service Ordonnancement

Rattaché au Responsable de Production de l'usine, le candidat retenu doit en premier lieu assurer la relève du titulaire actuel *qui part en retraite.*

Dès son entrée dans la société, il prendra en charge cette fonction *et sera associé à la mise en place progressive d'un nouveau* système de gestion informatisée.

Mécanicien de préférence, âgé au moins de 30 ans, il a acquis une expérience de l'ordonnancement et du lancement, en petites et moyennes séries, avec gestion de la production par ordinateurs.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 403 LM à notre Conseil :

Fulbert COLUMELLI

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



DESSEIN

SIEMENS

Siemens Data
un constructeur européen accepte le combat

Notre société, 1er constructeur européen de matériels électroniques et informatiques dont la compétence s'exerce essentiellement dans les secteurs des moyens et grands systèmes vous propose de rejoindre ses équipes.

Pour assurer notre expansion et augmenter notre part de marché, nous recherchons

Ingénieurs Commerciaux confirmés

Vous assurerez la responsabilité de vos résultats commerciaux en regard des objectifs assignés.

Une expérience réussie dans la vente de produits informatiques est indispensable.

Postes basés à PARIS ou PROVINCE.
Des déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier sous *référence 1111/M à :*

Siemens S.A.
Département du Personnel
BP 122 - 93204 ST DENIS Cedex 01

Siemens Data
l'avenir informatique
est aussi européen

Seita

Société Nationale employant 8500 personnes réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour *structurer notre développement un*

Jeune contrôleur de gestion

PARIS

Vous aurez pour mission d'établir les budgets, de suivre et contrôler les réalisations, d'analyser les écarts et d'améliorer les outils. Vous travaillerez à la Division chargée des approvisionnements des tabacs en feuille située à notre siège.

De formation supérieure de gestion (ESC, maîtrise), vous serez amenés à prendre des responsabilités faisant appel à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens des initiatives, à votre savoir-faire relationnel et à votre goût pour le travail en équipe. Une première expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Merci d'écrire sous référence 695/1M, (CV + photo + prétentions) à Bernard Julhiet Psycom 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Membre de Syntec

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La filiale CREDIT BAIL MOBILIER du CREDIT AGRICOLE
recherche pour son service **"Etudes des Risques"**

un chargé d'études financières

qui aura pour tâche :
- l'étude des dossiers du Crédit Bail
- la prise de décision dans le cadre de sa délégation, ou la présentation des dossiers à l'autorite compétente (supérieur hiérarchique ou comite),
- le suivi des relations avec *les Délégations Régionales, les Caisses Régionales* et les correspondants exterieurs,
- *le calcul des barèmes,*
- élaboration et suivi des statistiques d'activité.

Une formation supérieure à caractère financier ou economique est exigee ainsi qu'une expenence de 2 à 3 ans dans l'étude des dossiers de financement d'entreprises.

Ce poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris et comporte des deplacements occasionnels en province.

Adresser CV, photo et prétentions sous reference **LAM 0635**
CNCA - Direction du Personnel - Gestion des Personnes - 75710 PARIS BRUNE

Lévi Tournay - Ascom

RACAL-REDAC

Linking Concept to Product

Leader en IAO - CAO - CFAO
ELECTRONIQUE (83/84 : + 40 %)
recherche

INGENIEURS D'APPLICATION HF

Diplômé d'une école d'ingénieur électronicien, **vous avez acquis en labo, depuis 3 ans au moins, une bonne expérience dans la conception** *des circuits électroniques et si* possible, des simulateurs.

Nous vous offrons un job ouvert et vivant :
démontrer notre matériel, l'adapter aux besoins de notre clientèle, former et conseiller les utilisateurs.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais. Mobile et disponible, vous voulez aller de l'avant au sein d'une équipe dynamique.

Ecrivez avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre nom, s/réf. RA/MOI, à



michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

MEDIA BA

europhane

L'une des principales Sociétés Françaises d'Éclairage recherche dans le cadre du développement de son Service Export

RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

chargé du développement des ventes à l'exportation.
De formation supérieure Ingénieur ou Ecole de Commerce, il aura une expérience réussie de 5 ans dans l'exportation.
Bilingue anglais exigé, une 3e langue serait appréciée.

ASSISTANT(E) EXPORT

Il (elle) sera chargé(ée) de l'administration commerciale - cotations, suivi des contrats, commandes, dossiers... -
Pratique de l'anglais courant indispensable.

Les 2 postes sont basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions (en précisant le poste souhaité) à EUROPHANE, *Nicole RABIER, 156, bd Haussmann* 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

volvic oasis — Gestion de production

Pour améliorer nos performances et accroître notre efficacité, nous recherchons notre **RESPONSABLE du SERVICE DES EXPLOITATIONS.**

En position fonctionnelle au sein de la Direction Industrielle en *Région Parisienne, il sera chargé de veiller à l'utilisation optimale de* l'appareil de production (3 Usines et sous-traitances) en fonction des *besoins commerciaux.*

Il devra coordonner les services concernés, établir les procédures, superviser les plannings, contribuer à améliorer la productivité dans le respect de nos critères de qualité. Il s'appuiera sur nos moyens informatiques.

Le candidat retenu, âgé au minimum de 35 ans, devra avoir une expérience réussie en Production et/ou en Organisation Industrielle *ainsi que des qualités de communication nécessaires à son action.* Fréquents et courts déplacements dans nos Usines.

Merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + Photo + prétentions) sous réf. 1397M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le (1) 828.40.25 sur votre Minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.



397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

TERMINAUX POINTS DE VENTE VIDÉOTEX PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

ÉLECTRONIQUE C.K.D.
recherche
POUR SON « SERVICE ÉTUDES »
PLUSIEURS

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

DÉBUTANTS ou 1 à 3 ANS D'EXPÉRIENCE
BONNE CONNAISSANCE
en Microprocesseurs, Matériel et Logiciel.

Perspectives d'évolution de carrière intéressantes au sein d'une société dynamique à taille humaine.

Restaurant d'entreprise, 13e mois.

Envoyer c.v. à : ÉLECTRONIQUE C.K.D.
5, rue du Limousin, Z.I. des BÉTHUNES,
95310 SAINT-OUEN-L'AUMONE.

L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D.

recherche pour son siège en proche banlieue parisienne, un

contrôleur budgétaire

Sa mission : *Rattaché directement au responsable du contrôle budgétaire et de gestion, il sera chargé :* • du développement des méthodes et procédures budgétaires applicables au siège social et dans les établissements régionaux • de la mise en place d'un système de suivi budgétaire.

Par ailleurs, il participera activement à la conception d'une comptabilité analytique par produit et par fonction.

Pour mener à bien sa mission, il sera en liaison permanente avec les services chargés de la comptabilité et des relations avec les établissements régionaux. Il utilisera des outils de bureautique.

Son profil : De formation supérieure type Ecoles de Commerce option finance, formation universitaire + D.E.C.S., — il justifiera d'au moins une première expérience professionnelle significative qui lui permettra de bien maîtriser les techniques budgétaires. Il sera tout à la fois, un homme de rigueur et de communication pour assurer un dialogue de qualité entre le contrôle budgétaire et de gestion et les autres services de la Société.

Pour un recrutement rapide, adresser lettre manuscrite de candidature, Curriculum-Vitae, photo et prétentions, *s/réf.* SCBM.01, à notre Conseil (Confidentialité garantie pour les candidats en poste. Aucun dossier ne sera transmis sans leur accord).



ceforpe - marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

NOUS SOMMES
UN GRAND CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
MEMBRE D'UN DES PRINCIPAUX RESEAUX INTERNATIONAUX
Nous vous proposons de rejoindre nos

Chefs de mission

pour contribuer à l'encadrement de nos équipes basées à Paris.

VOUS RECHERCHEZ :
- la référence d'une organisation réputée sur le plan technique
- l'accès à de réelles possibilités de carrière et à une rémunération évolutive ;

NOUS RECHERCHONS :
- votre expérience de 3 ou 4 ans en audit, cela au sein d'un cabinet français ou anglo-saxon ;
- votre profonde motivation à participer à notre développement, avec une conviction professionnelle affirmée ;
- votre intérêt pour la diversité des interventions, dans des *entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, françaises ou* internationales (anglais courant souhaité).

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2106/M à

IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

Publival



recherche

le Responsable de la Branche Technique Incendie - Bris de Machine de la Société

Apte à prendre rapidement en charge l'equipe existante. il sera doté d'un esprit créatif et :
- veillera au developpement du portefeuille
- procedera à l'elaboration des polices ou a la modification des contrats existants
- representera notre Societe dans les commissions de Reglements de Sinistres et les reunions de l'Assemblee Pleniere
- apportera une assistance technique efficace aux Responsables d'Unite de gestion.

Adresser dossier de candidature, photo et pretentions
sous ref. RBI a Mme VIARD
Societe Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics
114 avenue Emile Zola 75739 Paris Cedex 15

LE CABINET PANISSOD-SUHNER
Conseil - Diagnostic
Outils de communication
Formation - Recrutement

recherche pour renforcer son équipe

UN JEUNE CONSULTANT

qui sera chargé de la Formation au management et aux Relations Humaines et de la mise en place des systèmes de communication auprès de nos clients (sociétés de services).

Il devra rapidement fidéliser et développer la clientèle dont il sera responsable par la qualité de ses prestations.

Il a au moins 25 ans, un niveau d'études Supérieures *et une expérience de 2 à 3 ans dans une structure* opérationnelle qui lui a permis de développer son sens de l'Analyse et de la Synthèse.

Autonome, mais avec l'esprit d'équipe, ses qualités relationnelles seront avant tout appréciées.

Amené à se déplacer fréquemment, il doit être mobile.

Merci d'adresser votre candidature
s/réf. LM 2406 (lettre man. + CV + photo + prét.)
à Mme LABEILLE
CABINET PANISSOD-SUHNER
109, rue de Turenne 75003 PARIS

Lévi Tournay - Ascom

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son siège

UN CHARGE D'ETUDES DE CREDIT HF

Le candidat retenu, diplômé d'études supérieures (Maîtrise de Sciences Eco ou Ecole de Commerce), aura *5 ans d'expérience* professionnelle acquise en milieu bancaire.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions N. 4656
PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

REJOIGNEZ

UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE !

Dans le cadre du développement important de notre Département Financier, nous recherchons des collaborateurs pour renforcer nos équipes dans les domaines :

GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DE SICOMI

Les nouveaux collaborateurs participeront à la mise en place de ce nouveau produit et devront posséder une expérience approfondie de cette activité.

GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DE SICAV, FCP, SCPI

Pour faire face à l'expansion rapide de nos opérations dans ce domaine, nous recherchons des collaborateurs, niveau BTS ou BAC G2 *ayant, si possible,* une expérience de la fonction.

Pour ces deux postes, le lieu de travail se situe à Paris-2e.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3620/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA BA

Audit Opérationnel

LE GROUPE BSN – 1er groupe alimentaire français, 28 Mds de F de C.A. dont 30 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés – recherche un auditeur confirmé pour son **SERVICE CENTRAL D'AUDIT.**

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder à terme à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 25 M en precisant rémunération actuelle à :
BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Crédit National

recherche
pour son **SERVICE DES ETUDES JURIDIQUES**

JURISTE à DOMINANTE FISCALE

Il sera chargé principalement d'étudier les problèmes juridiques et fiscaux relatifs à l'activité de l'entreprise (opérations de prêts) et à celle de ses filiales (crédit bail, prises de participations, garanties...).

Il assumera aussi à l'intérieur de l'Entreprise un rôle de Conseil et s'efforcera de résoudre concrètement les problèmes posés.

Il devra posséder :
- une maîtrise de droit minimum,
- *de bonnes connaissances du droit des affaires et du droit fiscal appliqué aux entreprises,*
- cinq années d'expériences acquises dans un cabinet spécialisé, ou dans un service juridique de banque ou d'entreprise.

Rémunération attrayante et perspectives de carrière pour un candidat performant.

Prière d'adresser une lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, salaire souhaité et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

CONTESSE

Banque 2ème arrondissement
recherche en vue de l'extension de son département international

UN CAMBISTE « COMPTANT »

Solides connaissances du « Spot » des relations clients, courtier et correspondant.
Anglais indispensable.

UN GRADE « TRESORERIE FRANC »

Connaissance comptable appréciée. 2 ans d'expérience minimum. Anglais souhaité.

UN GRADE « BACK OFFICE DEVISES »

Solides connaissances des opérations cambistes et de leur comptabilisation.
3 ans d'expérience minimum.
Anglais souhaité.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Ecrire à PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. 3643
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D.
recherche pour son siège en proche banlieue parisienne, un

cadre technicien des produits d'assurances I.A.R.D.

Sa mission : Au sein d'un service chargé de la création des produits et de la conception des éléments qui permettent aux établissements régionaux de gerer et de diffuser ces produits, il participera : ● à la définition des normes d'acceptation des risques ● à l'élaboration des tarifs et des documents de gestion ● à l'étude des adaptations régionales de produits et de tarifs ● à la conception des procedures de gestion des contrats en liaison avec le département informatique.

Il sera rattaché directement au responsable du service.

Son profil : De formation supérieure juridique, Sciences Economiques... il aura déjà une connaissance pratique du monde de l'assurance I.A.R.D. acquise lors d'au moins une première expérience significative. Il devra allier rigueur, sens de l'analyse et de la synthèse avec une grande capacité d'expression écrite et orale.

Pour un recrutement rapide, adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions s/référ. SCTM.01. à notre Conseil (confidentialité garantie pour les candidats en poste. Aucun dossier ne sera transmis sans leur accord).

PRB

ceforpe - *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

La Société Mutuelle d'Assurance sur la Vie du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche un

Professionnel Confirmé de l'Actuariat

Responsable des contrats individuels, il anime une équipe de 6 personnes.
Alliant à des qualités techniques certaines le goût de la gestion et le sens de l'encadrement, il est apte à exprimer ses besoins auprès de l'informatique.

La rémunération, de l'ordre de 200.000 F par an, sera *fixée en fonction* de la formation et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la rémunération actuelle et le salaire souhaité à
Mme Viard - SMA VIE
114, av. Emile Zola
75739 Paris Cedex 15.

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE
recherche

organisateur

Mission :
- définir les procédures administratives, en assurer la mise en place et le suivi,
- suivre l'évolution de la réglementation professionnelle et ses incidences sur l'organisation interne,
- *mener les études visant à l'amélioration des outils de gestion notamment en matière de micro-informatique,*
- assister les services utilisateurs et l'informatique lors de la conception et de la mise en place des systèmes de gestion.

Profil :
- formation supérieure,
- expérience de 2 à 4 ans au sein d'un service d'Organisation, d'Inspection ou d'Etudes,
- connaissance des opérations bancaires absolument indispensable,
- maturité dans les contacts,
- connaissances en informatique appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 211-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

Pour son **centre de recherche** situé en banlieue Sud-Est de Paris **important groupe agro-alimentaire** engage un

Jeune ingénieur spécialisé en G.I.A.

Ses connaissances et l'expérience acquise doivent lui permettre d'intervenir rapidement dans les secteurs suivants : séparation par membrane, techniques de manipulation sterile et de conditionnement aseptique des produits alimentaires, et toute activité dans le domaine du génie alimentaire.
Sa tâche consistera, au niveau de notre atelier pilote, à mettre au point des procédés nouveaux dans les domaines considérés. Il devra, en particulier, avoir un esprit suffisamment rigoureux pour concevoir et exécuter les protocoles expérimentaux indispensables.

Adresser candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4590 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

média-system



2 OSCARS A L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX A ECRAN
Dans le cadre de sa mission Assurance Qualité Fiabilité, recherche pour ses **Centres d'Etudes et de Développement de la Région Parisienne et pour son Centre de Fabrication de Fougères**

Ingénieurs Qualité

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant plusieurs années d'expérience dans cette fonction
- Bon niveau technique général (électro-mécanique, électronique, logiciel, statistique)
- Esprit d'initiative, rigueur
- Facilité de dialogue
- La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 980 à

SAGEM
Direction du Personnel et des Relations Sociales 6, avenue d'Iéna
75783 PARIS CEDEX 16.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL DE TRAVAUX PUBLICS

recherche

CADRE COMPTABLE

parlant couramment anglais
(filière BTS, DECS de préférence).

Expérience de quelques années en Cabinet comptable appréciée.

COMPTABLE 2e échelon

parlant couramment anglais
(BTS souhaité)

Ces postes sont basés à **NANTERRE** et nécessitent plusieurs déplacements à l'étranger par an, d'une durée moyenne de 15 jours.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant le poste souhaité sous N° 49041 M - HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche dans le cadre de son développement pour sa Direction Internationale :

Un(e) responsable de zone géographique Europe du Nord

(Grande-Bretagne, Irlande, Pays Scandinaves)

Il (elle) aura pour mission de :
- proposer une politique de développement pour la zone,
- analyser les risques pays, banques et entreprises,
- développer et entretenir le réseau de correspondants,
- apporter un soutien à la clientèle française pour ses besoins financiers et commerciaux sur l'étranger.

Il est demandé :
- un diplôme d'études supérieures économiques,
- une expérience de 8 à 10 ans en exploitation bancaire,
- anglais courant.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. **SD 0634**
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune.

RESPONSABLE du SYSTÈME de REPORTING

ALLEMAND SOUHAITÉ

Groupe international recherche pour sa filiale française *(1500 personnes) le responsable du système de reporting.*

Bonnes connaissances de la langue allemande souhaitées.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe *la référence* 51030 à *Y. R. CONTACT* - B.P. 73 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

Société nationale Paris-16e
RECHERCHE

UN COLLABORATEUR

Pour son service :

Budget et contrôle de gestion

– Débutant ou expérience de 2 ou 3 ans.
– Titulaire d'un diplôme de l'I.E.P. de Paris ou d'une école supérieure de commerce de province ou équivalent ET d'une maîtrise de sciences économiques ou équivalent.

LIBRE AVANT LE 31 AOUT 1985.

Les candidats masculins doivent être libérés des O.M.

Envoyer c.v., photo et prétentions :
sous n° 307 839 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Afin de renforcer nos équipes systèmes, nous recherchons un

AGF

INGENIEUR SYSTEME

pour participer au support technique du réseau de télétraitement ou à la mise en œuvre d'un traitement de textes intégré.

De formation ingénieur en informatique ou équivalent, vous *avez le goût des problèmes techniques et vous voulez valoriser* vos connaissances au sein d'une équipe motivée.

Nous sommes la filiale informatique des AGF, second groupe français d'assurances.
Nous disposons actuellement de 3000 terminaux répartis en France autour d'un équipement central IBM avec d'importantes bases de données IMS (600.000 messages/jour).

Adressez CV + prétentions
sous référence 317/M à
GIE - Direction du Personnel
Tour Franklin - 92081 Paris La Défense 11



LEVI TOURNAY / ASSCOM



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

BARRY S.A.

Holding d'un important Groupe Agro-Industriel
NEGOCE INTERNATIONAL ET TRANSFORMATION DU CACAO.

Dix usines implantées en Europe, Afrique et aux U.S.A.
Chiffre d'Affaires 3 Milliards de Francs, recherche,
pour compléter son équipe, deux jeunes

CONTROLEURS DE GESTION

de formation **HEC, ESSEC ou ESCP** (25 ans environ).

- Votre spécialisation ou une première expérience vous ont donné la maîtrise des techniques de base.
- Votre sens du dialogue et vos capacités de travail en équipe vous ouvriront d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du Groupe, ce qui impose une grande mobilité.
- La pratique de l'anglais est indispensable pour l'un des deux postes.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
2, boulevard Michelet Hardricourt 78250 MEULAN

Organisation et Publicité

IMPORTANTE
MUTUELLE NATIONALE
recherche

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
CONFIRMES DPS 7 - DPS 8

Les candidats possèdent au moins
2 ans d'expérience.

Ils sont autonomes et savent faire preuve d'initiative.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo
à Monsieur GRESTEAU

LOGICIEL ASSISTANCE
10, rue La Boëtie - 75008 PARIS

L'Institut d'informatique intégrée

recherche des

CONCEPTEURS-RÉDACTEURS
DE DOCUMENTATION EN INFORMATIQUE

ayant une expérience polyvalente

- en informatique
- en technique de documentation
- en rédaction ou peut-être en enseignement.

Adresser C.V. au 11, rue Cujas, 75005 PARIS.

GROUPE BFM

METROLOGIE

N°1 Pour les N°1

MATRA - TELEVIDEO - INTEL - OKI - ATT

Après deux années de croissance douce qui nous ont permis de nous structurer et de mettre en place un outil de gestion performant, nous repartons en 1985 pour une croissance de 50% dans les domaines professionnels de la micro-informatique industrielle, de la micro-informatique de gestion et de la bureautique.

Pour notre **DIVISION GRANDS COMPTES**, nous recherchons H/F

JEUNES DIPLOMES D'UNE ECOLE DE COMMERCE

Votre goût pour la négociation et la réussite vous pousse à rechercher un poste au sein d'une équipe dynamique. Nous assurons votre formation technique et commerciale, au cours des deux premiers mois, pour des postes d'

Ingénieurs Commerciaux grands comptes

Ils seront chargés de promouvoir l'image de METROLOGIE et de ses produits micro-informatiques et bureautiques auprès des Directeurs Informatiques ou des Directeurs de l'Organisation des 500 premières sociétés en France.



Si ce domaine vous passionne et si vous avez l'ambition d'une carrière existante et rémunératrice dans une Société où autonomie et responsabilités sont les règles de l'action, adressez-moi votre CV en rappelant la réf. JDEC
Christiane BERT - METROLOGIE
Tour d'Asnières - 4, avenue Laurent Cély
92606 ASNIERES CEDEX.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche
pour renforcer son équipe

ASSISTANT DE GESTION OBLIGATAIRE

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Connaissance de l'information souhaitée.

Le candidat retenu participera aux activités de contrepartie à la gestion des instruments de placement collectif (SICAV, Fonds Commun...) ainsi qu'à l'amélioration des outils d'aide à la décision.

Envoyer curriculum vitæ et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous n° 307.748 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Sté d'ingénierie pédagogique rech. pour son département

DOCUMENTATION
UN RÉDACTEUR TRADUCTEUR

Il sera chargé d'intégrer sur SITE un ensemble documentaire en langue anglaise relatif à des équipements avioniques simulés.

Ses compétences incluront :
- Une égale maîtrise de l'anglais et du français.
- Une connaissance approfondie, dans les 2 langues de travail, des écrits techniques traitant d'informatique industrielle.
- Une réelle aptitude à œuvrer au sein d'une équipe interdisciplinaire de production.

Adr. lettre manuscrite, photo et prét. n° 3.122 sur enveloppe I.T. ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle
Paris-2e qui transmettra.

Groupe presse recherche pour hebdomadaire et mensuel spécialisés sur l'Afrique

CHEF de PUBLICITÉ

ayant expérience affaires africaines et presse professionnelle. Connaissance anglais *indispensable. Discrétion* assurée.
Ecrire et joindre curriculum vitae détaillé à J. GUENEAU.
190, bd Haussmann,
75008 PARIS.

Gestion administrative
SICAV, FCP

CARDIF : filiale en pleine expansion du Groupe Compagnie Bancaire recherche des gestionnaires administratifs SICAV, FCP, possédant une première expérience dans ce domaine.

Niveau ITB ou BTS (gradé banque classe IV).

Petite équipe jeune. Possibilité d'évolution.
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 304 à M. C. BARJOLIN - COMPAGNIE BANCAIRE
5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEDIA PA

groupe de la compagnie bancaire

AUDIT

vous êtes
SENIOR SUPERVISOR
ou
MANAGER

dans une firme d'Audit
— Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
— Nous avons un projet pour vous.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves GALTIER - *FRINAULT* FIDUCIAIRE 8, rue Bellini - 75016 PARIS.

BANQUE PRIVÉE
PARIS-8e
en développement, à taille *humaine, recrute :*

JEUNE ATTACHÉ de DIRECTION H/F CLASSE IV ou V

25 ans minimum.
Motivé et dynamique.
150/180.000 F.
Format. supér. (Ecole de Commerce + B.P. Banque et/ou CESB, ITB ou NIVEAU équiv.

Nous demandons :
- un sens commercial inné pour créer, suivre et développer une clientèle de PME-PMI ;
- du bon sens et une bonne analyse des risques.

Voiture personnelle souhaitée. Déplacements Paris-banlieue. Perspectives d'avenir.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à OCBF, s/*Réf.* 4602M, *68, rue de la Chaussée-d'Antin,* 75009 PARIS.

CHEF DE PRODUIT

Diffuseur de presse, nous recherchons une personne désireuse de rejoindre une jeune équipe et de participer à notre développement.
Vous aurez en charge la mise en œuvre des outils marketing et la promotion commerciale de votre ligne de produits, les négociations commerciales avec les éditeurs, la coordination avec la force de vente.
De formation supérieure, éventuellement médicale ou paramédicale vous avez une première *expérience* commerciale ou *marketing* d'environ deux ans. Vous possédez une excellente capacité à faire passer un message, et, une bonne maîtrise de l'anglais.
Merci de nous écrire : Référence 411, *CURSUS*, M. Claude JACQUEMAIN, 16, rue de la Paix, 75002 PARIS.

Institut d'Enseignement Privé recherche pour AOUT *Etudiants niveau licence ou* maîtrise pour postes « Hôtesses » et « Surveillantes ». Bonne présentation exigée.
Ecrire sous le n° 300.741
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

FRANCE TERRE D'ASILE
recherche

CADRE DE DIRECTION

Responsable :
- de la gestion du personnel de l'association (46 salariés) ;
- du service chargé d'organiser, de dynamiser un dispositif d'hébergement et d'insertion de réfugiés.

EXPÉRIENCE DE DIRECTION NÉCESSAIRE, si possible dans secteur social ou associatif. Rémunération : 144.000 F + reprise ancienneté éventuelle.

Adresser lettre de candidature manuscrite + C.V. à :
FTDA, 28, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

OBEA
ORGANISME DE FORMATION
recherche son

RESPONSABLE DES STAGES

Ce poste à dominante administrative implique également un sens pédagogique nécessaire aux entretiens de sélection des formateurs.
Expérience et forte personnalité demandées.
Envoyez C.V. à OBEA
50, rue Gérard, 75013 PARIS.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
QUARTIER ÉTOILE

recherche pour son SERVICE DES PRIX

JEUNE COLLABORATEUR
MAITRISE SCIENCES ECO ou équivalent

Expérience 3/5 ans dans secteur immobilier

POUR :
- *Analyse des textes concernant la* LEGISLATION de la CONCURRENCE et des PRIX.
- Rédaction de circulaires à l'intention des adhérents.
- Consultations écrites et orales.

Libre immédiatement

Ecrire avec C.V., photo et prétentions n° M 89.169
BLEU 17, rue Lebel
94307 Vincennes cedex qui transmettra.

---

conseils en carrière

DIRIGEANTS A LA RECHERCHE D'UN 2e SOUFFLE

Vous êtes prêts à agir mais vous trouvez, comme beaucoup de dirigeants et cadres supérieurs qui ont atteint les niveaux élevés de la hiérarchie, que les techniques de prospection traditionnelles ne sont plus efficaces.

Nous sommes des spécialistes conseillant nos clients dans leur stratégie de recherche professionnelle - en particulier à travers une prospection de la face cachée du marché, soit plus de 2/3 des opportunités.

Votre premier pas ? Prenez un rendez-vous par *téléphone* ou par lettre pour un premier Bilan confidentiel et sans engagement. L'un de nos consultants vous communiquera, après cette analyse, nos possibilités d'intervention.

Forgeot Weeks
Conseil en Stratégie de Carrière
50, rue St Ferdinand - 75017 PARIS
Tél. : (1) 574.24.24
Meeting in English welcomed

COFAP

Grande entreprise nationale
RECHERCHE
pour son siège social Paris

1 CADRE DÉBUTANT

(HEC, Sup. de Co, Maîtrise de gestion)

Le candidat devra participer à la conception et à la mise en place du plan informatique d'un Service Financier. Des connaissances en informatique et des qualités de contact sont nécessaires.

Adresser c.v. + photo à D.S.F.J., bureau 10/228 2, rue Louis-Murat, 75384 Paris Cedex 08.

PROF. MATH lycée privé, ch. poste PARIS ou région, rentrée SEPT. 85, dans établis. sous contrat. Références et expérience. Tél. (3) 962-41-98.

ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION
recherche

CONSULTANTS

- gestion financière,
- analyse de forces de vente,
- management des hommes.

Env. C.V. à Demos,
20, rue de l'Arcade,
75008 PARIS.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE FRANÇAIS à vocation internationale recherche :

- pour poste responsabilités

JEUNE EXPERT COMPTABLE
formation supérieure grande école ou universitaire, expérience de responsabilité complète de missions de révision en cabinet d'audit ou d'expertise comptable

JEUNES COLLABORATEURS
pour ses équipes, 1 à 3 ans d'expérience, diplôme d'enseignement supérieur

JEUNE INFORMATICIEN
Formation MIAGE ou équivalent. Bonnes notions de comptabilité appréciées.

Adr. CV à Mme DURIAUD
66, rue Caumartin,
75009 PARIS.

Sté PÉTROLIÈRE
QUARTIER SAINT-LAZARE rech.

URGENT
1 INGÉNIEUR

formation mécanique et génie civil (Arts & Métiers, ENSI ou équivalent).
Débutant ou de préférence 1 à 2 ans d'expérience dans ingénierie ou distribution pétrolière. Bonnes connaissances anglais. 2e langue appréciée. Expatriation prévue à court terme. Envoyer C.V., photo et prét. à n° 30.551 Centrale d'annonces 121, rue Réaumur, 75002 Paris.

---

secrétaires

NACAM

Filiale d'un groupe international recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE
SECRETAIRE

parfaitement trilingue français-allemand-anglais.

Formation B.T.S. ou équivalent.
Excellente sténodactylo.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Mr LE TEUFF,
Société NACAM
16, avenue de la République - BP 78
92503 RUEIL MALMAISON Cedex.

RESPONSABLE PRODUIT

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il sera chargé du suivi et du développement commercial technique et administratif d'une gamme de produits. Expérience de l'ameublement et/ou Etudes Supérieures souhaitées.
Le poste est à pourvoir dans les VOSGES.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/n° 1083 M sur enveloppe à LT/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Important organisme collecteur du 1 % logement Paris, recherche

AGENT COMMERCIAL CADRE

- Pour assurer la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises adhérentes, les relations et le suivi de leurs dossiers.
- Formation universitaire (licence ou maîtrise) ou 3 ans d'expérience professionnelle équivalente dans la même branche.
- Sens commercial et goût des contacts.
- Aptitude à diriger une équipe de collaborateurs.
- Rémunération motivante et avantages sociaux divers.

Adresser candidature : lettre man. + C.V. + photo (retournée) et prét. sous réf. 12.842 à Comtesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
MITRA, 68000, PDP, HP, SOLAR.
Téléphone : 605-35-80.

CACT

S.S.C.I. spécialisée dans le développement de logiciels pour le BATIMENT *sur MINI ET MICRO ORDINATEURS*

QUARTIER ÉTOILE

recherche

INGÉNIEUR
pour DÉPARTEMENT CAO

Poste nécessitant TRES BONNE EXPÉRIENCE ET NÉGOCIATION COMMERCIALE

ANALYSTE PROGRAMMEUR SCIENTIFIQUE
pour DÉPARTEMENT CAO

TRES BON NIVEAU
Connaissance UNIX appréciée

INGÉNIEUR
pour développement logiciels THERMIQUE DU BATIMENT

Ecrire avec C.V., photo, prét. EN PRÉCISANT BIEN LE POSTE CHOISI
à CACT Service du personnel
6/14, rue La Pérouse
75784 PARIS Cedex 16

Pour septembre 85
ÉCOLE DE TOURISME
préparant au BTS
recherche

PROFESSEURS

- Économie ;
- *Droit ;*
- Organisation du tourisme ;
- Techniques d'agence et de transport ;
- Mercatique touristique.

Impérativement expérience de cinq ans au BTS

Vacataire qq heures semaine.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Publicité CLAUDE MICHEL
82, bd Sébastopol,
75003 Paris, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL BATIMENT
PARIS

recherche

INGÉNIEUR
ou équivalent

30 ans environ, 5 à 10 ans expérience dans le secteur bâtiment.

Pour participer à l'élaboration et à l'application de la politique de formation initiale et continue de la profession :

- *En préparant et animant des réunions.*
- *En élaborant et interprétant la réglementation.*
- *En assistant les adhérents des différentes spécialités professionnelles.*

Envoyer C.V., photo et prétentions n° M 88.387 BLEU
17, rue Lebel
94307 Vincennes cedex
qui transmettra.

---

propositions diverses

VOUS ÊTES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel — ou vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formulaire d'analyse. La *confidentialité la plus totale vous est garantie.*

Ecrivez ou téléphonez en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION
9, place des Ternes, 75017 PARIS
Téléphone : (1) 763-63-32.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
Paris 7e recherche

UN CADRE ELECTRO-TECHNIQUE

environ 35 ans.
Formation Bac technique, BTS Electro-technique.
Expérience souhaitée : Cadre technique ou Responsable d'entretien dans une usine pour suivi d'exploitation technique et financière d'installations électro-techniques immobilières.

Env. CV, prétentions, photo s/réf. 851806.

Cabinet Avenir Services
92, rue St Lazare, 75009 PARIS

FRANCACIP

Agence architectes-urbanistes
recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

O.P.A.H. RÉHABILITATIONS
Littoral Atlantique.
3-5 ans d'expérience.
Tél. : (1) 634-68-49.

Groupe de Sociétés
(ESSONNE)
recherche

CHEF COMPTABLE

Jeune et dynamique.
Min. BTS, 5 à 6 ans d'exp.

Envoyer C.V. et prétentions, CABINET ROUSSEAU, B.P. 326, 91163 Longjumeau Cedex à l'attention de M. NOULEZ.

Société de diffusion en micro-informatique, agréée IBM et APPLE, recherche dans le cadre de son expansion des

TECHNICIENS

DUT électronique (ou équivalent), expérience IBM/PC appréciée.

Adresser lettre *manuscrite,* C.V., photo et prétentions à Christine Laurent
GTI
17-19, rue de la Croix-Nivert
75015 PARIS.

ÉCOLE DE COMMERCE
PARIS 17e

préparant aux BTS, et CAP comptable et commercial

recherche
pour OCTOBRE

PROFESSEURS DE COMPTABILITÉ

6 à 12 h. de cours hebdomadaires

Adr. C.V. s/réf. 97.691
à BLEU CONSEIL
218, r. de Fontenay, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Pour connaître les emplois offerts OUTRE-MER ÉTRANGER, demandez une documentation (sans engagement) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 28), 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français, hommes et femmes. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402, 09 PARIS.

---

enseignement

MATH CONTACT
STAGES INTENSIFS EN JUILLET
MATH/PHYSIQUE
7 ÉLÈVES MAX. PAR CLASSE.
17, rue du Mail, 75002 PARIS.
Tél. : 236-31-83. Mme Sender.

---

villégiature

Av. parts multipropriétés, studios « Clubhôtel » lieux, périodes, variés, prix attractifs. Dispon. imméd. Ecrire C.E. Clé-Loire, 51, rue Sibert, B.P. 208, 42408 SAINT-CHAMOND.

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSULTANT HAUT NIVEAU

Docteur Math. Phys.
Ecole Polytechnique Zurich.
Spécialiste confirmé, calcul scientifique,
fatigue matériaux composites.
Recherche
poste de responsable développement application de CAO et éléments finis.
Disponbile de suite.

Ecrire sous nº 2.638 *le Monde* Pub.,
Service Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BATISSONS ENSEMBLE VOTRE INFORMATIQUE COMPTABLE ET FINANCIERE

Formation

Doctorat de 3ᵉ cycle en informatique.
Certificat comptable du DECS + ICG.

Expérience

15 ans en conception et mise en place de systèmes comptables et financiers.

Recherche

Direction Service Informatique/Etudes ou poste de responsabilité dans Direction Financière.

Ecrire s/nº 2572, *le Monde Pub.*, Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEF DE PUB

Plus de 2 ans d'expérience réussie en grande agence spécialisée. Formation journaliste. Ayant encore à apprendre, mais beaucoup à apporter
(dynamisme, rigueur, imagination...).

Ecrire sous nº 6775, *le Monde* Pub.,
Service Annones Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

AGENT ETAT CAT A
Cherche emploi administratif public/privé Nantes et ouest, DPLOMÉ LETTRES et DROIT PUBLIC, connaissances droit *du travail, 4 ans expérience* gestion person.
Tél. H.d.B. 260-33-00, poste 26-20.

J.F. 27 ans maîtrise AES option droit privé. Anglais, notions informatique, expérience PME, *audiovisuel*, cherche emploi communication, formation personnel France et étranger, libre de suite.
Ecr. s/nº 2.635 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ADJOINT CHEF DU PERSONNEL
29 ans, marié, maîtrise AES expérience : informatisation du service, suivi législation, déclarations, statistiques CE, CHS, CT, cherche poste fonction personnel, auditeur interne, libre de suite.
Ecr. s/nº 2.634 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ch. avant départ service national empl. collaborateur administratif durée 6/8 mois à partir sept. 85 BAC G2.
Option informatique, gestion et compta. permis C. Paris ou banl. Tél. 413-20-79.

TOXICOLOGUE EXPÉRIMENTÉ
recherche
poste de responsabilité dans labo. de recherches. Spécialiste de l'évaluation de toxicité des produits, métabolisme des produits chimiques, toxicologie respiratoire, cancérogenèse.
Ecr. s/nº 2.636 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 34 ans, célibataire, 8 ans de direct. ciale unités hôtelières (200 ch.), France-étranger, recherche opportunités secteur hôtellerie, tourisme, congrès, équipement. Langues : anglais/allemand. Ec. : Xavier MONNET. B.P. 5. 95850 Mareil-en-France. Tél. : (3) 471-19-97.

POUR LIMA (Pérou) J.F. secrétaire BTS direction, bonnes références, anglais, allemand, connais. esp. cherche emploi dans firme française ou autres.
Tél. : (88) 33-12-00.

ETUDIANT 20 a., cherche travail indifférent en juillet et août. Tél. : 872-64-27.

DEMAIN VOTRE CHEF DU PERSONNEL

FME 46 ans, spécialiste fonction personnel, grande expérience dans entreprise 350 personnes :
— *recrutement, gestion, promotions, négociations sociales, responsabilité services généraux.*
Recherche poste similaire ou
Adjointe Directeur
Affaires sociales.
Paris ou sa région.
Libre rapidement.

Ecr. nº 12.492, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

H. Bac-G2, stage analyste programmeur COBOL/CICS-VS ; DEUG, Sciences Economiques, DECS en cours, cherche emploi correspondant temps partiel dans Paris. Libre 1ᵉʳ juillet.
Ecr. s/nº 2550 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 *Paris.*

J.F. belge, 26 a., niveau Bac + 3, quadrilingue fr.-angl.-néer., bonne présentation expériences en coordin., relation, renseignement, secrétariat, ch. poste en relation avec public relation, gestion du personnel, secrétar. de haut niveau, rég. Paris.
Ecr. s/nº 2.582 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme exp. bilingue anglais (BTS, et gestion des entreprises, École des cadres), responsable de formation professionnelle cherche poste professorat dans *enseignement (alphabétisation* ou autre).

Ecr. s/nº 6774 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE INDÉPENDANTE

8 ans d'expérience, haut niveau, économie sociale + information scientifique (télécommunications) recherche :
tous travaux conception et collaboration rédactionnelles, journaux d'entreprises, pub. Etudierait toutes propositions.

Ecire sous réf. nº 69.804
à REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

FORMATEUR FLE Alpha formations formateurs adultes. Exp. ch. poste responsabilités *Paris, prov., étranger,* libre rap. CASSIS 36, rue du Hameau, 75015 *Paris. T.* 530-03-57.

Ingénieur agro-alimentaire, 44 ans exp. multinationale disposant capitaux étudierait ttes propositions rachat ou association d'entreprises.
Ecrire sous réf. nº 069.779
à REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

SECRÉTAIRE 25 ANS

Libre à partir de septembre 1985, souhaite intégrer équipe dynamique, secteur bancaire si possible.
Ecr. s/nº 6.773 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assistant de gestion, longue exp., anglais et informatique cherche respons. élargies, sect. finance, libre rapidement.
M. MATHIEU – 57, rue Thorelle 92340 BOURG-LA-REINE.

Vous voulez développer vos activités il vous faut pour cela un homme de terrain diplomate de relations publiques de commerce et de gestion. Je serais celui-là, prêt à entreprendre cadre 39 ans expérience direction management développement relations publiques et vente secteur commerce construction France-étranger.
Ecr. s/nº 2.639 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOUEZ GAGNANT !

Ing. polyvalent, 40 ans, 15 ans exp. divers dom., indust. dont *5 ans export dans grd groupe* multinat. Electronic de formation, angl., esp., ital. et port. parfaits, bonnes connaiss. all., cherche poste stable lui permettant donner toute sa mesure. Conseil, transferts techno, innovation, export, *composants électroniques...*

Ecr. s/nº 2632 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEUR MATH
ch. collabo. cours de vacances, *Paris, province.*
781-64-23 (de 9 h à 13 h).

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

formation professionnelle formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-VII ÉCOLE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

THERMIQUE ET REGULATION

appliquées à la gestion de l'énergie dans le bâtiment

- Diplôme national de 3ᵉ cycle : D.E.S.S.

Formation professionnelle de niveau BAC + 5, intégrant les technologies nouvelles (instrumentation, télégestion, informatique), s'adressant simultanément à :
- Des professionnels (minimum BTS + 3 ans d'expérience) désireux de se perfectionner :
- Des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un créneau porteur ;

- 10 mois à temps plein (début 15/10/85) ;
- Modalité : 500 heures de formation plus 3 semaines par mois de stage en entreprise durant 8 mois :
- Statuts : stagiaire de la formation professionnelle, congé formation, étudiant.

Information et dossier de candidature sur demande écrite à :
UNIVERSITÉ PARIS VII – Département d'Éducation Permanente – IRÈNE ARDITI.
2, place Jussieu – 75251 PARIS Cedex 05.

Gestion du commerce extérieur Informatique de gestion

L'UNIVERSITE DE PARIS DAUPHINE

vous propose des formations à temps plein elaborées à partir des besoins des entreprises. Ces formations de caractère operationnel associent des enseignants universitaires et praticiens et bénéficient d'une expérience de plusieurs années.

Elles débutent au mois d'Octobre 1985 :
INFORMATIQUE DE GESTION SUR PETITS SYSTEMES
GESTION DU COMMERCE EXTERIEUR

Public concerné :
Salaries en - PLAN DE FORMATION
- CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION
Demandeurs d'emploi.
Contacter dans les plus brefs délais :

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
département d'éducation permanente

Commerce Extérieur
Michèle MARCHAND
Tél. 505.14 10 Poste 22.46

Informatique de gestion
Marie-Christine DUBAQUIER
Tel. 553.09.40

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 PARIS CEDEX 16

UNIVERSITÉ DE PARIS X-NANTERRE INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

CYCLES AGRÉÉS PAR L'ÉTAT 1985-1986

D.E.S.S. BASES DE DONNÉES ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION : 600 heures.

réservé aux stagiaires en formation continue.

Niveau : Maîtrise (Sciences Économiques ou Scientifiques).
Objectifs : Formation de gestionnaires de données.
Contenu : Informatique générale. Algorithmique et modélisation. Bases de données. Analyse et traitement des données. Conduite d'un projet informatique.

* * *

FORMATION DE "CADRE COMMERCIAL"

Métiers du marketing et de la vente.

Niveau : DEUG ou admission sur expérience.

Formation couplée à la licence de Sciences Économiques diplôme national.

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris X-Nanterre
200, avenue de la République - 92001 NANTERRE CEDEX
Tél. : 725.92.34, postes 864 - 866 et 896

INSTITUT FRANÇAIS D'ANALYSE TRANSACTIONNELLE **IFAT** PARIS

Formation
à l'analyse transactionnelle.

Université d'automne (intensif du 26 octobre au 3 novembre) ou cycle annuel (vendredi soir et samedi).

Psychothérapie, organisation, pratique sociale.

10, rue Richer, 75009 PARIS.
770-06-92 de 14 h à 18 h 30.

FORMATION INFORMATIQUE
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Chef de projets
de 8 à 12 mois
Assistance et Conseil
INTERNATIONAL en Logiciel
38, Rue Bassano - PARIS 8ᵉ
Mᵒ George V
Tél : 723.55.18

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

DEMANDEURS D'EMPLOIS
PERSONNES EN CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION
Niveau BAC + expérience professionlle de 3 ans

I.U.T. SCEAUX

propose des stages de 1 an préparant un :
- D.U.T. Gestion des entreprises finances-comptabilité (novembre 1985).
- D.U.T. Techniques de commercialisation internationale (décembre 1985).
- D.E.C.S. épreuves 6 à 12 (septembre 85 ou janvier 86).

Présélection sur dossier + tests.
Renseignements : téléphone 660-19-77.

FORMATION EN ALCOOLOGIE

Formation permanente
Champ psycho social

L'EXCÈS D'ALCOOL ET LA FAMILLE
le même module est proposé aux dates suivantes

24 – 25 – 26 juin
1ᵉʳ – 2 – 3 juillet
8 – 9 – 10 juillet.

Renseignements et inscriptions
Centre Magenta
47, boulevard Magenta, 75010 PARIS.
Téléphone : 209-73-00.

ouvert tout l'été

Proximité gare de Lyon
6, rue Van Gogh (12è)

Complétez vos connaissances en

MICRO-INFORMATIQUE

Langages et logiciels sur IBM PC.
Pour tous renseignements, programmes, tarifs :

setec formation
(1) 347.68.98/99

Organisation et Publicité

PROFESSION : INFORMATICIEN

Si vous êtes diplômé du 2ᵉ Cycle Universitaire, d'une Grande École ou si vous êtes un jeune cadre, devenez les professionnels que l'industrie informatique s'arrache déjà. Pour maîtriser votre avenir, inscrivez notre Institut dans vos projets.

sélection le 17 juillet 1985
pour une formation à temps plein de
CONCEPTEUR DE SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION
entre octobre 1985 et juillet 1986

INSTITUT NATIONAL D'INFORMATIQUE DE GESTION
Etablissement privé d'Enseignement Supérieur créé en 1970
37 quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15 - ☎ (1) 578.61.52

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles

FRANCACIP

DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR

Ensemble construisons l'Avenir !

stage sur IBM 38
BAC/BAC + 2

Seul institut européen informatique doté d'un IBM 38, matériel de 4ᵉ génération évolutif vers la 5ᵉ, l'I.E.I. vous propose une formation en 7 mois avec + de 70 % de pratique.

Mettez toutes les chances de votre côté pour vous intégrer efficacement dans la vie professionnelle !
Paris - Nantes : IBM 38
Lyon - Lille : IBM 34 + complément.

IEI

Renseignements et inscription :
INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
41, rue Volta - 75003 PARIS -
Tél. : (1) 274.33.28.

MEDIA BA

INSTITUT PORTUAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE

iper organise en association avec l'A.F.T.

Certificat d'Etudes Supérieures de transport international

(niveau 3ᵉᵐᵉ cycle)
du 7 Octobre 1985 au 30 Juin 1986
ouvert aux Titulaires d'un diplôme de deuxième cycle universitaire ou équivalent, ou d'une expérience professionnelle de plusieurs années.

Inscriptions :
I.P.E.R. 1, rue E. Zola. 76090. LE HAVRE CEDEX.

L'immobilier

appartements ventes

4ᵉ arrdt

MARAIS, 1, r. Beautreillis
MARDI 15 h à 19 h.
Superbe duplex caractère, récept., 1 chbre. 1.260.000 F.

5ᵉ arrdt

PORT-ROYAL
VUE SUR JARDIN
Beau grand liv., 3 chbres 115 m², grand balcon, parking DORESSAY - 548-43-94.

NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
Reste 1 appt de 5 pièces, 116 m²
Vis. témoin ts jours, 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6ᵉ arrdt

PROX. ST-SULPICE
Vds 130 m², caract. Ach. 200 m². R. gauche. 703-32-44.

7ᵉ arrdt

ALMA
Somptueux appt, 440 m² 4ᵉ ét. Prix élevé justifié DORESSAY - 548-43-94.

ESTRÉES DUQUESNES
165 m², ét. élevé. 703-32-44.

8ᵉ arrdt

RUE DE BERRI
SPLENDIDE 7 P., 2 bains 2 services, 4 chbres sur jardin bel imm. pierre, 12 m balcon ALAIN BIRN. 267-85-30.

11ᵉ arrdt

Mᵒ VOLTAIRE, studio, vraie cuis. équip., bns, w.-c., parfait état. Prix : 230.000 F. Tél. : 700-43-22.

12ᵉ arrdt

MICHEL BIZOT, beau studio, cuis, bains, refait neuf. 200.000 F. T. : 526-99-04.

13ᵉ arrdt

CHEVALERET, stand., liv. + 3/4 chbres, balc., soleil, vue, park. 960.000 F. 605-10-08.

15ᵉ arrdt

R. LECOURBE. Mᵒ LOURMEL. Dble liv. + chbre, tt cft, refait neuf. Px intéress. 526-99-04.

16ᵉ arrdt

EXELMANS
Beau studio, séjour, entrée, cuisine, w.-c., salle d'eau. 400.000 F. Vis. 14 h/18 h 92, rue Chardon-Lagache.

18ᵉ arrdt

Partic. PRÈS RUE COUSTINE, CHARMANT 2 P., cuis., bains, calme. 440.000 F. 520-35-55.

92 Hauts-de-Seine

Neuilly-Sablons. 703-32-44.
200 m². GDE TERRASSE

NEUILLY - RÉSIDENTIEL
2 P. tt cft, ét. élevé, asc., sur pl. 126, r. PERONNET, mardi 25. 11 h à 16 h 30. 359-10-97.

94 Val-de-Marne

AVENUE FOCH
FONTENAY-SS-BOIS, limite Vincennes, pr. bois et RER, très belle résidence, 6 copropriétaires, beau 2 P., cuis, tt cft, balc., jard. privatif, box, cave, cht. ind., gaz. Prix 575.000 F. MAS IMMOBILIER. 345-88-53.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates
APPTS HAUT DE GAMME
et Hôtels Particuliers
562-16-40.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de *La Motte-Picquet*-15ᵉ. 566-00-75 recherche pour clients sérieux, APPTS à partir de 100 m², dans 15ᵉ et 7ᵉ arrdts.

viagers

ETUDE LODEL 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

38.000 cpt + 3.000 appt. 2 p., tt cft, imm. stand., neuf, park., près pl. d'Italie, occupé couple 69-79 ans. 266-19-00.

locations non meublées offres

Paris

Métro M.-Dormoy, studio tt conft, 4ᵉ ét. asc., calme, soleil, vue. 2.100 F. Garantie demandée. Ecr. s/nº 2631 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations non meublées demandes

Paris

Pour ingénieurs, cadres supérieurs et employés mutés IMPORT. Cie FRANÇAISE. PÉTROLE rech. APPTS 2 à 8 P., STUDIOS VILLAS, Paris, banlieue. Tél. : 503-30-33.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées offres

Etranger

Pour société intern. ou ambass. part. loue ALGER meublé, 5 p., cuis., bain, w.-c., gar., dans imm. 4 ét., pr. Consulat de France. Ecr. s/nº 2640 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 pièces et plus. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STAND. pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES
Téléphone : 562-78-99.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15ᵉ. 566-00-75
Paie comptant, 15ᵉ, 7ᵉ arrdts IMMEUBLES même occupés.

hôtels particuliers

NOUS SOMMES MANDATÉS POUR VENDRE avec MAXIMUM DE DISCRÉTION 3 HOTELS PARTICULIERS EXCEPT. à PARIS-7ᵉ PARIS-16ᵉ, NEUILLY. DORESSAY - 548-43-94. Télex 613.807 DOUVOCA, 3, rue du Vieux-Colombier-6ᵉ.

bureaux

Ventes

15ᵉ St-Lambert, imm. indép.
250 m² BUREAUX
parf. équip. Matin 722-73-58.

PL. ÉTATS-UNIS 16ᵉ
(près) H.B. 500 m² burx + 300 m² habitation, park. OFFICES SERVICE 720-97-92.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de société démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

Votre adresse commerciale
ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét., télex
CONSTITUTION STÉS
ou création ttes entreprises
ASPAC 293-60-50 +.

V/SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraire)
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ.

SIÈGE SOCIAL A PARIS
Bureau ou domiciliation
+ services (1) 346-00-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loue directement 1 bur. ou + dans imm. stand. 563-17-27.

16ᵉ
Domiciliation, siège social. constit. sté, secrét. tél., location bureau. Tél. : 651-29-77.

locaux commerciaux

Locations

Loue local ccial, 500 m² au sol, 200 m² à l'étage, 3 burx, chauffage, bon état, entrée gros porteur sur 2 rues, 69, Villeurbanne, accès facile. Ecrire Maison de la PA, nº 350 BP 2355, 69216 Lyon Cedex 02.

fonds de commerce

Achats

Chef rech. bail ccial restaurant, Neuilly, 130 à 160 m². Tél. 333-45-79. M. MICHEL ou M. PATRICK.

Rech. bail ccial, local sur rue, Neuilly, 140 à 170 m². Tél. *333-45-79. M. MICHEL* ou M. PATRICK.

Ventes

Côte d'Azur, vend agence immobilière + garanties *Situation numéro 1 : 2.250.000 F.* Ecr. HAVAS, St-Raphael, nº 1240.

économie

REPÈRES

Dollar : Léger affaiblissement à 9,3685 F

En vive progression, vendredi 21 juin, après l'annonce d'une avance « estimée » de 3,2 % pour le PNB américain au deuxième trimestre 1985, puis en repli, vendredi soir, à New-York (9,30 F et 3,06 DM, contre 9,40 F et 3,08 DM), le dollar s'est raffermi un instant, lundi 24 juin, avant de s'affaiblir à nouveau, à 9,3685 F.

Banques : les Allemands veulent opérer au Japon

La RFA a demandé au Japon que les banques allemandes soient *autorisées à intervenir sur les marchés financier et boursier nippons* sur la base de la réciprocité. Le gouvernement de Bonn a rappelé que les banques japonaises avaient déjà la possibilité d'effectuer *des opérations bancaires et financières en RFA*, dans le cadre du système « Universal Banking ». D'autre part, le Japon va autoriser *neuf banques d'affaires étrangères (six américaines, deux suisses et* une britannique) à opérer sur ses marchés. Cette décision a été prise après un entretien du ministre japonais des finances avec le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, qui demandait, lui aussi, la réciprocité.

LES CONTRATS FORMATION

Négociations rompues entre le CNPF et les syndicats

Les négociations entre les partenaires sociaux sur les congés de conversion ou, encore, les contrats de formation recherche d'emploi (CFR), sont rompues. La séance du 24 juin s'est si mal passée que les délégations ont décidé de ne pas se revoir.

« L'épreuve de vérité » attendue par M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, aura mis en évidence l'échec de la politique contractuelle pour la deuxième fois consécutive depuis le refus, par les organisations syndicales, le 16 décembre dernier, du protocole sur la flexibilité de l'emploi.

Depuis quelques jours, déjà, plusieurs signes montraient bien que les organisations syndicales abordaient la discussion avec beaucoup de réticences, allant même jusqu'à laisser entendre qu'elles ne signeraient pas (c'était le cas, notamment, de Force ouvrière). Pour la *même raison,* sans doute, M. Michel Delebarre, ministre du travail, était même intervenu pour rappeler le contenu qu'il entendait donner aux CFR, soumis à la négociation contractuelle. Ce qui lui valut une réaction très vive de la part de M. Yvon Gattaz, président du CNPF, qui, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le 23 juin, répliqua : *« Le gouvernement nous pose presque un ultimatum, en disant ce qui est bon et ce qui est mauvais »*, en ajoutant : *« Nous n'avons pas apprécié cette ingérence regrettable ».*

De fait, le climat allait se dégrader très rapidement dès l'ouverture des conversations, à 9 heures du matin, ce 24 juin. Comme convenu, le CNPF et la CGPME présentaient *leur propre* projet de *« nouveaux contrats de conversion »*, qui apparut aussitôt très éloigné des positions syndicales. A la suite d'une première suspension de séance, les cinq organisations (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC) adoptaient une position commune, par *laquelle* elles *faisaient* connaître leur attachement à quatre principes. Dans un tel dispositif, le contrat de travail ne devrait pas être rompu, tous les salariés devraient pouvoir en bénéficier, l'autorisation administrative de licenciement devrait être maintenue, *le* contenu des contrats devrait faire l'objet de négociations de branches et d'entreprises. De plus, la formation devrait être dispensée avec un objectif de reclassement *plus* dynamique.

A la reprise, et cela devrait devenir un argument – un prétexte, disent les représentants syndicaux – de la délégation patronale, M. Yvon Chotard fit observer que cette déclaration présentait *« une fâcheuse coïncidence »* avec l'intervention gouvernementale.

Dès lors, la discussion devenait impossible et, peu après midi, les partenaires sociaux décidaient de se séparer, scellant ainsi l'échec d'une nouvelle tentative de la politique contractuelle.

Pour toutes les organisations syndicales, l'explication de la rupture est contenue dans les deux textes du patronat, qui résument ses propositions pour les congés de conversion. Le premier de ces documents est un avenant à l'accord interprofessionnel du *10 février 1969* sur la *sécurité* de l'emploi comportant des modifications qui devront faire l'objet de décisions législatives. Le deuxième est consacré aux congés de conversion proprement dits, qui seraient divisés en *« deux périodes distinctes »*, l'une étant organisée par l'entreprise qui supprime ses effectifs, l'autre, facultative, étant mise en place par l'entreprise d'accueil.

Dans l'entreprise d'origine, le contrat de conversion est intégré dans le plan social, obligatoire en cas de licenciement d'au moins dix *salariés* dans une période de trente jours. Le salarié est libre d'accepter ou de refuser cette proposition, et les délais de licenciement sont ramenés à quinze jours. *Le* contrat de travail est aussitôt rompu. Une indemnité de licenciement est aussitôt versée. L'indemnité de *préavis, elle,* n'est *pas* payée puisqu'elle sert au financement patronal du contrat de conversion prévu pour une durée de six mois au maximum, pendant laquelle le bénéficiaire reçoit une formation orientée en fonction des perspectives d'emploi.

Des délais réduits

Pendant tout ce temps le salarié est inscrit à l'ANPE comme demandeur d'emploi. Il reçoit une *allocation* égale à 60 % de son salaire antérieur et est considéré comme stagiaire de la formation professionnelle. La formation est payée par l'Etat, qui se substitue également aux entreprises défaillantes et prend à sa charge une partie des frais d'allocation quand l'effectif de l'entreprise n'excède pas 50 salariés. Chaque mois l'entreprise verse un sixième de l'indemnisation de préavis et un complément égal à 10 % du salaire *antérieur pendant les trois premiers* mois, puis égal à 25 % les trois mois suivants. L'UNEDIC verse un complément égal à 25 % du salaire antérieur pendant trois mois, puis à 20 % les trois mois suivants. Pour parvenir à la couverture à 60 % de l'ancien salaire, le *Fonds national* de *l'emploi* peut être amené à participer.

Durant le contrat, *« l'entreprise doit s'efforcer de jouer un rôle actif dans le reclassement des intéressés »*, *précise le texte.* A *l'expiration* de la période, le bénéficiaire qui n'a pas retrouvé d'emploi pourra percevoir l'assurance chômage pendant dix mois en allocation de base. S'il retrouve un emploi, l'entreprise d'accueil pourra *« prévoir pour l'intéressé une formation »*, de six mois au maximum, qui fera l'objet d'une convention FNE et sera financée par les taxes de 0,1 % et 0,2 % défiscalisées. La rémunération sera *prise en charge à 75 %* par l'employeur.

Enfin, le texte propose que les *« dispositions relatives aux nouveaux contrats de conversion s'appliquent pendant une durée de deux ans ».*

ALAIN LEBAUBE.

LA POLITIQUE DE LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE SUR LA SELLETTE

Un rapport de l'inspection des finances souligne le rendement insuffisant du dispositif

La maîtrise de l'énergie, qui devait être le pivot de la politique énergétique de la gauche, est aujourd'hui sur la sellette. Desservie par la baisse des prix et la détente des marchés internationaux, elle est en butte à la concurrence des grands fournisseurs d'énergie, qui, tous, cherchent à placer une production désormais excédentaire. Depuis peu, elle est également contestée au sein même des pouvoirs publics à l'occasion de la préparation du budget pour *1986.* Un prochain conseil des ministres doit se prononcer sur cette politique et les moyens à lui consacrer.

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), créée en mai 1982 et principal maître d'œuvre de cette politique, a déjà été victime de la rigueur puisque ses moyens d'intervention ont été réduits de plus d'un tiers en 1985 (1) et demeurent très inférieurs aux objectifs définis en 1981. Elle est menacée de voir ces moyens encore amputés de moitié, ce qui reviendrait à supprimer toute aide à l'investissement de maîtrise de l'énergie. Ramené aux seuls crédits ordinaires consentis à l'Agence, l'effort d'économie d'énergie serait dans cette hypothèse inférieur en francs courants – sans même tenir compte de l'inflation – à ce qu'il était en 1981, avant l'arrivée au pouvoir de la gauche.

Comment, dans ces conditions, *espérer atteindre les objectifs du* IXe Plan : 60 millions de tonnes/équivalent pétrole économisées en 1990, soit 3,8 millions de TEP/an en moyenne ? Les fonds *engagés jusqu'ici n'ont permis d'économiser* « que » 2,2 millions de TEP/an, ce qui allège quand même la balance des paiements de quelque 8 milliards de francs et les charges des entreprises *et* des *ménages* de 6 milliards de francs par an !

Un rapport de l'inspection des finances, remis fin avril au ministre, se prononce pourtant clairement en faveur de la poursuite de cette politique, ainsi que sur la nécessité de *maintenir* les *aides publiques* à l'investissement d'économie d'énergie.

« Une politique active de maîtrise de l'énergie reste nécessaire, mais son but est désormais de diminuer la facture énergétique extérieure et, sur le plan micro-économique de contribuer à la réduction des coûts, donc à la compétitivité et à la modernisation », écrit l'auteur dans ses propositions.

S'il critique le *« rendement insuffisant »* du dispositif mis en place, le rapport ne le remet pas fondamentalement en cause, mais propose plutôt, grâce à une série d'aménagements, d'améliorer son efficacité.

Jugeant les procédures d'aide *« souvent mal calibrées et mal mesurées »*, il propose de maintenir celles permettant de subventionner les investissements conduisant à des économies d'énergie, mais en les rendant toutefois plus sélectives, ce qui réduirait les crédits nécessaires. L'aide à l'investissement doit être maintenue, estime-t-il en effet, tant dans le secteur public, *« qui n'accède pas commodément au marché des capitaux »*, que dans le secteur privé, où *« les investissements (...) risquent d'être négligés (...) si les décideurs cessent de bénéficier de mécanismes d'incitation »* ; mais ces aides doivent être limitées aux investissements à moyen terme et directement liées aux devises qu'ils permettent d'économiser.

Les crédits nécessaires, en plus du budget ordinaire de l'AFME sont estimés à 750 millions de francs par an. Ces ressources seraient certes inférieures à celles réclamées par l'Agence (1,5 milliard de francs au moins), mais elles auraient l'avantage d'être stables et garanties pour trois ans, de 1986 à 1989, dans le cadre d'un contrat de plan. Elles pourraient être fournies, propose le *rapporteur, par un emprunt* de la Caisse nationale de l'énergie, dont le service serait assuré par une *« légère taxe sur les produits pétroliers à partir de 1987 »*, – ce qui n'alourdirait *donc ni* le budget *ni* les prélèvements obligatoires en 1986.

Rigueur à soupape

Le rapport souligne en effet les inconvénients de l'actuel régime budgétaire et financier de l'agence, qualifié de *« rigueur à soupape ».* Une part importante des fonds d'intervention sont jusqu'ici fournis par les crédits du Fonds spécial des grands travaux : ils sont caractérisés *« à la fois par leur imprévisibilité, par la rapidité avec laquelle ils ont dû être engagés, par le laxisme des critères d'attribution retenus et par l'instabilité des procédures elles-mêmes ».* Certains secteurs, comme les collectivités locales, tantôt ont bénéficié d'aides, tantôt en ont été exclus, tandis que les sommes globales variaient du simple au double d'une année à l'autre.

Cette irrégularité, qui a compliqué la tâche de l'AFME, n'explique pas tout, et les reproches adressés au fonctionnement de l'agence sont nombreux : stratégie *« d'une qualité moyenne »*, gestion des dossiers *« techniquement valable mais souvent négligée dans ses aspects administratifs et financiers »*, organisation améliorée mais où *« des progrès sensibles* [restent] *à accomplir »*, etc, etc.

Pour améliorer l'efficacité du dispositif, il faudrait donc :

- Réorienter l'action de l'AFME dans certains domaines : dans la recherche ; vers des actions *« plus immédiatement rentables »* ; dans les économies de matières premières, secteur jusqu'ici *« délaissé »* ; et dans les énergies nouvelles et renouvelables, où *« les industriels devraient être placés devant leurs responsabilités »* pour le photovoltaïque et l'énergie éolienne ;
- Rendre plus efficace l'organisation et le fonctionnement de l'AFME. L'organigramme actuel serait *« rigoureusement simplifié »*, en réduisant le nombre des chargés de mission et des services ; les services décentralisés à Valbonne seraient rapatriés à Paris ; le rôle des délégations régionales serait clarifié et leurs effectifs mieux répartis, etc, etc.
- Améliorer l'environnement de la politique de maîtrise de l'énergie. Des ajustements de tarifs *sont* souhaitables, notamment pour *« éviter une pénétration sauvage de l'électricité dans les logements mal isolés »* ; une nouvelle politique de communication devrait contrer la tendance au relâchement des comportements ; les diagnostics thermiques seraient rendus obligatoires d'ici à 1990 dans les bâtiments du secteur public, *et* l'aide *étendue* (sous conditions) à l'industrie ;
- *Modifier* et *élargir* les modes de financement : dans l'industrie une formule de prêts participatifs « économie d'énergie » serait étudiée ; les particuliers auraient accès à des prêts à taux modérés ; l'Etat pourrait recourir au crédit-bail pour financer les investissements dans les bâtiments publics (hôpitaux, écoles, etc.) ; des organismes extérieurs seraient créés pour prendre en charge entièrement la réalisation des économies d'énergie ; enfin des éléments simples de comptabilité énergétique seraient mis en place.

De façon plus générale, le rapport de l'inspection des finances estime que la mission confiée à l'agence doit être précisée. Selon lui : *« Une conception beaucoup trop ambitieuse a présidé à [sa] création »*, ce qui a conduit l'AFME à faire *« trop et trop vite »*, et explique beaucoup des erreurs commises. Ce rôle aujourd'hui devrait être limité à la sensibilisation des utilisateurs, à l'animation et à la coordination des administrations et collectivités et à la distribution des aides publiques jugées *« temporairement nécessaires ».*

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) L'ensemble des crédits d'intervention et les sommes attribuées dans le cadre du *Fonds spécial grands* travaux sont passés de 2,352 milliards de francs en 1984 à 1,496 milliard en 1985, alors que les moyens jugés nécessaires fin 1981 étaient estimés à 3 ou 4 milliards de francs par an.

Plusieurs dizaines de pilotes licenciés par Air Afrique restent au chômage

Pour le monde des pilotes de ligne français où l'on n'a pas précisément l'habitude d'être au chômage, ni de tirer le diable par la queue, l'inscription aux ASSEDIC de dizaines de navigants licenciés à la fin de l'année dernière par la compagnie Air Afrique représente un coup très sévère.

Rappelons les faits. Le 11 septembre 1984, la grande majorité du personnel navigant – pilotes et mécaniciens – de la compagnie multinationale africaine se met en grève (1). Ils estiment que la direction remet en cause un texte de 1976 organisant leur avancement et leur qualification. Le 19 janvier 1985, la cour d'appel d'Abidjan confirme un jugement de première instance résiliant les contrats de travail de cent seize salariés africains et français pour fait de grève. Air Afrique affrète, depuis, des équipages yougoslaves notamment.

« Nous nous retrouvons une quarantaine de pilotes français à être inscrits au chômage depuis le mois de janvier », expliquent MM. Franck Denoyel et Alain Pannetier, deux des animateurs du bureau Air Afrique du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). *« Nous étions prêts à reprendre notre carrière à zéro chez un transporteur aérien à condition qu'il tienne tout de même compte des examens subis avec succès et de l'expérience acquise. Or on ignore nos antécédents. Le gouvernement ne veut pas faire pression sur Air France qui a seulement reculé la limite d'âge pour postuler à un emploi de pilote. Air Inter et UTA font la sourde oreille. Nous tentons notre chance auprès de compagnies étrangères, mais cela fait neuf mois que nous n'avons plus volé et nos qualifications risquent de disparaître. Cinq d'entre nous ont payé de leurs propres deniers des séances de simulateur de vol pour ne pas perdre leur licence. A raison de 1 500 F à 2 000 F de l'heure pour un minimum de quatre heures, on voit l'importance de leur effort financier. En fait, toutes les autorités se défilent. »*

Le directeur général de l'aviation civile, M. Daniel Tenenbaum, proteste de la bonne volonté et de l'efficience de ses services pour trouver du travail au personnel navigant licencié par Air Afrique. *« Pour remettre les choses à leur place, parlons un peu chiffres,* dit M. Tenenbaum. *Cinquante-six ressortissants français ont vu leur contrat de travail résilié. Quinze d'entre eux sont des mécaniciens qui ont été ou seront embauchés, car les compagnies comme UTA en recrutent. Sur les quarante et un pilotes, nous en avons recasé huit en France ou à l'étranger, chez Saudia par exemple. Une quinzaine peuvent faire valoir leurs droits à la retraite. Trente-sept se sont présentés à la sélection d'Air France. Un seul a été recruté immédiatement douze ont été reconnus aptes début mai à subir d'autres épreuves. Il en reste vingt-cinq dont le niveau en langue anglaise n'a pas été jugé suffisant. Nous allons faire en sorte de les aider à progresser dans ce domaine. Ont-ils besoin de maintenir leur licence en état de validité ? Nous leur accordons une priorité pour l'utilisation de simulateurs de vol. Faut-il qu'ils acquièrent la licence américaine pour être embauchés à l'étranger ? Nous leur faciliterons le déplacement à Houston (Texas) où les examens ont lieu. »*

Pour le directeur général, une vingtaine de cas demeurent non résolus, ce qui n'est pas dramatique. Il a bon espoir *« d'en placer, mais évidemment pas aux mêmes conditions qu'à Air Afrique ».*

Des tribulations qui arrangent les directions

En fait, le chômage de ces vingt ou trente pilotes arrange tous les partenaires du transport aérien. Un peu honteux tout de même, leur syndicat a renoncé à se mobiliser pour leur obtenir coûte que coûte des emplois. Car dans chaque compagnie, les pilotes n'ont guère envie de les voir bouleverser la règle sacro-sainte de l'ancienneté. Le SNPL tient aussi à ce que les élèves diplômés de l'École nationale de l'aviation civile (ENAC) trouvent du travail et l'embauche des *« vieux »* d'Air Afrique restreindrait les possibilités de recrutement. Les directions d'Air France, d'UTA et d'Air Inter ne peuvent, pour leur part, que se féliciter des tribulations de ces chômeurs d'exception, car elles dissuadent les plus remuants de leurs personnels navigants de revendiquer trop haut des augmentations de salaires ou d'agiter des menaces de grèves, par exemple pour défendre le principe d'un pilotage à trois pilotes quand le futur Airbus A-320 pourra être conduit à deux.

Quant à Air Afrique, le licenciement de la majorité de ses commandants de bord et de ses pilotes les plus expérimentés lui a valu, certes, d'importantes perturbations dans son exploitation. *Mais sa victoire sur* une corporation prestigieuse et combative lui donne aujourd'hui des atouts maîtres pour contraindre ses personnels africains à accepter des réductions de salaires et une augmentation de leur productivité. Ce n'est pas un mince avantage pour la nouvelle équipe dirigeante de la compagnie qui se mettra en place à partir du 24 juin et qui essaiera de redresser des comptes chroniquement *« dans le rouge »* (*le Monde* du 31 juillet 1984).

ALAIN FAUJAS.

(1) Les dix pays africains propriétaires d'Air Afrique sont les suivants : Bénin, Burkina, Congo, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

Revalorisation des allocations de fin de droits

LA NÉGOCIATION UNEDIC S'ANNONCE DIFFICILE

La négociation sur le financement de l'UNEDIC et l'alignement des allocations de fin de droits sur le montant revalorisé de 50 % des allocations de solidarité, prévue pour le *début du* mois de juillet, s'annonce difficile si l'on en croit les déclarations de MM. Yvon Gattaz et Edmond Maire.

Invité au Club de la presse d'Europe 1, le 23 juin, le président du CNPF n'a pas voulu fixer la contribution du patronat pour résorber le déficit du régime d'assurance chômage. *« Il faut que nous discutions de ce grave problème »*, a reconnu M. Gattaz, qui a ajouté : *« Mais nous négocierons, je vous le promets. »*

Invité du Forum de RMC, le même jour, le secrétaire général de la CFDT a affirmé que l'indemnisation des chômeurs *en fin de droits* était devenu l'objet d'un *« conflit majeur »* avec le CNPF et précisé que ce serait *« une bonne chose (...) si nous étions capables de faire peser (...) la menace d'une grève importante ».*

Evoquant les négociations, M. Maire a indiqué, pour les allocations de fin de droits, *« que la CFDT proposerait au patronat une hausse immédiate de 0,2 % des cotisations pour permettre l'alignement des deux indemnités ».* Ensuite, et pour combler le déficit de l'UNEDIC, il a estimé à 0,6 % l'augmentation nécessaire des cotisations, qu'il s'est déclaré *« prêt à répartir (...) moitié moitié entre salariés et employeurs ».*

- **Augmentation de 2,5 % des allocations familiales au 1er juillet.** – La Caisse nationale des allocations familiales a publié, le 22 juin, le nouveau barème des prestations familiales, qui seront augmentées en moyenne de 2,5 % au 1er juillet. L'allocation au jeune enfant passe de 737 F à 755 F. Pour deux enfants, les allocations familiales passent à 525,45 F, pour trois enfants à 1 182,27 F, pour quatre enfants à 1 847,30 F et pour cinq enfants à 2 495,81 F. Au-delà de cinq enfants, l'allocation par enfant est portée à 656,82 F. Le complément familial, les allocations prénatales, l'allocation de soutien familial, l'allocation d'éducation spéciale et l'allocation de parent isolé sont également revalorisées.

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Réussir les dénationalisations

(Suite de la première page.)

Ce qui est en jeu, c'est d'abord la question de savoir si la France va se décider à rompre avec la tendance dans laquelle elle s'est laissé entraîner depuis plus d'un demi-siècle, et par laquelle la sphère d'influence de l'Etat et du pouvoir politique central s'étend de façon inexorable. Dans les soixante dernières années, notre pays a connu quatre grandes poussées de la gauche : 1924, 1936, 1945 et 1981. Chacune d'elles a été marquée par une vague de nationalisations. Mais les gouvernements modérés qui ont reçu entre-temps la responsabilité du pouvoir n'ont jamais remis en cause ces nationalisations. Ils s'en sont même fort bien accommodé, gérant sans complexe cet énorme secteur public, procédant eux-mêmes à des « nationalisations rampantes » et favorisant plus ou moins consciemment les entreprises nationalisées au détriment des entreprises privées. Ainsi la France est-elle devenue le pays industrialisé le plus étatisé du monde non communiste : l'Etat possède et contrôle directement tout l'appareil bancaire et financier du pays, les télécommunications, une grande partie des assurances, de la production et de la distribution d'énergie et de l'information, un tiers de l'industrie et presque tous les services à la disposition du public. Les Français sont, par voie de conséquence, le peuple le plus imposé du monde occidental et, finalement, le plus handicapé par l'inflation. Un Etat hypertrophié est forcément un Etat coûteux, et sa population doit, inéluctablement, en supporter la charge. D'une manière ou d'une autre, il faudra bien, par exemple, que les Français supportent les 12,5 milliards de pertes annoncées par Renault pour 1984.

L'échéance de 1986 offre, pour la première fois, une chance de pouvoir renverser cette tendance, qui, si elle se poursuivait, nous éloignerait insensiblement, mais irrésistiblement, du modèle occidental pour nous entraîner peu à peu vers l'autre modèle, celui du communisme.

Ainsi, les nationalisations doivent être conçues de manière à rendre les Français plus libres et plus prospères, selon le modèle capitaliste.

Il faut veiller à diffuser très largement auprès des Français eux-mêmes les actions des sociétés à dénationaliser. Depuis 1945, un Français sur deux a pu devenir propriétaire, ou copropriétaire, de son logement. Ce fut un progrès décisif dont les répercussions politiques, économiques et sociales furent considérables. La propriété immobilière, qui était contestée par beaucoup de Français entre les deux guerres, a cessé de l'être à partir du moment où elle est devenue accessible à tous. Cette « installation » des Français a été à l'origine de la reprise de la construction immobilière en France. Elle a aussi contribué à une plus grande harmonie dans les relations que les Français entretiennent entre eux. Le moment est venu de faire de même en ce qui concerne la propriété et le développement du capital des entreprises. Les expériences étrangères montrent que les nationalisations qui ont le mieux réussi ont été celles qui ont fait appel au public le plus large. Les dénationalisations de 1986 fourniront aux Français l'occasion de découvrir les mérites d'un capitalisme vivant, ouvert à tous et largement répandu.

Toutes les entreprises publiques du secteur concurrentiel qui sont actuellement proches de l'équilibre ou bénéficiaires peuvent être dénationalisées sans délai. C'est le cas de l'ensemble du secteur bancaire, y compris naturellement les trois « vieilles », c'est-à-dire les trois plus grandes banques qui étaient déjà nationalisées avant 1981 ; c'est le cas des deux grandes compagnies financières, Paribas et Suez ; c'est celui des trois plus grandes compagnies d'assurances françaises nationalisées en 1945 et celui des cinq grands groupes industriels nationalisés en 1982. A ces entreprises détenues à 100 % par l'Etat, s'ajoutent les participations directes que l'Etat détient dans des sociétés cotées en Bourse et dont la plus importante est ELF-Aquitaine.

La vente des actions que l'Etat détient dans l'ensemble de ces entreprises représente une valeur de l'ordre de 135 milliards de francs au moins, et même probablement de 150 milliards de francs.

L'expérience de la dénationalisation de British Telecom, qui a rencontré un énorme succès, montre que la cession, par l'Etat, d'un volume d'actions de cette importance est réalisable.

Une étape décisive pour l'avenir

Ce succès a été dû à de nombreux facteurs, parmi lesquels certains ont joué un rôle décisif. Comme je l'avais personnellement suggéré devant des conseillers du gouvernement britannique à un colloque international que j'ai tenu en juin 1984, le gouvernement britannique a accordé des délais de règlement aux acquéreurs pour le paiement de leurs titres, ce qui a rendu l'opération accessible à tous. Il a d'autre part annoncé à l'avance sa volonté de réserver, au moment des attributions, une priorité aux demandes portant sur un petit nombre de titres, ce qui a incité le grand public à se manifester en masse. L'Etat britannique n'a pas hésité à s'adresser aussi aux marchés financiers étrangers. Il a au surplus réservé des titres au personnel de l'entreprise. Enfin, il a fait largement appel, pour la réalisation de l'opération, à l'intervention des professionnels, banques, agents de change, experts-comptables et publicitaires.

C'est la politique qu'il convient de mettre en œuvre en France.

Il faut opérer en quatre tranches espacées chacune d'un mois, qui concerneront successivement les trois « vieilles » banques, puis les autres banques et les compagnies financières nationalisées en 1982, puis les compagnies d'assurances et enfin les cinq entreprises industrielles nationalisées en 1982. Ainsi, la dénationalisation de toutes ces entreprises pourrait-elle être réalisée en quelques mois dès la fin de 1986 ou le début de 1987.

Les actions des entreprises à dénationaliser seront offertes à l'ensemble des Français. Une priorité sera cependant réservée aux membres de leur personnel, qui pourront les acquérir avec une réduction de prix. A chaque tranche de dénationalisation, une offre limitée à 25 % des actions à vendre devrait être aussi proposée à l'étranger.

Dans tous les cas, le prix des actions sera payé en trois échéances : 40 % immédiatement, 30 % un an après, et 30 % deux ans après.

Pour ceux qui pensent que l'opération est trop considérable pour être réalisable, rappelons qu'elle ne représente qu'une masse de capitaux de l'ordre de 45 milliards de francs par an sur trois ans, alors que présentement le marché financier français, pourtant si peu imaginatif et si confiné, collecte annuellement environ 300 milliards de francs, dont un sixième sous forme d'actions et le reste sous forme d'obligations.

Mais, me dira-t-on, que ferez-vous pour Renault, pour la sidérurgie, pour les télécommunications, et pour toutes les très nombreuses entreprises publiques que vous n'avez pas mentionnées et dont les pertes s'accumulent si dangereusement ? La sidérurgie et Renault ne pourront évidemment bénéficier d'une dénationalisation qu'après l'élaboration, par leurs dirigeants et par l'Etat, d'un programme de redressement étalé par exemple sur trois ans et comportant, en contrepartie d'un effort interne de ces entreprises, un renflouement financier à la charge de l'Etat actionnaire et des créanciers, comme c'est, inévitablement, le cas de toutes les entreprises en difficulté.

Ne serait-ce déjà pas un progrès considérable que d'avoir délivré de l'Etat en moins d'un an une soixantaine d'entreprises qui auraient tout pour prospérer si elles étaient délivrées de cet actionnaire impuissant qu'est l'Etat ?

Ne serait-ce pas surtout une étape décisive pour l'avenir que d'avoir montré aux Français qu'il leur est possible de devenir plus riches et plus responsables en se substituant à un Etat qui, jusqu'à maintenant, n'a presque jamais cessé de les appauvrir et de les asservir ?

JEAN-MAXIME LÉVÊQUE.

● **La France est en train de décliner, estime M. Gattaz.** — « *Il y a trois ans, presque jour pour jour, (...) c'était le 15 juin 1982, nous avons lancé un appel solennel au gouvernement pour qu'il change sa politique économique et sociale. Trois ans après, le 25 juin 1985, je lance à nouveau un appel au gouvernement en lui demandant solennellement de changer le cap de sa politique économique et sociale* », a déclaré M. Gattaz, dimanche soir 23 juin, au cours de l'émission d'Europe 1 « Club de la presse », dont il était l'invité.

« *Je crois*, a poursuivi le président du CNPF, *que la rigueur est toujours nécessaire, mais il faut que la rigueur soit complétée par de la vigueur. (...) Aujourd'hui, des tas d'indications prouvent que la France va mal. (...) Nous disons que la France est en train de décliner et de rétrograder dans le rang des nations modernes. Il faut changer absolument de politique.* »

Pour M. Gattaz, « *si on allégeait les charges des entreprises, si on faisait des allégements fiscaux pour les investissements, il y aurait une reprise immédiate des investissements. (...) Nous préconisons deux méthodes*, a conclu le président du CNPF : *crédit d'impôt automatique – c'est une urgence capitale – et, à plus long terme, allégement de l'impôt sur les sociétés.* »

ENTREPRISES

● Peugeot : licenciements probables à l'usine de La Rochelle

La situation de l'emploi à l'usine Peugeot de La Rochelle (1 670 personnes à fin 1984) sera examinée au comité central d'entreprise, qui se tiendra le 27 juin à Paris. Ce CCE sera consulté sur un « *projet de résiliation de contrats de travail pour motif économique* ». Ce qui, en clair, correspond à un projet de licenciement économique. En janvier 1985, la direction du groupe avait chiffré à 560 personnes le sureffectif de l'usine de La Rochelle, consacrée essentiellement à la fabrication de sous-ensembles pour des modèles Talbot. Vu l'importance du chômage partiel connu en 1984 à La Rochelle (plus de 600 heures), la direction proposait la mutation de 560 salariés vers d'autres usines du groupe ou à l'extérieur. A ce jour, seuls 110 salariés ont accepté une mutation. Le CCE sera donc consulté sur le sort de 450 salariés auxquels on proposera 450 postes à Mulhouse.

● **Chimie : les banques italiennes cèdent leur participation dans Montedison.**

Cinq banques publiques italiennes auraient cédé l'essentiel de leur participation (49 %) dans le conglomérat de la chimie Montedison au secteur privé. Au minimum 10 % des actions auraient été acquises par des investisseurs américains. Les banques étaient intervenues en 1981, lorsque le groupe, en difficulté, n'avait pu trouver des capitaux privés. En 1985, Montedison sortira du rouge selon ses dirigeants, sa restructuration achevée. Cette dénationalisation intervient peu de jours après la défaite des syndicats sur la modification de l'échelle mobile des salaires qui a marqué un changement des rapports de force en Italie.

● **Des moteurs Diesel finlandais fabriqués aux chantiers de La Ciotat.**

Les Chantiers navals français du Nord et de la Méditerranée (NORMED) et le groupe finlandais Wartsila ont créé une société conjointe pour la fabrication à La Ciotat de moteurs Diesel capables d'équiper notamment des paquebots de croisière à voile. La nouvelle société a déjà reçu « *un grand nombre de commandes* », indique un communiqué de NORMED, notamment pour six moteurs de 1 050 kW destinés aux deux navires de croisière commandés par l'armement américain Circle Line aux Ateliers et Chantiers du Havre. Ces moteurs peuvent avoir également des applications « terrestres », notamment pour des groupes électrogènes.

● **Augmentation de 10 % des faillites en mai.**

Le nombre de défaillances d'entreprises, corrigé des variations saisonnières, a été de deux mille trois cent quatre-vingt-quatre au mois de mai, soit une augmentation de 9,9 % par rapport à avril dernier, selon les statistiques de l'INSEE. En un an, la hausse est de 11 %. La croissance des faillites est particulièrement marquée dans le secteur des services.

● **Télécommunications : la SAT s'associe avec une firme américaine.**

La Société anonyme des télécommunications (SAT) a acquis 3 % de Contel, société basée à Atlanta, spécialisée dans les systèmes de télécommunications, avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars et vingt et un mille cinq cents personnes. La SAT en devient le principal actionnaire, le reste des parts étant très dispersé. En échange, Contel absorbe la compagnie IPC, détenue à 40 % par la société française. Cette opération est destinée à accroître les exportations de la SAT aux Etats-Unis.

SURCONSOMMATION MÉDICALE ET HYPERMARCHÉS

Après la parapharmacie, la vitamine C... Carrefour, suivi de près par les centres Leclerc, se lance dans la commercialisation de la vitamine C présentée non comme un médicament, mais comme un aliment énergétique : fabriquée par les laboratoires SARPP, vendu 11,60 la boîte de dix sachets, la « vitamine C 800 » vaut 40 % moins cher que le produit comparable vendu en pharmacie.

Mais cette nouvelle initiative de deux enseignes du grand commerce pose un autre problème que celui de la vente de rouges à lèvres, de vernis à ongles, de crèmes solaires ou de couches pour bébé. Pour les produits d'hygiène et de beauté, il s'agit avant tout de problèmes de réseaux de commercialisation, de notoriété des marques, qui seraient, disent les fabriquants, dévalorisées d'être bradées en vrac dans les usines a vendre.

La vitamine C, c'est une autre affaire. C'est un médicament grand public, vendu certes sans ordonnance, mais qui nécessite une autorisation de mise sur le marché, délivrée par le ministère de la santé. Tout abus d'un principe actif peut causer des dégâts dans certains organismes. Or, les amoncellements par milliers de boîtes en bout de rayons hypertrophiés incite à l'achat et à la surconsommation. Certes la vitamine C se vend librement dans les grandes surfaces en Grande-Bretagne comme en Suisse. Mais il est vrai aussi que dans ce dernier pays, la mise en rayon de la vitamine C, il y a une vingtaine d'années, en a centuplé la vente et donc la consommation. Et la vitamine C n'est pas le seul médicament grand public : la brèche ouverte, d'autres produits, comme l'Aspirine peuvent faire leur apparition sur les linéaires.

Là, il ne s'agit plus uniquement de chiffre d'affaires de l'industriel fabricant, ou de marge bénéficiaire du pharmacien ou du distributeur. Il s'agit bel et bien de surconsommation médicale et de santé publique.

J. D.

● **Accord IFREMER-COFREPÊCHE.** — L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et le Consortium français pour le développement des pêches (COFREPÊCHE) ont signé, le 21 juin, un accord selon lequel l'IFREMER prend une participation de 43,20 % dans le capital de COFREPÊCHE. Le capital de COFREPÊCHE, qui était de 147 200 francs, est désormais de 1 million de francs, dont 43,20 % supplémentaires sont détenus par seize professionnels, 13,50 % par cinq banques et 0,10 % par deux personnes physiques. Créé en 1980, avec l'appui de la direction des pêches, par vingt et un professionnels, COFREPÊCHE a pour but de promouvoir la pêche et les activités qui lui sont liées, en France et dans les pays en voie de développement.

ÉTRANGER

PROJETS SALARIAUX EN BELGIQUE

Assouplir les réglementations

De notre correspondant

Bruxelles. – Depuis bientôt quatre ans la Belgique s'est accoutumée, tant bien que mal, à la politique d'austérité imposée par le gouvernement Martens. Toutefois l'approche des élections générales, prévues pour le 8 décembre, commence à provoquer des remous. Ainsi de vives critiques viennent d'être faites par M. André Leysen, le président de la fédération des entreprises de Belgique.

A vrai dire, M. Leysen est un *« récidiviste »*. Président de la société *AGFA Gevaert*, il ne cesse de promouvoir des initiatives qui désarçonnent le gouvernement, les syndicats et bien souvent aussi ses collègues du patronat belge. Son dernier éclat a consisté à annoncer pour son entreprise un projet *« d'intéressement du personnel »*.

Il s'agirait de prélever 5 % des bénéfices de la société (après impôt) pour les distribuer sous forme de certificats non négociables. Quelque 32 000 de ces certificats – pour un personnel de huit mille ouvriers – seraient attribués à tous les membres présents dans l'entreprise depuis un an au moins. De plus, il reviendrait aux dirigeants de la société de répartir dix-huit mille autres certificats du même genre *« selon les mérites personnels »* des employés.

Il est évident que toutes les entreprises belges, surtout les petites et les moyennes, ne peuvent pas se permettre la même *« générosité »* que les grandes sociétés beaucoup plus prospères. M. Leysen n'en soutient pas moins que ses projets respecteraient la solidarité indispensable entre les différents secteurs économiques. Il souligne également que les sociétés les plus performantes sont aussi celles qui payent le plus d'impôts, permettant à l'État de prendre des mesures en vue de favoriser l'emploi.

Toutefois, le projet de la société *AGFA Gevaert* se heurte aux dispositions de la loi sur la modération salariale excluant que des avantages *« sous quelque forme que ce soit »* puissent être attribués aux travailleurs. Ces dispositions légales sont déjà très largement violées par la distribution de chèques-repas, par le bénéfice d'assurances-hospitalisation ou même par l'attribution de médailles en or aux vieux travailleurs des entreprises. Mais le ministre du travail et de l'emploi, M. Michel Hansenne, vient de s'opposer à la mise en application du *« plan Leysen »*.

Cependant le ministre du travail lui-même contribue à alimenter des discussions qui visent avant tout à assouplir les réglementations salariales. La « formule Hansenne » permettrait à l'Etat de lancer un emprunt accessible seulement aux entreprises, les obligations pouvant être distribuées à leur personnel. L'Etat obtiendrait de l'argent à un taux inférieur à celui du marché, les patrons n'auraient pas à supporter les charges sociales d'un salaire normal et les travailleurs eux-mêmes bénéficieraient d'un revenu réel plus favorable.

JEAN WETZ.

La « guerre des pâtes »

LA CEE RÉPLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. – La Commission européenne propose aux Etats-membres de relever les droits de douane perçus sur les importations de noix et de citrons en provenance des Etats-Unis. Le droit, qui est de 8 % pour les deux produits, passerait à 20 % pour les citrons et 30 % pour les noix.

Le volume de commerce qui serait affecté par cette mesure est négligeable dans le cas des citrons (1 million de dollars d'importations) mais substantiel dans le cas des noix : les importations en provenance des Etats-Unis portaient, en 1984, sur un montant de 32 millions de dollars.

On s'attend, à Bruxelles, que les Dix approuvent, lundi 24 juin, les propositions de la Commission. Il s'agit de mesures de rétorsion contre la décision récente des Etats-Unis de porter à 40 % leurs droits de douane sur les importations de pâtes alimentaires. Ce brusque relèvement équivaut à un embargo. Cette mesure de protection avait été prise par les Etats-Unis afin de protester contre les importations à conditions préférentielles dans la communauté d'oranges en provenance des pays du bassin méditerranéen. Les Etats-Unis s'estiment lésés par ces préférences.

Le problème, qui se pose bien évidemment, est de savoir si cette escalade protectionniste va continuer ou si, au contraire, les deux parties vont s'asseoir à la table des négociations. – Ph. L.

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS ENVISAGERAIT DE DÉMEMBRER ET DE PRIVATISER LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER

Le premier ministre japonais, M. Nakasone, a remplacé, samedi 22 juin, le président de la compagnie nationale des chemins de fer (JNR) M. Fumio Takagi par M. Takaya Sugiura, vice-ministre des transports. Selon l'AFP, citant des sources gouvernementales, l'ancien président de la compagnie nationale était opposé au projet gouvernemental de privatisation de JNR.

Un plan de sauvetage de la compagnie, en déficit chronique depuis 1964 avec l'entrée en service des premiers trains à grande vitesse – Shinkansen – sera publié en juillet. Selon certaines informations rapportées par l'AFP, la compagnie pourrait être divisée en six sociétés privées régionales à partir d'avril 1987.

La privatisation permettrait de réduire les effectifs d'un tiers. Actuellement, la compagnie compte trois cent mille salariés. La société a enregistré des pertes de 35 000 milliards de yens, soit l'équivalent de 140 milliards de dollars.

Au Danemark

Compromis sur la réforme fiscale

De notre correspondante

Copenhague. – Bien des Danois n'en reviennent pas... Ils ont appris officiellement, *le 19 juin*, que cette fameuse réforme fiscale, dont leurs dirigeants, quelle que soit leur appartenance idéologique, leur parlaient depuis des années, existait et qu'elle serait en principe appliquée progressivement à partir de janvier 1987.

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur) a annoncé que la coalition gouvernementale (conservateurs, libéraux, Centre démocrate et chrétiens-populaires) s'était mise d'accord à ce sujet avec les radicaux et les sociaux-démocrates. Le compromis vise à instaurer un système fiscal *« plus simple et plus juste »* afin de faire du Danemark *« pays endetté... un pays d'épargne »*. Il pourrait être adopté sans difficulté à la rentrée parlementaire d'octobre.

Il s'agit notamment de simplifier les barèmes de taxation, de mieux distinguer entre revenus salariaux et revenus du capital et surtout de réduire abattements et dégrèvements qui donnaient lieu aux plus incroyables combines. Ainsi les frais de représentation – principalement les dîners d'affaires – ne pourront être déduits qu'à 75 % en 1986 et à 25 % ensuite. Cependant, une somme de 5 000 couronnes par enfants sera versée annuellement aux familles, quelles que soient leurs ressources.

Cette réforme semble très loin de susciter l'enthousiasme, même dans les rangs des partis gouvernementaux. Le président du Centre démocrate, M. Jakobsen, n'a pas caché qu'il avait fini par accepter, à contrecœur, certaines dispositions uniquement pour sauver l'existence du cabinet. Pour leur part, les inspecteurs des impôts ont manifesté une nette hostilité à un projet qui n'emporte l'adhésion ni des milieux industriels ni de la plupart des banques.

CAMILLE OLSEN.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Uranium : Accord CEE-Canada.** – La Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et le Canada ont signé le 21 juin à Bruxelles un accord assouplissant les possibilités de réexportation vers des pays tiers de l'uranium canadien importé dans la CEE. Désormais, l'uranium canadien importé en Europe pourra être automatiquement réexporté vers d'autres pays sans autorisation préalable. Le Canada, un des principaux fournisseurs d'uranium de la CEE, avait conclu en 1959 avec Euratom un accord de coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. – *(AFP.)*

Social

● **Garantie de ressources : + 2,3 % au 1er juillet.** – Le bureau de l'Association pour la structure financière a décidé, vendredi 21 juin, par accord entre le CNPF et la CGC, de relever de 2,3 % au 1er juillet prochain le salaire de référence des préretraités en garantie de ressources (âgés aujourd'hui de soixante à soixante-cinq ans). Ce salaire avait été relevé de 2 % au 1er janvier. D'autre part, le minimum journalier de cette garantie de ressources sera porté à 122,20 F (+ 2,34 %) par accord entre le CNPF, la CFTC et la CGC. Au 1er janvier, il avait été porté à 119,40 F, en augmentation de 2,9 % ; le gouvernement, qui voulait limiter la hausse à 2,2 %, a finalement laissé faire.

● **La CGT, partie civile dans l'affaire du « fichier » SKF.** – M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a indiqué mercredi 19 juin, à Créteil (Val-de-Marne), que la CGT s'était portée partie civile dans l'affaire du « fichier » SKF. La direction de l'entreprise avait constitué un fichier des candidats à l'embauche comportant des appréciations sur leur vie personnelle et leurs opinions politiques et syndicales (*le Monde* du 23 mars 1984). L'affaire avait été révélée par la CGT. La Commission nationale de l'informatique et des libertés, saisie, avait transmis le dossier au parquet. Trois anciens directeurs et un chef du personnel de SKF ont été inculpés.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E.-U.	9,4100	9,4130	+ 190	+ 205	+ 390	+ 420	+1 050	+1 150
$ can.	6,8872	6,8934	+ 8	+ 29	+ 48	+ 85	+ 142	+ 239
Yen (100)	3,7776	3,7803	+ 120	+ 131	+ 250	+ 268	+ 748	+ 797
DM	3,0473	3,0492	+ 111	+ 121	+ 232	+ 247	+ 709	+ 752
Florin	2,7031	2,7047	+ 71	+ 78	+ 150	+ 163	+ 475	+ 513
F.B. (100)	15,1213	15,1310	+ 178	+ 226	+ 371	+ 468	+1 027	+1 309
F.S.	3,6466	3,6499	+ 133	+ 148	+ 286	+ 307	+ 899	+ 962
L (1 000)	4,7766	4,7800	– 163	– 134	– 314	– 281	– 900	– 818
£	12,0062	12,0166	– 257	– 210	– 485	– 409	–1 030	– 847

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 1/4	7 3/4	7 9/16	7 11/16	7 5/8	7 3/4	7 15/16	7 1/16
DM	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 11/16
Florin	6 7/8	7 1/8	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16	6 9/16	6 11/16
F.B. (100)	8	9	8 5/8	8 7/8	8 5/8	8 7/8	8 3/4	9
F.S.	1	2	5 1/4	5 3/8	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16
L (1 000)	13 3/4	14 3/4	13 7/8	14 3/8	13 3/4	14 3/4	14	14 3/8
£	12 5/8	12 7/8	12 9/16	12 11/16	12 1/2	12 5/8	12 1/8	12 1/4
F. franç.	10 1/8	10 3/8	10 1/8	10 3/8	10 1/8	10 3/8	10 7/16	10 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 juin 1985 sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires total du groupe s'est élevé à 15,2 milliards de francs, en progression de 20 % par rapport à 1983. Comme l'an dernier, cette augmentation est due à la croissance des travaux à l'étranger.

RÉSULTATS

Le bénéfice net de la société mère SAE s'établit à 250,2 millions de francs, en augmentation de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats consolidés hors part des tiers s'élèvent à 202,7 millions de francs, contre 239,4 millions en 1983, baisse due essentiellement aux mauvais résultats accidentels enregistrés par la filiale américaine Spaw Glass, et, dans une moindre mesure, aux médiocres performances des sociétés de travaux publics.

DIVIDENDES

Pour respecter les recommandations gouvernementales limitant l'augmentation des dividendes, l'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 30,3 F par action, soit 45,45 F avec l'impôt payé d'avance.

Compte tenu de l'acompte de 20 F mis en paiement depuis le 3 juin 1985, le solde du dividende, soit 10,30 F, sera mis en paiement à compter du 1er juillet 1985.

SIMCO – UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 19 juin 1985 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984, comptes qui incluent les opérations réalisées par l'Union pour l'habitation du 1er janvier au 27 décembre 1984, date de la fusion de cette société avec SIMCO. Ces comptes se sont soldés par un bénéfice de 178714432 F dont 6306737 F de plus-values nettes de cession.

L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 166925000 F correspondant à un dividende de 22 F par action. Après affectation de 5482696 F, le report à nouveau s'établit à 25407556,42 F. Ce dividende peut être, au choix des actionnaires, versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société émises au prix de 401,37 F ; les actionnaires auront jusqu'au 26 juillet pour exercer leur option, les versements en espèces seront effectués à partir du 5 août 1985.

Au cours de cette assemblée, M. Gontier a salué les anciens actionnaires de l'Union pour l'habitation qui assistaient pour la première fois à l'assemblée de la société fusionnée. Il a indiqué, dans son allocution, ce qu'avait été l'activité de la société au cours du premier semestre de 1985 :

● Le patrimoine est pratiquement loué en totalité.

● Le montant des loyers émis au titre des six premiers mois est d'une année sur l'autre en progression de 7,46 %.

● Le pourcentage des loyers impayés se maintient à un niveau très bas.

La société poursuit la modernisation de son patrimoine :

● Les ventes se poursuivent sur les immeubles de Vitry-sur-Seine, Rungis, Saint-Cyr et Orange ; 59 appartements ont fait l'objet de vente ou de compromis depuis le début de l'exercice.

● La construction de l'immeuble de 70 appartements, 29/33, rue des Ardennes à Paris-19e, est achevée, les trois quarts des appartements sont d'ores et déjà loués.

● Les travaux de rénovation de l'immeuble de 2 000 m² de bureaux, rue de la Procession à Paris-15e, sont engagés et devraient être achevés au cours du quatrième trimestre de l'exercice en cours. L'investissement prévisionnel – coût d'acquisition de l'immeuble et montant des travaux – devrait atteindre 25000000 de francs environ.

● La construction du « Daguerre », immeuble qui doit comporter 4050 m² de bureaux, a été entreprise dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, elle devrait être achevée au cours du deuxième semestre 1986. L'investissement prévisionnel est de 33000000 F en ce compris l'achat de 1300 m² de locaux loués à la collectivité des utilisateurs.

Des négociations sont en cours en vue de réaliser de nouveaux investissements commerciaux à Paris ou en région parisienne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE ENELFI-BRETAGNE COMPAGNIE FRANCO-MAROCAINE

Le projet de restructuration du groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie franco-marocaine, approuvé par les assemblées générales des deux sociétés le 5 juin 1985, dont le but est l'acquisition par Enelfi-Bretagne d'un contrôle aussi complet que possible de la Compagnie franco-marocaine, est entré dans sa phase de réalisation.

Une offre publique d'échange est adressée à tous les actionnaires de la Compagnie franco-marocaine. Un avis de la Chambre syndicale des agents de change, publié à la cote officielle le 17 juin, en a précisé les modalités. Une note d'information, visée par la Commission des opérations de Bourse, est en cours de diffusion aux actionnaires. Cette note est également disponible, sans frais, au siège social de la société, 280, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, et auprès de la banque Paribas, présentatrice de l'OPE, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Jusqu'au 26 juillet, par l'intermédiaire de leur banquier ou de leur agent de change habituel, les actionnaires de la Compagnie franco-marocaine ont la possibilité d'échanger, *sans frais*, leurs actions négociées hors cote en Bourse de Paris contre des actions Enelfi-Bretagne inscrites à la cote officielle et négociées au comptant en Bourse de Paris, à raison de neuf actions Enelfi-Bretagne pour quatre actions Compagnie franco-marocaine, ex-dividendes 1984.

La Compagnie franco-marocaine détenant une participation dans Enelfi-Bretagne, c'est une société du groupe, la Société de gestion mobilière Saint-Germain, qui intervient comme support de l'échange de titres. Cette société a acquis la participation de la Compagnie franco-marocaine dans Enelfi-Bretagne. Elle cédera ensuite à Enelfi-Bretagne les actions Compagnie franco-marocaine reçues par elle dans le cadre de l'échange.

L'opération se fait donc sur la base d'actions existantes, sans augmentation de capital d'Enelfi-Bretagne. La Compagnie franco-marocaine, devenue filiale d'Enelfi-Bretagne, conservera intégralement son existence propre.

Pour les actionnaires de la Compagnie franco-marocaine, cette opération est l'opportunité de participer à une société plus importante et d'avoir un accès plus ouvert au marché boursier.

Pour le groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie franco-marocaine, l'objectif – exposé lors des assemblées générales par le président, M. Michel Manchant – est de réunir les actionnaires des deux sociétés au niveau d'Enelfi-Bretagne devenue société mère, afin de consolider les liens et les complémentarités existant entre elles et leurs filiales, et de poursuivre le développement du groupe dans l'intérêt commun, à partir de l'ensemble des actifs dont il dispose en France et à l'étranger.

crédit foncier de france

Assemblée générale ordinaire du 26 juin 1985

MM. les actionnaires sont informés que, pour des raisons techniques, la mise en paiement du dividende de l'exercice 1984 initialement prévue pour le 27 juin 1985 est reportée au vendredi 28 juin 1985.



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 juin 1985 sous la présidence de M. Gilbert Simonet, président-directeur général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent, pour la société Maison Phénix, par une perte de 138 millions de francs (39,3 millions en 1983) après amortissement de 19,7 millions et créances sur report en arrière des déficits de 89,4 millions. Au niveau du groupe, la perte ressort à 115,4 millions (54,5 millions en 1983).

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société des Maisons Phénix s'est élevé pour 1984 à 1 180 millions (1 154 millions en 1983). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 2 767 millions (2 833 millions en 1983).

Dans son allocution, le président a précisé les nouvelles orientations de la politique définie pour l'avenir :

Le marché de la maison individuelle a continué à se dégrader en 1984. Les difficultés rencontrées par Maison Phénix au cours de cet exercice sont certes liées à la conjoncture mais elles sont aussi la conséquence d'un manque d'adaptation à l'évolution des conditions économiques au cours de ces dernières années. Il convenait donc de prendre des mesures d'organisation et de restructuration. Celles-ci sont en cours et se poursuivront dans les mois qui viennent.

Mais ces mesures seraient insuffisantes sans une définition claire de la politique de la société. J'ai donc décidé de recentrer l'activité de Phénix sur ce qui a été depuis l'origine sa véritable vocation : la *maison catalogue* et les deux secteurs corollaires que sont la *promotion* et le *lotissement foncier*.

Restructuration, assainissement, relance commerciale, sont donc les objectifs que nous nous sommes fixés.

Cette analyse, qui se veut lucide, n'entame en rien la confiance profonde que l'on doit avoir dans l'avenir à terme de la société qui dispose des deux éléments nécessaires à son redressement : une image de marque remarquable dans le public, justifiée par la qualité et la pérennité de son produit, et des actifs importants qui lui permettront de traverser cette période difficile, de conforter sa position et de reprendre une nouvelle part du marché.

L'assemblée a ratifié la nomination comme administrateur de M. Gilbert Simonet et a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Guy Dejouany, Tiberto-Ruy Brandolini d'Adda et Edouard Jaupart.

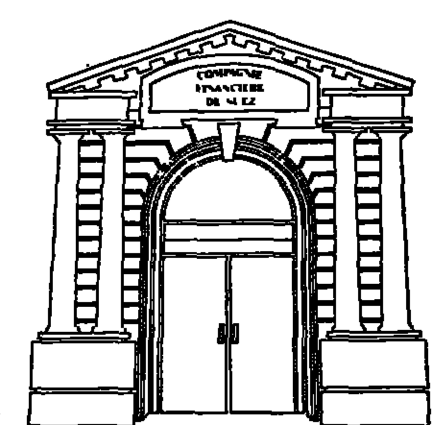




CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ :

PARTICIPEZ AU CAPITAL EN BONNE COMPAGNIE.

Mise en vente le 4 juillet 1985 de 970 000 certificats d'investissement privilégiés, jouissance du 1er juillet 1985.



Le prix d'offre minimum s'élève à 580 francs par certificat.

Les certificats d'investissement privilégiés de la Compagnie Financière de Suez bénéficient d'un dividende prioritaire au moins égal à 60 % du résultat net de gestion par titre, majoré de 12 francs. Le minimum garanti ressort à 24 francs plus avoir fiscal.

EXERCICE 1984

Actif net consolidé	11 069 MF	964 F par action
Résultat consolidé*	1 040 MF	90 F par action
Résultat net de gestion	253 MF	22 F par action

*Courant et sur opérations en capital.

Les ordres d'achat seront reçus jusqu'au 3 juillet 1985 auprès des banques et des agents de change.

L'avis d'admission à la Cote Officielle de la Bourse de Paris est paru le 19 juin 1985.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-174 en date du 11 juin 1985 est tenue à la disposition du public. BALO du 17 juin 1985.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

LE DÉVELOPPEMENT EN BONNE COMPAGNIE

BANQUE NATIONALE DE PARIS - LAZARD FRÈRES ET CIE
J.FRANÇOIS-DUFOUR, J.-L. KERVERN & CIE, AGENTS DE CHANGE.

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

Introduction le 25 juin
au second marché de la Bourse de Paris.
Mise en vente de 242 045 actions, soit 15 % du capital.

Prix d'offre minimum : 650 F par action.

Saint-Gobain Emballage a une double activité. D'une part, elle fabrique directement des bouteilles et des pots en verre. D'autre part, elle anime un ensemble de filiales dont la plus importante est Saint-Gobain Desjonquères qui fabrique des flacons pour la parfumerie et la pharmacie. L'ensemble ainsi formé est au premier rang européen dans sa spécialité, l'emballage en verre. Il est largement exportateur, directement et indirectement.

12 usines en France.
1 usine en RFA.
7 millions de bouteilles par jour.
8 millions de flacons par jour.
2000 modèles existants.
des créations permanentes.

Personnel	7135

Données consolidées 1984 en millions de francs :	
Ventes	3875
Résultat net	115
Autofinancement	266
Investissements	337

Répartition des ventes :	
Bouteilles	51 %
Flacons	38 %
Pots	8 %
Divers	3 %

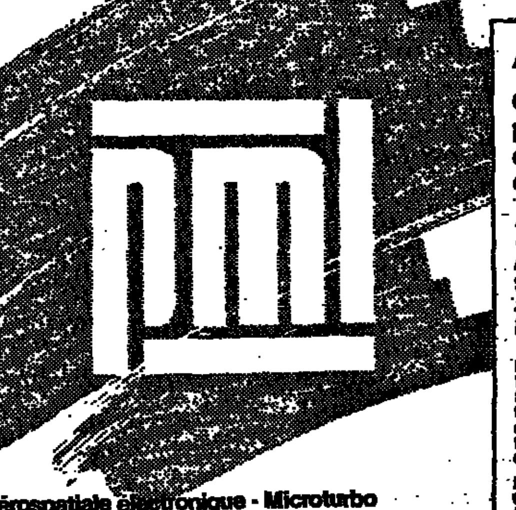
"NOUS PROGRESSONS AVEC NOS CLIENTS"



SAINT-GOBAIN EMBALLAGE - Les Miroirs 18, avenue d'Alsace 92400 COURBEVOIE - Tél. 762.38.00.



Le développement international: notre meilleur atout pour l'avenir



Aérospatiale électronique - Microturbo
Câblage automobile - Filtration - Ralentisseurs

Augmentation de capital
de F 161 938 200 à F 194 325 800
par émission en numéraire de 323 876 actions nouvelles de F 100 nominal.

Au prix de F 400 par action (dont F 300 de prime d'émission)
A raison de 1 action nouvelle pour 5 anciennes
Souscriptions à titre réductible admises
Jouissance : 1er janvier 1985
Délai de souscription : 10 juin au 10 juillet 1985

Lieux de souscription : Banque Nationale de Paris - Crédit Lyonnais - Société Générale - Caisse des Dépôts et Consignations - Banque Worms - Banque de Financement pour l'Industrie et le Commerce BFIC - Crédit Commercial de France - Crédit Industriel et Commercial - Banque Française du Commerce Extérieur - Banque de l'Union Européenne - Banque Vernes et Commerciale de Paris.

BALO du 3 juin 1985. Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-144 en date du 28 mai 1985 peut être obtenue sans frais au siège social de la Société, 5 avenue Newton, B.P. 64 Parc d'Activités - 78390 BOIS-D'ARCY, et aux guichets des lieux de souscription précités.



ROUSSEL-UCLAF

Le conseil de surveillance de la société Roussel-Uclaf, réuni le 20 juin 1985, a pris connaissance du rapport du directoire sur l'activité de la société et du groupe au cours du premier trimestre 1985.

Dans l'ensemble, les exploitations ont connu une croissance satisfaisante et les résultats ont évolué favorablement.

Les chiffres comparés à ceux enregistrés pour le premier trimestre 1984 sont les suivants :

Pour le groupe :

Chiffre d'affaires	3 257 MF	contre	2 814 MF (+15,7 %)
Marge brute d'autofinancement	278 MF	contre	216 MF (+28,7 %)
Bénéfice net	173 MF	contre	131 MF (+32,1 %)

Pour la société :

Chiffre d'affaires	1 222 MF	contre	1 105 MF (+10,6 %)
Marge brute d'autofinancement	226 MF	contre	160 MF (+41,3 %)
Résultat net	143 MF	contre	112 MF (+27,7 %)

Les acquisitions d'immobilisations du groupe ont été de 102 MF contre 90 MF (+13,3 %) et des dépenses de recherche et de développement de 249 MF contre 212 MF (+17,5 %).

Le premier trimestre de 1985 a bénéficié non seulement d'un bon niveau de ventes à l'étranger, mais aussi de certaines parités monétaires exceptionnelles favorables à l'exportation, qui ont plus que compensé la mauvaise rentabilité des activités en France. La situation est particulièrement dégradée dans le domaine de la pharmacie sur le marché national.

∴

Par ailleurs, le mandat des membres du directoire arrivant à expiration le 23 juin, le conseil de surveillance a nommé pour quatre ans un nouveau directoire ainsi composé :

Dr Edouard Sakiz, président ;
M. Pierre Joly, vice-président et directeur général ;
M. Alain Madec, directeur général ;
M. Maurice Rougeron ;
M. Alain Bouloche.

STÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Réunie le 19 juin 1985, sous la présidence de M. de Feuilhade de Chauvin, l'assemblée générale de la SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le bénéfice net s'élève à 30 482 000 F contre 28 352 000 F en 1983.

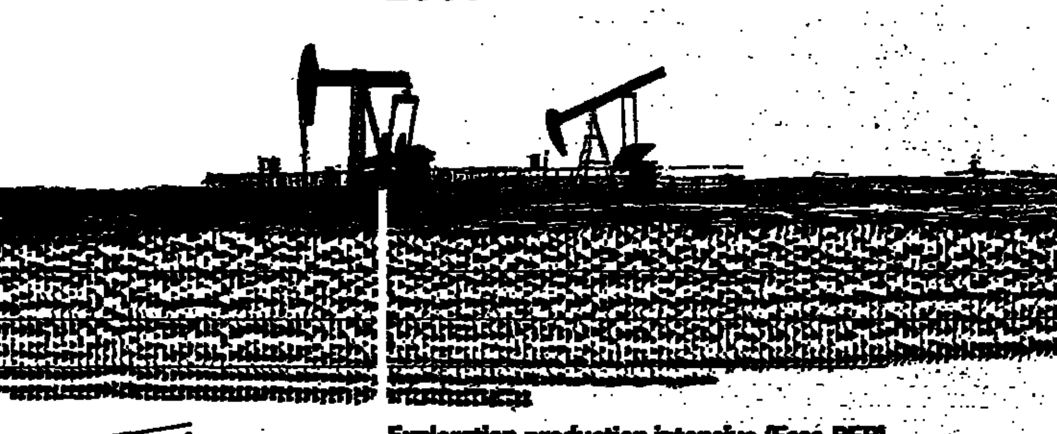
L'assemblée, après avoir décidé de doter la réserve générale à hauteur de 4 000 000 F, a fixé le dividende brut par action à 49,01 F, soit un montant net après précompte de 46 F (69 F avec l'avoir fiscal). Le report à nouveau en légère augmentation se monte à 12 411 000 F.

Le dividende, qui porte sur un nombre d'actions en augmentation de 1,47 % en raison des obligations converties en 1984, sera mis en paiement le 16 juillet 1985.

L'assemblée a réélu administrateur M. Michel Gallot et nommé, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, M. Alain Rongagnon.

La série A des obligations convertibles 1974 est sortie au sixième tirage au sort, le 22 avril 1985. Les obligations comprises dans cette série, à l'exception de celles dont la conversion a été demandée avant cette date, sont remboursables à partir du 1er juillet 1985 à 896 F. Toutefois, ces obligations pourront être converties en actions, à la demande des porteurs, jusqu'au 30 septembre 1985, sur la base de 1,04 action pour une obligation.

ESSO EN FRANCE





Exploration-production intensive (Esso-REP)

- Premier producteur de pétrole brut en France : 1 155 000 tonnes (+19 %).
- Investissements : 811 millions de francs (+20 %).

Amélioration de l'efficacité raffinage-distribution

- Investissements : 424 millions de francs.
- Poursuite de la restructuration et de la modernisation.
- Politique de prix dynamique.

Mais le raffinage reste lourdement déficitaire

- Niveau déprimé du marché international.
- *Aggravé par le contrôle des prix des principaux produits pétroliers.*

Maintien du dividende :
20 F par action + avoir fiscal 10 F.

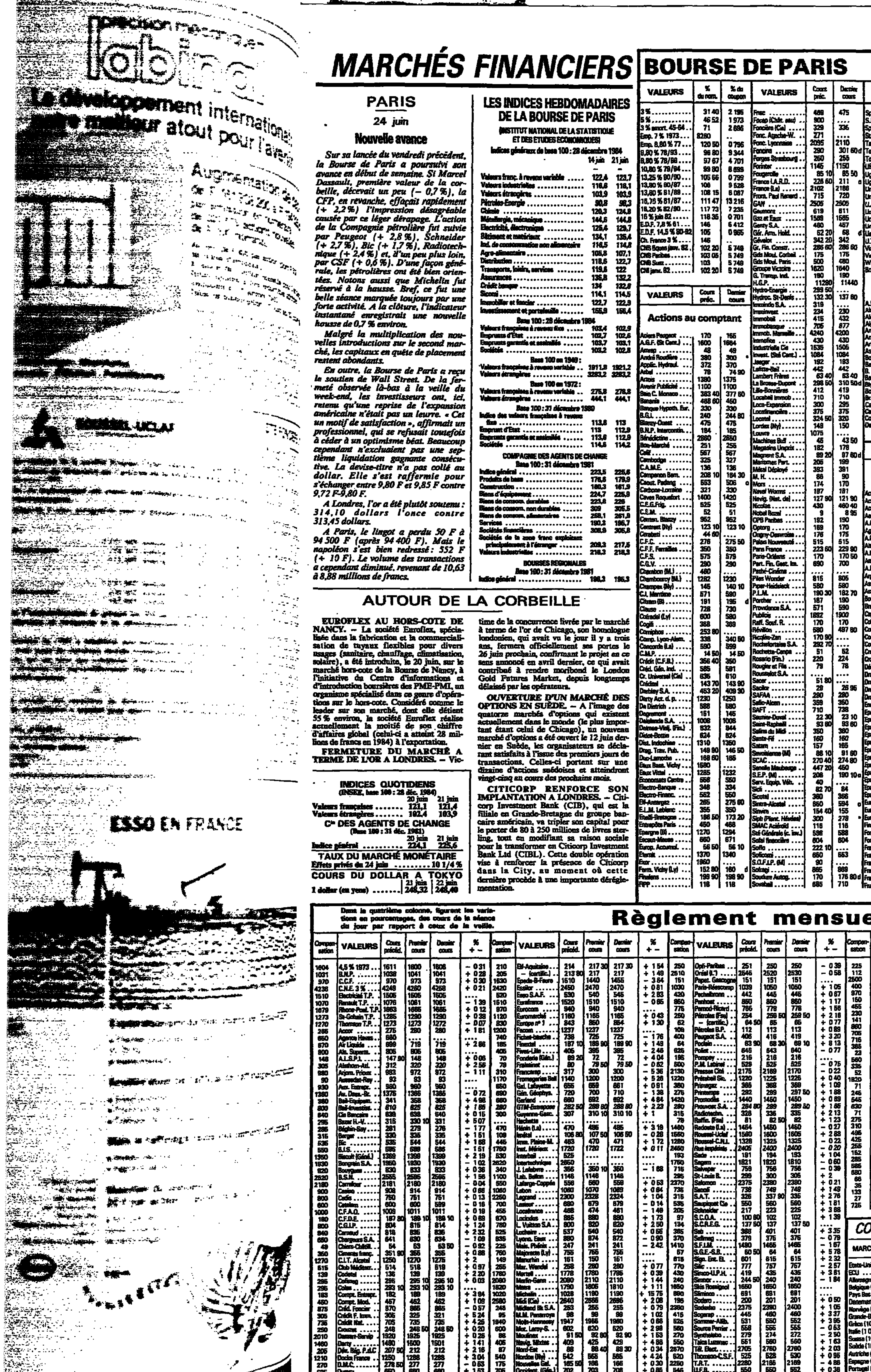
- Résultat net comptable : 508 millions de francs.
(après prise en compte du dividende reçu d'Esso REP et des effets de déstockage).

Le Rapport Annuel de la Société est disponible sur demande à la Direction des Relations Extérieures 10/14 cedex 2 92093 Paris-La Défense

Esso SOCIETE ANONYME FRANÇAISE — SOCIETE DU GROUPE EXXON



ESSO



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 juin

Nouvelle avance

Sur sa lancée du vendredi précédent, la Bourse de Paris a poursuivi son avance en début de semaine. Si Marcel Dassault, première valeur de la corbeille, décevait un peu (– 0,7 %), la CFP, en revanche, effaçait rapidement (+ 2,2 %) l'impression désagréable causée par ce léger dérapage. L'action de la Compagnie pétrolière fut suivie par Peugeot (+ 2,8 %), Schneider (+ 2,7 %), Bic (+ 1,7 %), Radiotechnique (+ 2,4 %) et, d'un peu plus loin, par CSF (+ 0,6 %). D'une façon générale, les pétrolières ont été bien orientées. Notons aussi que Michelin fut réservé à la hausse. Bref, ce fut une belle séance marquée toujours par une forte activité. A la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une nouvelle hausse de 0,7 % environ.

Malgré la multiplication des nouvelles introductions sur le second marché, les capitaux en quête de placement restent abondants.

En outre, la Bourse de Paris a reçu le soutien de Wall Street. De la fermeté observée là-bas à la veille du week-end, les investisseurs ont, ici, retenu qu'une reprise de l'expansion américaine n'était pas un leurre. « Cet un motif de satisfaction », affirmait un professionnel, qui se refusait toutefois à céder à un optimisme béat. Beaucoup cependant n'excluaient pas une septième liquidation gagnante consécutive. La devise-titre n'a pas collé au dollar. Elle s'est raffermie pour s'échanger entre 9,80 F et 9,85 F contre 9,72 F-9,80 F.

A Londres, l'or a été plutôt soutenu : 314,10 dollars l'once contre 313,45 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 50 F à 94 500 F (après 94 400 F). Mais le napoléon s'est bien redressé : 552 F (+ 10 F). Le volume des transactions a cependant diminué, revenant de 10,63 à 8,88 millions de francs.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	14 juin	21 juin
Valeurs franç. à revenu variable	122,4	123,7
Valeurs industrielles	116,6	118,1
Valeurs étrangères	103,9	103,9
Pétroles-Energie	90,8	98,3
Chimie	120,3	124,8
Métallurgie, mécanique	144,6	144,8
Electricité, électronique	125,4	129,7
Bâtiment et matériaux	134,1	136,4
Ind. de consommation non alimentaire	116,5	114,8
Agro-alimentaire	105,8	107,1
Distribution	118,6	122,7
Transports, loisirs, services	119,6	122
Assurances	136,8	132,2
Crédit banque	134	132,8
Sicomi	114,1	114,5
Immobilier et foncier	122,7	122,9
Investissement et portefeuille	155,9	156,4
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,4	102,9
Emprunts d'Etat	102,7	102,6
Emprunts garantis et assimilés	103,7	103,1
Sociétés	103,2	102,8
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1911,8	1921,2
Valeurs étrangères	3283,2	3283,2
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	275,8	278,8
Valeurs étrangères	444,1	444,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113,6	113
Emprunt d'Etat	113	112,9
Emprunts garantis et assimilés	113,6	112,9
Sociétés	114,6	114,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	223,5	225,6
Produits de base	176,6	179,9
Construction	160,3	161,9
Biens d'équipement	224,7	225,9
Biens de consom. durables	223,6	226
Biens de consom. non durables	309	305,5
Biens de consom. alimentaires	258,1	261,9
Services	190,2	196,7
Sociétés financières	308,9	305,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	209,3	217,6
Valeurs industrielles	216,3	218,3
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	196,3	195,3

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EUROFLEX AU HORS-COTE DE NANCY. – La société Euroflex, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de tuyaux flexibles pour divers usages (sanitaire, chauffage, climatisation, solaire), a été introduite, le 20 juin, sur le marché hors-cote de la Bourse de Nancy, à l'initiative du Centre d'informations et d'introduction boursières des PME-PMI, un organisme spécialisé dans ce genre d'opérations sur le hors-cote. Considéré comme le leader sur son marché, dont elle détient 55 % environ, la société Euroflex réalise actuellement la moitié de son chiffre d'affaires global (celui-ci a atteint 28 millions de francs en 1984) à l'exportation.

FERMETURE DU MARCHÉ A TERME DE L'OR A LONDRES. – Victime de la concurrence livrée par le marché à terme de l'or de Chicago, son homologue londonien, qui avait vu le jour il y a trois ans, fermera officiellement ses portes le 26 juin prochain, confirmant le projet en ce sens annoncé en avril dernier, ce qui avait contribué à rendre moribond le London Gold Futures Market, depuis longtemps délaissé par les opérateurs.

OUVERTURE D'UN MARCHÉ DES OPTIONS EN SUÈDE. – A l'image des quatorze marchés d'options qui existent actuellement dans le monde (le plus important étant celui de Chicago), un nouveau marché d'options a été ouvert le 12 juin dernier en Suède, les organisateurs se déclarant satisfaits à l'issue des premiers jours de transactions. Celles-ci portent sur une dizaine d'actions suédoises et atteindront vingt-cinq au cours des prochains mois.

CITICORP RENFORCE SON IMPLANTATION A LONDRES. – Citicorp Investment Bank (CIB), qui est la filiale en Grande-Bretagne du groupe bancaire américain, va tripler son capital pour le porter de 80 à 250 millions de livres sterling, tout en modifiant sa raison sociale pour la transformer en Citicorp Investment Bank Ltd (CIBL). Cette double opération vise à renforcer la présence de Citicorp dans la City, au moment où cette dernière procède à une importante déréglementation.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	20 juin	21 juin
Valeurs françaises	121,1	121,4
Valeurs étrangères	102,4	103,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	20 juin	21 juin
Indice général	224,1	225,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 24 juin .... 10 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 juin	22 juin
1 dollar (en yens)	248,32	248,40

BOURSE DE PARIS — Comptant — 24 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]														

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 21/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]								

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1604	4,5 % 1973	1611	1600	1606	– 0 31
1031	B.N.P.	1038	1041	1041	+ 0 28
210	Elf-Aquitaine	214	217 30	217 30	+ 1 54
205	– (certific.)	213 80	217	217	+ 1 49
[illegible]					
310	Ericsson	313	311	313	....
495	Exxon Corp.	503	516	516	+ 2 58
425	Ford Motors	441	439 50	439 50	– 0 34
255	Free State	253	257 50	257 50	+ 1 77
152	Gencor	150	154 80	154 80	+ 3 20
285	Gén. Belgique	286	284	284	– 0 69
585	Gén. Electr.	593	601	601	+ 1 34
680	Gen. Motors	705	719	719	+ 1 98
66	Goldfields	64 60	65 20	65 20	+ 0 92
35	GdMetropolitain	35 10	35 40	35 40	+ 0 86
133	Harmony	136 50	136 10	136 10	– 0 29
27	Hitachi	28	28 95	28 95	+ 3 39
725	Hoechst Akt.	720	729	729	+ 1 25
1880	Siemens A.G.	1880	1873	1873	– 0 37
149	Sony	150	155 20	155 50	+ 3 66
171	T.D.K.	178 50	186	186	+ 4 20
13 50	Toshiba Corp.	14 20	14 70	14 60	+ 2 81
980	Unilever	982	1000	1001	+ 1 93
396	Unit. Techn.	404	406	406	+ 0 49
880	Vaal Reefs	876	905	905	+ 3 42
250	Volvo	254	258 50	258 50	+ 1 77
440	West Deep	438	444	444	+ 1 36
295	West Hold.	301	303 20	303 20	+ 0 73
485	Xerox Corp.	494 20	497	499	+ 0 97
1 70	Zambia Corp.	1 81	1 85	1 82	+ 0 56

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 405	9 368	9 050	9 650
ECU	6 852	6 846	....	....
Allemagne (100 DM)	304 950	304 700	295	310
Belgique (100 F)	15 129	15 122	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	270 470	270 350	260	280
Danemark (100 krd)	84 980	84 980	80	88
Norvège (100 k)	106 260	106 150	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 994	12 061	11 650	12 400
Grèce (100 drachmes)	6 872	6 866	6 200	7 700
Italie (1 000 lires)	4 781	4 776	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	364 700	364 500	3 540	3 710
Suède (100 krs)	105 980	105 810	101	108
Autriche (100 sch)	43 400	43 330	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 334	5 327	5 150	5 700
Portugal (100 esc.)	5 340	5 340	5 200	6
Canada ($ can 1)	6 890	6 865	6 650	7
Japon (100 yens)	3 785	3 765	3 640	3 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/6
Or fin (kilo en barre)	94500	94700
Or fin (en lingot)	94550	94500
Pièce française (20 fr)	542	552
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	550	553
Pièce latine (20 fr)	540	542
Souverain	685	686
Pièce de 20 dollars	3920	3935
Pièce de 10 dollars	2130	2132 50
Pièce de 5 dollars	1375	.....
Pièce de 50 pesos	3520	3530
Pièce de 10 florins	574	570

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. LA CATASTROPHE DU BOEING D'AIR INDIA
3. LES OTAGES DE BEYROUTH
4. EUROPE
– POLOGNE : le ministre des affaires étrangères a été reçu fraîchement par le pape.
5-6. AFRIQUE
– Le voyage de M. Fabius à Alger.
6. AMÉRIQUES
7-8. DIPLOMATIE
– UN LIVRE CONTROVERSÉ : *les Empires contre l'Europe*, de Régis Debray : « Le dernier gaulliste ? », par André Fontaine ; « Sur la balançoire des mythes », par Pierre Hassner.

POLITIQUE

10. La visite du président de la République en Languedoc-Roussillon ; Le conflit entre M. Fabius et M. Jospin.
11. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

12. Le retour de Discovery.
13. *Le congrès des psychologues.*

SPORTS

14. AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 à Detroit.
– CYCLISME : le championnat de France.

CULTURE

15. MUSIQUE : *le Barbier de Séville* à l'Opéra-Comique.
– PATRIMOINE : la situation à la Bibliothèque nationale.
17. COMMUNICATION : l'abri fiscal et la production *audiovisuelle.*

LE MONDE ÉCONOMIE

19 à 22. L'EUROPE FACE AU PROJET EURÊKA.

ÉCONOMIE

42. SOCIAL.
43. AFFAIRES.
44. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.
Annonces classées (23 à 41) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (47).

SIX ÉLECTIONS CANTONALES

Trois duels droite-extrême droite au second tour

Six élections cantonales partielles se sont déroulées le dimanche 23 juin. Dans le canton de Lille-Est (Nord), il s'agissait d'un second tour de scrutin qui opposait M. Lauriol, RPR, à M. Derosier, conseiller sortant socialiste qui avait démissionné après la décision du tribunal administratif d'annuler le second tour des cantonales de mars dernier. M. Derosier a été réélu et retrouvera donc son siège de président du conseil général du Nord. Dans les cinq autres cantons, il s'agissait de premiers tours destinés à pourvoir au remplacement de conseillers généraux d'opposition décédés.

Ces six élections ont été marquées par des taux d'abstention très élevés (65,12 % dans le Val-de-Marne, 65,11 % dans le Haut-Rhin, 63,43 % dans le Nord, 54,70 % dans la Haute-Savoie, 52,06 % dans les Alpes-Maritimes et 51,38 % dans la Seine-Maritime), qui ont empêché bon nombre de candidats de franchir la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second tour. Dans le canton de Vincennes-Ouest, le candidat de l'opposition, qui a pourtant recueilli 62,99 % des suffrages exprimés, n'a pu être proclamé élu faute d'avoir réuni sur son nom les voix du quart des électeurs inscrits.

L'opposition devrait conserver les cinq sièges en ballottage. Dans un seul canton (Darnétal, Seine-Maritime), le second tour donnera lieu à un affrontement entre un candidat de droite et un candidat socialiste. Dans les quatre autres, se dérouleront des duels au sein de l'opposition et dans trois d'entre eux (Menton, Mulhouse-Sud et Vincennes-Ouest) se dérouleront des duels opposition-Front national. Dans ces trois cantons, le parti de M. Le Pen a réalisé de bons scores : 23,70 % dans les Alpes-Maritimes, 17,81 % dans le Haut-Rhin et 14,15 % dans le Val-de-Marne. Il a toutefois subi un recul de 2,5 points à Darnétal (Seine-Maritime).

La gauche, pour sa part, n'a réussi à maintenir ses positions qu'en Seine-Maritime grâce à une progression du Parti socialiste, qui compense un recul du PC. Dans les quatre autres cantons, elle enregistre des pertes sensibles.

NADINE AVELANGE.

ALPES-MARITIMES : canton de Menton (1er tour).

Inscr., 28 916 ; vot., 13 862 ; suffr. expr., 13 544. MM. Peregrini, un. opp., 6 576 ; de Gubernatis, FN, 3 210 ; Nataloni, PS, 1 892 ; Pilipenco, PC, 1 221 ; Leroux, div., 645. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Francis Palmero, sénateur centriste des Alpes-Maritimes, ancien maire de Menton, et conseiller général depuis 1958, décédé le 13 mai dernier. Il avait été réélu dans ce canton, au second tour des élections de mars 1982 avec 12 750 voix contre 7 374 à M. Guidez, PS, pour 20 124 suffrages exprimés, 21 015 votants et 29 368 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 29 384 ; vot., 20 557 ; suffr. expr., 20 102. MM. Palmero, 6 707 ; Bineau, RPR, 6 045 ; Guidez, PS, 4 017 ; Morbidelli, PC, 2 371 ; Leroux, div. g., 797 ; Anton, div., 165.

Le candidat de l'opposition unie M. Peregrini est arrivé en tête du premier tour de ce scrutin partiel avec 48,55 %. Au second tour il affrontera le candidat du Front national, M. de Gubernatis, qui a recueilli 23,70 % des suffrages exprimés. Les deux candidats de gauche sont éliminés dès ce premier tour pour n'avoir pas franchi la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second.

Par rapport au premier tour des élections cantonales de mars 1982, le PS perd 6,02 points et le PC 2,78 points.

Les électeurs se sont abstenus massivement puisque le taux de participation n'a été que de 47,93 %.]

NORD : canton de Lille-Est (2e tour).

Inscr., 18 179 ; vot., 6 647 ; suff. expr., 6 304. – MM. Derosier, PS, 3 773, RÉÉLU ; Lauriol, RPR, 2 531.

[M. Bernard Derosier, PS, a retrouvé son siège de conseiller général, et par conséquent son poste de président de l'Assemblée départementale. Il est sorti vainqueur de cette élection partielle consécutive à sa démission, qui faisait suite à la décision du tribunal administratif de Lille de rectifier les résultats du premier tour des élections cantonales de mars dernier et d'annuler ceux du second. Une erreur commise dans le décompte des voix du premier tour aurait en effet empêché le candidat du RPR, M. Lauriol, de prendre part au second.

Le second tour de cette élection partielle n'a pas davantage mobilisé les électeurs que le premier, puisque le taux des abstentions est passé de 62,17 % le 16 juin à 63,43 %. M. Derosier, qui a recueilli près de 60 % des suffrages exprimés a semble-t-il bénéficié d'un bon report des voix communistes du premier tour bien que le PC n'ait appelé qu'à *« barrer la route à la droite »*. M. Lauriol, RPR, doit se contenter d'avoir obtenu de disputer ce second tour au nom de l'opposition, pour la première fois depuis longtemps dans ce canton, où le candidat socialiste l'emportait dès le premier tour ou restait seul en lice au second.

Les résultats du premier tour de scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 18 179 ; vot., 6 877 ; suff. expr., 6 681. – MM. Derosier, 2 888 ; Lauriol, 1 829 ; Degrève, PC, 874 ; Wargnier, FN, 648 ; Paul (verts), 288 ; Maestracci, div. d., 154.]

HAUT-RHIN : canton de Mulhouse-Sud (1er tour).

Inscr., 24 177 ; vot., 8 434 ; suffr. expr., 8 183. MM. Blum, sout. RPR, 1 842 ; Freulet, FN, 1 458 ; Risser, PS, 1 144 ; Pfleger, CDS, 993 ; Jenner, div. d., 825 ; Waechter, écol., 506 ; Gorgler, PR, 387 ; Horter, div. d., 386 ; Mme Thévenin, PSD, 355 ; MM. Saintememe, PC, 148 : Muller, div., d. 139. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Erbland, UDF-PSD, décédé récemment, qui avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1982, sous l'étiquette CDS, avec 9 259 voix contre 4 924 à M. Grimont, PS, et 6 à M. Horter, RPR, pour 14 189 suffrages exprimés, 14 838 votants et 24 289 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 24 289 ; vot., 14 509 ; suffr. expr., 13 997. MM. Erbland, 3 567 ; Grimont, PS, 3 373 ; Horter, RPR, 2 497 ; Jenner, PR, 2 497 ; Waechter, écol., 1 168 ; Spenlenhauer, div., 408 ; Saintememe, PC, 369.

Parce que le taux des abstentions a été très élevé (65,11 %) et les candidatures nombreuses (onze), aucun des candidats n'a franchi au premier tour de ce scrutin partiel la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second. Seuls les deux candidats arrivés en tête, MM. Blum, soutenu par le RPR, maire de Brunstatt, (22,51 %) et Freulet, FN, (17,81 %) pourront participer au scrutin du 30 juin.

Par rapport au premier tour des cantonales de mars 1982, le PC se maintient, puisqu'il ne recule que de 0,83 point, mais le PS enregistre une perte de 10,11 points.]

HAUTE-SAVOIE : canton de Douvaine (1er tour).

Inscr., 9 217 ; vot., 4 175 ; suff. ex., 4 127. MM. Mugnier, UDF, 1 615 ; Bechet, div. d., 730 ; Favre, div., 648 ; Hyacinthe, PS, 359 ; Betemps, PC, 285 ; Contoux, FN, 261 ; Dumont, écol., 229. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jacques Miguet, conseiller général div. dr. qui avait été réélu au premier tour des cantonales de mars dernier avec 4 099 voix contre 785 au candidat communiste, M. Betemps, pour 4 884 suffrages exprimés, 5 173 votants et 9 240 électeurs inscrits.

La droite comme la gauche présentaient pour ce scrutin partiel plusieurs candidats, ce qui rendait difficile l'élection d'un conseiller général dès le premier tour. Le PC, qui n'était plus seul à convoiter les suffrages de la gauche, voit son score passer de 16,07 % à 6,90 %, le candidat socialiste recueillant 8,69 % des suffrages exprimés.

Le candidat de l'opposition, soutenu par l'UDF, M. Mugnier, arrivé en tête de ce premier tour avec 39,13 % des suffrages, est seul à avoir franchi le seuil des 10 % des inscrits. Il affrontera donc au second tour l'autre candidat d'opposition arrivé derrière lui, M. Bechet.]

SEINE-MARITIME : canton de Darnetal (1er tour).

Inscr., 15 731 ; vot., 7 648 ; suffr. expr., 7 507. Mme Pretter, UDF, 3 129 ; MM. Jeanne, PS, 1 979 ; Pezier, PC, 1 132 ; Miquel, RPR, 1 021 ; Deripe, FN, 246. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre Damamme, UDF-rad., vice-président du conseil général, décédé le 25 mai. Il avait été réélu au second tour des cantonales de mars dernier avec 5 535 voix contre 4 401 au candidat socialiste M. Jeanne, pour 9 936 suffrages exprimés, 10 324 votants et 15 777 inscrits.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 15 780 ; vot., 10 395 ; suffr. expr., 10 014. MM. Damamme, 3 262 ; Jeanne, 2 287 ; Pezier, PC, 1 824 ; Beutin, div. dr., 1 005 ; Miquel, div. d., 948 ; Deripe, FN, 579 ; Calentier, POE, 109.

Le rapport des forces d'un scrutin à l'autre s'est peu modifié. La gauche totalise 41,44 % des suffrages ; elle en avait recueilli 41,05 % au premier tour de mars dernier. Toutefois le candidat socialiste fait sensiblement mieux, 26,36 % au lieu de 22,83 %, au détriment du candidat communiste, M. Pezier, maire de Darnetal qui enregistre une perte de plus de trois points.

L'opposition de droite retrouve elle aussi son potentiel de mars 1985 mais le Front national enregistre une perte de 2,51 points.]

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1er tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. ex., 4 664. MM. Lacam, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Sulter, PS, 600 ; Cheval, écol., 235 ; Talhouarn, PC, 231. *Il y a ballottage.*

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Roland Vernaudon, adjoint au maire de Vincennes, président de la fédération RPR du Val-de-Marne. Conseiller général depuis 1972, il avait été réélu dès le premier tour des cantonales de mars 1982 avec 5 873 voix contre 1 974 au candidat du PS, M. Marty, 603 au candidat du PC, M. Ferrier, et 288 au candidat du PSU, M. Piau, pour 8 738 suffrages exprimés, 8 929 votants et 14 719 électeurs inscrits.

M. Lacam, candidat de l'opposition unie, est arrivé largement en tête du premier tour de ce scrutin partiel. Mais, s'il a obtenu 62,99 % des suffrages exprimés, il n'a pas recueilli les voix du quart des électeurs inscrits indispensables pour être élu. Il devra donc être à nouveau candidat au second tour et affrontera le candidat du Front national (14,15 %), arrivé en deuxième position.

Ce scrutin a été marqué par un fort taux d'abstention (65,12 %) et un recul sensible de la gauche. Ses deux candidats n'ont recueilli que 17,81 % des suffrages, alors que les candidats socialiste, communiste et PSU en avaient totalisé 32,78 % en mars 1982. Le PC perd ainsi 1,95 point et le PS 9,73 points.]

● *Décès de M. Franck Arnal, ancien ministre.* – M. Franck Arnal, ancien secrétaire d'Etat à la marine, ancien député et ancien maire de Toulon, est décédé le dimanche 23 juin à Carqueiranne (Var).

[Né le 30 octobre 1898 à Vialas (Lozère), Franck Arnal, docteur en pharmacie, président d'honneur du conseil national de l'ordre des pharmaciens, ancien vice-président de la Fédération internationale pharmaceutique, avait présidé le comité de libération du Var en 1943 et en 1944. Maire de Toulon (1944-1945), conseiller général (1945-1948), Franck Arnal avait siégé à l'Assemblée nationale de 1945 dès la première Assemblée constituante jusqu'à novembre 1958. Il avait présidé au Palais-Bourbon la commission d'enquête dite « des généraux » (1950-1951) puis celle consacrée au trafic des piastres indochinoises (1953). Vice-président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, Franck Arnal avait participé au gouvernement Bourgès-Maunoury (juin-octobre 1957) comme secrétaire d'Etat aux forces armées chargé de la marine. Il avait quitté les rangs de la SFIO en avril 1959, à la suite de sa non-désignation comme candidat aux élections sénatoriales dans le Var.]

Le numéro du « Monde » daté 23-24 juin 1985 a été tiré à 396 904 exemplaires

Sur le vif

Tics

C'est marrant, les idées ! Moi, je passe ma vie à leur courir après, à essayer de les rameuter, de les rassembler, de les aligner en file sur un rang. Allez, un peu de tenue, un peu de tonus, s'il vous plaît ! Rien à faire. Elles sont minces. Evanescentes. Elles jouent les filles de l'air. Elles s'évanouissent. Elles se dérobent. Elles se dissipent en fumée.

Et puis là, ce matin, en triant mon courrier, voilà qu'il m'en tombe une toute prête, toute parée. Impeccable. C'est un lecteur qui m'écrit. Il ronchonne, il bougonne. Il dit qu'on est envahi par les tiques. Pas les petites bêtes suceuses de sang — je le cite — non. Une nouvelle forme de parasites qu'on distingue à l'enflure du vocabulaire.

Après la robotique, l'informatique, la télématique, la bureautique, voici la récréatique, la forêtique, la productique, la monétique et, accrochez-vous bien, la mécatronique. Vous ne savez pas ce que c'est ? Allons, voyons, réfléchissez. C'est un mot qui en recouvre deux autres, en ique eux aussi. Vous n'avez pas trouvé ? Vous êtes trop bête, tant pis pour vous.

Quand la médiatique, en quête de créatique, fournira la bouffatique aux gastronomes, la déambulatique aux promeneurs, la bobertique aux électeurs, la balnéatique aux amateurs de bains de mer et la quiétique aux fervents du farniente, nous serons enfin devenus, note à juste titre mon correspondant, des gens sérieux. A condition, bien entendu, de rester dans l'emphatique et d'écarter toute velléité de rigolatique.

Il a cent fois raison. Tous ces tiques, y'en a marre : ça fait toc, ça fait pédant. Moi, je propose un suffixe bien plus chouette, bien plus docte. C'est logie. La technique a déjà rendu les armes à la technologie. Le tourisme n'attend que l'occasion — la voici — d'accéder à la touristologie. Le maître nageur deviendra un hydrologiste, à l'exemple du manipulateur de photocopieuse, déjà baptisé, je n'invente pas, reprographe. On va pouvoir conseiller aux jeunes de se recycler dans l'informologie reprographique, et les bains-douches Mouffetard auront droit à la noble dénomination de centre mondial d'hygiologie hydrographique et de la ressource humaine.

CLAUDE SARRAUTE.

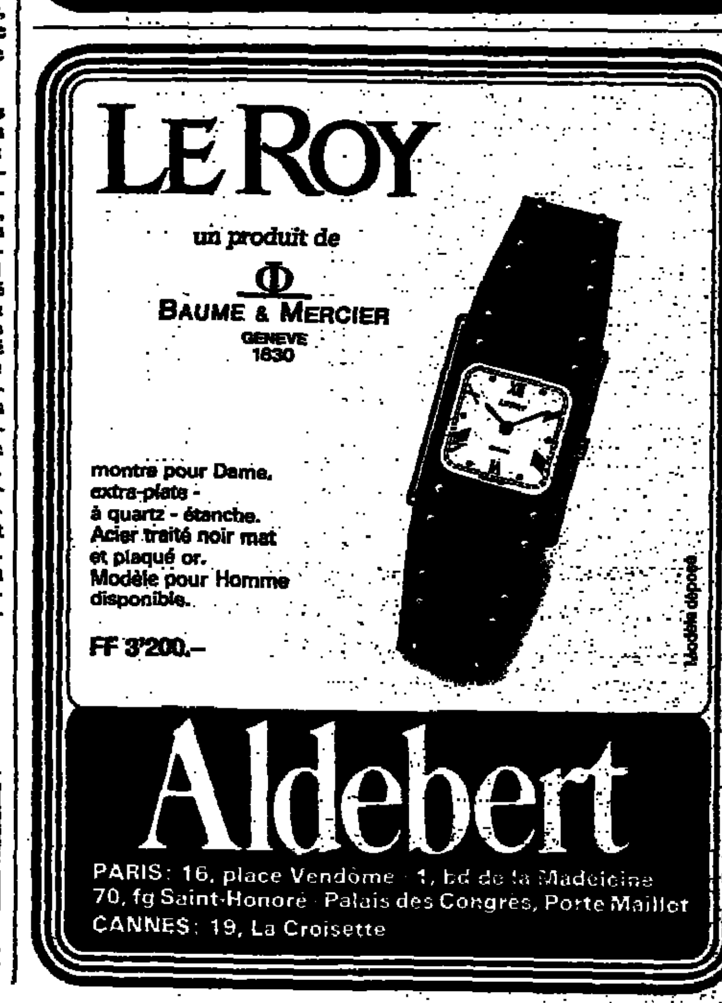
NOUVELLES BRÈVES

● *Paris s'oppose au passage sous pavillon de complaisance de deux pétroliers.* – Le gouvernement français a décidé de ne pas accorder à la Société française des transports pétroliers (SFTP-groupe Worms) une dérogation pour faire passer sous pavillon de complaisance des Bahamas deux de ses navires pétroliers, a annoncé le 24 juin le secrétariat d'Etat à la mer. Le veto pourrait conduire l'armateur à vendre les deux tankers *Le Poitou* (135000 tonnes) et *Le Touraine* (92000 tonnes), probablement à une filiale suisse.

● *Offensive de la résistance afghane dans la vallée du Panshir.* – Une offensive lancée, début juin, dans la vallée du Panshir (est de Kaboul) a permis aux partisans du commandant Massoud de prendre les postes militaires de l'armée afghane installée sur les hauteurs, selon un témoin français arrivé, samedi 22 juin, à Islamabad. Selon M. Philippe Gauthier, photographe, le commandant Massoud mène actuellement une attaque concertée et suivie sur des dizaines de kilomètres. Le photographe français a indiqué que les moudjahidines étaient également parvenus à contrôler la route qui, au fond de la vallée, assurait la jonction avec le poste fortifié avancé de la localité de Poujrouth, qui abrite six cents soldats afghans.

● *Cambriolage dans les Bouches-du-Rhône.* – Des malfaiteurs se sont introduits par effraction au cours du week-end dans les locaux de la société de transports de fonds Protecval, d'Aix-les-Milles (Bouches-du-Rhône), à une vingtaine de kilomètres de Marseille, et ont emporté un butin estimé à plusieurs dizaines de millions de francs.

Le 31 mai dernier, un fourgon blindé de cette société, transportant des fonds, avait été attaqué et éventré à l'aide d'un engin explosif par plusieurs bandits, dans la banlieue marseillaise du Merlan : deux convoyeurs de fonds avaient été tués, tandis qu'un troisième avait été mortellement blessé.



A B C D E F G